

Document d'information sur les ratifications et les activités normatives

(au 31 décembre 2007)

**Troisième question à l'ordre du jour: Informations et rapports
sur l'application des conventions et recommandations**

Rapport III (partie 2)

Bureau international du Travail Genève

ISBN 978-92-2-219485-8
ISSN 0251-3218

Première édition 2008

Tableaux générés par la base de données APPLIS
www.ilo.org/normes

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Les publications du Bureau international du Travail peuvent être obtenues dans les principales librairies ou auprès des bureaux locaux du BIT. On peut aussi se les procurer directement, de même qu'un catalogue ou une liste des nouvelles publications, à l'adresse suivante: Publications du BIT, Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par e-mail: pubvente@ilo.org ou par notre site Web: www.ilo.org/publns.

Note au lecteur

Le document d'information sur les ratifications et les activités normatives (rapport III (partie 2)) offre une vue d'ensemble des développements intervenus dans le domaine des normes internationales du travail au cours de l'année 2007. Il complète les informations contenues dans le rapport de la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations (rapport III (partie 1A)). La première partie de ce document contient des informations générales sur les développements récents intervenus dans le domaine des normes internationales du travail, sur les procédures constitutionnelles et autres procédures liées au contrôle de l'application des normes ainsi que sur l'assistance technique dans le domaine des normes. La deuxième partie comprend, sous forme de tableaux, l'ensemble des informations sur la ratification des conventions et des protocoles. Enfin, la troisième partie présente, sous forme de tableaux, les «profils par pays» qui rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence internationale du Travail aux autorités compétentes, pour chaque pays.

Table des matières

	<i>Page</i>
Note au lecteur	iii
Première partie. Information générale sur les normes internationales du travail.....	1
Développements récents.....	1
A. Politique normative	1
1. Amélioration des activités normatives.....	1
2. Plan d'action pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la convention du travail maritime de 2006.....	3
3. Autres questions	4
B. Nouvelles normes examinées par la Conférence internationale du Travail à sa 96 ^e session (mai-juin 2007)	4
1. Commission du secteur de la pêche – Action normative, simple discussion, en vue de l'adoption d'une convention concernant le travail dans le secteur de la pêche et d'une recommandation concernant le travail dans le secteur de la pêche.....	4
2. Commission du renforcement de la capacité de l'OIT – discussion générale	6
3. Commission des entreprises durables – discussion générale	6
C. Question normative inscrite à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail	7
Procédures constitutionnelles et autres	8
A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	8
B. Réclamations en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT	10
C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT	11
D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale	12
Assistance technique	13
A. Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique proposée par le Département des normes internationales du travail et les bureaux sous-régionaux.....	13
1. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à sa 95 ^e session (mai-juin 2006).....	13
2. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives	14

3. Activités de formation.....	18
4. Activités de promotion.....	22
Activités spécifiques entreprises en collaboration avec les autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail.....	
	26
A. Collaboration en matière de normes	26
B. Traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.....	26
C. Autres questions relatives aux droits de l'homme	27
D. Charte sociale européenne	28
Annexes à la première partie	
1. Informations générales	29
2. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997	31
Deuxième partie. Liste des ratifications par convention et protocole.....	35
Troisième partie. Profils par pays	115
Annexe. Liste des conventions adoptées par session.....	209

Première partie. Information générale sur les normes internationales du travail

Développements récents

A. Politique normative

1. Amélioration des activités normatives

1. La présente partie fait le point sur la suite donnée à l'adoption par le Conseil d'administration, à sa 294^e session (novembre 2005), d'une orientation stratégique des normes et des procédures et politiques liées aux normes ¹. En mars et novembre 2007, le Conseil d'administration a été saisi de documents importants relatifs à la mise en œuvre des quatre volets de cette stratégie (politique normative, système de contrôle, normes et coopération technique et visibilité du système normatif). Ces documents ont donné lieu à un riche débat ² qui a abouti à l'approbation par le Conseil d'administration des éléments suivants du plan d'action intérimaire proposé par le Bureau.

2. Dans le cadre du premier volet relatif à la mise en œuvre de la politique normative, des propositions ont été faites au sujet de: l'organisation de consultations tripartites à la lumière de la discussion à la Conférence en juin 2008; la promotion et le suivi des conclusions du groupe de travail Cartier, l'accent étant mis, pour ce qui est des priorités thématiques, sur les conventions prioritaires – en particulier les conventions relatives à l'inspection du travail et aux consultations tripartites – ainsi que sur les conventions récemment adoptées et les recommandations qui les accompagnent; et d'une reprise de la discussion sur le statut de la convention n° 158 et de la recommandation n° 166 sur le licenciement.

3. Le second volet, qui porte sur le système de contrôle, met l'accent sur la rationalisation de l'envoi des informations et des rapports dus au titre de l'article 22 de la Constitution de l'OIT. Dans ce contexte, en mars 2007, deux options ont été présentées:

- L'option classique, consistant à agir ponctuellement sur tel ou tel aspect de la procédure de transmission et de traitement des rapports et des informations. Les mesures proposées étaient les suivantes:
 - a) allongement du cycle des rapports dus pour les conventions fondamentales et prioritaires qui passerait de deux à trois ans; le cycle de cinq ans pour les autres conventions demeurerait inchangé;

¹ Document GB.298/LILS/4.

² Document GB.298/9(Rev.), paragr. 29 à 100, et document GB.300/LILS/6.

- b) réexamen des formulaires de rapport existants, pour tenir compte de demandes régulières des gouvernements, et poursuite de la réflexion menée par la commission d'experts en vue de faciliter l'identification par les gouvernements des questions les plus importantes contenues dans les commentaires; et
 - c) poursuite et renforcement des activités de formation, en étroite coordination avec le Centre de formation de Turin, à l'intention des organisations de travailleurs et d'employeurs en vue de renforcer leur participation, quant au fond, au contrôle de l'application des conventions ratifiées.
 - L'approche d'ensemble consistait à intégrer une approche par pays au contrôle de l'application des conventions ratifiées afin d'améliorer durablement l'efficacité de la procédure de contrôle basée sur l'article 22 et d'assurer une intégration systématique des normes internationales du travail et des travaux des organes de contrôle aux activités de l'OIT. La discussion a montré que l'utilité d'une approche d'ensemble avait été bien comprise mais le Conseil d'administration a écarté l'intégration d'une approche par pays au contrôle de l'application des conventions ratifiées et a demandé au Bureau de présenter des alternatives, telles que l'examen d'une approche thématique renforcée des conventions non fondamentales et non prioritaires.
4. En novembre 2007, le Bureau a proposé de soumettre à la 303^e session du Conseil d'administration (novembre 2008) des options supplémentaires pour une approche globale de la rationalisation, après la discussion à la Conférence en juin 2008, avec une évaluation du groupement actuel des conventions par sujet. Les options incluront aussi des mesures visant à revoir les formulaires de rapport et à permettre aux gouvernements de concentrer leur attention sur les questions urgentes soulevées par les organes de contrôle. Le Bureau a en outre proposé de présenter des explications sur la dynamique du système de contrôle au Conseil d'administration à sa 301^e session (mars 2008).
5. En ce qui concerne le renforcement de l'impact du système normatif par le biais de la coopération technique (troisième volet), un plan d'action pour 2008 axé sur trois types spécifiques d'intervention a été proposé: rationalisation des priorités liées aux normes dans le contexte des activités globales de coopération technique et d'autres initiatives majeures en matière de développement; interventions spécifiques visant à traiter les priorités thématiques; et interventions spécifiques visant à traiter les priorités au niveau des pays dans le contexte des programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD). Les conclusions du groupe de travail Cartier et les commentaires des organes de contrôle serviront de base pour recenser ces priorités. Un vaste programme pilote à moyen terme couvrant plusieurs thèmes prioritaires et pays pilotes sera conçu et mis en œuvre.
6. Dans le cadre du quatrième volet, pour améliorer l'accès au système normatif ainsi que sa visibilité, les mesures suivantes ont été suggérées: soumission d'une proposition au Conseil d'administration à sa 301^e session (mars 2008) visant à établir un système de présentation des rapports en ligne et à prévoir un dispositif électronique à cet effet pour le cycle de 2008; gestion et perfectionnement des bases de données sur les normes internationales du travail et sur la législation nationale, ainsi que du nouveau portail sur les profils par pays, avec des financements appropriés; et poursuite de la coopération avec le Centre de Turin et réexamen des modalités de collaboration sur les questions normatives entre l'OIT et d'autres organisations internationales, afin d'améliorer la visibilité des normes auprès des mandants, du grand public et dans tout le système international.

2. Plan d'action pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la convention du travail maritime de 2006

7. Comme suite aux orientations données par le Conseil d'administration après l'adoption de la convention du travail maritime, 2006, le Bureau a élaboré et publié un plan d'action quinquennal détaillé visant à promouvoir une ratification large et rapide de la convention ainsi que son application effective au niveau national. Le plan d'action, que le Conseil d'administration a approuvé en mars 2007, a pour objectif d'obtenir en cinq ans le nombre de ratifications requis (30 Membres représentant au moins 33 pour cent du tonnage brut de la flotte mondiale) pour que la convention entre en vigueur. Le plan d'action est centré dans un premier temps sur des manifestations mondiales et régionales tendant à promouvoir la ratification de la convention et à contribuer à la mise en place d'une coopération internationale et régionale en vue de son application. Par ailleurs, l'élaboration de directives pour le contrôle par l'Etat du port ainsi que pour l'inspection par l'Etat du pavillon constitue un autre aspect important du plan d'action. Ces deux questions ont fait l'objet de résolutions de la Conférence qui a demandé que les directives pour le contrôle de l'Etat du port soient traitées à titre prioritaire.

8. Dans ce cadre, le Bureau soumettra, aux réunions tripartites d'experts qui devraient être convoquées en septembre 2008, un projet de directives internationales pour les inspections menées au titre du contrôle par l'Etat du port, de même que pour les inspections par l'Etat du pavillon. A cette fin, le Bureau est tenu informé des discussions sur les directives pour le contrôle par l'Etat du port qui ont été organisées au niveau gouvernemental dans le cadre des mémorandums d'entente régionaux sur le contrôle des navires par l'Etat du port. Le Bureau est en outre assisté dans la préparation du projet de directives pour les inspections au titre du contrôle par l'Etat du pavillon par un groupe de travail tripartite informel.

9. A ce jour, la convention a été ratifiée par le Libéria (en juin 2006), deuxième Etat du pavillon par ordre d'importance dans le monde, ainsi que par les îles Marshall (septembre 2007). On sait que d'autres pays, dont des pays membres de l'Union européenne, les Bahamas, le Brésil, le Canada, le Panama, les Philippines et la Fédération de Russie, ont pris des mesures importantes en vue de ratifier la convention. Comme le prévoit le plan d'action, afin de promouvoir la ratification de la convention, des missions tripartites de haut niveau ont déjà eu lieu dans plusieurs pays:

- *Panama* (février 2007). A l'occasion de cette mission, un plan d'action a été adopté dont l'objectif est d'identifier les mesures administratives, légales et de nature opérationnelle qui permettront au Panama de ratifier et de mettre en œuvre la convention. Des échanges sont actuellement en cours entre le Bureau et le gouvernement à cet égard, et une mission de suivi est prévue pour février 2008.
- *Philippines* (novembre 2006). La mission a noté que le gouvernement et les partenaires sociaux étaient en faveur de la ratification de la convention, pour autant que puissent être réglées certaines questions spécifiques. La mission a fait un certain nombre de propositions afin que des activités de suivi soient entreprises et en vue de permettre au gouvernement et aux partenaires sociaux de mener un dialogue constructif à cet égard. Le Bureau et le gouvernement sont en contact à cette fin.
- *Fédération de Russie* (février 2007). La mission a noté qu'il y avait une réelle volonté politique de ratifier la convention et que des mesures concrètes avaient déjà été prises en vue de sa ratification et de son application effective. La Douma a en outre adopté des recommandations à cet effet en mars 2007.

10. Les autres activités promotionnelles ci-après ont été menées à bien dans le cadre du plan d'action pour une ratification rapide et étendue et une mise en œuvre effective de la convention:

- séminaire tripartite pour les pays d'Amérique du sud (Buenos Aires, février 2007);
- mission technique (Indonésie, août 2007);
- Conférence sous-régionale sur la convention du travail maritime, 2006 (Nigéria, août 2007);
- séminaire national sur la convention du travail maritime, 2006 (Chine, octobre 2007);
- séminaire tripartite régional pour les pays d'Afrique lusophones sur la promotion de la convention du travail maritime, 2006 (Angola, décembre 2007); et
- séminaire tripartite sur les normes internationales du travail dans trois secteurs: maritime, pêche et ports (Madagascar, décembre 2007).

11. Durant les diverses activités susmentionnées, menées dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action, un rôle significatif a été joué par les gouvernements, de même que par les organisations d'armateurs et de marins qui offrent une assistance sur une base tripartite ou individuelle.

3. Autres questions

12. L'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT de 1997, qui a pour but de permettre à la Conférence d'abroger les conventions devenues obsolètes, entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié ou accepté par les deux tiers des Membres de l'Organisation (121/181). Une campagne de ratification a été lancée, afin de favoriser l'entrée en vigueur de cet amendement qui, à ce jour, a reçu 102 ratifications ou acceptations. La toute dernière ratification, par Samoa, a été enregistrée le 26 octobre 2007³. A sa 300^e session (novembre 2007), le Conseil d'administration a demandé au Bureau de redoubler ses efforts et appelé tous les gouvernements n'ayant pas encore ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement de 1997 à le faire dès que possible.

B. Nouvelles normes examinées par la Conférence internationale du Travail à sa 96^e session (mai-juin 2007)

1. Commission du secteur de la pêche – Action normative, simple discussion, en vue de l'adoption d'une convention concernant le travail dans le secteur de la pêche et d'une recommandation concernant le travail dans le secteur de la pêche

13. Un an après l'adoption de la convention du travail maritime, en 2006, instrument qui devrait faire date, la Conférence internationale du Travail a adopté la convention sur le travail dans la pêche. Cette nouvelle convention révisé et met à jour un certain nombre d'instruments préexistants de l'OIT concernant les conditions de travail et de vie des pêcheurs. Elle vise à assurer à cette catégorie de travailleurs des conditions de travail décentes et à contribuer à la viabilité dans le temps de l'industrie de la pêche. Comme la

³ Voir annexe 2 pour la liste des pays ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement.

convention du travail maritime de 2006, elle est un digne exemple des efforts dont l'Organisation internationale du Travail a su faire preuve pour parvenir à des normes du travail consolidées, flexibles et aisément ratifiables.

14. La convention sur le travail dans la pêche propose un ensemble exhaustif de normes relatives aux conditions de travail et de vie pour les quelque 30 millions de pêcheurs de par le monde. Elle s'applique à toute la pêche commerciale, à l'exclusion de la pêche de subsistance et la pêche récréative, à tous les navires de pêche, sans considération de leur taille, et à toutes les catégories de pêcheurs de métier, y compris aux pêcheurs qui sont rémunérés sur la base d'une part de la prise. C'est la première fois qu'une norme internationale concernant les pêcheurs et la pêche instaure dans ce secteur une protection spécifique en matière de sécurité sociale, de sécurité et de santé au travail, et de repos. Sur les plans de l'application et des voies d'exécution, la convention incorpore des dispositions relatives au contrôle par l'Etat du port qui s'inspirent de celles qui s'appliquent au transport maritime. Elle inclut une clause d'«équivalence dans l'ensemble» qui introduit une certaine flexibilité dans l'application des normes de logement des équipages.

15. La nouvelle convention sur le travail dans le secteur de la pêche se démarque des normes préexistantes par un grand nombre d'améliorations et elle innove à plusieurs égards. Par exemple, elle porte à 16 ans l'âge minimum d'admission au travail à bord d'un navire de pêche, alors que la convention n° 112 fixait cet âge à 15 ans (les personnes âgées de 15 ans peuvent, à titre exceptionnel, être autorisées à exercer des activités à bord de navires de pêche sous réserve de ne plus être assujetties à une scolarisation obligatoire et de suivre une formation professionnelle). Elle limite à deux ans la période maximale de validité du certificat médical (alors que la convention n° 113 ne fixait pas de limite spécifique, sauf en ce qui concerne les jeunes pêcheurs de moins de 21 ans). Elle prescrit l'adoption d'une législation et d'une réglementation qui régissent, d'une part, le nombre minimum de membres d'équipage à prévoir à bord des navires de pêche pour la sécurité de la navigation et, d'autre part, les périodes minimales de repos journalier et hebdomadaire à bord des navires qui restent en mer plus de trois jours. Elle rend désormais obligatoire la tenue à bord d'un rôle d'équipage, alors que cette question était jusque-là laissée à la discrétion des autorités nationales, comme c'était le cas avec la convention n° 114. La nouvelle convention instaure le droit de rapatriement des pêcheurs aux frais de l'armateur. Elle pose le principe du paiement régulier du salaire pour les pêcheurs qui sont payés en espèces, prescrivant en outre qu'ils aient la possibilité matérielle de faire parvenir, sans frais pour eux, tout ou partie de leur rémunération à leur famille. Elle prescrit de mettre en place un cadre légal approprié pour le fonctionnement des services privés d'embauche et de placement des pêcheurs. Elle fixe des normes détaillées en ce qui concerne les soins médicaux à assurer à bord des navires de pêche, de même que toute une série de mesures de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles, qui concernent notamment l'évaluation et la gestion des risques et la formation et l'instruction à bord. La convention requiert une législation nationale qui assure une couverture de sécurité sociale complète aux pêcheurs et qui garantisse à cette catégorie de travailleurs qu'elle ne puisse faire l'objet d'aucune discrimination sur ce plan. Enfin, elle reconnaît leur droit à des soins médicaux appropriés, de même qu'à une compensation appropriée en cas de lésions résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle et, plus généralement, elle tend à ce que soient mises en place des mesures assurant la protection des pêcheurs par rapport aux maladies et lésions corporelles d'origine professionnelle ou au décès en rapport avec le travail.

2. Commission du renforcement de la capacité de l'OIT – discussion générale

16. Lors de sa 96^e session (mai-juin 2007), la Conférence internationale du Travail a tenu une discussion générale sur le *Renforcement de la capacité de l'OIT d'appuyer les efforts déployés par ses Membres pour atteindre ses objectifs dans le cadre de la mondialisation*⁴. Les conclusions de la Commission du renforcement de la capacité de l'OIT qui ont été adoptées en juin 2007 envisagent l'éventuelle adoption d'un document faisant autorité qui traduise l'engagement des Membres vis-à-vis des objectifs de l'Organisation et les encourage à poursuivre ceux-ci de manière intégrée, conformément à l'Agenda du travail décent et avec l'appui de cette dernière. L'un des éléments essentiels permettant de soutenir cet engagement serait la possibilité d'établir des rapports cycliques en relation avec les objectifs stratégiques, qui seraient discutés chaque année à la Conférence et constitueraient ainsi une question récurrente à l'ordre du jour de celle-ci.

17. Les conclusions précisent que les rapports cycliques pourraient être un moyen d'offrir aux mandants ainsi qu'au public en général un panorama régulièrement actualisé des tendances et des politiques concernant les objectifs stratégiques, permettant en outre de renforcer la base de connaissances et la capacité analytique du Bureau. S'agissant des tendances en matière de législation et de pratique, ce panorama s'appuierait, entre autres, sur les études d'ensemble, elles-mêmes fondées sur les rapports fournis au titre de l'article 19 et de l'article 22 de la Constitution. La discussion tripartite chaque année à la Conférence internationale du Travail pourrait ainsi contribuer à établir un lien plus direct entre les besoins des mandants et le choix des priorités pour l'action future, y compris l'action normative.

18. Les effets positifs de ce projet qui peuvent être escomptés pour le système normatif concernent non seulement la politique normative (l'agenda de la Conférence, le maintien à jour du corpus normatif et la promotion des normes), mais aussi l'intégration des normes et de la coopération technique au service de la promotion effective des objectifs stratégiques et l'information, notamment grâce à une meilleure utilisation des rapports fournis au titre de l'article 19 de la Constitution.

19. Lors de sa 300^e session (novembre 2007), le Conseil d'administration a inscrit à l'ordre du jour de la 97^e session (juin 2008) de la Conférence une question en vue de continuer cette discussion et de l'éventuel examen d'un projet de document faisant autorité⁵.

3. Commission des entreprises durables – discussion générale

20. Les conclusions de la commission réaffirment que les entreprises durables sont une source principale de croissance, de création de richesses, d'emplois et de travail décent. Leur promotion est par conséquent un outil important pour réaliser le travail décent, le développement durable, et l'innovation qui améliore, avec le temps, les niveaux de vie et les conditions sociales. A cette fin, un environnement propice aux entreprises durables est essentiel. Tout en relevant que cet environnement comprend un grand nombre de facteurs, la commission a considéré que certaines conditions fondamentales sont essentielles comme, par exemple, la paix et la stabilité politique, la bonne gouvernance et l'état de droit, le dialogue social, le respect des droits de l'homme universels et des normes internationales du travail, la culture d'entreprise, une politique

⁴ Rapport de la Commission du renforcement de la capacité de l'OIT, *Compte rendu provisoire* n° 23, CIT, 2007.

⁵ Document GB.300/2/1.

macroéconomique saine et stable, la concurrence loyale et l'accès aux services financiers, les infrastructures matérielles et informatiques, l'éducation et la formation, la justice et la protection sociale, la gestion responsable de l'environnement.

21. Au niveau de l'entreprise, la commission a souligné l'importance de pratiques responsables et durables et a énuméré un certain nombre de principes applicables à toutes les entreprises, notamment en ce qui concerne le dialogue social et les bonnes relations professionnelles, la mise en valeur des ressources humaines, les conditions de travail, la productivité, les salaires et le partage des avantages, la responsabilité sociale des entreprises, et la gouvernance d'entreprise.

22. Enfin, la commission a également dégagé un certain nombre de lignes directrices en ce qui concerne les rôles respectifs que les gouvernements, les partenaires sociaux et l'OIT doivent jouer dans ce domaine.

23. Par ailleurs, la Conférence a invité le Conseil d'administration à tenir dûment compte de ces conclusions dans la planification des activités futures en matière de promotion d'entreprises durables dans le cadre de l'Agenda du travail décent et à demander au Directeur général de les prendre en considération aussi bien lors de l'élaboration du programme et budget pour le biennium 2010-11 que pour l'affectation des ressources disponibles au cours de l'exercice 2008-09.

C. Question normative inscrite à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail

24. L'ordre du jour de la 98^e session (2009) de la Conférence inclura la question de l'élaboration d'une recommandation sur le VIH/SIDA dans le monde du travail (procédure de double discussion) ⁶.

⁶ Document GB.298/2.

Procédures constitutionnelles et autres

A. Mesures prises en vertu de l'article 33 de la Constitution de l'OIT: la question de l'exécution par le gouvernement du Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

25. Suite à une plainte, déposée conformément à l'article 26 de la Constitution, alléguant l'inexécution par le Myanmar de la convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930, le Conseil d'administration a décidé de constituer une commission d'enquête. Celle-ci a conclu, dans son rapport publié en 1998, que l'obligation aux termes de l'article 1, paragraphe 1, de la convention de supprimer l'emploi du travail forcé ou obligatoire était violée au Myanmar dans la législation nationale ainsi que dans la pratique de façon généralisée et systématique, et a formulé une série de recommandations.

26. Le gouvernement n'ayant pas pris les mesures nécessaires pour mettre en œuvre les recommandations de la commission d'enquête, la CIT a adopté à sa 87^e session (juin 1999) une résolution concernant le recours généralisé au travail forcé aux termes de laquelle le Myanmar devrait notamment cesser de bénéficier de la coopération technique ou l'assistance de l'OIT, à moins qu'il ne s'agisse d'une assistance directe pour appliquer immédiatement les recommandations de la commission d'enquête. L'année suivante, à sa 88^e session, la CIT a adopté une nouvelle résolution, en vertu de l'article 33 de la Constitution, invitant les mandants de l'Organisation à examiner les relations qu'ils entretiennent avec le Myanmar et à prendre les mesures appropriées afin que ces relations ne puissent être mises à profit par le Myanmar pour perpétuer ou développer le système de travail forcé ou obligatoire décrit par la commission d'enquête.

27. Plusieurs missions techniques se sont rendues au Myanmar en 2000 et 2001 et un «protocole d'entente sur une évaluation objective par l'OIT» a été signé en mai 2001 entre l'Organisation et le gouvernement du Myanmar. Aux termes de ce protocole, le gouvernement a accepté de recevoir une mission de haut niveau chargée d'évaluer, en toute indépendance et liberté de mouvement, la réalité de la situation du travail forcé. Le gouvernement a par ailleurs accepté la nomination d'un chargé de liaison de l'OIT au Myanmar, dont le rôle est de couvrir toutes les activités permettant d'assurer l'éradication rapide et effective du travail forcé – chargé de liaison qui est entré en fonction à partir d'octobre 2002.

28. En mai 2003, le gouvernement et l'OIT ont conclu un accord sur un plan d'action conjoint pour l'élimination des pratiques de travail forcé au Myanmar qui n'a pu être mis en œuvre compte tenu des événements qui se sont produits au plan national. En novembre 2004, le Conseil d'administration a demandé à ce qu'une mission de très haut niveau se rende sur place pour évaluer l'attitude des autorités au Myanmar ainsi que leur volonté de continuer à coopérer avec l'OIT.

29. En février 2005, la mission de très haut niveau a considéré que les conditions n'étaient pas réunies pour qu'elle mène à bien son mandat et a présenté aux autorités, avant de quitter le pays, un aide-mémoire sur les mesures qui devraient être prises pour améliorer la situation. En octobre 2005, des consultations ont eu lieu entre un représentant du Directeur général et le chargé de liaison, d'une part, et le ministre du Travail, d'autre part. A cette occasion, les autorités ont indiqué que le Myanmar ne souhaitait pas s'engager dans un quelconque débat sur les mesures recommandées par la mission de très haut niveau ni sur le plan d'action conjoint dans la mesure où le seul

mécanisme acceptable pour traiter les plaintes de travail forcé était l'actuelle présence de l'OIT sur les lieux. Au cours de la 294^e session du Conseil d'administration (novembre 2005), de nombreux membres se sont dits profondément préoccupés par la dégradation de la situation au Myanmar et un certain nombre d'entre eux a considéré que, compte tenu des circonstances, la seule solution possible pour l'Organisation était de confier à la Conférence elle-même le soin de revoir les mesures adoptées, en vertu de l'article 33 de la Constitution, dans la résolution de la CIT en 2000.

30. Ainsi, le Conseil d'administration a inscrit à l'ordre du jour de la 95^e session de la CIT (mai-juin 2006) la question suivante: «Examiner quelles nouvelles mesures l'OIT pourrait prendre en vertu de sa Constitution pour: i) assurer efficacement le respect par le Myanmar des recommandations de la commission d'enquête; et ii) veiller à ce que des poursuites ne soient pas engagées contre les plaignants ou leurs représentants». Lors de cette session, la Conférence a examiné les différentes options qu'elle pourrait envisager d'adopter pour assurer le respect de la convention, parmi lesquelles la possibilité pour l'OIT de demander un avis consultatif à la Cour internationale de Justice.

31. A sa 297^e session (novembre 2006), le Conseil d'administration a exprimé sa profonde frustration devant le fait que les autorités du Myanmar n'ont pas été en mesure de convenir d'un mécanisme pour traiter les plaintes contre le travail forcé. Il a notamment conclu que les autorités du Myanmar devraient, de toute urgence et en bonne foi, conclure avec le Bureau un accord portant sur un mécanisme visant à traiter les plaintes pour travail forcé. Le Conseil d'administration a indiqué qu'un point spécifique serait inscrit à l'ordre du jour de sa session de mars 2007, pour lui permettre de passer à des options juridiques notamment, le cas échéant, la saisine de la Cour internationale de Justice.

32. Le 26 février 2007, l'OIT et le gouvernement du Myanmar ont signé un Protocole d'entente complémentaire, en vue d'établir un mécanisme de plaintes dont l'objectif est de donner aux victimes du travail forcé la possibilité de recourir aux services du chargé de liaison pour adresser leurs plaintes par son intermédiaire aux autorités compétentes en vue d'obtenir réparation. En mars 2007, le Conseil d'administration s'est félicité du fait que ce mécanisme ait été mis en œuvre et a souligné qu'il importait qu'il continue à fonctionner de manière efficace, compte tenu de la gravité de la situation en matière de travail forcé. A cet égard, et comme prévu dans le Protocole d'entente complémentaire, tant le Conseil d'administration que la CIT, lors de sa 96^e session (mai-juin 2007), ont souligné qu'il est vital que le chargé de liaison dispose des ressources en personnel nécessaires pour s'acquitter comme il convient de ses responsabilités. La CIT a souligné que ce mécanisme devrait être évalué à l'aune de l'objectif ultime de l'éradication du travail forcé.

33. En novembre 2007, à sa 300^e session, le Conseil d'administration a lancé un appel au gouvernement du Myanmar pour qu'il déclare publiquement au plus haut niveau, sans ambiguïté possible, que toutes les formes de travail forcé sont interdites sur tout le territoire national et qu'elles seront dûment punies. Le Conseil d'administration a demandé au gouvernement de veiller à ce que le mécanisme offert par le Protocole d'entente complémentaire reste pleinement opérationnel, et ce à l'échelle nationale; à ce que les mesures soient prises pour que les victimes du travail forcé puissent accéder facilement au mécanisme de plainte; et à ce qu'il n'y ait plus d'arrestations ou d'actes de harcèlement à l'encontre des plaignants, facilitateurs ou autres. Le Conseil d'administration a donné instruction au Bureau d'entreprendre une étude complète sur l'application du Protocole d'entente, qui sera soumise au Conseil d'administration à sa session de mars 2008.

B. Réclamations en vertu de l'article 24 de la Constitution de l'OIT

34. Des réclamations peuvent être déposées en vertu de l'article 24 de la Constitution par des organisations d'employeurs et de travailleurs, alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention n'a pas fait respecter cette convention sur son territoire. Une fois déclarées recevables, les réclamations sont examinées par un comité tripartite établi par le Conseil d'administration. Les conclusions sont suivies par la Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations. Le tableau ci-dessous indique l'évolution de la situation concernant les réclamations en 2007.

Pays	Convention	Organisation plaignante	Statut actuel
Argentine	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Union des travailleurs de l'enseignement du Rio Negro (UNTER)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 297 ^e session (novembre 2006); comité tripartite établi
Brésil	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Sindicato dos Engenheiros do Distrito Federal (SENGE/DF)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 295 ^e session (mars 2006); comité tripartite établi
Chili	Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933; convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933	Colegio de Profesores de Chile A.G.	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 298 ^e session (mars 2007)
Chili	Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930	Colegio de Abogados de Chile A.G.	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 298 ^e session (mars 2007); comité tripartite établi
France	Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948; convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949; convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958; convention (n° 158) sur le licenciement, 1982	Confédération générale du travail – Force Ouvrière (FO)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 300 ^e session (novembre 2007)
Guatemala	Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989	Fédération des travailleurs de ville et de campagne (FTCC)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 298 ^e session (mars 2007)
Japon	Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983	Syndicat national des travailleurs sociaux et techniciens des services à l'enfance	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 300 ^e session (novembre 2007); comité tripartite établi
Mexique	Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978; convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981; convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990	Syndicat national des travailleurs de ponts et chaussées et services connexes (SNTPCF)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 298 ^e session (mars 2007); comité tripartite établi
Pays-Bas	Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962	Confédération des syndicats turcs (TÜRK-İS)	Rapport adopté par le Conseil d'administration à sa 298 ^e session (mars 2007)

Pays	Convention	Organisation plaignante	Statut actuel
Fédération de Russie	Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996	Fédération des syndicats des transports maritimes (FPRMT)	En instance: déclarée recevable par le Conseil d'administration à sa 300 ^e session (novembre 2007); comité tripartite établi
Turquie	Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948	Yapi-Yol Sen	Cas n° 2537 examiné par le Comité de la liberté syndicale en juin 2007 (voir 347 ^e rapport)*

* Le Conseil d'administration a décidé de référer au Comité de la liberté syndicale les allégations concernant les conventions nos 87 et 98.

C. Plaintes présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution de l'OIT

35. Des plaintes peuvent être présentées en vertu de l'article 26 de la Constitution en alléguant qu'un Etat Membre qui a ratifié une convention ne respecte pas ses engagements. Elles peuvent être présentées par un autre Etat Membre qui a ratifié la même convention. Le Conseil d'administration peut initier la procédure de son propre chef ou sur réception d'une plainte d'un délégué à la Conférence internationale du Travail. Le Conseil d'administration peut instituer une commission d'enquête pour examiner la plainte. Les conclusions de la commission d'enquête sont suivies par la commission d'experts ou le Comité de la liberté syndicale.

Plainte contre le Bélarus

36. A sa 288^e session (novembre 2003), le Conseil d'administration a institué une commission d'enquête chargée d'examiner l'application par le Bélarus de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le rapport de la commission a été présenté à la 291^e session du Conseil d'administration (novembre 2004). La Commission d'experts pour l'application des conventions et recommandations de la Conférence, lors de l'examen de l'application de ces conventions en juin 2007, s'est félicitée de la déclaration du gouvernement invitant une mission de haut niveau de l'OIT immédiatement après la Conférence, et a exprimé le ferme espoir que des progrès significatifs dans le plein et entier respect de la liberté d'association seront accomplis sans retard. Pour suivre de façon appropriée l'évolution de la situation à cet égard, la commission a recommandé que le Conseil d'administration réexamine la question en novembre 2007. La mission de haut niveau du Bureau a eu lieu en juin 2007 et a fait rapport au Conseil d'administration à sa 300^e session, au cours de laquelle il s'est félicité de l'intention déclarée du gouvernement de parvenir à un accord entre toutes les parties concernées sur la question de la législation syndicale, et a indiqué que, tout en espérant qu'un grand pas en direction de solutions satisfaisantes sera fait, il fera dûment le point de la situation en la matière à sa session de mars 2008.

Plainte contre la République bolivarienne du Venezuela

37. A sa 291^e session (novembre 2004), le Conseil d'administration a été informé d'une plainte déposée en vertu de l'article 26 de la Constitution concernant l'inexécution par la République bolivarienne du Venezuela de la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949. Le Conseil d'administration a communiqué la plainte au Comité de la liberté syndicale pour pouvoir décider si celle-ci devait être transmise à une commission d'enquête. A sa 294^e session (novembre 2005),

le Conseil d'administration a approuvé la recommandation soumise par le Comité de la liberté syndicale d'organiser une mission de contacts directs dans le pays avant de décider comment traiter la plainte. Le Comité de la liberté syndicale a répété cette demande au gouvernement dans ses rapports de mars, juin et novembre 2007.

D. Procédures spéciales en matière de liberté syndicale

38. Lors de ses dernières réunions (mars, juin et novembre 2007), le Comité de la liberté syndicale a été saisi de plus de 191 cas concernant quelque 60 pays appartenant à toutes les régions du monde. Il a présenté à leur sujet des conclusions provisoires ou définitives ou en a ajourné l'examen, dans l'attente d'informations de la part des gouvernements (344^e, 345^e, 346^e, 347^e et 348^e rapports). Le comité a déjà eu l'occasion d'examiner à plusieurs reprises un grand nombre de ces cas. Il a par ailleurs été saisi de quelque 94 nouveaux cas depuis la session de la commission d'experts de décembre 2006. Le Comité de la liberté syndicale a attiré l'attention de la commission d'experts sur les questions législatives soulevées dans les cas suivants: Canada (cas n° 2467), Grèce (cas n° 2502), Pakistan (cas n° 2399), Philippines (cas n° 2488), Pologne (cas n° 2395), Roumanie (cas n° 2509), Royaume-Uni (cas n° 2473), Sri Lanka (cas n° 2380) et Zimbabwe (cas n°^{os} 1937, 2027 et 2365).

Assistance technique

A. Assistance technique dans le domaine des normes et coopération technique proposée par le Département des normes internationales du travail et les bureaux sous-régionaux

1. Missions de suivi des conclusions adoptées par la Conférence à sa 95^e session (mai-juin 2006)

Bosnie-Herzégovine

39. La Commission de la Conférence sur l'application des normes a noté la demande du gouvernement pour une mission d'assistance technique et restait certaine qu'elle serait en mesure de noter des progrès en lien avec les questions soulevées en rapport avec la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948. La mission du Bureau s'est déroulée en octobre 2007 et son rapport a été examiné par la commission d'experts à sa réunion de novembre-décembre 2007.

Croatie

40. Une mission de contacts directs de haut niveau s'est rendue en Croatie en avril 2007, suite aux conclusions formulées en juin 2006 par la Commission de l'application des normes de la Conférence au sujet de l'observation relative à la convention (n° 162) sur l'amiante, 1986, adressée à la Croatie par la commission d'experts. Conformément à son mandat, la mission a collecté des informations sur la mesure dans laquelle les travailleurs d'une usine de fabrication d'amiante et de ciment étaient exposés, et l'avaient été dans le passé, ainsi que sur le niveau actuel et passé de pollution de l'environnement, à l'amiante à proximité du site. La mission a également examiné la situation en ce qui concerne les activités impliquant l'exposition des travailleurs à l'amiante, y compris la situation concernant la production, la commercialisation et l'utilisation d'amiante, l'introduction de nouvelles technologies de production sans amiante et les mesures prises ou envisagées au sujet de la gestion des déchets d'amiante. La commission d'experts examinera le rapport de la mission au cours de sa prochaine session.

Guatemala

41. Suite à la discussion ayant eu lieu en juin 2006 au sein de la Commission de l'application des normes de la Conférence au sujet des observations relatives aux conventions n°s 87 et 98 adressées au gouvernement par la commission d'experts, une mission d'assistance technique s'est rendue au Guatemala en février 2007. Le rapport de la mission sera examiné par la commission d'experts lors de sa prochaine session.

République islamique d'Iran

42. En octobre-novembre 2007, une mission d'assistance technique s'est rendue en République islamique d'Iran, avec le double objectif de trouver des solutions aux questions soulevées par la convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949, et la convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958. La mission est le résultat des discussions qui se sont tenues à la Commission de la Conférence sur l'application des normes en juin 2006 au sujet de la convention n° 111, et en juin 2007 au sujet de la convention n° 95. S'agissant de la convention n° 95, la mission était d'obtenir une meilleure compréhension de la nature et de l'ampleur du

problème des arriérés de salaires, principalement en recueillant des chiffres concrets sur ceux-ci et le nombre de travailleurs concernés, de même que des informations à jour sur les mesures prises par le gouvernement pour régler le problème des arriérés de salaires. S'agissant de la convention n° 111, la mission consistait à évaluer la situation pour ce qui a trait à toutes les questions en instance soulevées par la commission d'experts en ce qui concerne la discrimination contre les femmes, les minorités religieuses et ethniques, ainsi que les questions législatives y relatives. Le rapport de la mission a été soumis à la commission d'experts à sa session de novembre-décembre 2007.

2. Assistance technique relative à l'obligation d'envoyer des rapports et à d'autres obligations normatives

43. Le Département des normes internationales du travail met en œuvre ses activités d'assistance technique en collaboration étroite avec les bureaux sous-régionaux pour s'assurer que les Etats Membres remplissent leurs obligations de faire rapport et de respecter leurs autres obligations normatives.

Albanie

44. En juin 2006, une formation technique portant sur les obligations de faire rapport a été dispensée aux fonctionnaires du Département des migrations du ministère du Travail et des Affaires sociales d'Albanie ainsi qu'aux représentants des partenaires sociaux, afin de renforcer leur capacité de rédiger les premiers rapports ainsi que les réponses aux commentaires de la commission d'experts, notamment en ce qui concerne les conventions relatives à la migration pour l'emploi. Les participants ont rédigé des projets de rapports sur la convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, et sur la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997. En mars 2007, le spécialiste principal en matière de dialogue social et de droit du travail, également responsable des normes internationales du travail, du bureau sous-régional de Budapest a participé à une réunion de travail avec des responsables du ministère du Travail. Compte tenu du retard dans la soumission des rapports dus, l'accent a été mis sur la nécessité d'améliorer la situation avant la prochaine réunion de la commission d'experts, et une assistance a été proposée à cette fin.

Arménie

45. Le bureau sous-régional de Moscou a organisé en arménien, en octobre 2006, un séminaire tripartite d'une journée sur les procédures relatives aux normes, tandis que les trois jours suivants étaient consacrés à un examen détaillé des obligations de faire rapport, avec la participation de fonctionnaires du ministère du Travail et des Questions sociales ainsi que de représentants des employeurs et des travailleurs auxquels des explications détaillées ont été fournies sur les exigences substantielles et procédurales. Des conseils techniques ont continué d'être offerts au groupe de travail chargé de la préparation des rapports lors de ses réunions d'avril et juillet 2007, avec une attention spéciale pour l'application de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, récemment entrée en vigueur. A cet égard, une communication écrite décrivant en détail les consultations requises par la convention a été présentée à un séminaire sur le partenariat social (avril 2007) et mise à la disposition des mandants en langue arménienne.

Brésil

46. Le bureau de l'OIT au Brésil participe, en tant qu'observateur, aux travaux de la Commission tripartite des relations internationales (CTRI), organe consultatif et de conseil du ministère du Travail et de l'Emploi en ce qui concerne les questions relevant

du droit international du travail. Cet organe est chargé, entre autres, d'examiner les conventions et les recommandations internationales du travail devant faire l'objet de la soumission.

Comores

47. En réponse à la demande d'assistance technique des Comores en ce qui concerne la soumission des rapports dus, le bureau sous-régional d'Addis-Abeba a organisé, en juillet 2007, un atelier tripartite d'une semaine, en collaboration avec le bureau de zone d'Antananarivo et avec l'appui du Département des normes. Outre des représentants du ministère du Travail, des représentants d'autres ministères, tels que de la Fonction publique, la Justice, les Finances ainsi que de l'Education ont participé à l'atelier, ainsi que les partenaires sociaux. L'atelier a combiné une formation théorique sur les conventions fondamentales internationales du travail, et notamment les conventions n^{os} 111, 138 et 182 pour lesquelles un premier rapport était dû, et des travaux pratiques en groupes sur les commentaires de la commission d'experts. Suite à cet atelier, les Comores ont soumis 16 rapports.

Congo

48. Une mission d'assistance technique a été menée, en août 2007, auprès du ministère du Travail du Congo par le bureau sous-régional de Yaoundé au cours de laquelle les différentes questions liées au respect des obligations constitutionnelles en ce qui concerne les normes internationales du travail ont été abordées. A l'occasion de cette mission, une réunion de travail a ensuite été organisée sur le thème des migrations internationales du travail à des fins d'emploi, au cours de laquelle ont été passés en revue les instruments législatifs et réglementaires pertinents, afin de préparer un atelier tripartite sur les migrations.

Croatie

49. A la demande de l'Agence gouvernementale pour le partenariat social, le bureau sous-régional de Budapest a fourni au gouvernement et aux organisations de travailleurs des conseils techniques sur la question de la représentativité, à la lumière des dispositions de la convention (n^o 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et de la convention (n^o 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949.

Djibouti

50. En décembre 2007, le bureau sous-régional d'Addis-Abeba a organisé un atelier tripartite de quatre jours dont l'objectif était de fournir une assistance technique à Djibouti afin qu'il puisse présenter le reste des rapports dus – un nombre important de rapports ayant déjà été fournis en mai 2007. Outre les employeurs, des membres des deux syndicats UGTD et UDT ont participé à l'atelier, ainsi que des représentants des ministères de l'Emploi et de la Solidarité; de la Justice; des Affaires étrangères; de l'Economie, des Finances et de la Planification chargé de la privatisation; et de la Jeunesse, du Sport et des Loisirs. L'atelier a combiné une formation sur les conventions nouvellement ratifiées – trois conventions fondamentales (conventions n^{os} 111, 138 et 182) et la convention (n^o 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976 – et des travaux de groupes sur la préparation des rapports pour ces conventions et quatre autres conventions.

Dominique

51. Un atelier sur les obligations de faire rapport, organisé conjointement par le bureau sous-régional de Port of Spain et NORMES, s'est tenu à la Dominique en février-mars 2007, auquel ont été invités des fonctionnaires des gouvernements de sept Etats Membres (Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Dominique, Grenade, Guyana, Saint-Kitts-et-Nevis et Sainte-Lucie), ainsi que d'un territoire non métropolitain (Aruba). Tous les pays participants avaient été mentionnés dans le rapport de la commission d'experts pour manquements graves à l'obligation de faire rapport. La formation a porté essentiellement sur la rédaction des rapports dans la mesure où ces pays avaient cumulé un important retard dans la soumission de ces derniers. Suite à la tenue de cet atelier, de nombreux rapports ont été reçus et certains pays ont pu être retirés de la liste des cas de manquements graves à l'obligation de faire rapport.

Egypte

52. En juillet 2007, le bureau sous-régional du Caire et le ministère égyptien de la Main-d'œuvre et des Migrations ont organisé une table ronde sur l'égalité de rémunération, à laquelle ont participé des représentants des ministères concernés et des partenaires sociaux. Dans le cadre de cette table ronde, les commentaires de la commission d'experts sur la convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951, ont été examinés et des éclaircissements fournis sur le principe «à travail de valeur égale, salaire égal». Un plan d'action et des recommandations pour l'avenir ont été adoptés.

Erythrée

53. Une mission a été organisée en août 2007, à la demande du ministère érythréen du Travail et du Bien-être, afin de mieux faire connaître les normes internationales du travail et d'examiner la situation en matière de droit du travail. L'atelier organisé dans le cadre de cette mission a permis de présenter le mandat de l'OIT et son système de contrôle ainsi que les huit conventions fondamentales de l'Organisation. Les participants ont souhaité que l'exercice soit renouvelé pour les conventions prioritaires. A l'occasion de cette mission, les perspectives de ratification de la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, ainsi que de l'amendement constitutionnel de 1997 ont pu être examinées.

Ex-République yougoslave de Macédoine

54. Le bureau sous-régional de Budapest, en coopération avec NORMES, a fourni une assistance technique en vue de renforcer la capacité du ministère du Travail à remplir ses obligations constitutionnelles de faire rapport (formation d'un fonctionnaire du ministère du Travail sur le calendrier de soumission des rapports et participation au cours de formation sur les normes internationales du travail, en mai 2007). Le pays a pu ainsi présenter deux des premiers rapports qui étaient dus depuis 1991. D'autres rapports, notamment des premiers rapports, devraient être transmis avant la prochaine session de la commission d'experts. En outre, un séminaire tripartite sur les normes internationales du travail s'est déroulé en septembre 2007 à Skopje.

Guinée équatoriale

55. Une mission d'assistance technique a été organisée par le bureau sous-régional à Yaoundé en Guinée équatoriale, en septembre 2007, au cours de laquelle divers problèmes ont été étudiés relatifs au respect des obligations constitutionnelles liées aux normes internationales du travail. Durant la mission, une réunion de travail s'est tenue sur le thème des migrations internationales pour l'emploi au cours de laquelle les lois et

règlements pertinents ont été examinés en vue de la préparation d'un atelier tripartite sur les migrations.

Haïti

56. En juillet 2007, un atelier a été organisé en Haïti pour les fonctionnaires du gouvernement en charge de la préparation des rapports dus en vertu des articles 19 et 22 de la Constitution de l'OIT, ainsi que pour ceux qui participent à ce processus. Compte tenu du nombre important de rapports non soumis, la formation a porté principalement sur les commentaires de la commission d'experts restés sans réponse, sur le calendrier de présentation des rapports ainsi que sur la manière dont il convient d'utiliser les données et les statistiques provenant d'autres ministères.

Kirghizistan

57. Le bureau sous-régional de Moscou a organisé un séminaire tripartite d'une journée en juillet 2007, suivi d'un atelier de deux jours, au cours duquel les fonctionnaires chargés de la préparation des rapports ont reçu des explications détaillées tant sur les procédures que sur la teneur des commentaires de la commission d'experts.

Malawi

58. En réponse à la demande présentée par le gouvernement lors de la dernière session de la Conférence, un atelier tripartite sur les obligations constitutionnelles, en particulier celles relatives à la soumission des rapports, a été organisé par le bureau sous-régional de Harare, en coopération avec NORMES et le bureau de l'OIT de Lusaka. Cette initiative s'inscrit dans le cadre du suivi personnalisé des conclusions de la Commission de l'application des normes de la Conférence en ce qui concerne les cas de manquements graves à l'obligation de faire rapport et à d'autres obligations liées aux normes, et vise à fournir aux pays concernés une assistance ciblée et efficace.

Népal

59. En avril 2007, un atelier conjoint, NORMES-DIALOGUE, a été organisé en collaboration avec le ministère du Travail et des Transports. Cet atelier a porté principalement sur la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, et avait pour objectif de renforcer le dialogue social dans le cadre général des relations de travail. En outre, un atelier tripartite de deux jours a été organisé en août 2007 sur l'obligation de présenter des rapports au titre des normes internationales du travail, ainsi que sur la promotion de la ratification des conventions n^{os} 87 et 105.

Ouzbékistan

60. En Ouzbékistan, un atelier de renforcement des capacités de deux jours, consacré à l'obligation de présenter des rapports, a réuni, en novembre 2007, des représentants du gouvernement et des partenaires sociaux pour une analyse approfondie des commentaires formulés par la commission d'experts sur la base des premiers rapports reçus sur l'application des conventions ratifiées.

Paraguay

61. Un séminaire sur le travail forcé et les droits fondamentaux au travail a été organisé en septembre 2007, en accordant une attention particulière aux commentaires de la commission d'experts. La création d'une commission tripartite pour la promotion des droits fondamentaux et l'élimination du travail forcé est prévue. Le bureau sous-régional

de Santiago a également fourni une assistance technique, dans le cadre du projet BID ⁷-OIT, destinée à renforcer les capacités de l'administration judiciaire et de l'administration du travail, notamment par l'adoption d'un cadre législatif approprié pour le règlement des conflits individuels ou collectifs du travail et par l'amélioration des registres administratifs des organisations de travailleurs et d'employeurs. Ces mesures devraient permettre d'améliorer le fonctionnement des services de l'inspection du travail.

Rwanda

62. Le bureau sous-régional de Yaoundé a fourni l'assistance technique requise à la personne chargée de l'élaboration des rapports au sein du ministère du Travail. Les différentes questions liées aux rapports sur les conventions ratifiées (et non ratifiées), le système d'envoi des rapports, les formulaires de rapports, les rapports détaillés et simplifiés, le rôle des organisations d'employeurs et de travailleurs, l'utilisation des différentes bases de données, etc., ont été abordées. Lors de cette mission d'assistance technique, les perspectives de ratification des certaines conventions (convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975, convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981, et convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000) ont été également évoquées ainsi que les besoins de renforcement des capacités des trente nouveaux inspecteurs du travail, notamment sur les questions de sécurité et santé au travail.

Sri Lanka

63. Une assistance technique a été fournie en mai 2007 sur les questions soulevées par le Comité de la liberté syndicale dans le cas n° 2519 au sujet de l'application des conventions n° 87 et 98.

Tadjikistan

64. Un atelier tripartite combinant des conseils sur les procédures de rapport et un examen systématique des commentaires en suspens de la commission d'experts s'est tenu en avril 2007.

Turkménistan

65. En avril 2007, le bureau sous-régional de Moscou a mené un séminaire rassemblant durant deux jours des représentants de différents ministères ainsi que des employeurs et du syndicat, qui s'est concentré sur les conventions fondamentales et les informations sur leur application devant figurer dans les premiers rapports des Etats les ayant ratifiées. Il s'agit du premier séminaire tripartite sur les normes internationales du travail organisé dans ce pays depuis son adhésion à l'OIT – séminaire qui fait suite au suivi personnalisé réalisé par le Bureau en ce qui concerne le respect des obligations liées à l'envoi de rapports.

3. Activités de formation

66. Dans le cadre de la stratégie de renforcement des capacités institutionnelles en ce qui concerne les normes, le Département des normes internationales du travail agit en étroite collaboration avec le programme de formation sur les normes du Centre de Turin. Ce programme, avec ses activités de formation, vise à renforcer la capacité des mandants de participer activement au système normatif. En outre, l'action formative menée se

⁷ Banque interaméricaine de développement.

propose de soutenir la stratégie du Bureau pour: *a)* la meilleure promotion et application des normes, *b)* le renforcement du système de contrôle, *c)* le renforcement de la visibilité des normes, et *d)* l'assistance et coopération technique en matière de normes. L'année 2007 a été marquée par une consolidation remarquable du programme. Au total, 69 activités de formation ont été déployées. L'évaluation faite par les participants à ces différentes activités a confirmé la valeur et l'opportunité de la formation dispensée.

67. Deux projets ont été poursuivis en matière des normes fondamentales. Le premier, qui porte sur la liberté syndicale, a été établi pour répondre aux nombreuses demandes de formation de la part des mandants et, le deuxième, sur le travail des enfants et le travail forcé, vise à accompagner avec une action de formation l'assistance technique offerte par le Bureau. Un troisième projet sur la discrimination a été mis sur pied en décembre 2007. Ce projet développera des outils de formation utilisables dans le cadre du suivi au rapport global établi en vertu de la Déclaration sur les droits et principes fondamentaux au travail.

68. Les activités du programme de formation sur les normes peuvent être classées de la manière suivante:

- a)* Les activités interrégionales tripartites réalisées à Turin, qui s'adressent à différents publics et portent sur les sujets suivants: normes et égalité dans l'emploi; normes et dimension sociale de la mondialisation; normes axées sur l'élimination du travail des enfants et du travail forcé; normes internationales du travail et droits des peuples indigènes et tribaux; normes internationales du travail et procédures constitutionnelles exposées aux délégués de la Conférence; et normes internationales du travail exposées aux juges, aux juristes, aux professeurs de droit et aux journalistes. En matière de liberté syndicale et intégration régionale, un cours a été organisé pour pays francophones et hispanophones.
- b)* Les principales activités aux niveaux régional, sous-régional et national, dont les sujets sont choisis en étroite coordination avec le Centre de Turin, le Bureau et les régions, ont été les suivantes: séminaire tripartite sur les rédactions des rapports en matière de conventions sur le travail des enfants pour pays de l'Afrique francophone, des Caraïbes et pour la Turquie; formation en matière de lutte contre le trafic des enfants pour pays de l'Afrique de l'ouest; formations sous-régionales sur les normes pour juges, juristes et professeurs de droit en Afrique, pays du Maghreb, Amérique latine et aux Caraïbes; formations en matière de liberté syndicale en Amérique latine (secteur de l'administration publique), en Afrique (secteur rural), en Asie (îles du Pacifique, Philippines et Indonésie); formation tripartite sur la convention maritime pour les pays lusophones d'Afrique; des cours régionaux et nationaux à l'intention des travailleurs, couvrant respectivement les mécanismes de contrôle, la liberté syndicale et le travail des enfants, et organisés à Maurice, aux Philippines, en Indonésie et à Turin.

69. Un cours interrégional pour les délégués à la Conférence, organisé conjointement avec le Département des normes internationales du travail, s'est aussi tenu cette année. Les participants ont estimé que le cours répondait à leurs besoins professionnels et, d'une manière générale, l'évaluation a été très positive sur le plan tant technique qu'administratif. La portée géographique et linguistique du cours a fait l'objet de discussions et d'une évaluation approfondie. Avec l'objectif d'augmenter le nombre de participants à cette formation, il a été décidé d'explorer la possibilité de développer aussi un cours à distance pour ce public.

70. Un programme de formation destiné aux journalistes a été réalisé pour la première fois. Il a fourni aux journalistes et aux professionnels des relations publiques les connaissances et les capacités pour tirer parti des normes et des travaux des organes de contrôle, et sensibiliser davantage l'opinion publique aux droits sociaux reconnus internationalement et à leur pertinence pour les questions sociales et du travail. L'expérience a été très positive et suite à cette action de nombreux articles concernant l'application des normes au niveau local ont été publiés.

71. Enfin, le programme de formation du Centre de Turin réalise une action formative en matière de normes et responsabilité sociale des entreprises. Un module sur ce sujet a été intégré dans la formation interrégionale sur les normes et la mondialisation, un cours spécifique a été organisé en faveur des mandats tripartites de Maroc et Tunisie. En outre, en 2007, une action de formation a été initiée aussi en faveur des institutions financières internationales et un séminaire a été réalisé notamment pour la Banque européenne d'investissement.

a) *Programmes de formation à l'intention des juges et juristes*

72. Entre janvier et août 2007, neuf activités de formation pour les magistrats se sont tenues dans neuf des pays couverts par le bureau sous-régional de San José (Costa Rica, Cuba, République dominicaine, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexique, Nicaragua et Panama). Ces activités avaient pour objectif de mieux faire connaître le système des normes internationales du travail et les travaux des organes de contrôle (en particulier la commission d'experts et le Comité de la liberté syndicale) en les présentant comme des outils pouvant être utilisés pour le règlement des conflits du travail au niveau national. L'accent a été mis sur les conventions fondamentales de l'OIT, qui ont toutes été ratifiées par ces pays. Au Costa Rica, deux séminaires ont été organisés dans deux provinces différentes, afin que ces activités de sensibilisation s'adressent également aux magistrats exerçant dans les provinces. Un autre séminaire organisé au Costa Rica pour la sous-région a rassemblé des magistrats de haut niveau des Cours suprêmes des pays d'Amérique centrale. Dans le cadre de ce séminaire, auquel ont participé deux professeurs de droit européen, la question de l'application des normes internationales du travail a été discutée.

73. Dans le cadre du projet Grands Lacs sur les normes, le Centre de formation de Turin a organisé au Rwanda (Kigali), avec l'appui du bureau sous-régional de Yaoundé, en juillet 2007, un atelier intitulé *Droit international du travail et pratique judiciaire nationale* dont l'objectif était de fournir aux professionnel(le)s du droit les outils nécessaires leur permettant de faire usage des normes internationales du travail dans la pratique judiciaire nationale. Cet atelier s'est adressé à des magistrat(e)s traitant du contentieux du travail, des avocats, des enseignants spécialisés en droit du travail, des assesseurs et des inspecteurs du travail. Il a été organisé autour des axes suivants:

- a) la prise en compte du droit international du travail dans la jurisprudence nationale;
- b) les instruments du droit international du travail à la disposition des juges et juristes nationaux;
- c) le contenu et l'utilité des normes en matière de liberté syndicale; et
- d) le contenu des normes en matière de non-discrimination dans l'emploi et la profession.

Un atelier de même nature s'est tenu à l'intention des magistrats de la République démocratique du Congo en août 2007.

74. Le bureau sous-régional de Santiago a organisé une série de séminaires de formation à l'intention des magistrats, en coopération avec l'école nationale de la magistrature. Environ une centaine de magistrats ont participé à ces séminaires qui portaient notamment sur les activités normatives de l'OIT, les conventions fondamentales et l'impact des normes internationales du travail sur la jurisprudence nationale.

75. Du 25 au 29 septembre 2007, un séminaire sur les normes internationales du travail, à l'intention des magistrats, avocats et professeurs de droit, s'est déroulé à Port of Spain, financé et organisé par le bureau sous-régional de l'OIT pour les Caraïbes (Port of Spain, Trinité-et-Tobago) et le Centre international de formation de l'OIT, Turin (Italie). Ce séminaire a réuni des participants en provenance de huit pays, y compris des magistrats de tribunaux nationaux et du travail, de même que des professeurs de droit et des juristes de ministères du travail. L'objectif du séminaire était d'étudier les moyens d'utiliser pleinement les ressources du droit international du travail dans sa pratique quotidienne pour parvenir à une meilleure mise en œuvre des normes internationales du travail à l'échelon national. Les participants ont pu analyser le système des normes internationales du travail, les moyens d'incorporer le droit international dans la jurisprudence nationale, les mécanismes de contrôle de l'OIT chargés de suivre la mise en œuvre des normes internationales du travail et la pertinence des normes internationales du travail pour ce qui a trait à la liberté syndicale et à la négociation collective, de même qu'à la non-discrimination dans l'emploi et la profession, en insistant sur la cessation de la relation de travail.

b) Formation sur la question des peuples indigènes

76. Une formation sous-régionale pour l'Afrique centrale a été organisée à Yaoundé en novembre 2006 sur le thème «Peuples indigènes: droits et bonnes pratiques». La formation a été dispensée en collaboration avec le projet PRO 169, le bureau sous-régional pour l'Afrique centrale et la région des Grands Lacs de Yaoundé et le Centre de formation de Turin.

77. Quatre cours de formation ont été organisés par le projet PRO 169 pour les participants au Programme des Nations Unies des boursiers représentant les peuples autochtones, administré par le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Ces cours ont eu lieu au siège du BIT à Genève pour des participants anglophones, hispanophones, francophones et russophones.

78. En outre, un séminaire de formation d'une durée d'une semaine a été organisé par le projet PRO 169 et le Centre de Turin sur toute une série d'aspects ayant trait aux peuples indigènes. Le séminaire a été suivi par des participants de toutes les régions du monde, de même que par un important groupe de participants de haut niveau en provenance du Népal, du fait de la récente ratification par le Népal de la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989.

c) Autres activités de formation

79. Un séminaire sous-régional de formation de syndicalistes du Burundi, de la République démocratique du Congo et du Rwanda a été organisé par ACTRAV/Turin en juin 2007. Cet atelier, auquel a participé le spécialiste des normes du bureau sous-régional de Yaoundé, a essentiellement porté sur la liberté syndicale et la négociation collective, avec un accent mis sur le contenu des instruments de l'OIT pertinents et les procédures de contrôle.

80. Une formation tripartite et des groupes de travail sur une participation tripartite dans le processus de soumission des rapports ont été organisés en Afghanistan par le bureau sous-régional de New Delhi en avril 2007.

81. Des séminaires de formation sur les principes et droits fondamentaux au travail ont été organisés par le Programme d'appui à la mise en œuvre de la Déclaration (PAMODEC) au Cameroun (mars et décembre 2007), au Gabon (novembre 2007), au Mali (avril 2007), au Sénégal (mai 2007) et au Tchad (octobre 2007). Ces activités tripartites menées avec l'appui des spécialistes des normes des bureaux sous-régionaux de Dakar et de Yaoundé ont porté sur toutes les conventions fondamentales et avaient pour objectif de sensibiliser les mandants et/ou de constituer des réseaux nationaux de formateurs sur les principes et droits fondamentaux au travail.

4. Activités de promotion

a) *Mise en place d'une stratégie efficace de communication sur les normes internationales du travail*

82. En mars 2007, le Conseil d'administration a adopté un plan d'action qui, entre autres objectifs, vise à améliorer l'accès au système des normes et à accroître sa visibilité. Afin de rationaliser le système d'envoi des rapports des gouvernements par une utilisation innovante des technologies de l'information, ce plan d'action contiendra une proposition détaillée pour le développement d'un système de présentation des rapports en ligne qui nécessitera la mise à jour de deux des bases de données de NORMES (ILOLEX et APPLIS). En ce qui concerne la base de données NATLEX, qui reste la base de données de l'OIT la plus fréquemment consultée par le public, un portail contenant les profils de pays est désormais accessible sur le site du département: http://www.ilo.org/dyn/natlex/country_profiles.home. Il permet d'accéder à toutes les informations relatives aux normes concernant tel ou tel Etat Membre. Ce portail tire essentiellement ses informations des quatre bases de données gérées par le département de manière à proposer, pour chaque pays, des informations fiables et régulièrement mises à jour sur la ratification des conventions, y compris les propositions de ratification des conventions à jour et des conventions révisées; les commentaires de tous les organes de contrôle; les principaux textes de loi nationaux; les profils législatifs et des liens pour les recherches dans le domaine du droit. Par ailleurs, le site des normes internationales du travail a été mis à jour pour inclure un module consacré exclusivement à la promotion de la convention du travail maritime.

83. Le Bureau a produit tout au long de novembre 2007 plusieurs outils destinés à améliorer la diffusion auprès d'un large public des informations relatives aux normes internationales du travail. Entre janvier et juin 2007, le département a diffusé plusieurs CD-ROM, notamment la version 2007 de la Bibliothèque électronique des normes internationales du travail (ILSE), qui contient cette année des documents sur la convention du travail maritime, comme le Plan d'action pour 2006-2011, la version 2007 du CD-ROM sur l'application des normes internationales du travail, et la Bibliothèque électronique sur la liberté syndicale et la négociation collective. Plusieurs publications récentes ont également été diffusées, notamment la nouvelle édition du *Recueil de décisions et de principes du Comité de la liberté syndicale* (cinquième édition), un document de travail sur *La liberté syndicale et la négociation collective dans les zones franches d'exportation: rôle des mécanismes de contrôle de l'OIT*, un document intitulé *Egalité entre hommes et femmes et travail décent: conventions et recommandations clés pour la promotion de l'égalité entre hommes et femmes*, et un article intitulé *Accords de libre-échange et droits des travailleurs: évolution récente*. Par ailleurs, suite à l'organisation en novembre 2006 du colloque international marquant le 80^e anniversaire

de la commission d'experts, les actes du colloque ont été publiés dans un livre intitulé *Protection labour rights as human rights: Present and future of international supervision*.

b) *Politique de l'OIT pour les peuples indigènes*

84. Le projet de promotion de la politique de l'OIT relative aux peuples indigènes et tribaux (PRO 169), rattaché au Département des normes internationales du travail, a continué de mener un large éventail d'activités tant régionales que ciblant certains pays spécifiques afin de promouvoir l'application des principes consacrés dans la convention n° 169, ainsi que l'intégration des questions relatives aux peuples indigènes dans les autres activités de l'OIT destinées à promouvoir les principes et droits fondamentaux au travail. Dans le cadre d'un projet financé par la Commission européenne⁸, PRO 169 a entrepris les activités suivantes: recherches sur la protection des droits des peuples indigènes dans huit pays d'Afrique; renforcement des capacités dans le domaine du dialogue en Asie du Sud; documentation de 11 cas de bonnes pratiques pour la mise en œuvre des principes de la convention n° 169 de l'OIT.

85. D'autres activités, financées essentiellement par l'Agence danoise de développement international, ont été menées aux niveaux international, régional et national. Au Cambodge, un projet national (financé par l'ambassade du Danemark à Phnom Penh) est actuellement mis en œuvre pour renforcer les capacités en vue de l'élaboration de législations et de politiques nationales concernant les peuples indigènes et tribaux du Cambodge. Depuis janvier 2007, PRO 169 a organisé un atelier national sur les peuples indigènes et l'accès aux terres (en collaboration avec le Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et le forum des ONG pour le Cambodge), réalisé trois études nationales sur le cadre juridique régissant la délivrance des titres fonciers aux communautés indigènes et sur les moyens d'accélérer le processus correspondant ainsi qu'une analyse du cadre juridique et éventuellement la teneur d'un sous-décret sur l'agriculture itinérante applicable aux peuples indigènes. Les activités menées au Cambodge bénéficient de la collaboration des ministères concernés, de donateurs, d'ONG, et d'autres agences des Nations Unies. Au Cameroun, dans le cadre d'un projet national pour le renforcement des capacités et du dialogue sur les questions relatives aux peuples indigènes, une analyse des besoins de renforcement des capacités des partenaires nationaux a été entreprise, dont les résultats serviront au développement d'un outil de formation.

86. En Amérique latine, PRO 169, en étroite collaboration avec l'équipe chargée des questions relatives à l'égalité et avec les spécialistes des normes de la région, a organisé des ateliers en Argentine, en Bolivie, au Guatemala et au Honduras afin de promouvoir le dialogue national sur l'application de la convention n° 169, ainsi que d'autres activités de promotion plus générales dans la région.

87. Financé par la mission du Danemark à Genève, un projet pour l'intégration des questions indigènes dans l'élaboration des documents stratégiques de réduction de la pauvreté (DSRP) au Cambodge, au Cameroun et au Népal est actuellement en cours. Dans ce contexte, trois études nationales ont été entreprises pour examiner les mesures concrètes qui pourraient être prises pour assurer une véritable intégration institutionnelle des questions indigènes dans l'élaboration des DSRP. Des conseils techniques ont été

⁸ Ce projet comporte les volets suivants: collaboration avec la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples pour entreprendre des recherches sur la protection légale des communautés indigènes en Afrique; promotion des droits des peuples indigènes et tribaux (conventions nos 107 et 169) comme moyen de résolution des conflits, avec une attention toute particulière à la situation du Népal; documentation sur les bonnes pratiques pour la mise en œuvre des principales dispositions de la convention n° 169.

fournis aux ministères concernés, notamment le ministère de la Planification du Cameroun.

88. Les autres activités entreprises par PRO 169 ont porté principalement sur l'analyse des liens existant entre les questions indigènes et les principes et droits fondamentaux au travail. Le *Guide pour lutter contre le travail des enfants chez les peuples indigènes et tribaux*, publié en 2006 dans le cadre d'une collaboration entre PRO 169 et IPEC, a été récemment traduit en français et en espagnol. En collaboration avec l'équipe responsable des questions relatives à l'égalité de NORMES, PRO 169 a également rédigé un guide sur la convention n° 111 de l'OIT destiné aux peuples indigènes. Pour compléter ces activités, des études de cas sur les métiers traditionnels des peuples indigènes ont été effectuées au Bangladesh, au Kenya et au Népal. Dans le même contexte, des études sur la situation des femmes indigènes ont été réalisées au Bangladesh et au Népal, en collaboration avec le Bureau de l'égalité entre hommes et femmes du BIT.

c) *Autres activités de promotion*

89. Un certain nombre d'activités de promotion de la ratification des conventions internationales du travail ont été organisées par le Département des normes. A titre d'exemple, en août 2007, une mission technique a eu lieu en Indonésie et des consultations techniques ont été menées à Singapour en vue de promouvoir la convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003.

90. Comme mentionné précédemment, plusieurs activités de promotion de la ratification des conventions à jour ont été menées par les spécialistes des normes des différents bureaux sous-régionaux.

91. Ainsi, le bureau sous-régional de Budapest a promu la ratification de la convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948, en Albanie; de la convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964, en Albanie et en Bulgarie; de la convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976, en Croatie; et de la convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978, en Roumanie.

92. Le bureau sous-régional de Moscou a promu la convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997, en participant à plusieurs ateliers sur cette convention en Fédération de Russie. Au Kazakhstan, un séminaire de deux jours a été organisé en novembre 2006 pour promouvoir la ratification de la convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988. Conçu à l'origine à l'intention des mandants du Kazakhstan, il a bénéficié de la participation de hauts fonctionnaires de l'Azerbaïdjan, du Kirghizistan, de la Fédération de Russie, de l'Ouzbékistan et du Tadjikistan qui ont été associés à l'initiative du gouvernement du Kazakhstan.

93. En Azerbaïdjan, une table ronde a été organisée en octobre 2007 pour examiner, avec les mandants, les perspectives de ratification et d'application de la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981.

94. Le bureau sous-régional de New Delhi a mené plusieurs activités afin de promouvoir la ratification de la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et la convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983, en Afghanistan; la convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973, et la convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999, en Inde; la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, la convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957, et la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, au Népal; l'organisation aux Maldives de deux ateliers tripartites d'information (sur l'emploi, les normes et les obligations constitutionnelles) destinés à permettre aux mandants potentiels d'apprécier les

avantages découlant de leur adhésion à l'Organisation. Plusieurs activités de promotion des normes internationales du travail ont été menées en Afghanistan, en Inde, au Japon et au Pakistan, à l'intention des institutions et des administrations ne faisant pas partie des mandants de l'OIT (institutions financières internationales, organismes des Nations Unies, parlements, universités, etc.).

95. En mai 2007, une table ronde a été organisée à Podgorica, Monténégro, par le bureau sous-régional de Budapest et par NORMES, afin d'examiner la question de l'acceptation par le Monténégro des obligations incombant précédemment à la République de Serbie-Monténégro au titre des conventions qu'elle avait ratifiées. Par la suite, le gouvernement a confirmé qu'il acceptait les soixante-huit conventions internationales du travail antérieurement applicables à son territoire. Le pays recevra en 2007 et en 2008 l'assistance technique nécessaire pour l'aider à remplir ses obligations de faire rapport.

96. En août 2007, dans le cadre d'un atelier, le bureau sous-régional de San José a fourni au Nicaragua des conseils techniques sur un projet de loi relatif à l'inspection du travail, à la lumière des dispositions de la convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947. Il convient de signaler que le gouvernement envisagera la possibilité de ratifier la convention n° 81 après l'adoption de la loi sur l'inspection du travail.

97. Le bureau sous-régional de Santiago a fourni une assistance technique continue à la Commission tripartite sur l'égalité des chances en vue de la ratification de la convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981, qui par la suite a été ratifiée par le Paraguay.

Activités spécifiques entreprises en collaboration avec les autres organisations internationales concernant les normes internationales du travail

A. Collaboration en matière de normes

98. Dans le cadre de la coopération instaurée avec d'autres organisations internationales sur les questions concernant le contrôle de l'application d'instruments internationaux portant sur des sujets d'intérêt commun, il est demandé aux Nations Unies, à certaines institutions spécialisées, ainsi qu'à d'autres organisations intergouvernementales avec lesquelles l'OIT a conclu des arrangements spéciaux, d'indiquer si elles possèdent des informations sur l'application des conventions. La liste des conventions concernées et des organisations internationales consultées est la suivante:

- convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Institut indianiste interaméricain de l'Organisation des Etats américains, Nations Unies, Organisation mondiale de la santé (OMS) et Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO);
- convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960: Agence internationale de l'énergie atomique;
- convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, FAO, Nations Unies et UNESCO;
- convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970, et convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976: Organisation maritime internationale (OMI);
- convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, FAO et Nations Unies;
- convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975: UNESCO;
- convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Nations Unies, OMS et UNESCO;
- convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977: OMS;
- convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989: Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, FAO, Institut indianiste interaméricain de l'Organisation des Etats américains, Nations Unies, OMS et UNESCO.

B. Traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme

99. Le BIT a continué à fournir des rapports écrits et des informations orales aux organes établis pour superviser l'application des traités des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme, conformément aux dispositions conclues avec chacun d'entre eux.

Des activités ont été organisées en lien avec les organes des Nations Unies créés en vertu de traités relatifs aux droits de l'homme pour la supervision de l'application des instruments ci-après:

- Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels;
- Pacte international relatif aux droits civils et politiques;
- Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes;
- Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;
- Convention relative aux droits de l'enfant;
- Convention internationale sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leurs familles.

100. Suite à ces initiatives, ces organes ont continué à se référer à l'information fournie par l'OIT et ont formulé des recommandations qui reflètent les observations de la commission d'experts et d'autres organes de contrôle de l'OIT. Dans certains cas, les organes des Nations Unies créés par traités ont recommandé la ratification de telle ou de telle convention de l'OIT.

101. L'Assemblée générale des Nations Unies a adopté, le 13 décembre 2006, la Convention relative aux droits des personnes handicapées qui est ouverte à la signature depuis le 30 mars 2007. Vingt ratifications sont nécessaires pour son entrée en vigueur. A la date du 31 décembre 2007, la convention comptait 121 signataires et 14 ratifications. Le Bureau a participé activement à l'élaboration de cette nouvelle convention des droits de l'homme. Cet instrument contient notamment des dispositions relatives à l'égalité de traitement, à la formation professionnelle ainsi qu'au travail et à l'emploi. La convention prévoit la création d'un comité sur les droits des personnes handicapées qui sera chargé d'en contrôler l'application. Les institutions spécialisées des Nations Unies pourront participer aux travaux de ce comité dans tous les domaines relevant de leur compétence.

102. Le Bureau a continué à suivre l'évolution de la situation en ce qui concerne l'élaboration d'un protocole facultatif au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Il a prononcé un discours sur la question lors d'une réunion du Conseil des droits de l'homme le 12 décembre 2007.

C. Autres questions relatives aux droits de l'homme

103. En mai 2007, le Bureau a participé activement à la sixième session de l'instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones. Les contributions du Bureau ont principalement porté sur les questions de discrimination qui touchent les peuples indigènes et tribaux dans l'emploi et la profession, et sur la promotion de la convention n° 111, en tant qu'instrument susceptible de répondre à ce problème.

104. Le 13 décembre 2007, l'Assemblée générale a adopté la Déclaration sur les droits des peuples autochtones. L'instrument traite de toute une série de questions abordées par la convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989, et d'autres normes internationales du travail. La déclaration vise à ce que les institutions spécialisées promeuvent le respect et la pleine application de ses dispositions. En septembre 2007, le Bureau a participé à la réunion annuelle du Groupe d'appui interorganisations pour l'Instance permanente sur les questions autochtones à Montréal, Canada.

D. Charte sociale européenne

105. En vertu de l'article 26 de la Charte sociale européenne, l'OIT participe, à titre consultatif, aux sessions du Comité européen des droits sociaux chargé du contrôle de l'application de la charte et de la charte révisée.

Annexe 1. Informations générales

I. Etats Membres de l'Organisation

Le Brunéi Darussalam et les îles Marshall sont devenus Membres de l'OIT le 17 janvier et le 3 juillet 2007, respectivement, portant le nombre de Membres de l'Organisation à 181.

II. Informations sur les ratifications, les dénonciations, les déclarations d'application et les notifications

Ratifications

Depuis le 1^{er} janvier 2007, **35** ratifications de conventions internationales du travail ont été enregistrées, ce qui porte le nombre de ratifications à **7 536** au 31 décembre 2007. En outre, ont été également enregistrées deux ratifications de protocoles.

En outre, par lettre du 28 mai 2007, le gouvernement de la **République du Monténégro** a déclaré qu'il demeurerait lié par les obligations découlant des 68 conventions applicables sur son territoire avant qu'il ne devienne Membre de l'Organisation internationale du Travail. Ces ratifications ont été enregistrées le 3 juin 2006, date effective de l'indépendance de la République du Monténégro.

Dénonciations

Le Directeur général a enregistré, le 25 juillet 2007, la dénonciation par la **Slovaquie** de la convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933.

Le Directeur général a enregistré, le 6 décembre 2007, la dénonciation par l'**Estonie** de la convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935.

Dénonciations résultant de la ratification d'une convention plus récente dans le même domaine

Les ratifications enregistrées par le Directeur général en 2007 ont entraîné les **6** dénonciations automatiques suivantes.

Suite à la ratification de la convention n° 138 par l'**Estonie**, les conventions n^{os} 5, 7, 10 et 15 ont été automatiquement dénoncées.

Suite à la ratification de la convention n° 138 par la **République tchèque**, les conventions n^{os} 5 et 10 ont été automatiquement dénoncées.

Notification

Le Directeur général a enregistré, le 25 janvier 2007, la notification par la **Chine** de la non-application de la convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981, à la **Région administrative spéciale de Hong-kong**.

Annexe 2. Liste alphabétique des Etats Membres ayant ratifié ou accepté l'Instrument d'amendement à la Constitution de l'OIT, 1997 ¹

102 ratifications/acceptations

Etats	Mesure	Date d'enregistrement
Afrique du Sud	Ratification	1 ^{er} octobre 2007
Albanie	Ratification	30 juin 1999
Algérie	Ratification	3 avril 2007
Antigua-et-Barbuda	Acceptation	17 avril 2000
Arabie saoudite	Acceptation	16 novembre 1998
Argentine	Acceptation	12 mars 2002
Australie	Ratification	11 octobre 2001
Autriche	Ratification	10 novembre 2000
Azerbaïdjan	Ratification	9 août 2000
Bahreïn	Acceptation	2 mars 1998
Bangladesh	Ratification	9 août 2000
Barbade	Ratification	8 avril 1998
Belgique	Ratification	13 mars 2007
Bénin	Ratification	15 février 2006
Botswana	Acceptation	26 novembre 2002
Brunéi Darussalam	Acceptation	14 juin 2007
Bulgarie	Ratification	23 mars 1999
Cambodge	Acceptation	27 mars 2007
Canada	Acceptation	10 février 1998
Chili	Ratification	14 février 2005
Chine	Acceptation	24 juin 1998
Chypre	Ratification	12 octobre 1998

¹ Cet instrument entrera en vigueur lorsqu'il aura été ratifié/accepté par deux tiers des Membres de l'Organisation (c'est-à-dire 121/181), y compris cinq des dix Membres ayant l'importance industrielle la plus considérable.

Etats	Mesure	Date d'enregistrement
Comores	Ratification	17 mars 2004
Congo	Ratification	23 août 2002
République de Corée	Acceptation	12 décembre 1997
Cuba	Ratification	17 février 2002
Danemark	Ratification	2 août 2001
République dominicaine	Ratification	15 juin 1999
Dominique	Ratification	15 avril 1998
Egypte	Ratification	18 février 1999
Emirats arabes unis	Ratification	20 mai 1999
Equateur	Acceptation	21 août 1998
Espagne	Ratification	8 novembre 1999
Estonie	Ratification	12 février 2002
Ethiopie	Ratification	24 mars 1999
Finlande	Acceptation	12 janvier 1998
France	Acceptation	11 septembre 2001
Guinée	Ratification	23 février 2004
Guinée-Bissau	Acceptation	18 août 2006
Guyana	Ratification	11 mai 2006
Hongrie	Ratification	26 mai 1998
Inde	Ratification	24 mars 1999
Irlande	Ratification	22 avril 1999
Islande	Ratification	22 novembre 1999
Italie	Ratification	28 septembre 2000
Japon	Acceptation	18 juin 2001
Jordanie	Ratification	6 janvier 1999
Koweït	Ratification	2 octobre 1998
République démocratique populaire lao	Acceptation	1 ^{er} juin 2007
Liban	Ratification	4 juin 1999
Jamahiriya arabe libyenne	Ratification	26 mai 1999
Lituanie	Ratification	3 mars 2004
Luxembourg	Ratification	12 juin 2002
Malaisie	Acceptation	9 novembre 1998
Malawi	Ratification	17 mai 1999
Malte	Acceptation	27 septembre 2000
Maroc	Ratification	15 octobre 2001

Etats	Mesure	Date d'enregistrement
Maurice	Ratification	29 avril 1998
Mauritanie	Ratification	25 janvier 2006
Mexique	Acceptation	25 juin 1998
République de Moldova	Ratification	21 septembre 1999
Monténégro	Acceptation	12 juin 2007
Namibie	Ratification	27 janvier 1999
Népal	Ratification	30 septembre 1998
Nicaragua	Ratification	11 août 1999
Nigéria	Ratification	14 juin 2004
Norvège	Ratification	11 juin 1999
Nouvelle-Zélande	Ratification	25 mai 1999
Pakistan	Ratification	8 mars 1999
Panama	Ratification	10 août 1999
Pays-Bas	Acceptation	29 mars 2007
Pérou	Ratification	16 juillet 1999
Philippines	Ratification	26 janvier 2006
Pologne	Ratification	9 octobre 2007
Portugal	Ratification	3 mai 1999
Qatar	Ratification	8 mai 1998
Roumanie	Ratification	31 mai 1999
Royaume-Uni	Ratification	23 mars 2000
Saint-Kitts-et-Nevis	Ratification	2 novembre 2006
Saint-Marin	Ratification	20 mars 1998
Saint-Vincent-et-les Grenadines	Ratification	25 septembre 2000
Samoa	Ratification	26 octobre 2007
Seychelles	Ratification	28 octobre 2005
Singapour	Acceptation	6 mai 1999
Slovaquie	Ratification	26 août 1998
Sri Lanka	Ratification	27 novembre 1998
Suède	Ratification	10 février 1999
Suisse	Ratification	28 juin 2000
Suriname	Acceptation	12 avril 2006
République arabe syrienne	Acceptation	1 ^{er} août 2000
Tadjikistan	Ratification	10 mai 1999
République tchèque	Ratification	6 décembre 1999

Etats	Mesure	Date d'enregistrement
Thaïlande	Ratification	8 février 1999
Togo	Acceptation	1 ^{er} juin 2000
Trinité-et-Tobago	Ratification	23 octobre 2000
Tunisie	Acceptation	6 juillet 2007
Turquie	Ratification	23 février 2000
Vanuatu	Acceptation	21 septembre 2007
Viet Nam	Acceptation	15 mai 2006
Yémen	Acceptation	11 août 2000
Zambie	Ratification	23 décembre 1998
Zimbabwe	Ratification	9 avril 2003
TOTAL: 102/181		

Le nombre total de ratifications et d'acceptations s'élève ainsi à **102**, dont six par des Etats ayant l'importance industrielle la plus considérable (Chine, France, Inde, Italie, Japon et Royaume-Uni).

Deuxième partie

Liste des ratifications par convention ^{*} et protocole

^{*} N'apparaissent pas dans la liste les conventions qui ont été retirées par la Conférence internationale du Travail en juin 2000 ni les conventions qui n'entreront jamais en vigueur du fait de l'adoption et de l'entrée en vigueur de nouvelles conventions les révisant.

Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

52 ratifications

Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	30.11.1933
Bangladesh	22.06.1972	Belgique	6.09.1926	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	14.02.1922	Burundi	30.07.1971	Canada	21.03.1935
Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Costa Rica	1.03.1982	Cuba	20.09.1934	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	4.02.1933	Egypte	10.05.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Espagne	22.02.1929	Ghana	19.06.1973	Grèce	19.11.1920
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Inde	14.07.1921	Iraq	24.08.1965
Israël	26.06.1951	Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Malte	9.06.1988	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Pakistan	14.07.1921	Paraguay	21.03.1966
Pérou	8.11.1945	Portugal	3.07.1928	Roumanie	13.06.1921
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	10.05.1960	République tchèque	1.01.1993
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Ratification conditionnelle

Autriche	12.06.1924	France	2.06.1927	Italie	6.10.1924
Lettonie	15.08.1925				

Dénonciation

Nouvelle-Zélande 29.03.1938
Dénoncée le 9.06.1989

Convention (n° 2) sur le chômage, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1921

56 ratifications

Afrique du Sud	20.02.1924	Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933
Australie	15.06.1972	Autriche	12.06.1924	Belgique	25.08.1930
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	31.05.1933
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Danemark	13.10.1921
Djibouti	3.08.1978	Egypte	3.07.1954	Equateur	5.02.1962
Espagne	4.07.1923	Estonie	20.12.1922	Ethiopie	11.06.1966
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	19.10.1921	France	25.08.1925
Grèce	19.11.1920	Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928
Irlande	4.09.1925	Islande	17.02.1958	Italie	10.04.1923
Japon	23.11.1922	Kenya	13.01.1964	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	14.07.1921	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	23.11.1921	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	6.02.1932	Pologne	21.06.1924	Roumanie	13.06.1921
Royaume-Uni	14.07.1921	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Slovénie	29.05.1992	Soudan	18.06.1957	Suède	27.09.1921
Suisse	9.10.1922	République arabe syrienne	26.07.1960	Turquie	14.07.1950
Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944		

Dénonciation

Bulgarie	14.02.1922	Inde	14.07.1921	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 16.04.1938		Dénoncée le 11.11.1982

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

34 ratifications

Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919

Algérie	19.10.1962	Allemagne	31.10.1927	Argentine	30.11.1933
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	30.06.1969
Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Espagne	4.07.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	16.12.1950
Gabon	13.06.1961	Grèce	19.11.1920	Guinée	12.12.1966
Hongrie	19.04.1928	Italie	22.10.1952	Lettonie	3.06.1926
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Panama	3.06.1958
Roumanie	13.06.1921	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 103

Brésil	26.04.1934	Chili	15.09.1925	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 26.07.1961		Dénoncée le 3.10.1997		Dénoncée le 17.10.1955	

Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

58 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	République centrafricaine	27.10.1960	Colombie	20.06.1933
Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.09.1932
Gabon	14.10.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	14.07.1921
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
Maroc	13.06.1956	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Pakistan	14.07.1921	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Sénégal	4.11.1960	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960

Dénonciation

Afrique du Sud	1.11.1921	Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933
Dénoncée le 20.10.1935		Dénoncée le 11.08.1964		Dénoncée le 3.03.1992	
Autriche	12.06.1924	Belgique	12.07.1924	Brésil	26.04.1934
Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 13.08.1937		Dénoncée le 12.05.1937	
Bulgarie	14.02.1922	Cameroun	7.06.1960	Chili	8.10.1931
Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 11.04.1975		Dénoncée le 27.08.1976	
Congo	10.11.1960	France	14.05.1925	Grèce	19.11.1920
Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 8.11.1955		Dénoncée le 30.06.1936	
Guinée	21.01.1959	Hongrie	19.04.1928	Irlande	4.09.1925
Dénoncée le 28.05.1968		Dénoncée le 18.12.1936		Dénoncée le 15.03.1937	
Italie	10.04.1923	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Dénoncée le 6.08.2001		Dénoncée le 11.11.2003		Dénoncée le 19.02.1982	
Malte	9.06.1988	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Dénoncée le 11.02.1991		Dénoncée le 2.08.1965		Dénoncée le 9.11.1961	
Pays-Bas	4.09.1922	Pérou	8.11.1945	Portugal	10.05.1932
Dénoncée le 12.06.1937		Dénoncée le 5.02.1997		Dénoncée le 8.12.1993	
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Sri Lanka	8.10.1951
Dénoncée le 28.05.1957		Dénoncée le 25.01.1937		Dénoncée le 16.02.1954	
Suisse	9.10.1922	Tunisie	15.05.1957	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le 4.06.1936		Dénoncée le 24.05.1974		Dénoncée le 17.10.1955	
République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933				
Dénoncée le 20.11.1944					

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

72 ratifications

Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919

Gabon	14.10.1960	Haïti	12.04.1957	Inde	9.09.1955
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	17.03.1932	Argentine	30.11.1933	Autriche	26.02.1936
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	12.07.1924
	Dénoncée le 31.10.2001		Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.06.1997
Brésil	26.04.1934	Burkina Faso	21.11.1960	Cameroun	7.06.1960
	Dénoncée le 28.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 13.08.2001
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
	Dénoncée le 28.06.2000		Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
	Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003
Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 14.06.2005
République dominicaine	4.02.1933	Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922
	Dénoncée le 15.06.1999		Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007
Fidji	19.04.1974	France	29.04.1939	Grèce	19.11.1920
	Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.07.1990		Dénoncée le 14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 15.04.1998
Irlande	4.09.1925	Israël	23.12.1953	Japon	7.08.1926
	Dénoncée le 22.06.1978		Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 5.06.2000
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	3.06.1926
	Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 14.06.2001		Dénoncée le 2.06.2006
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
	Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 3.12.2001
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	7.07.1937
	Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 8.07.1980
Ouganda	4.06.1963	Pays-Bas	21.07.1928	Pologne	21.06.1924
	Dénoncée le 25.03.2003		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978
Roumanie	13.06.1921	Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 25.07.2006
Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978	Singapour	25.10.1965
	Dénoncée le 15.12.1999		Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 7.11.2005
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	27.09.1951	Suisse	9.10.1922
	Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 17.08.1999
Swaziland	26.04.1978	Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Tchad	10.11.1960
	Dénoncée le 23.10.2002		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 21.03.2005
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
	Dénoncée le 26.04.2007		Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 15.07.1987
Viet Nam	3.10.1994	Zambie	2.12.1964		
	Dénoncée le 24.06.2003		Dénoncée le 19.06.1976		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 59

Bulgarie	14.02.1922	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 20.07.1960		Dénoncée le 17.10.1955

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Adoptée à la 1ère session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1921

59 ratifications

Albanie	17.03.1932	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Argentine	30.11.1933	Autriche	12.06.1924	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	12.07.1924	Bénin	12.12.1960	Brésil	26.04.1934
Bulgarie	14.02.1922	Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	13.04.1983
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960

Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

Cuba	6.08.1928	Danemark	4.01.1923	Djibouti	3.08.1978
Espagne	29.09.1932	Estonie	20.12.1922	France	25.08.1925
Gabon	14.10.1960	Grèce	19.11.1920	Guinée-Bissau	21.02.1977
Hongrie	19.04.1928	Inde	14.07.1921	Irlande	4.09.1925
Italie	10.04.1923	République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	3.06.1926
Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Mauritanie	20.06.1961	Myanmar	14.07.1921
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Pakistan	14.07.1921
Pologne	21.06.1924	Portugal	10.05.1932	Roumanie	13.06.1921
Sénégal	4.11.1960	Suisse	9.10.1922	Tchad	10.11.1960
Togo	7.06.1960	République bolivarienne du Venezuela	7.03.1933	Viet Nam	3.10.1994

Dénonciation

Royaume-Uni	14.07.1921
Dénoncée le	4.10.1947

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 90

Cameroun	7.06.1960	Guinée	21.01.1959	Mexique	20.05.1937
Dénoncée le	11.04.1975	Dénoncée le	28.05.1968	Dénoncée le	20.06.1956
Pays-Bas	17.03.1924	Sri Lanka	26.10.1950	Tunisie	12.01.1959
Dénoncée le	22.10.1954	Dénoncée le	16.02.1954	Dénoncée le	24.05.1974
Uruguay	6.06.1933				
Dénoncée le	17.10.1955				

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.09.1921

53 ratifications

Australie	28.06.1935	Canada	31.03.1926	Guinée-Bissau	21.02.1977
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sierra Leone	15.06.1961		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Angola	4.06.1976	Argentine	30.11.1933
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.06.2001	Dénoncée le	11.11.1996
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	4.02.1925
Dénoncée le	31.10.2001	Dénoncée le	4.01.2000	Dénoncée le	19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	16.03.1923	Chili	18.10.1935
Dénoncée le	6.03.2000	Dénoncée le	23.04.1980	Dénoncée le	1.02.1999
Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928
Dénoncée le	28.04.1999	Dénoncée le	2.02.2001	Dénoncée le	19.06.1976
Danemark	12.05.1924	République dominicaine	4.02.1933	Espagne	20.06.1924
Dénoncée le	13.11.1997	Dénoncée le	15.06.1999	Dénoncée le	16.05.1977
Estonie	3.03.1923	Finlande	10.10.1925	Grèce	16.12.1925
Dénoncée le	15.03.2007	Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	14.03.1986
Grenade	9.07.1979	Guyana	8.06.1966	Hongrie	1.03.1928
Dénoncée le	14.05.2003	Dénoncée le	15.04.1998	Dénoncée le	28.05.1998
Irlande	4.09.1925	Italie	14.07.1932	Jamaïque	8.07.1963
Dénoncée le	22.06.1978	Dénoncée le	28.07.1981	Dénoncée le	13.10.2003
Japon	7.06.1924	Lettonie	3.06.1926	Luxembourg	16.04.1928
Dénoncée le	5.06.2000	Dénoncée le	2.06.2006	Dénoncée le	24.03.1977
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969
Dénoncée le	9.09.1997	Dénoncée le	9.06.1988	Dénoncée le	30.07.1990
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	7.10.1927	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Dénoncée le	2.11.1981	Dénoncée le	8.07.1980	Dénoncée le	2.06.2000
Pologne	21.06.1924	Portugal	24.10.1960	Roumanie	8.05.1922
Dénoncée le	22.03.1978	Dénoncée le	20.05.1998	Dénoncée le	19.06.1976
Royaume-Uni	14.07.1921	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978
Dénoncée le	7.06.2000	Dénoncée le	25.07.2006	Dénoncée le	7.03.2000
Singapour	25.10.1965	Sri Lanka	2.09.1950	Suède	27.09.1921
Dénoncée le	7.11.2005	Dénoncée le	11.02.2000	Dénoncée le	23.04.1990

Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 15.07.1987	

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 58

Brésil	8.06.1936	Mexique	17.08.1948	Pays-Bas	26.03.1925
Dénoncée le 9.01.1974		Dénoncée le 18.07.1952		Dénoncée le 8.07.1947	
Uruguay	6.06.1933				
Dénoncée le 17.10.1955					

Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (naufage), 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.03.1923

60 ratifications

Allemagne	4.03.1930	Argentine	30.11.1933	Australie	28.06.1935
Belgique	4.02.1925	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	16.03.1923	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991
Cuba	6.08.1928	Danemark	15.02.1938	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	19.04.1974	Finlande	20.01.1950	France	21.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	16.12.1925	Grenade	9.07.1979
Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	8.07.1963	Japon	22.08.1955
Lettonie	29.08.1930	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	16.06.1961
Norvège	21.07.1936	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962
Pologne	21.06.1924	Portugal	19.05.1981	Roumanie	10.11.1930
Royaume-Uni	12.03.1926	Sainte-Lucie	14.05.1980	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	1.01.1935
Suisse	21.04.1960	Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

Adoptée à la 2e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1921

41 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Argentine	30.11.1933	Belgique	4.02.1925
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Cameroun	25.05.1970	Chili	18.10.1935
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Danemark	23.08.1938
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	3.03.1923	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Grèce	16.12.1925
Israël	19.06.1969	Italie	8.09.1924	Japon	23.11.1922
Lettonie	3.06.1926	Liban	6.12.1993	Luxembourg	16.04.1928
Mexique	1.09.1939	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.01.1948
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Roumanie	10.11.1930
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Suède	27.09.1921
Uruguay	6.06.1933				

Dénonciation

Australie	3.08.1925
Dénoncée le 31.08.1998	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)

Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 179)**

Bulgarie	16.03.1923	Croatie	8.10.1991	Finlande	7.10.1922
	Dénoncée le 12.06.2003		Dénoncée le 18.11.2005		Dénoncée le 25.05.1999
France	25.01.1928	Nigéria	4.03.2004	Norvège	23.11.1921
	Dénoncée le 27.04.2004		Dénoncée le 22.03.2004		Dénoncée le 11.06.1999

Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

55 ratifications

Australie	24.12.1957	Cameroun	25.05.1970	Gabon	13.06.1961
Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Sénégal	22.10.1962		

Dénonciation

Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 5.07.2001

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	20.03.1957
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 30.04.1984		Dénoncée le 19.06.1976
Argentine	26.05.1936	Autriche	12.06.1924	Bahamas	25.05.1976
	Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 31.10.2001
Barbade	2.10.1978	Bélarus	6.11.1956	Belgique	13.06.1928
	Dénoncée le 4.01.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 19.04.1988
Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925	République centrafricaine	9.06.1964
	Dénoncée le 6.03.2000		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 28.06.2000
Chili	18.10.1935	Colombie	13.04.1983	Comores	23.10.1978
	Dénoncée le 1.02.1999		Dénoncée le 2.02.2001		Dénoncée le 17.03.2004
Cuba	22.08.1935	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	4.02.1933
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 15.06.1999
Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922	France	7.06.1951
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 15.03.2007		Dénoncée le 13.07.1990
Grenade	9.07.1979	Guatemala	14.06.1988	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 27.04.1990		Dénoncée le 6.06.2003
Guyana	8.06.1966	Hongrie	2.02.1927	Irlande	26.05.1925
	Dénoncée le 15.04.1998		Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 22.06.1978
Israël	23.12.1953	Italie	8.09.1924	Japon	19.12.1923
	Dénoncée le 21.06.1979		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 5.06.2000
Luxembourg	16.04.1928	Malte	4.01.1965	Nicaragua	12.04.1934
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 2.11.1981
Norvège	28.01.1957	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	28.11.1956
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 2.06.2000		Dénoncée le 14.09.1976
Pérou	1.02.1960	Pologne	21.06.1924	Roumanie	10.11.1930
	Dénoncée le 13.11.2002		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	11.07.1963	Fédération de Russie	10.08.1956	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 25.07.2006
Seychelles	6.02.1978	Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	29.11.1991
	Dénoncée le 7.03.2000		Dénoncée le 29.09.1997		Dénoncée le 11.02.2000
Suède	27.11.1923	République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 23.04.1990		Dénoncée le 26.04.2007		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	6.06.1933				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.05.1923

122 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Allemagne	6.06.1925
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	26.05.1936	Australie	24.12.1957
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956

Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921

Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	27.04.1934
Chypre	8.10.1965	Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	16.09.1963	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	22.08.1935	Danemark	20.06.1930
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Egypte	3.07.1954
Equateur	10.03.1969	Espagne	29.08.1932	Estonie	8.09.1922
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	19.06.1923	France	23.03.1929	Gabon	14.10.1960
Ghana	14.03.1968	Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guyana	8.06.1966
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923	Iraq	1.04.1985
Irlande	17.06.1924	Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924
Jamaïque	8.07.1963	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.01.1960
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	20.05.1937	République de Moldova	4.04.2003
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961
Norvège	11.06.1929	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	11.05.1923	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	20.08.1926	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	27.09.1977	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	10.11.1930	Royaume-Uni	6.08.1923	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	25.08.1952	Suède	27.11.1923	Suisse	23.05.1940
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957
Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.02.1923

77 ratifications

Allemagne	6.06.1925	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	26.05.1936	Australie	7.06.1960	Autriche	14.06.1954
Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Belgique	26.10.1932
Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	6.03.1925	Burundi	11.03.1963	Chili	15.09.1925
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991
Cuba	22.08.1935	Danemark	26.02.1923	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	El Salvador	11.10.1955	Espagne	1.10.1931
Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	20.01.1950	France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961
Grenade	9.07.1979	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985
Irlande	17.06.1924	Italie	1.09.1930	Kenya	13.01.1964
Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962

Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921

Malaisie - Malaisie péninsulaire	5.06.1961	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Malte	4.01.1965	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mexique	1.11.1937	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	20.08.1926
Pérou	4.04.1962	Pologne	21.06.1924	Portugal	16.05.1960
République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	6.08.1923	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 31.08.1923

63 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Argentine	26.05.1936
Autriche	12.06.1924	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	19.07.1926
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	6.03.1925
Burkina Faso	21.11.1960	Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	5.04.1929	France	19.02.1926	Gabon	14.10.1960
Grèce	22.12.1926	Guatemala	5.01.1990	Guinée	21.01.1959
Hongrie	8.06.1956	Iraq	19.04.1966	Italie	22.10.1952
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lettonie	9.09.1924	Luxembourg	16.04.1928
Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988
Maroc	13.06.1956	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	11.06.1929	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1939
Pologne	21.06.1924	Roumanie	4.12.1925	Fédération de Russie	10.10.1991
Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	27.11.1923	Suriname	15.06.1976
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960
Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	28.04.1933

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1923

119 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	26.05.1936
Arménie	27.01.2006	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
Belgique	19.07.1926	Belize	22.06.1999	Bénin	12.12.1960
Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	3.02.1988
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	6.03.1925	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Cameroun	7.06.1960	Canada	21.03.1935

Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921

République centrafricaine	27.10.1960	Chili	15.09.1925	Chine	17.05.1934
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	25.09.1984	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	30.08.1935	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Espagne	20.06.1924
Estonie	29.11.1923	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	19.06.1923	France	3.09.1926	Gabon	14.10.1960
Ghana	19.06.1973	Grèce	11.05.1929	Grenade	9.07.1979
Guatemala	14.06.1988	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	12.06.1985	Haiti	14.05.1952	Honduras	17.11.1964
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	11.05.1923
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960	Irlande	22.07.1930
Israël	26.06.1951	Italie	8.09.1924	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	9.09.1924
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	19.06.1931
Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	1.11.1960	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Mali	22.09.1960	Malte	9.06.1988	Maroc	20.09.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	7.01.1938
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	11.05.1923
Népal	10.12.1986	Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961
Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	11.05.1923
Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	14.07.1965	Pérou	8.11.1945
Pologne	21.06.1924	Portugal	3.07.1928	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	18.08.1923	Fédération de Russie	22.09.1967	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	22.12.1931
Suisse	16.01.1935	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968	Togo	7.06.1960
Tunisie	15.05.1957	Turquie	27.12.1946	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994
Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	6.06.1980		

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

69 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926
Ghana	20.05.1957	Inde	20.11.1922	Mauritanie	8.11.1963
Myanmar	20.11.1922	Nouvelle-Zélande	26.11.1959	Sainte-Lucie	14.05.1980
Sierra Leone	13.06.1961				

Dénunciation

Australie	28.06.1935
Dénoncée le	2.04.2002

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936	Bélarus	6.11.1956
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	11.11.1996	Dénoncée le	3.05.1979
Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983	Bulgarie	6.03.1925
Dénoncée le	19.04.1988	Dénoncée le	6.03.2000	Dénoncée le	23.04.1980
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960
Dénoncée le	1.02.1999	Dénoncée le	28.04.1999	Dénoncée le	2.10.1997
Colombie	20.06.1933	Cuba	7.07.1928	Danemark	12.05.1924
Dénoncée le	2.02.2001	Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922
Dénoncée le	14.06.2005	Dénoncée le	16.05.1977	Dénoncée le	15.03.2007
Finlande	10.10.1925	France	16.01.1928	Grèce	14.06.1930
Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.07.1990	Dénoncée le	14.03.1986

Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966
	Dénoncée le 14.05.2003		Dénoncée le 27.04.1990		Dénoncée le 15.04.1998
Hongrie	1.03.1928	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
	Dénoncée le 28.05.1998		Dénoncée le 13.02.1985		Dénoncée le 22.06.1978
Islande	21.08.1956	Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962
	Dénoncée le 6.12.1999		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 13.10.2003
Japon	4.12.1930	Kenya	13.01.1964	Lettonie	9.09.1924
	Dénoncée le 5.06.2000		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 2.06.2006
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964
	Dénoncée le 10.06.2003		Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 9.09.1997
Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958
	Dénoncée le 9.09.1997		Dénoncée le 9.06.1988		Dénoncée le 6.01.2000
Maurice	2.12.1969	Nicaragua	12.04.1934	Nigéria	17.10.1960
	Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 2.11.1981		Dénoncée le 2.10.2002
Norvège	7.10.1927	Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970
	Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 6.07.2006		Dénoncée le 31.10.2000
Pays-Bas	17.06.1931	Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978		Dénoncée le 19.06.1976
Royaume-Uni	8.03.1926	Fédération de Russie	10.08.1956	Seychelles	6.02.1978
	Dénoncée le 7.06.2000		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 7.03.2000
Singapour	25.10.1965	Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925
	Dénoncée le 7.11.2005		Dénoncée le 11.02.2000		Dénoncée le 23.04.1990
Suisse	21.04.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
	Dénoncée le 17.08.1999		Dénoncée le 16.12.1998		Dénoncée le 3.09.2004
Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977
Yémen	14.04.1969				
	Dénoncée le 15.06.2000				

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Adoptée à la 3e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.11.1922

82 ratifications

Albanie	3.06.1957	Allemagne	11.06.1929	Argentine	26.05.1936
Australie	28.06.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	6.11.1956	Belgique	19.07.1926	Belize	15.12.1983
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1936	Bulgarie	6.03.1925
Cameroun	3.09.1962	Canada	31.03.1926	Chili	18.10.1935
Chine	2.12.1936	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Costa Rica	23.07.1991	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Danemark	23.04.1938	Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983
Espagne	20.06.1924	Estonie	8.09.1922	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	10.10.1925	France	22.03.1928	Ghana	20.05.1957
Grèce	28.06.1930	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	12.12.1966	Hongrie	1.03.1928	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	20.11.1922	Iraq	19.04.1966	Irlande	5.07.1930
Italie	8.09.1924	Jamaïque	26.12.1962	Japon	7.06.1924
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	9.09.1924
Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Mexique	9.03.1938
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	20.11.1922	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	5.12.1980	Nouvelle-Zélande	5.12.1961
Pakistan	20.11.1922	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	9.03.1928
Pologne	21.06.1924	Roumanie	18.08.1923	Royaume-Uni	8.03.1926
Fédération de Russie	10.08.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Sri Lanka	25.04.1951	Suède	14.07.1925	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963

Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

Tunisie	14.04.1970	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	6.06.1933
Yémen	14.04.1969				

Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

74 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Autriche	21.08.1936	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	5.09.1929	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	22.02.1929
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.01.1950	France	17.05.1948
Grèce	13.06.1952	Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928	Iraq	5.07.1960
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	6.06.2005	Lettonie	29.05.1928
Liban	1.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Myanmar	16.02.1956	Nicaragua	12.04.1934
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	3.06.1958
Pays-Bas	13.09.1927	Philippines	17.11.1960	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	28.06.1949
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	10.05.1960	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	15.05.1957	Zambie	2.12.1964		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	8.10.1931	Suède	8.09.1926	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 8.08.2000		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1927

68 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Arménie	18.05.2005	Australie	22.04.1959
Autriche	29.09.1928	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	3.10.1927
Bénin	12.12.1960	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	18.06.1934
Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.09.1932
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	17.09.1927	France	13.08.1931
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	19.04.1928
Inde	30.09.1927	Iraq	26.11.1938	Italie	22.01.1934
Japon	8.10.1928	Lettonie	29.11.1929	Luxembourg	16.04.1928
Mali	22.09.1960	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	20.06.1961
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Myanmar	30.09.1927
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Norvège	11.06.1929
Pakistan	30.09.1927	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	3.11.1937
Portugal	27.03.1929				

Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925

République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	17.05.1952	Suisse	16.11.1927	République arabe syrienne	10.05.1960
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959	Zambie	22.02.1965

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 42

Royaume-Uni	6.10.1926
Dénoncée le	29.04.1936

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 121

Chili	31.05.1933	Irlande	25.11.1927	Pays-Bas	1.11.1928
Dénoncée le	8.08.2000	Dénoncée le	15.03.1937	Dénoncée le	1.09.1939
Sénégal	4.11.1960	Suède	15.10.1929	Uruguay	6.06.1933
Dénoncée le	10.05.1971	Dénoncée le	24.02.1937	Dénoncée le	17.10.1955

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1926

121 ratifications

Afrique du Sud	30.03.1926	Algérie	19.10.1962	Allemagne	18.09.1928
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Argentine	14.03.1950
Australie	12.06.1959	Autriche	29.09.1928	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Belgique	3.10.1927
Belize	15.12.1983	Bolivie	19.07.1954	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Botswana	3.02.1988	Brésil	25.04.1957	Bulgarie	5.09.1929
Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	18.02.1987	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	8.10.1931
Chine	27.04.1934	Chypre	23.09.1960	Colombie	20.06.1933
Comores	23.10.1978	République de Corée	29.03.2001	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	6.08.1928	Danemark	31.03.1928
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	29.11.1948	Espagne	22.02.1929	Estonie	14.04.1930
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974	Finlande	17.09.1927
France	4.04.1928	Gabon	13.06.1961	Ghana	20.05.1957
Grèce	30.05.1936	Grenade	9.07.1979	Guatemala	2.08.1961
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966	Haïti	19.04.1955
Hongrie	19.04.1928	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.09.1927
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	30.04.1940
Irlande	5.07.1930	Israël	5.05.1958	Italie	15.03.1928
Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.10.1928	Kenya	13.01.1964
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	29.05.1928	Liban	1.06.1977
Lituanie	28.09.1934	Luxembourg	16.04.1928	Madagascar	10.08.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Mali	17.08.1964	Malte	4.01.1965	Maroc	13.06.1956
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	30.09.1927	Nicaragua	12.04.1934
Nigéria	17.10.1960	Norvège	11.06.1929	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	30.09.1927	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	13.09.1927	Pérou	8.11.1945	Philippines	26.04.1994
Pologne	28.02.1928	Portugal	27.03.1929	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	6.10.1926	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Soudan	18.06.1957	Suède	8.09.1926	Suisse	1.02.1929
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.04.1968

Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925

Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.06.1956	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	6.06.1980				

Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

Adoptée à la 7e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.05.1928

17 ratifications

Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	5.09.1929	Chili	31.05.1933
Colombie	20.06.1933	Cuba	6.08.1928	Espagne	29.08.1932
Estonie	23.12.1929	Israël	26.07.1951	Panama	19.06.1970

Dénonciation

Argentine	17.02.1955	Finlande	26.05.1928	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 11.03.1981		Dénoncée le 31.03.1983		Dénoncée le 22.12.1980
Luxembourg	16.04.1928	Nicaragua	12.04.1934	Pérou	4.04.1962
	Dénoncée le 2.06.1998		Dénoncée le 19.09.1950		Dénoncée le 18.06.1996
Suède	5.01.1940	Uruguay	6.06.1933		
	Dénoncée le 12.06.1970		Dénoncée le 26.05.1978		

Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

Adoptée à la 8e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1927

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Autriche	29.12.1927	Bangladesh	22.06.1972
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Colombie	20.06.1933
Cuba	7.09.1954	Danemark	18.05.1955	Finlande	5.04.1929
Hongrie	3.02.1931	Inde	14.01.1928	Irlande	5.07.1930
Japon	8.10.1928	Luxembourg	16.04.1928	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Myanmar	14.01.1928	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	28.01.1957	Pakistan	14.01.1928	Panama	19.06.1970
Pays-Bas	13.09.1927	Slovaquie	1.01.1993	Suède	28.01.1957
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Ratification conditionnelle

France	13.01.1932	Royaume-Uni	16.09.1927
--------	------------	-------------	------------

Dénonciation

Albanie	17.03.1932	Australie	18.04.1931	Belgique	15.02.1928
	Dénoncée le 30.06.1999		Dénoncée le 2.04.2002		Dénoncée le 14.08.1998
Nouvelle-Zélande	29.03.1938				
	Dénoncée le 2.06.1982				

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.04.1928

60 ratifications

Allemagne	20.09.1930	Argentine	14.03.1950	Australie	1.04.1935
Bahamas	25.05.1976	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
Belgique	3.10.1927	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	29.11.1929	Canada	30.06.1938
Chili	18.10.1935	Chine	2.12.1936	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	10.05.1929	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947
France	4.04.1928	Ghana	18.03.1965	Inde	31.10.1932
Iraq	4.10.1966	Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929

Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926

Japon	22.08.1955	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928
Malte	4.01.1965	Maroc	14.03.1958	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	12.05.1934	Monténégro	3.06.2006	Myanmar	31.10.1932
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.03.1940	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pakistan	31.10.1932	Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pays-Bas	15.12.1937	Pérou	4.04.1962	Pologne	8.08.1931
Portugal	23.05.1983	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	14.06.1929
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	15.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Tunisie	14.04.1970	Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944

Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

Adoptée à la 9e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.04.1928

47 ratifications

Allemagne	14.03.1930	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	3.10.1927	Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.11.1929	Chine	2.12.1936	Chypre	19.09.1995
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.07.1928
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	23.02.1931
Estonie	9.07.1928	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	4.03.1929
Ghana	18.03.1965	Grèce	6.05.1981	Iraq	23.09.1976
Irlande	5.07.1930	Italie	10.10.1929	Kirghizistan	31.03.1992
Libéria	21.06.1977	Luxembourg	16.04.1928	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Nouvelle-Zélande	11.01.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	5.05.1948	Pérou	4.04.1962
Philippines	17.11.1960	Pologne	8.08.1931	Portugal	23.05.1983
Royaume-Uni	3.06.1985	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960	Suisse	21.04.1960
Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	6.06.1933				

Dénunciation de la convention et ratification de la convention n° 166

Mexique 12.05.1934
Dénoncée le 15.03.2002

Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931
Colombie	20.06.1933	Croatie	8.10.1991	Djibouti	3.08.1978
Equateur	5.02.1962	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	17.05.1948	Haïti	19.04.1955	Hongrie	19.04.1928
Lettonie	29.11.1929	Lituanie	19.06.1931	Luxembourg	16.04.1928
Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961
Pays-Bas	15.11.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Roumanie	28.06.1929	Royaume-Uni	20.02.1931	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénunciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

Adoptée à la 10e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1928

21 ratifications

Allemagne	23.01.1928	Autriche	18.02.1929	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	1.11.1930	Chili	8.10.1931	Colombie	20.06.1933
Croatie	8.10.1991	Espagne	29.09.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Haïti	19.04.1955	Luxembourg	16.04.1928	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.05.1961	Pays-Bas	15.11.1965
Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	20.02.1931
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation de la convention et ratification de la convention n° 130

Uruguay 6.06.1933
Dénoncée le 28.07.1978

Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

Adoptée à la 11e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.06.1930

104 ratifications

Afrique du Sud	28.12.1932	Albanie	2.08.2001	Allemagne	30.05.1929
Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950	Arménie	27.01.2006
Australie	9.03.1931	Autriche	15.03.1974	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Bélarus	15.09.1993	Belgique	11.08.1937
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	19.07.1954
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	4.06.1935	Burkina Faso	21.11.1960
Burundi	11.03.1963	Caméroun	7.06.1960	Canada	25.04.1935
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chine	5.05.1930
Colombie	20.06.1933	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956
Dominique	28.02.1983	Egypte	10.05.1960	Equateur	6.07.1954
Espagne	8.04.1930	Fidji	19.04.1974	France	18.09.1930
Gabon	14.10.1960	Ghana	2.07.1959	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.05.1961	Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Hongrie	30.07.1932	Iles Salomon	6.08.1985
Inde	10.01.1955	Iraq	26.11.1962	Irlande	3.06.1930
Italie	9.09.1930	Jamaïque	8.07.1963	Japon	29.04.1971
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	22.03.1965	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maroc	14.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961
Mexique	12.05.1934	Myanmar	21.05.1954	Nicaragua	12.04.1934
Niger	27.02.1961	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1933
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	10.11.1936
Pérou	4.04.1962	Portugal	10.11.1959	République démocratique du Congo	20.09.1960
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sénégal	4.11.1960	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	15.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	9.06.1971
Suisse	7.05.1947	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	10.05.1960
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
Togo	7.06.1960	Tunisie	15.05.1957	Turquie	29.01.1975
Uruguay	6.06.1933	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Royaume-Uni 14.06.1929
Dénoncée le 25.07.1985

Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.03.1932

66 ratifications

Allemagne	5.07.1933	Angola	4.06.1976	Argentine	14.03.1950
Australie	9.03.1931	Autriche	16.08.1935	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.06.1934
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	4.06.1935	Burundi	11.03.1963
Canada	30.06.1938	Chili	31.05.1933	Chine	24.06.1931
Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1954	Danemark	1.10.1981
Espagne	29.08.1932	Estonie	18.01.1932	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	8.08.1932	France	29.07.1935	Grèce	30.05.1936
Guinée-Bissau	21.02.1977	Honduras	9.06.1980	Hongrie	6.12.1937
Inde	7.09.1931	Indonésie	12.06.1950	Iraq	21.11.1966
Irlande	5.07.1930	Italie	18.07.1933	Japon	16.03.1931
Kenya	9.02.1971	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	28.09.1934
Luxembourg	1.04.1931	Maroc	20.09.1956	Mexique	12.05.1934
Monténégro	3.06.2006	Myanmar	7.09.1931	Nicaragua	12.04.1934
Norvège	1.07.1932	Pakistan	7.09.1931	Panama	19.06.1970
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pays-Bas	4.01.1933	Pérou	4.04.1962
Pologne	18.06.1932	Portugal	1.03.1932	République démocratique du Congo	20.09.1960
Roumanie	7.12.1932	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.04.1932
Suisse	8.11.1934	Suriname	15.06.1976	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933
République bolivarienne du Venezuela	17.12.1932	Viet Nam	3.10.1994		

Ratification conditionnelle

Afrique du Sud 21.02.1933

Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

Adoptée à la 12e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.04.1932

4 ratifications

Nicaragua 12.04.1934

Dénonciation

Luxembourg 1.04.1931
Dénoncée le 9.02.1988

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 32)

Espagne	29.08.1932	Irlande	5.07.1930
	Dénoncée le 28.07.1934		Dénoncée le 13.06.1972

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.05.1932

172 ratifications

Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	25.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	13.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Arménie	17.12.2004
Australie	2.01.1932	Autriche	7.06.1960	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Barbade	8.05.1967	Bélarus	21.08.1956	Belgique	20.01.1944
Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960	Bolivie	31.05.2005
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	22.09.1932	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	11.03.1963
Cambodge	24.02.1969	Cameroun	7.06.1960	Cap-Vert	3.04.1979
République centrafricaine	27.10.1960	Chili	31.05.1933	Chypre	23.09.1960

Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930

Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	20.07.1953	Danemark	11.02.1932	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983	Egypte	29.11.1955
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	6.07.1954
Erythrée	22.02.2000	Espagne	29.08.1932	Estonie	7.02.1996
Ethiopie	2.09.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	13.01.1936	France	24.06.1937	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	20.05.1957
Grèce	13.06.1952	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guinée	21.01.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	21.02.1957
Hongrie	8.06.1956	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	30.11.1954
Indonésie	12.06.1950	République islamique d'Iran	10.06.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	2.03.1931	Islande	17.02.1958	Israël	7.06.1955
Italie	18.06.1934	Jamaïque	26.12.1962	Japon	21.11.1932
Jordanie	6.06.1966	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	23.09.1968
République démocratique populaire lao	23.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Lettonie	2.06.2006
Liban	1.06.1977	Libéria	1.05.1931	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	1.11.1960
Malaisie	11.11.1957	Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960
Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969
Mauritanie	20.06.1961	Mexique	12.05.1934	République de Moldova	23.03.2000
Mongolie	15.03.2005	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	16.06.2003
Myanmar	4.03.1955	Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002
Nicaragua	12.04.1934	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	1.07.1932	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Oman	30.10.1998
Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	23.12.1957
Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	28.08.1967
Pays-Bas	31.03.1933	Pérou	1.02.1960	Philippines	15.07.2005
Pologne	30.07.1958	Portugal	26.06.1956	Qatar	12.03.1998
République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	3.06.1931
Fédération de Russie	23.06.1956	Rwanda	23.05.2001	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998
Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	5.04.1950	Suède	22.12.1931
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969
Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	30.10.1998	Ukraine	10.08.1956
Uruguay	6.09.1995	Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944
Viet Nam	5.03.2007	Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Adoptée à la 14e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.08.1933

30 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	22.06.1932	Chili	18.10.1935	Colombie	4.03.1969
Cuba	24.02.1936	Egypte	10.05.1960	Espagne	29.08.1932
Ghana	19.06.1973	Guatemala	4.08.1961	Guinée équatoriale	12.06.1985
Haïti	31.03.1952	Iraq	26.11.1962	Israël	26.06.1951

Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

Koweït	21.09.1961	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Maroc	22.07.1974	Mexique	12.05.1934	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	12.04.1934	Norvège	29.06.1953	Panama	16.02.1959
Paraguay	21.03.1966	République arabe syrienne	10.05.1960	Uruguay	6.06.1933

Ratification conditionnelle

Autriche 16.02.1933

Dénonciation

Finlande	13.01.1936	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Dénoncée le 23.06.1999		Dénoncée le 9.06.1989	

Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.10.1934

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	11.03.1970	Belgique	2.07.1952
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Canada	6.04.1946
Chili	18.10.1935	Chine	30.11.1935	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Honduras	17.11.1964	Inde	10.02.1947
Irlande	13.06.1972	Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	31.03.1992
Malte	4.01.1965	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nigéria	16.06.1961	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	10.02.1947
Panama	4.06.1971	Royaume-Uni	10.01.1935	Serbie	24.11.2000
Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	6.06.1933

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 152)

Cuba	7.09.1954	Danemark	22.06.1970	Espagne	28.07.1934
Dénoncée le 15.10.1982		Dénoncée le 22.12.1989		Dénoncée le 3.03.1982	
Finlande	23.08.1949	France	27.05.1955	Italie	30.10.1933
Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 30.07.1985		Dénoncée le 7.06.2000	
Mexique	12.05.1934	Norvège	23.06.1956	Pays-Bas	25.08.1964
Dénoncée le 10.02.1982		Dénoncée le 5.12.1981		Dénoncée le 13.05.1998	
Pérou	4.04.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Suède	3.08.1938
Dénoncée le 19.04.1988		Dénoncée le 14.07.2004		Dénoncée le 5.12.1981	
Tanzanie - Tanganyika	19.11.1962				
Dénoncée le 30.05.1983					

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

Adoptée à la 16e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.06.1935

25 ratifications

Cameroun	7.06.1960	Gabon	14.10.1960	Mauritanie	20.06.1961
-----------------	-----------	--------------	------------	-------------------	------------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 60)

Espagne	22.06.1934
Dénoncée le 5.05.1971	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Argentine	14.03.1950	Autriche	26.02.1936	Belgique	6.06.1934
Dénoncée le 11.11.1996		Dénoncée le 18.09.2000		Dénoncée le 19.04.1988	
Bénin	12.12.1960	Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960
Dénoncée le 11.06.2001		Dénoncée le 11.02.1999		Dénoncée le 28.06.2000	
Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Dénoncée le 17.03.2004		Dénoncée le 26.11.1999		Dénoncée le 7.02.2003	
Cuba	24.02.1936	Djibouti	3.08.1978	France	29.04.1939
Dénoncée le 7.09.1954		Dénoncée le 14.06.2005		Dénoncée le 13.07.1990	

Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)**

Guinée	21.01.1959	Madagascar	1.11.1960	Mali	22.09.1960
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 31.05.2000		Dénoncée le 11.03.2002
Niger	27.02.1961	Pays-Bas	12.07.1935	Sénégal	4.11.1960
	Dénoncée le 4.12.1978		Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 15.12.1999
Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960	Uruguay	6.06.1933
	Dénoncée le 21.03.2005		Dénoncée le 16.03.1984		Dénoncée le 18.03.1954

Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.10.1936

11 ratifications

Chili	18.10.1935	Slovaquie	1.01.1993
			Dénoncée le 25.07.2007

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 96)

Argentine	14.03.1950	Espagne	27.04.1935	Finlande	13.01.1936
	Dénoncée le 19.09.1996		Dénoncée le 5.05.1971		Dénoncée le 22.12.1951
Mexique	21.02.1938	Norvège	4.07.1949	Suède	1.01.1936
	Dénoncée le 1.03.1991		Dénoncée le 29.06.1950		Dénoncée le 18.07.1950
Turquie	27.12.1946				
	Dénoncée le 23.01.1952				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Bulgarie	29.12.1949	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 24.03.2005		Dénoncée le 9.10.2000

Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	8.11.1945	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie III))

Equateur	5.02.1962
	Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935
Djibouti	3.08.1978	France	23.08.1939	Italie	22.10.1947
Malte	4.01.1965	Pérou	1.02.1960	Pologne	29.09.1948
Royaume-Uni	18.07.1936				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

11 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie II))**

Equateur 5.02.1962
Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1937

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Chili	18.10.1935	Djibouti	3.08.1978
France	23.08.1939	Italie	22.10.1947	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.11.1946

8 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	8.11.1945
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993
République tchèque	1.01.1993				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 128 (partie IV))

Equateur 5.02.1962
Dénoncée le 5.04.1978

Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

Adoptée à la 17e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.09.1949

7 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Pérou	1.02.1960
Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	18.07.1936	Slovaquie	1.01.1993

Dénonciation

République tchèque 1.01.1993
Dénoncée le 27.09.2000

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.11.1936

38 ratifications

Afghanistan	12.06.1939	Argentine	14.03.1950	Bénin	12.12.1960
Burkina Faso	21.11.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Estonie	21.12.1935	Gabon	14.10.1960	Madagascar	1.11.1960
Mali	22.09.1960	Maroc	13.06.1956	Niger	27.02.1961
Suriname	15.06.1976	Tchad	10.11.1960	Togo	7.06.1960
République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944				

Dénonciation

Hongrie	18.12.1936	Myanmar	22.11.1935	Pérou	8.11.1945
	Dénoncée le 15.11.1977		Dénoncée le 30.03.1967		Dénoncée le 13.01.1997
Royaume-Uni	25.01.1937				
	Dénoncée le 4.10.1947				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)

Afrique du Sud	28.05.1935	Belgique	4.08.1937	Brésil	8.06.1936
	Dénoncée le 2.03.1950		Dénoncée le 1.04.1952		Dénoncée le 25.04.1957

Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934**Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 89)**

Congo	10.11.1960	Egypte	11.07.1947	France	25.01.1938
	Dénoncée le 4.06.1971		Dénoncée le 26.07.1960		Dénoncée le 21.09.1953
Grèce	30.05.1936	Guinée	21.01.1959	Inde	22.11.1935
	Dénoncée le 27.04.1959		Dénoncée le 12.12.1966		Dénoncée le 27.02.1950
Iraq	28.03.1938	Irlande	15.03.1937	Mauritanie	20.06.1961
	Dénoncée le 17.11.1967		Dénoncée le 14.01.1952		Dénoncée le 8.11.1963
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pakistan	22.11.1935	Pays-Bas	9.12.1935
	Dénoncée le 10.11.1950		Dénoncée le 14.02.1951		Dénoncée le 22.10.1954
Sénégal	4.11.1960	Sri Lanka	2.09.1950	Suisse	4.06.1936
	Dénoncée le 22.10.1962		Dénoncée le 31.03.1966		Dénoncée le 6.05.1950

Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1936

53 ratifications

Afrique du Sud	26.02.1952	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	29.04.1959	Autriche	26.02.1936	Bahamas	25.05.1976
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Brésil	8.06.1936
Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963	Comores	23.10.1978
Cuba	22.10.1936	Danemark	22.06.1939	Espagne	24.06.1958
France	17.05.1948	Grèce	13.06.1952	Guyana	8.06.1966
Haïti	19.04.1955	Honduras	17.11.1964	Hongrie	17.06.1935
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	13.01.1964	Iraq	25.07.1941
Italie	22.10.1952	Malte	4.01.1965	Maroc	20.05.1957
Maurice	2.12.1969	Mexique	20.05.1937	Myanmar	17.05.1957
Norvège	21.05.1935	Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Panama	16.02.1959
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Pologne	29.09.1948	Royaume-Uni	29.04.1936
Rwanda	18.09.1962	Slovaquie	1.01.1993	Suriname	15.06.1976
République tchèque	1.01.1993	Turquie	27.12.1946		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 121)

Allemagne	17.06.1955	Belgique	3.08.1949	Bolivie	19.07.1954
	Dénoncée le 1.03.1972		Dénoncée le 22.04.1970		Dénoncée le 31.01.1977
Chili	14.10.1994	Finlande	20.01.1950	Irlande	15.03.1937
	Dénoncée le 30.09.1999		Dénoncée le 23.09.1968		Dénoncée le 9.06.1969
Japon	6.06.1936	Luxembourg	3.03.1958	Pays-Bas	1.09.1939
	Dénoncée le 7.06.1974		Dénoncée le 24.07.1972		Dénoncée le 2.08.1966
République démocratique du Congo	20.09.1960	Suède	24.02.1937	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 5.09.1967		Dénoncée le 17.06.1969		Dénoncée le 28.06.1973

Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.01.1938

13 ratifications

Belgique	4.08.1937	Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978
France	5.02.1938	Irlande	15.05.1939	Malte	9.06.1988
Mexique	9.03.1938	Norvège	21.05.1935	Panama	19.06.1970
Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954

Dénonciation

Royaume-Uni	13.01.1937
	Dénoncée le 4.12.1958

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Adoptée à la 18e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

14 ratifications

Algérie	19.10.1962	Bulgarie	29.12.1949	Chypre	8.10.1965
----------------	------------	-----------------	------------	---------------	-----------

Convention (n° 44) du chômage, 1934

Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	France	21.02.1949
Irlande	10.06.1937	Italie	22.10.1952	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Pays-Bas	17.01.1966	Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	29.04.1936

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 168)

Norvège	20.05.1957	Suisse	14.06.1939
Dénoncée le 19.06.1990		Dénoncée le 17.10.1990	

Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.05.1937

98 ratifications

Afghanistan	14.05.1937	Afrique du Sud	25.06.1936	Allemagne	15.11.1954
Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	14.03.1950
Autriche	3.07.1937	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	4.08.1961	Belgique	4.08.1937
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	22.09.1938
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	3.09.1962	Chine	2.12.1936
Chypre	23.09.1960	Costa Rica	22.03.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	14.04.1936	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	12.08.1957	Egypte	11.07.1947	Equateur	6.07.1954
Espagne	24.06.1958	Estonie	4.06.1937	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
		Dénoncée le 6.12.2007			
Fidji	19.04.1974	France	25.01.1938	Gabon	13.06.1961
Ghana	20.05.1957	Grèce	30.05.1936	Guatemala	7.03.1960
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Haïti	5.04.1960	Honduras	20.06.1960	Hongrie	19.12.1938
Iles Salomon	6.08.1985	Inde	25.03.1938	Indonésie	12.06.1950
Italie	22.10.1952	Japon	11.06.1956	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Lesotho	31.10.1966	Liban	26.07.1962
Malaisie - Malaisie péninsulaire	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Malte	9.06.1988
Maroc	20.09.1956	Mexique	21.02.1938	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.03.1976	Nigéria	17.10.1960	Ouganda	4.06.1963
Pakistan	25.03.1938	Panama	16.02.1959	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Pologne	15.06.1957	Portugal	18.10.1937	Fédération de Russie	4.05.1961
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Somalie	18.11.1960
Sri Lanka	20.12.1950	Suisse	23.05.1940	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	15.05.1957	Turquie	21.04.1938
Ukraine	4.08.1961	République bolivarienne du Venezuela	20.11.1944	Viet Nam	3.10.1994
Zimbabwe	6.06.1980				

Dénonciation

Australie	7.10.1953	Canada	16.09.1966	Chili	16.03.1946
Dénoncée le 20.05.1988		Dénoncée le 19.05.1978		Dénoncée le 30.05.1997	
Finlande	3.03.1938	Irlande	20.08.1936	Luxembourg	3.03.1958
Dénoncée le 19.09.1997		Dénoncée le 27.05.1988		Dénoncée le 29.04.1988	
Nouvelle-Zélande	29.03.1938	Pays-Bas	20.02.1937	Pérou	8.11.1945
Dénoncée le 23.06.1987		Dénoncée le 29.04.1998		Dénoncée le 9.06.1997	
Royaume-Uni	18.07.1936	Suède	11.07.1936	Uruguay	18.03.1954
Dénoncée le 26.05.1988		Dénoncée le 15.06.1967		Dénoncée le 26.05.1978	
Zambie	2.12.1964				
Dénoncée le 3.03.1998					

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.06.1957

14 ratifications

Convention (n° 47) des quarante heures, 1935

Australie	22.10.1970	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	21.08.1956
Finlande	23.11.1989	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
République de Moldova	9.12.1997	Norvège	13.03.1979	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Ouzbékistan	13.07.1992	Fédération de Russie	23.06.1956	Suède	11.08.1982
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	10.08.1956		

Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1938

12 ratifications

Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Israël	16.01.1963	Italie	22.10.1952	Monténégro	3.06.2006
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Dénonciation

Hongrie	10.08.1937	Pays-Bas	6.10.1938	Pologne	21.03.1938
Dénoncée le 27.10.1983		Dénoncée le 27.07.1999		Dénoncée le 10.08.1973	

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 157)

Espagne	8.07.1937
Dénoncée le 11.09.1986	

Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

Adoptée à la 19e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1938

10 ratifications

Bulgarie	29.12.1949	Djibouti	3.08.1978	France	25.01.1938
Irlande	10.06.1937	Malte	9.06.1988	Mexique	21.02.1938
Norvège	21.07.1936	Slovaquie	1.01.1993	République tchèque	1.01.1993

Dénonciation

Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Dénoncée le 9.06.1989	

Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.09.1939

33 ratifications

Argentine	14.03.1950	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962	Fidji	19.04.1974
Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.06.1989
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Japon	8.09.1938
Kenya	13.01.1964	Malaisie	11.11.1957	Malawi	7.06.1966
Nigéria	17.10.1960	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	République démocratique du Congo	20.09.1960	Royaume-Uni	22.05.1939
Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Zambie	2.12.1964

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
Dénoncée le 13.09.1999		Dénoncée le 2.03.2000		Dénoncée le 15.09.1981	

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Adoptée à la 20e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.09.1939

54 ratifications

Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

Albanie	3.06.1957	Argentine	14.03.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	20.07.1953	Danemark	22.06.1939
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Egypte	3.07.1954
France	23.08.1939	Gabon	13.06.1961	Géorgie	22.06.1993
Grèce	13.06.1952	Israël	22.08.1951	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Mali	12.07.1968	Maroc	20.09.1956	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	9.03.1938	Myanmar	21.05.1954	Nouvelle-Zélande	10.11.1950
Ouzbékistan	13.07.1992	Panama	3.06.1958	Paraguay	21.03.1966
Pérou	1.02.1960	Fédération de Russie	10.08.1956	Sénégal	22.10.1962
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	26.07.1960	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	15.05.1957				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Brésil	22.09.1938	Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970
	Dénoncée le 23.09.1998		Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973
Espagne	5.05.1971	Finlande	23.08.1949	Guinée	12.12.1966
	Dénoncée le 30.06.1972		Dénoncée le 15.01.1990		Dénoncée le 2.06.1977
Hongrie	8.06.1956	Iraq	12.05.1960	Italie	22.10.1952
	Dénoncée le 19.08.1998		Dénoncée le 19.02.1974		Dénoncée le 28.07.1981
Madagascar	10.08.1962	Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993
	Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 15.12.2000		Dénoncée le 23.08.1996
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 25.10.2001		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1939

37 ratifications

Allemagne	18.11.1988	Argentine	17.02.1955	Belgique	11.04.1938
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
République de Corée	11.04.2003	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Danemark	13.07.1938	Djibouti	3.08.1978	Egypte	20.05.1939
Espagne	5.05.1971	Estonie	20.06.1938	Etats-Unis	29.10.1938
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.04.1947	France	19.06.1947
Irlande	10.06.1985	Israël	19.06.1969	Italie	22.10.1952
Libéria	9.05.1960	Jamahiriya arabe libyenne	15.11.1974	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	1.09.1939
Monténégro	3.06.2006	Norvège	7.07.1937	Nouvelle-Zélande	29.03.1938
Panama	19.06.1970	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	République arabe syrienne	26.07.1960
Turquie	22.04.2005				

Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.10.1939

18 ratifications

Belgique	11.04.1938	Belize	15.07.2005	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971
Etats-Unis	29.10.1938	France	19.06.1947	Grèce	19.06.1968
Italie	22.10.1952	Libéria	9.05.1960	Luxembourg	15.02.1991
Maroc	14.03.1958	Mexique	15.09.1939	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005

Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936

Adoptée à la 21e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1949

20 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	12.12.1956	Belgique	3.08.1949
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	9.12.1948	Luxembourg	15.02.1991	Mexique	1.02.1984
Monténégro	3.06.2006	Norvège	6.06.1966	Panama	4.06.1971
Pérou	4.04.1962	Royaume-Uni	30.09.1944	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 165)

Espagne	30.11.1971
Dénoncée le	2.07.1991

Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

Adoptée à la 22e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.04.1939

51 ratifications

Argentine	17.02.1955	Australie	11.06.1992	Belize	15.12.1983
Canada	10.09.1951	Etats-Unis	29.10.1938	Ghana	20.05.1957
Guatemala	30.10.1961	Liban	6.12.1993	Libéria	9.05.1960
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	18.07.1952	Nouvelle-Zélande	7.06.1946
Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	13.06.1961	Sri Lanka	18.05.1959
Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Bélarus	6.11.1956
Dénoncée le	16.02.1998	Dénoncée le	30.04.1984	Dénoncée le	3.05.1979
Belgique	11.04.1938	Brésil	12.10.1938	Bulgarie	29.12.1949
Dénoncée le	19.04.1988	Dénoncée le	28.06.2001	Dénoncée le	23.04.1980
Chypre	10.01.1995	Cuba	20.07.1953	Danemark	4.06.1955
Dénoncée le	2.10.1997	Dénoncée le	19.06.1976	Dénoncée le	13.11.1997
Djibouti	3.08.1978	Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974
Dénoncée le	14.06.2005	Dénoncée le	16.05.1977	Dénoncée le	3.01.2003
France	9.12.1948	Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979
Dénoncée le	13.07.1990	Dénoncée le	14.03.1986	Dénoncée le	14.05.2003
Iraq	30.12.1939	Islande	21.08.1956	Italie	22.10.1952
Dénoncée le	13.02.1985	Dénoncée le	6.12.1999	Dénoncée le	28.07.1981
Jamaïque	26.12.1962	Japon	22.08.1955	Kenya	13.01.1964
Dénoncée le	13.10.2003	Dénoncée le	5.06.2000	Dénoncée le	9.04.1979
Maurice	2.12.1969	Nigéria	16.06.1961	Norvège	7.07.1937
Dénoncée le	30.07.1990	Dénoncée le	2.10.2002	Dénoncée le	8.07.1980
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	8.07.1947	Fédération de Russie	10.08.1956
Dénoncée le	31.10.2000	Dénoncée le	14.09.1976	Dénoncée le	3.05.1979
Seychelles	6.02.1978	Suède	6.01.1939	Suisse	21.04.1960
Dénoncée le	7.03.2000	Dénoncée le	23.04.1990	Dénoncée le	17.08.1999
Tunisie	14.04.1970	Turquie	29.09.1959	Ukraine	14.09.1956
Dénoncée le	19.10.1995	Dénoncée le	30.10.1998	Dénoncée le	3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
Dénoncée le	2.06.1977				

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.02.1941

36 ratifications

Bangladesh	22.06.1972	Ghana	20.05.1957	Guatemala	13.06.1989
Liban	1.06.1977	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	26.05.1955
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Sierra Leone	15.06.1961
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969		

Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Albanie	3.06.1957	Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	22.07.1960
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980
Burundi	30.07.1971	Chine	21.02.1940	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 19.07.2000		Dénoncée le 28.04.1999		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Fidji	19.04.1974	Iraq	5.07.1960
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 3.01.2003		Dénoncée le 13.02.1985
Italie	22.10.1952	Kenya	13.01.1964	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 19.06.1976
Luxembourg	3.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mongolie	3.06.1969
	Dénoncée le 24.03.1977		Dénoncée le 30.07.1990		Dénoncée le 16.12.2002
Nigéria	16.06.1961	Norvège	26.08.1938	Philippines	17.11.1960
	Dénoncée le 2.10.2002		Dénoncée le 8.07.1980		Dénoncée le 4.06.1998
Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	10.08.1956	Swaziland	26.04.1978
	Dénoncée le 19.06.1976		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.10.2002
Tunisie	14.04.1970	Turquie	12.07.1993	Ukraine	14.09.1956
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 30.10.1998		Dénoncée le 3.05.1979
Uruguay	18.03.1954				
	Dénoncée le 2.06.1977				

Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

11 ratifications

Dénonciation					
Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Paraguay	21.03.1966		
	Dénoncée le 11.07.1961		Dénoncée le 12.12.2001		
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)					
Bélarus	6.11.1956	Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976
Espagne	5.05.1971	Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958
	Dénoncée le 16.05.1977		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 24.03.1977
Fédération de Russie	10.08.1956	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 3.05.1979		Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

Adoptée à la 23e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1942

30 ratifications

Belgique	3.10.1951	Bulgarie	29.12.1949	Burundi	11.03.1963
République centrafricaine	9.06.1964	Egypte	25.03.1982	Espagne	24.06.1958
France	16.12.1950	Grèce	29.08.1984	Guinée	12.12.1966
Honduras	17.11.1964	Irlande	13.06.1972	Malte	9.06.1988
Mauritanie	8.11.1963	Pays-Bas	2.05.1950	Pérou	4.04.1962
Pologne	17.04.1950	République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962
Suisse	23.05.1940	Suriname	15.06.1976	Tunisie	12.01.1959
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 167)					
Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955	Colombie	4.03.1969
	Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 18.11.1993		Dénoncée le 6.09.1994
Danemark	30.11.1972	Finlande	8.04.1947	Guatemala	9.01.1973
	Dénoncée le 10.07.1995		Dénoncée le 23.01.1997		Dénoncée le 7.10.1991
Hongrie	8.06.1956	Mexique	4.07.1941	Uruguay	18.03.1954
	Dénoncée le 22.05.1989		Dénoncée le 5.10.1990		Dénoncée le 25.05.2005

Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

Adoptée à la 24e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.06.1940

34 ratifications

Afrique du Sud	8.08.1939	Algérie	19.10.1962	Barbade	8.05.1967
<i>A l'exclusion des parties II et IV</i>				<i>A l'exclusion de la partie III</i>	
Chili	10.05.1957	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
<i>A l'exclusion de la partie III</i>					
Egypte	5.10.1940	France	28.06.1951	Kenya	13.01.1964
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>					
Myanmar	24.11.1961	Nicaragua	1.10.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>				<i>A l'exclusion des parties III et IV</i>	
République-Unie de Tanzanie	19.11.1962	Uruguay	18.03.1954		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 160)

Allemagne	22.06.1954	Australie	5.09.1939	Autriche	26.11.1958
Dénoncée le 25.04.1991		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988	
Canada	6.04.1946	Danemark	22.06.1939	Espagne	5.05.1971
Dénoncée le 22.11.1995		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 3.10.1989	
Finlande	8.04.1947	Guatemala	4.08.1961	Irlande	9.10.1946
Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 7.04.1993		Dénoncée le 27.10.1995	
Maurice	2.12.1969	Mexique	16.07.1942	Norvège	29.03.1940
Dénoncée le 14.06.1994		Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988	
Nouvelle-Zélande	18.01.1940	Panama	15.07.1971	Pays-Bas	9.03.1940
Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 3.04.1996		Dénoncée le 5.10.1991	
Portugal	24.02.1983	Royaume-Uni	26.05.1947	Sri Lanka	25.08.1952
Dénoncée le 8.12.1993		Dénoncée le 27.05.1987		Dénoncée le 1.04.1993	
Suède	21.06.1939	Suisse	23.05.1940		
Dénoncée le 24.04.1988		Dénoncée le 24.04.1988			

Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

31 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	13.06.1989	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Malaisie	11.11.1957
Malawi	7.06.1966	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	République démocratique du Congo	20.09.1960
Royaume-Uni	24.08.1943	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénonciation

Belgique	26.07.1948	Maurice	2.12.1969	Somalie	18.11.1960
Dénoncée le 18.11.1998		Dénoncée le 8.07.1999		Dénoncée le 11.09.1978	

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.07.1948

33 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Cameroun	3.09.1962
Fidji	19.04.1974	Ghana	20.05.1957	Grenade	9.07.1979
Guatemala	4.08.1961	Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Lesotho	31.10.1966	Libéria	25.05.1962
Malaisie	11.11.1957	Malawi	22.03.1965	Maroc	27.03.1963
Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960	Nouvelle-Zélande	8.07.1947
Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970	Royaume-Uni	24.08.1943
Sainte-Lucie	14.05.1980	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961

Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939

Singapour	25.10.1965	Somalie	18.11.1960	Swaziland	26.04.1978
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	17.12.1962
Yémen	14.04.1969	Zambie	2.12.1964		

Dénonciation

Maurice	2.12.1969
Dénoncée le	8.07.1999

Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

Adoptée à la 25e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.03.1955

4 ratifications

République centrafricaine	9.06.1964	Cuba	20.07.1953	Pérou	4.04.1962
---------------------------	-----------	------	------------	-------	-----------

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 153)

Uruguay	18.03.1954
Dénoncée le	19.06.1989

Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équippedes navires), 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.03.1957

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Argentine	24.09.1956
Belgique	5.12.1951	Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951
Egypte	10.08.1982	Espagne	14.07.1971	France	9.12.1948
Grèce	28.08.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996
Irlande	12.06.1956	Italie	22.10.1952	Luxembourg	15.02.1991
Norvège	28.01.1957	Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	17.06.1958	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	6.08.1953
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.1953

38 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Australie	29.08.1995
Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	29.12.1949	Canada	19.03.1951	Croatie	8.10.1991
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	Espagne	5.05.1971
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948	Ghana	18.03.1965
Grèce	9.10.1963	Guinée-Bissau	21.02.1977	Indonésie	30.03.1992
Irlande	16.06.1951	Italie	22.10.1952	Japon	29.07.1975
Kirghizistan	31.03.1992	Luxembourg	15.02.1991	Monténégro	3.06.2006
Norvège	6.03.1952	Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	23.02.1951	Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954
Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	29.07.1949	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.10.1962

13 ratifications

Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955	Bulgarie	29.12.1949
Djibouti	3.08.1978	Egypte	4.08.1982	France	9.12.1948
Grèce	2.12.1986	Italie	10.04.1962	Liban	6.12.1993

Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946

Norvège	4.07.1949	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	27.08.1957
Pérou	4.04.1962				

Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.08.1955

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.10.1976	Angola	4.06.1976
Argentine	17.02.1955	Australie	29.08.1995	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Bulgarie	29.12.1949
Canada	19.03.1951	République de Corée	9.12.1992	Croatie	8.10.1991
Danemark	28.07.1980	Djibouti	3.08.1978	Egypte	10.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.05.1956
France	9.12.1948	Grèce	6.05.1981	Guinée-Bissau	21.02.1977
Irlande	6.06.1986	Italie	22.10.1952	Japon	22.08.1955
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	6.12.1993	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	18.05.1990	Monténégro	3.06.2006
Norvège	17.02.1955	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pérou	4.04.1962	Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952
Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005
Slovénie	29.05.1992	Suède	9.01.1962	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946

Adoptée à la 28e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.07.1951

29 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	5.12.1951	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Canada	19.03.1951
Croatie	8.10.1991	Egypte	30.03.1967	Espagne	5.05.1971
Etats-Unis	9.04.1953	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	9.12.1948
Ghana	18.03.1965	Guinée-Bissau	21.02.1977	Irlande	21.06.1957
Italie	23.06.1981	Liban	6.12.1993	Luxembourg	15.02.1991
Malte	19.09.2002	Maurice	2.12.1969	Monténégro	3.06.2006
Nouvelle-Zélande	5.12.1961	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	14.07.1950
Pologne	13.04.1954	Portugal	13.06.1952	Royaume-Uni	13.05.1952
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992		

Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

43 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Belgique	10.04.1979
Bolivie	15.11.1973	Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970
Comores	23.10.1978	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	19.06.1973	El Salvador	15.06.1995	Equateur	18.07.1975
Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951	Grèce	28.08.1981
Guatemala	13.02.1952	Haiti	12.04.1957	Hongrie	8.06.1956
Iraq	13.01.1951	Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952
Kirghizistan	31.03.1992	Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958
Malte	18.05.1990	Nicaragua	1.03.1976	Panama	15.07.1971
Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962	Philippines	17.11.1960
Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983	Fédération de Russie	10.08.1956
Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Turquie	2.11.1984	Ukraine	14.09.1956
Uruguay	18.03.1954				

Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

39 ratifications

Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962	Argentine	17.02.1955
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956	Bolivie	15.11.1973
Bulgarie	29.12.1949	Cameroun	25.05.1970	Comores	23.10.1978
Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.08.1975	Espagne	5.05.1971	France	28.06.1951
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.02.1952	Haïti	12.04.1957
Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956	Iraq	5.07.1960
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Luxembourg	3.03.1958	Malte	18.05.1990
Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.12.1947	Portugal	23.05.1983
Fédération de Russie	10.08.1956	Slovaquie	1.01.1993	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954

Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.12.1950

20 ratifications

Argentine	17.02.1955	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	6.11.1956
Bulgarie	29.12.1949	Cuba	7.09.1954	République dominicaine	22.09.1953
Espagne	5.05.1971	Guatemala	13.02.1952	Israël	23.12.1953
Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Paraguay	21.03.1966	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Fédération de Russie	10.08.1956	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954		

Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

Adoptée à la 29e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.05.1947

57 ratifications

Afrique du Sud	19.06.1947	Algérie	19.10.1962	Argentine	14.03.1950
Australie	25.01.1949	Autriche	31.03.1949	Bangladesh	22.06.1972
Belgique	3.08.1949	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	13.04.1948
Bulgarie	7.11.1955	Canada	31.07.1947	Chili	3.11.1949
Chine	4.08.1947	Colombie	10.06.1947	Cuba	20.07.1953
Danemark	30.06.1949	République dominicaine	29.08.1947	Egypte	7.06.1949
Espagne	24.06.1958	Etats-Unis	24.06.1948	Ethiopie	23.07.1947
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	28.06.1947	France	20.01.1948
Grèce	13.06.1952	Guatemala	1.10.1947	Inde	17.11.1947
Iraq	9.09.1947	Irlande	14.06.1947	Italie	11.12.1947
Japon	27.05.1954	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	29.10.1948
Maroc	20.05.1957	Mexique	20.04.1948	Monténégro	3.06.2006
Norvège	5.01.1949	Nouvelle-Zélande	8.07.1947	Pakistan	25.03.1948
Panama	13.05.1954	Pays-Bas	15.01.1948	Pérou	4.04.1962
Pologne	11.12.1947	Royaume-Uni	28.05.1947	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	19.09.1950
Suède	29.05.1947	Suisse	22.04.1947	République arabe syrienne	26.07.1960
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	5.12.1947	Turquie	13.07.1949
Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	13.09.1948	Viet Nam	3.10.1994

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.04.1950

137 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.06.1955
Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Argentine	17.02.1955	Arménie	17.12.2004	Australie	24.06.1975
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Autriche	30.04.1949	Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Bélarus	25.09.1995	Belgique	5.04.1957	Belize	15.12.1983
Bénin	11.06.2001	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	11.10.1989	Bulgarie	29.12.1949	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	30.07.1971	Cameroun	3.09.1962	Cap-Vert	16.10.1979
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	13.11.1967
		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	9.12.1992
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Cuba	7.09.1954	Danemark	6.08.1958	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	11.10.1956
El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	27.05.1982	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	20.01.1950	France	16.12.1950	Gabon	17.07.1972
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Ghana	2.07.1959	Grèce	16.06.1955	Grenade	9.07.1979
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Guatemala	13.02.1952	Guinée	26.03.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guyana	8.06.1966	Haïti	31.03.1952	Honduras	6.05.1983
<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>					
Hongrie	4.01.1994	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	7.04.1949
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Indonésie	29.01.2004	Iraq	13.01.1951	Irlande	16.06.1951
				<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Israël	7.06.1955	Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Japon	20.10.1953	Jordanie	27.03.1969	Kazakhstan	6.07.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	26.07.2000	Koweït	23.11.1964
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Liban	26.07.1962
Libéria	25.03.2003	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	21.12.1971	Malaisie	1.07.1963
Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	
Maroc	14.03.1958	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963
République de Moldova	12.08.1996	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Niger	9.01.1979	Nigéria	17.10.1960	Norvège	5.01.1949
		<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>	
Nouvelle-Zélande	30.11.1959	Ouganda	4.06.1963	Pakistan	10.10.1953
<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A l'exclusion de la partie II</i>			
Panama	3.06.1958	Paraguay	28.08.1967	Pays-Bas	15.09.1951
Pérou	1.02.1960	Pologne	2.06.1995	Portugal	12.02.1962
Qatar	18.08.1976	République démocratique du Congo	19.04.1968	Roumanie	6.06.1973
Royaume-Uni	28.06.1949	Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	2.12.1980
<i>A l'exclusion de la partie II</i>		<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>			
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	13.06.1961
				<i>A l'exclusion de la partie II</i>	

Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947

Singapour	25.10.1965	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	3.04.1956	Suède	25.11.1949	Suisse	13.07.1949
<i>A ratifié le Protocole de 1995</i>					
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	Tchad	30.11.1965	Trinité-et-Tobago	17.08.2007
<i>A l'exclusion de la partie II. A ratifié le Protocole de 1995.</i>					
Tunisie	15.05.1957	Turquie	5.03.1951	Ukraine	10.11.2004
Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	21.07.1967	Viet Nam	3.10.1994
Yémen	29.07.1976	Zimbabwe	16.09.1993		

Protocole de 1995 relatif à la convention sur l'inspection du travail, 1947

Adopté à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.06.1998

10 ratifications

Azerbaïdjan	9.08.2000	Chypre	21.01.2000	Finlande	9.06.1997
Guyana	15.04.1998	Irlande	9.06.1998	République de Moldova	28.04.2000
Norvège	11.06.1999	Fédération de Russie	2.07.1998	Suède	9.06.1997
Tanzania - Tanganyika	15.03.1999				

Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1955

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	19.06.1954
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1974

2 ratifications

Royaume-Uni	27.03.1950
-------------	------------

Dénonciation

Australie	15.06.1973
	Dénoncée le 3.09.2004

Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.07.1953

4 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Royaume-Uni	27.03.1950				

Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 26.07.1955

5 ratifications

Belgique	27.01.1955	France	26.07.1954	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Royaume-Uni	27.03.1950				

Dénonciation

Australie	30.09.1954
	Dénoncée le 20.01.2006

Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

Adoptée à la 30e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.02.1953

23 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967	Equateur	3.10.1969
Fidji	19.04.1974	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guyana	8.06.1966	Jamaïque	26.12.1962	Kenya	13.01.1964
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964	Malawi	22.03.1965
Maurice	2.12.1969	Ouganda	4.06.1963	Panama	19.06.1970
Royaume-Uni	27.03.1950	Sierra Leone	13.06.1961	Singapour	25.10.1965
Swaziland	26.04.1978	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.12.1964				

Dénunciation

Australie 15.06.1973
Dénoncée le 6.02.2004

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.07.1950

148 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	20.03.1957	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	18.01.1960	Arménie	2.01.2006	Australie	28.02.1973
Autriche	18.10.1950	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	23.10.1951	Belize	15.12.1983	Bénin	12.12.1960
Bolivie	4.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	21.11.1960	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	7.06.1960	Canada	23.03.1972
Cap-Vert	1.02.1999	République centrafricaine	27.10.1960	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	10.11.1960	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	25.06.1952	Danemark	13.06.1951
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	5.12.1956	Dominique	28.02.1983
Egypte	6.11.1957	El Salvador	6.09.2006	Equateur	29.05.1967
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	20.01.1950	France	28.06.1951	Gabon	14.10.1960
Gambie	4.09.2000	Géorgie	3.08.1999	Ghana	2.06.1965
Grèce	30.03.1962	Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.02.1952
Guinée	21.01.1959	Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	25.09.1967
Haïti	5.06.1979	Honduras	27.06.1956	Hongrie	6.06.1957
Indonésie	9.06.1998	Irlande	4.06.1955	Islande	19.08.1950
Israël	28.01.1957	Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962
Japon	14.06.1965	Kazakhstan	13.12.2000	Kirghizistan	31.03.1992
Kiribati	3.02.2000	Koweït	21.09.1961	Lesotho	31.10.1966
Lettonie	27.01.1992	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	1.11.1960
Malawi	19.11.1999	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	1.04.2005	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	1.04.1950
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Myanmar	4.03.1955	Namibie	3.01.1995
Nicaragua	31.10.1967	Niger	27.02.1961	Nigéria	17.10.1960
Norvège	4.07.1949	Ouganda	2.06.2005	Pakistan	14.02.1951
Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	28.06.1962
Pays-Bas	7.03.1950	Pérou	2.03.1960	Philippines	29.12.1953
Pologne	25.02.1957	Portugal	14.10.1977	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	27.06.1949	Fédération de Russie	10.08.1956
Rwanda	8.11.1988	Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000
Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992

Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948

Sénégal	4.11.1960	Serbie	24.11.2000	Seychelles	6.02.1978
Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	15.09.1995	Suède	25.11.1949	Suisse	25.03.1975
Suriname	15.06.1976	Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	26.07.1960
Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	18.04.2000	Tchad	10.11.1960
République tchèque	1.01.1993	Togo	7.06.1960	Trinité-et-Tobago	24.05.1963
Tunisie	18.06.1957	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	12.07.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Vanuatu	28.08.2006
République bolivarienne du Venezuela	20.09.1982	Yémen	29.07.1976	Zambie	2.09.1996
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.08.1950

88 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1954	Angola	4.06.1976
Argentine	24.09.1956	Australie	24.12.1949	Autriche	25.09.1973
Azerbaïdjan	11.03.1993	Bahamas	25.05.1976	Bélarus	25.09.1995
Belgique	16.03.1953	Belize	15.12.1983	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	25.04.1957	Canada	24.08.1950
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Colombie	31.10.1967
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	2.06.1960	Cuba	29.04.1952
Danemark	30.11.1972	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953
Egypte	3.07.1954	El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.08.1975
Espagne	30.05.1960	Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	23.11.1989	France	15.10.1952	Géorgie	11.09.2002
Ghana	4.04.1961	Grèce	16.06.1955	Guatemala	13.02.1952
Guinée-Bissau	21.02.1977	Hongrie	4.01.1994	Inde	24.06.1959
Indonésie	8.08.2002	Iraq	22.06.1951	Irlande	29.10.1969
Israël	21.08.1959	Japon	20.10.1953	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998
Malaisie	6.06.1974	Malte	4.01.1965	Maurice	3.09.2004
République de Moldova	12.08.1996	Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977
Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	16.06.1961	Norvège	4.07.1949
Nouvelle-Zélande	3.12.1949	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	7.03.1950
Pérou	6.04.1962	Philippines	29.12.1953	Portugal	23.06.1972
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973	Saint-Marin	23.05.1985
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	25.11.1949	Suisse	19.01.1952	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	26.07.1960	Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	11.10.1968	Turquie	14.07.1950
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964				

Dénunciation

Bulgarie	29.12.1949	Italie	22.10.1952	Royaume-Uni	10.08.1949
Dénoncée le 13.03.1961		Dénoncée le 9.08.1971		Dénoncée le 6.08.1971	

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.02.1951

66 ratifications

Afrique du Sud	2.03.1950	Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976
Arabie saoudite	15.06.1978	Bahreïn	11.06.1981	Bangladesh	22.06.1972
Belize	15.12.1983	Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	25.04.1957	Burundi	11.03.1963	Cameroun	25.05.1970

Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Comores	23.10.1978	Congo	4.06.1971	Costa Rica	2.06.1960
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	Emirats arabes unis	27.05.1982
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	2.07.1959	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Guinée-Bissau	21.02.1977	Inde	27.02.1950
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	
Iraq	17.11.1967	Kenya	30.11.1965	Koweït	21.09.1961
Liban	26.07.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006	Pakistan	14.02.1951
Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966	Philippines	29.12.1953
République démocratique du Congo	20.09.1960	Roumanie	28.05.1957	Rwanda	18.09.1962
Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	1.12.1949	Tunisie	15.05.1957
				<i>A ratifié le Protocole de 1990</i>	

Dénonciation

Autriche	5.10.1950	Belgique	1.04.1952	Chypre	8.10.1965
	Dénoncée le 26.07.2001		Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 9.07.2001
Cuba	29.04.1952	République dominicaine	22.09.1953	Espagne	24.06.1958
	Dénoncée le 30.12.1991		Dénoncée le 6.11.2001		Dénoncée le 27.02.1992
France	21.09.1953	Grèce	27.04.1959	Irlande	14.01.1952
	Dénoncée le 26.02.1992		Dénoncée le 25.02.1992		Dénoncée le 26.02.1982
Italie	22.10.1952	Luxembourg	3.03.1958	Malte	4.01.1965
	Dénoncée le 27.02.1992		Dénoncée le 19.02.1982		Dénoncée le 11.02.1991
Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	22.10.1954	Portugal	2.06.1964
	Dénoncée le 23.03.1981		Dénoncée le 26.02.1972		Dénoncée le 27.02.1992
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	31.03.1966	Suisse	6.05.1950
	Dénoncée le 11.02.2002		Dénoncée le 25.01.1982		Dénoncée le 24.02.1992
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	18.03.1954	Zambie	22.02.1965
	Dénoncée le 27.06.2001		Dénoncée le 25.02.1982		Dénoncée le 10.09.2001

Protocole de 1990 relatif à la convention sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948

Adopté à la 77e session de la CIT

4 ratifications

Inde	21.11.2003	Tunisie	21.08.2000
------	------------	---------	------------

Dénonciation

Chypre	4.01.1994	République tchèque	15.03.1993
	Dénoncée le 9.07.2001		Dénoncée le 27.06.2001

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Adoptée à la 31e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 12.06.1951

51 ratifications

Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	15.01.1976	Bélarus	6.11.1956
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burundi	30.07.1971
Cameroun	25.05.1970	Chypre	8.10.1965	Costa Rica	2.06.1960
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	République dominicaine	12.08.1957
Espagne	5.05.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	30.07.1985
Ghana	4.04.1961	Grèce	30.03.1962	Guatemala	13.02.1952
Guinée	12.12.1966	Haïti	12.04.1957	Inde	27.02.1950
Israël	23.12.1953	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	26.07.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	3.03.1958
Mauritanie	8.11.1963	Mexique	20.06.1956	Monténégro	3.06.2006
Norvège	20.05.1957	Pakistan	14.02.1951	Paraguay	21.03.1966
Pays-Bas	22.10.1954	Pérou	4.04.1962	Philippines	29.12.1953
Pologne	26.06.1968	Fédération de Russie	10.08.1956	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	18.05.1959
Swaziland	5.06.1981	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993

Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

Tunisie	26.04.1961	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
---------	------------	---------	------------	---------	------------

Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 14.09.1967

25 ratifications

Algérie	19.10.1962	Angola	4.06.1976	Belgique	30.08.1962
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée-Bissau	21.02.1977
Islande	15.07.1952	Israël	30.03.1953	Mauritanie	8.11.1963
Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950	Pologne	8.10.1956
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tunisie	14.04.1970

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 146)

Brésil	18.06.1965	Espagne	5.05.1971	Finlande	22.12.1951
	Dénoncée le 24.09.1998		Dénoncée le 9.03.1979		Dénoncée le 15.01.1990
France	26.10.1951	Italie	5.05.1971	Pays-Bas	22.12.1961
	Dénoncée le 15.06.1978		Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 12.11.1980
Portugal	29.07.1952				
	Dénoncée le 25.06.1984				

Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.01.1953

47 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	14.08.1974	Angola	4.06.1976
Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	30.08.1962
Belize	15.07.2005	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	8.06.1954
Chypre	19.09.1995	Costa Rica	2.06.1960	Croatie	8.10.1991
Cuba	29.04.1952	Danemark	30.09.1950	Egypte	4.08.1982
Espagne	14.07.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	22.12.1951
France	26.10.1951	Ghana	18.03.1965	Grèce	2.12.1986
Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	23.04.1996	Iraq	1.12.1977
Irlande	21.07.1952	Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	21.06.1977	Luxembourg	15.02.1991
République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006	Norvège	29.06.1950
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Panama	4.06.1971	Pays-Bas	17.06.1958
Pologne	13.04.1954	Portugal	29.07.1952	Roumanie	11.10.2000
Royaume-Uni	6.08.1953	Fédération de Russie	4.11.1969	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	18.07.1950	Tadjikistan	26.11.1993
Turquie	17.03.2005	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.1952

60 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arménie	18.05.2005
Autriche	10.11.1951	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Belgique	13.10.1952	Belize	15.12.1983	Brésil	18.06.1965
Bulgarie	7.11.1955	Burundi	11.03.1963	Cameroun	3.09.1962
République centrafricaine	9.06.1964	Chypre	23.09.1960	Costa Rica	2.06.1960
Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955	Djibouti	3.08.1978
Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960	Espagne	5.05.1971
Finlande	22.12.1951	France	20.09.1951	Ghana	4.04.1961
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	12.12.1966
Guyana	8.06.1966	Iles Salomon	6.08.1985	Iraq	25.04.1986
Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952	Jamaïque	26.12.1962
Kenya	13.01.1964	Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malaisie - Sarawak	3.03.1964

Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949

Maroc	20.09.1956	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	8.11.1963
Nigéria	17.10.1960	Norvège	12.02.1996	Ouganda	4.06.1963
Panama	4.06.1971	Pays-Bas	20.05.1952	Philippines	29.12.1953
République démocratique du Congo	20.09.1960	Rwanda	18.09.1962	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sierra Leone	15.06.1961	Singapour	25.10.1965
Somalie	18.11.1960	Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	7.06.1957	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Turquie	29.03.1961
Uruguay	18.03.1954	Yémen	14.04.1969		

Dénonciation

Royaume-Uni 30.06.1950
Dénoncée le 20.09.1982

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.09.1952

96 ratifications

Afghanistan	7.01.1957	Albanie	2.08.2001	Algérie	19.10.1962
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Argentine	24.09.1956	Arménie	17.12.2004	Autriche	10.11.1951
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
Bélarus	4.08.1961	Belgique	22.04.1970	Belize	15.12.1983
Bénin	12.12.1960	Bolivie	31.01.1977	Botswana	5.06.1997
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Brésil	25.04.1957	Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	21.11.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Cameroun	7.06.1960	République centrafricaine	27.10.1960	Chypre	23.09.1960
Colombie	7.06.1963	Comores	23.10.1978	Congo	10.11.1960
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	21.11.1960	Cuba	29.04.1952
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	19.06.1973	Dominique	28.02.1983
Egypte	26.07.1960	Equateur	6.07.1954	Espagne	24.06.1958
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
France	15.10.1952	Gabon	14.10.1960	Grèce	16.06.1955
Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952	Guinée	21.01.1959
Guyana	8.06.1966	Honduras	20.06.1960	Hongrie	8.06.1956
Iles Salomon	6.08.1985	République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	12.05.1960
Israël	12.01.1959	Italie	22.10.1952	Kirghizistan	31.03.1992
Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Madagascar	1.11.1960
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
Malaisie	17.11.1961	Mali	22.09.1960	Malte	4.01.1965
Maurice	2.12.1969	Mauritanie	20.06.1961	Mexique	27.09.1955
				<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>	
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.03.1976	Niger	27.02.1961
Nigéria	17.10.1960	Norvège	29.06.1950	Ouganda	4.06.1963
Panama	19.06.1970	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	20.05.1952
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	24.02.1983
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	6.06.1973	Fédération de Russie	4.05.1961

Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949

Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	4.11.1960
Sierra Leone	15.06.1961	Slovaquie	1.01.1993	Somalie	18.11.1960
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976
Swaziland	26.04.1978	République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.01.1962	Tchad	10.11.1960	République tchèque	1.01.1993
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			
Togo	7.06.1960	Tunisie	28.05.1958	Turquie	29.03.1961
Ukraine	4.08.1961	Uruguay	18.03.1954	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>					
Yémen	14.04.1969	Zambie	23.10.1979		
		<i>A l'exclusion de l'article 11, du fait de la ratification de la convention n° 173 (a accepté la partie II)</i>			

Dénonciation

Royaume-Uni	24.09.1951
	Dénoncée le 16.09.1983

Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

42 ratifications

Argentine	19.09.1996	Bangladesh	22.06.1972	Bolivie	19.07.1954
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	28.07.1992	Cuba	3.02.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Djibouti	3.08.1978	Egypte	26.07.1960	France	10.03.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Gabon	13.06.1961	Ghana	21.08.1973	Guatemala	3.01.1953
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Irlande	13.06.1972	Israël	19.06.1961	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Luxembourg	15.12.1958	Malte	9.06.1988	Mauritanie	31.03.1964
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Mexique	1.03.1991	Pakistan	26.05.1952	Pologne	25.10.1954
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
Sénégal	22.10.1962	Sri Lanka	30.04.1958	Swaziland	5.06.1981
<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>	
République arabe syrienne	7.06.1957	Turquie	23.01.1952		
<i>A accepté les dispositions de la partie II</i>		<i>A accepté les dispositions de la partie III</i>			

Dénonciation

Allemagne	8.09.1954	Brésil	21.06.1957	Finlande	22.12.1951
	Dénoncée le 10.07.1992		Dénoncée le 14.01.1972		Dénoncée le 30.06.1992
Norvège	29.06.1950	Suède	18.07.1950		
	Dénoncée le 5.07.2002		Dénoncée le 4.06.1992		

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 181)

Algérie	19.10.1962	Belgique	4.07.1958	Espagne	5.05.1971
	Dénoncée le 6.06.2006		Dénoncée le 28.09.2004		Dénoncée le 15.06.1999
Ethiopie	30.04.1991	Italie	9.01.1953	Japon	11.06.1956
	Dénoncée le 10.05.1999		Dénoncée le 1.02.2000		Dénoncée le 28.07.1999
Panama	15.07.1971	Pays-Bas	13.02.1992	Portugal	7.06.1985
	Dénoncée le 10.08.1999		Dénoncée le 15.09.1999		Dénoncée le 25.03.2002
Suriname	15.06.1976	Uruguay	7.07.1976		
	Dénoncée le 12.04.2006		Dénoncée le 14.06.2004		

Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1952

47 ratifications

Albanie	2.03.2005	Algérie	19.10.1962	Allemagne	22.06.1959
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>			
Arménie	27.01.2006	Bahamas	25.05.1976	Barbade	8.05.1967
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Belgique	27.07.1953	Belize	15.12.1983	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
				<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Brésil	18.06.1965	Burkina Faso	9.06.1961	Cameroun	3.09.1962
				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Chypre	23.09.1960	Cuba	29.04.1952	Dominique	28.02.1983
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Equateur	5.04.1978	Espagne	21.03.1967	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
France	29.03.1954	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
<i>A exclu les dispositions de l'annexe II</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
Guyana	8.06.1966	Israël	30.03.1953	Italie	22.10.1952
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>					
Jamaïque	26.12.1962	Kenya	30.11.1965	Madagascar	14.06.2001
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>	
Malaisie - Sabah	3.03.1964	Malawi	22.03.1965	Maurice	2.12.1969
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>				<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
République de Moldova	12.12.2005	Monténégro	3.06.2006	Nigéria	17.10.1960
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	10.11.1950	Pays-Bas	20.05.1952
		<i>A exclu les dispositions de l'annexe I</i>			
Portugal	12.12.1978	Royaume-Uni	22.01.1951	Sainte-Lucie	14.05.1980
		<i>A exclu les dispositions des annexes I et III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>	
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	10.04.2007
<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>		<i>A exclu les dispositions de l'annexe III</i>			
Tanzanie - Zanzibar	22.06.1964	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Uruguay	18.03.1954
<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			
République bolivarienne du Venezuela	9.06.1983	Zambie	2.12.1964		
		<i>A exclu les dispositions des annexes I à III</i>			

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Adoptée à la 32e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 18.07.1951

158 ratifications

Afrique du Sud	19.02.1996	Albanie	3.06.1957	Algérie	19.10.1962
Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
Argentine	24.09.1956	Arménie	12.11.2003	Australie	28.02.1973
Autriche	10.11.1951	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	25.05.1976
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	6.11.1956
Belgique	10.12.1953	Belize	15.12.1983	Bénin	16.05.1968
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	22.12.1997
Brésil	18.11.1952	Bulgarie	8.06.1959	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	10.10.1997	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	1.02.1999
Chypre	24.05.1966	Colombie	16.11.1976	Comores	23.10.1978
Congo	26.11.1999	Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.04.1952	Danemark	15.08.1955
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983
Egypte	3.07.1954	El Salvador	6.09.2006	Equateur	28.05.1959
Erythrée	22.02.2000	Espagne	20.04.1977	Estonie	22.03.1994
Ethiopie	4.06.1963	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	19.04.1974
Finlande	22.12.1951	France	26.10.1951	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	2.07.1959
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	13.02.1952
Guinée	26.03.1959	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001

Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

Guyana	8.06.1966	Haïti	12.04.1957	Honduras	27.06.1956
Hongrie	6.06.1957	Indonésie	15.07.1957	Iraq	27.11.1962
Irlande	4.06.1955	Islande	15.07.1952	Israël	28.01.1957
Italie	13.05.1958	Jamaïque	26.12.1962	Japon	20.10.1953
Jordanie	12.12.1968	Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	13.01.1964
Kirghizistan	31.03.1992	Kiribati	3.02.2000	Koweït	9.08.2007
Lesotho	31.10.1966	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	3.03.1958	Madagascar	3.06.1998	Malaisie	5.06.1961
Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964	Malte	4.01.1965
Maroc	20.05.1957	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.12.2001
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995	Népal	11.11.1996
Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962	Nigéria	17.10.1960
Norvège	17.02.1955	Nouvelle-Zélande	9.06.2003	Ouganda	4.06.1963
Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	26.05.1952	Panama	16.05.1966
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	22.12.1993
Pérou	13.03.1964	Philippines	29.12.1953	Pologne	25.02.1957
Portugal	1.07.1964	République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	26.11.1958
Royaume-Uni	30.06.1950	Fédération de Russie	10.08.1956	Rwanda	8.11.1988
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	4.09.2000	Saint-Marin	19.12.1986
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	28.07.1961
Serbie	24.11.2000	Seychelles	4.10.1999	Sierra Leone	13.06.1961
Singapour	25.10.1965	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	18.06.1957	Sri Lanka	13.12.1972	Suède	18.07.1950
Suisse	17.08.1999	Suriname	5.06.1996	Swaziland	26.04.1978
République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
Tchad	8.06.1961	République tchèque	1.01.1993	Togo	8.11.1983
Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	15.05.1957	Turkménistan	15.05.1997
Turquie	23.01.1952	Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954
Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	19.12.1968	Yémen	14.04.1969
Zambie	2.09.1996	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.08.1953

53 ratifications

Algérie	19.10.1962	Allemagne	25.02.1954	Australie	19.06.1969
Autriche	29.10.1953	Belgique	17.10.1968	Belize	15.12.1983
Brésil	25.04.1957	Cameroun	25.05.1970	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	2.06.1960
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	13.01.1954	Djibouti	3.08.1978
El Salvador	15.06.1995	Espagne	4.06.1970	France	29.03.1954
Gabon	13.06.1961	Grenade	9.07.1979	Guatemala	4.08.1961
Guinée	12.12.1966	Hongrie	18.06.1969	Irlande	22.06.1978
Italie	5.05.1971	Kenya	9.02.1971	Malawi	22.03.1965
Malte	28.11.1969	Maroc	14.10.1960	Maurice	2.12.1969
Mexique	23.08.1952	République de Moldova	4.04.2003	Nouvelle-Zélande	1.07.1952
Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	11.06.1954
Pérou	1.02.1960	Philippines	29.12.1953	Pologne	5.07.1977
Sénégal	22.10.1962	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	5.04.1954	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	10.08.1965	République tchèque	1.01.1993	Tunisie	12.01.1959
Turquie	23.06.1970	Uruguay	18.03.1954	Zambie	20.06.1972
Zimbabwe	16.09.1993				

Dénonciation

Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951

Dénonciation

Royaume-Uni 9.06.1953
Dénoncée le 16.08.1994

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Adoptée à la 34e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.05.1953

164 ratifications

Afghanistan	22.08.1969	Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	3.06.1957
Algérie	19.10.1962	Allemagne	8.06.1956	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.05.2003	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	24.09.1956
Arménie	29.07.1994	Australie	10.12.1974	Autriche	29.10.1953
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bangladesh	28.01.1998
Barbade	19.09.1974	Bélarus	21.08.1956	Belgique	23.05.1952
Belize	22.06.1999	Bénin	16.05.1968	Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997	Brésil	25.04.1957
Bulgarie	7.11.1955	Burkina Faso	30.06.1969	Burundi	25.06.1993
Cambodge	23.08.1999	Cameroun	25.05.1970	Canada	16.11.1972
Cap-Vert	16.10.1979	République centrafricaine	9.06.1964	Chili	20.09.1971
Chine	2.11.1990	Chypre	19.11.1987	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	République de Corée	8.12.1997
Costa Rica	2.06.1960	Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	8.10.1991
Cuba	13.01.1954	Danemark	22.06.1960	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	22.09.1953	Dominique	28.02.1983	Egypte	26.07.1960
El Salvador	12.10.2000	Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	11.03.1957
Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967	Estonie	10.05.1996
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	17.04.2002
Finlande	14.01.1963	France	10.03.1953	Gabon	13.06.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993	Ghana	14.03.1968
Grèce	6.06.1975	Grenade	25.10.1994	Guatemala	2.08.1961
Guinée	11.08.1967	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	12.06.1985
Guyana	13.06.1975	Haïti	4.03.1958	Honduras	9.08.1956
Hongrie	8.06.1956	Inde	25.09.1958	Indonésie	11.08.1958
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	28.08.1963	Irlande	18.12.1974
Islande	17.02.1958	Israël	9.06.1965	Italie	8.06.1956
Jamaïque	14.01.1975	Japon	24.08.1967	Jordanie	22.09.1966
Kazakhstan	18.05.2001	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992	Liban	1.06.1977
Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	23.08.1967
Madagascar	10.08.1962	Malaisie	9.09.1997	Malawi	22.03.1965
Mali	12.07.1968	Malte	9.06.1988	Maroc	11.05.1979
Maurice	18.12.2002	Mauritanie	3.12.2001	Mexique	23.08.1952
République de Moldova	23.03.2000	Mongolie	3.06.1969	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	6.06.1977	Népal	10.06.1976	Nicaragua	31.10.1967
Niger	9.08.1966	Nigéria	8.05.1974	Norvège	24.09.1959
Nouvelle-Zélande	3.06.1983	Ouganda	2.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992
Pakistan	11.10.2001	Panama	3.06.1958	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Paraguay	24.06.1964	Pays-Bas	16.06.1971	Pérou	1.02.1960
Philippines	29.12.1953	Pologne	25.10.1954	Portugal	20.02.1967
République démocratique du Congo	16.06.1969	Roumanie	28.05.1957	Royaume-Uni	15.06.1971
Fédération de Russie	30.04.1956	Rwanda	2.12.1980	Sainte-Lucie	18.08.1983
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	23.05.1985	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	22.10.1962	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	15.11.1968	Singapour	30.05.2002
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	1.04.1993	Suède	20.06.1962	Suisse	25.10.1972
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993
Thaïlande	8.02.1999	Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	29.05.1997

Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

Tunisie	11.10.1968	Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967
Ukraine	10.08.1956	Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006
République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Viet Nam	7.10.1997	Yémen	29.07.1976
Zambie	20.06.1972	Zimbabwe	14.12.1989		

Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1954

46 ratifications

Algérie	19.10.1962	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Autriche	14.06.1954
Barbade	8.05.1967	Belize	15.12.1983	Burundi	30.07.1971
République centrafricaine	9.06.1964	Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978
Costa Rica	25.09.1984	Cuba	7.09.1954	Djibouti	3.08.1978
Egypte	9.04.1956	Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971
France	29.03.1954	Gabon	13.06.1961	Guatemala	4.08.1961
Israël	14.07.1953	Maroc	14.10.1960	Mauritanie	8.11.1963
Nouvelle-Zélande	24.07.1953	Paraguay	21.03.1966	Pays-Bas	27.11.1958
Pérou	1.02.1960	Pologne	8.10.1956	Sainte-Lucie	14.05.1980
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sénégal	22.10.1962	Sierra Leone	15.06.1961
Suriname	15.06.1976	Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	26.07.1960
Tanzanie - Tanganyika	30.01.1962				

Dénonciation

Royaume-Uni	25.06.1956
	Dénoncée le 16.08.1994

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 132)

Allemagne	5.01.1955	Belgique	20.03.1954	Brésil	25.04.1957
	Dénoncée le 1.10.1975		Dénoncée le 2.06.2003		Dénoncée le 23.09.1998
Burkina Faso	30.06.1969	Cameroun	25.05.1970	Hongrie	8.06.1956
	Dénoncée le 12.07.1974		Dénoncée le 7.08.1973		Dénoncée le 19.08.1998
Italie	8.06.1956	Madagascar	10.08.1962	Norvège	30.09.1954
	Dénoncée le 28.07.1981		Dénoncée le 8.02.1972		Dénoncée le 22.06.1973
Suède	12.08.1953	Uruguay	18.03.1954		
	Dénoncée le 7.06.1978		Dénoncée le 2.06.1977		

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.04.1955

43 ratifications

Albanie	18.01.2006	Allemagne	21.02.1958	Autriche	4.11.1969
<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II, IV, V, VII et VIII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Barbade	11.07.1972	Belgique	26.11.1959		
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>			

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chypre	3.09.1991
<i>A accepté les parties II, III et V à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d) ; 33 b); 34 3); 41 d); 48 c); 55 d) et 61 d). La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties III, IV, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, la partie X a cessé de s'appliquer.</i>	
Costa Rica	16.03.1972	Croatie	8.10.1991	Danemark	15.08.1955
<i>A accepté les parties II et V à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II, IV à VI et IX.</i>	
Equateur	25.10.1974	Espagne	29.06.1988	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>A accepté les parties III, V, VI, IX et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à IV et VI.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
France	14.06.1974	Grèce	16.06.1955	Irlande	17.06.1968
<i>A accepté les parties II et IV à IX.</i>		<i>A accepté les parties II à VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties III, IV et X.</i>	
Islande	20.02.1961	Israël	16.12.1955	Italie	8.06.1956
<i>A accepté les parties V, VII et IX.</i>		<i>A accepté les parties V, VI et X.</i>		<i>A accepté les parties V, VII et VIII.</i>	
Japon	2.02.1976	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	31.08.1964
<i>A accepté les parties III à VI. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	
Mauritanie	15.07.1968	Mexique	12.10.1961	Monténégro	3.06.2006
<i>A accepté les parties V à VII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X.</i>		<i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	
Niger	9.08.1966	Norvège	30.09.1954	Pays-Bas	11.10.1962
<i>A accepté les parties V à VIII.</i>		<i>A accepté les parties II à VII. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>		<i>A accepté les parties II à X. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	
Pérou	23.08.1961	Pologne	3.12.2003	Portugal	17.03.1994
<i>A accepté les parties II, III, V, VIII et IX. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d); 12 2); 15 d); 18 2); 27 d); 48 c) et 55 d).</i>		<i>A accepté les parties II, V, VII, VIII et X.</i>		<i>A accepté les parties II à X.</i>	
République démocratique du Congo	3.04.1987	Royaume-Uni	27.04.1954	Sénégal	22.10.1962
<i>A accepté les parties V, VII, IX et X.</i>		<i>A accepté les parties II à V, VII et X.</i>		<i>A accepté les parties VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	

Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952

Serbie <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	24.11.2000	Slovaquie <i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	1.01.1993	Slovénie <i>A accepté les parties II à VI, VIII et X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121.</i>	29.05.1992
Suède <i>A accepté les parties II à IV et VI à VIII. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	12.08.1953	Suisse <i>A accepté les parties V à VII, IX et X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer.</i>	18.10.1977	République tchèque <i>A accepté les parties II, III, V et VII à X. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	1.01.1993
Turquie <i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. En vertu de l'article 3, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement accepte les obligations de la convention pour les parties II et VIII sous réserve des dérogations temporaires figurant dans les articles 9 d) et 48 c).</i>	29.01.1975	République bolivarienne du Venezuela <i>A accepté les parties II, III, V, VI et VIII à X. La partie VI a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 121. Par suite de la ratification de la convention n° 128 et conformément à son article 45, certaines parties de la présente convention cessent de s'appliquer. La partie III a cessé de s'appliquer par suite de la ratification de la convention n° 130.</i>	5.11.1982		

Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

Adoptée à la 35e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.09.1955

41 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bolivie	15.11.1973
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil <i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>	18.06.1965	Chili	14.10.1994
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.02.1962	Espagne <i>A l'exception des personnes figurant sous l'article 7, paragraphe 1 d)</i>	17.08.1965
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Ghana	27.05.1986	Grèce	18.02.1983
Guatemala	13.06.1989	Guinée équatoriale	12.06.1985	Kirghizistan	31.03.1992
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	10.12.1969	Mongolie	3.06.1969
Monténégro	3.06.2006	Ouzbékistan	13.07.1992	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000
Pays-Bas <i>A l'exception des travaux figurant sous l'article 7, paragraphe 1 b) et c)</i>	18.09.1981	Pologne	10.03.1976	Portugal	2.05.1985
Fédération de Russie	10.08.1956	Saint-Marin <i>A l'exception du travail figurant sous l'article 7, paragraphe 1 c)</i>	23.09.1998	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	1.04.1993	Tadjikistan	26.11.1993
Ukraine	14.09.1956	Uruguay	18.03.1954	Zambie	23.10.1979

Dénunciation

République bolivarienne du Venezuela 10.08.1982
Dénoncée le 28.10.1985

Dénunciation (du fait de la ratification de la convention n° 183)

Autriche	4.12.1969	Bélarus	6.11.1956	Belize	6.03.2000
	Dénoncée le 30.04.2004		Dénoncée le 10.02.2004		Dénoncée le 9.11.2005
Cuba	7.09.1954	Hongrie	8.06.1956	Italie	5.05.1971
	Dénoncée le 1.06.2004		Dénoncée le 4.11.2003		Dénoncée le 7.02.2001
République de Moldova	14.02.1997				
	Dénoncée le 28.08.2006				

Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

Adoptée à la 38e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.06.1958

26 ratifications

Angola	4.06.1976	Brésil	18.06.1965	République centrafricaine	9.06.1964
Colombie	4.03.1969	Cuba	15.08.1957	République dominicaine	10.02.1958
Egypte	18.12.1958	El Salvador	18.11.1958	Equateur	3.10.1969
Guatemala	14.06.1988	Guinée-Bissau	21.02.1977	République islamique d'Iran	13.04.1959
Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	20.06.1962	Malawi	22.03.1965
Maroc	27.03.1963	Niger	23.03.1962	Nigéria	25.10.1962
Nouvelle-Zélande	28.06.1956	Panama	19.06.1970	Portugal	12.04.1960
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	7.06.1957	Thaïlande	29.07.1964
Tunisie	17.12.1962	Yémen	22.08.1969		

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.01.1959

170 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	22.06.1959	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.01.1960
Arménie	17.12.2004	Australie	7.06.1960	Autriche	5.03.1958
Azerbaïdjan	9.08.2000	Bahamas	25.05.1976	Bahreïn	14.07.1998
Bangladesh	22.06.1972	Barbade	8.05.1967	Bélarus	25.09.1995
Belgique	23.01.1961	Belize	15.12.1983	Bénin	22.05.1961
Bolivie	11.06.1990	Bosnie-Herzégovine	15.11.2000	Botswana	5.06.1997
Brésil	18.06.1965	Bulgarie	23.03.1999	Burkina Faso	25.08.1997
Burundi	11.03.1963	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	3.09.1962
Canada	14.07.1959	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	1.02.1999	Chypre	23.09.1960	Colombie	7.06.1963
Comores	23.10.1978	Congo	26.11.1999	Costa Rica	4.05.1959
Côte d'Ivoire	5.05.1961	Croatie	5.03.1997	Cuba	2.06.1958
Danemark	17.01.1958	Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958
Dominique	28.02.1983	Egypte	23.10.1958	El Salvador	18.11.1958
Emirats arabes unis	24.02.1997	Equateur	5.02.1962	Erythrée	22.02.2000
Espagne	6.11.1967	Estonie	7.02.1996	Etats-Unis	25.09.1991
Ethiopie	24.03.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine	15.07.2003	Fidji	19.04.1974
Finlande	27.05.1960	France	18.12.1969	Gabon	29.05.1961
Gambie	4.09.2000	Géorgie	23.09.1996	Ghana	15.12.1958
Grèce	30.03.1962	Grenade	9.07.1979	Guatemala	9.12.1959
Guinée	11.07.1961	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guinée équatoriale	13.08.2001
Guyana	8.06.1966	Haïti	4.03.1958	Honduras	4.08.1958
Hongrie	4.01.1994	Inde	18.05.2000	Indonésie	7.06.1999
République islamique d'Iran	13.04.1959	Iraq	15.06.1959	Irlande	11.06.1958
Islande	29.11.1960	Israël	10.04.1958	Italie	15.03.1968
Jamaïque	26.12.1962	Jordanie	31.03.1958	Kazakhstan	18.05.2001
Kenya	13.01.1964	Kirghizistan	18.02.1999	Kiribati	3.02.2000
Koweït	21.09.1961	Lesotho	14.06.2001	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Libéria	25.05.1962	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	24.07.1964	Madagascar	6.06.2007
Malawi	19.11.1999	Mali	28.05.1962	Malte	4.01.1965
Maroc	1.12.1966	Maurice	2.12.1969	Mauritanie	3.04.1997
Mexique	1.06.1959	République de Moldova	10.03.1993	Mongolie	15.03.2005
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Namibie	15.11.2000
Népal	30.08.2007	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	17.10.1960	Norvège	14.04.1958	Nouvelle-Zélande	14.06.1968
Oman	21.07.2005	Ouganda	4.06.1963	Ouzbékistan	15.12.1997
Pakistan	15.02.1960	Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976
Paraguay	16.05.1968	Pays-Bas	18.02.1959	Pérou	6.12.1960
Philippines	17.11.1960	Pologne	30.07.1958	Portugal	23.11.1959
Qatar	2.02.2007	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	3.08.1998

Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957

Royaume-Uni	30.12.1957	Fédération de Russie	2.07.1998	Rwanda	18.09.1962
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000	Saint-Marin	1.02.1995
Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Sénégal	28.07.1961
Serbie	10.07.2003	Seychelles	6.02.1978	Sierra Leone	13.06.1961
Slovaquie	29.09.1997	Slovénie	24.06.1997	Somalie	8.12.1961
Soudan	22.10.1970	Sri Lanka	7.01.2003	Suède	2.06.1958
Suisse	18.07.1958	Suriname	15.06.1976	Swaziland	28.02.1979
République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	23.09.1999	République-Unie de Tanzanie	30.01.1962
Tchad	8.06.1961	République tchèque	6.08.1996	Thaïlande	2.12.1969
Togo	10.07.1999	Trinité-et-Tobago	24.05.1963	Tunisie	12.01.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	29.03.1961	Ukraine	14.12.2000
Uruguay	22.11.1968	Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964
Yémen	14.04.1969	Zambie	22.02.1965	Zimbabwe	27.08.1998

Dénonciation

Malaisie	13.10.1958	Singapour	25.10.1965
Dénoncée le	10.01.1990	Dénoncée le	19.04.1979

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.03.1959

63 ratifications

Afghanistan	16.05.1963	Angola	4.06.1976	Arabie saoudite	15.06.1978
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972	Bélarus	26.02.1968
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 c).</i>			
Bolivie	15.11.1973	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.06.1965
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Bulgarie	22.07.1960	Cameroun	13.05.1988	Chypre	20.12.1966
Colombie	4.03.1969	Comores	23.10.1978	Costa Rica	4.05.1959
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Croatie	8.10.1991	Cuba	2.06.1958	Danemark	17.01.1958
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1 a).</i>	
Djibouti	3.08.1978	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	23.10.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Equateur	3.10.1969	Espagne	5.05.1971	Ethiopie	28.01.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	5.05.1971	Gabon	26.04.1973
		<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>			
Ghana	15.12.1958	Grèce	28.08.1981	Guatemala	9.12.1959
				<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>	
Guinée-Bissau	21.02.1977				

Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957

Haïti	4.03.1958	Honduras	20.06.1960	Indonésie	23.08.1972
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
République islamique d'Iran	22.01.1968	Iraq	5.07.1960	Israël	19.06.1961
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Italie	12.08.1963	Jordanie	23.07.1979	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	21.09.1961	Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977
Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974	Mexique	1.06.1959
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Monténégro	3.06.2006	Pakistan	15.02.1960	Paraguay	21.03.1966
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Pays-Bas	2.05.2001	Pérou	11.07.1988	Portugal	24.10.1960
Fédération de Russie	22.09.1967	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	27.10.1983	Suriname	15.06.1976
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
République arabe syrienne	23.10.1958	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	28.05.1958
<i>Le Gouvernement a déclaré que la convention s'applique également au personnel des établissements énumérés à l'article 3, paragraphe 1.</i>					
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	28.06.1973		

Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

Adoptée à la 40e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.06.1959

27 ratifications

Angola	4.06.1976	Bangladesh	22.06.1972	Belgique	19.11.1958
Cuba	2.06.1958	République dominicaine	23.06.1958	Egypte	14.01.1959
El Salvador	18.11.1958	Ghana	15.12.1958	Guinée-Bissau	21.02.1977
Haïti	4.03.1958	Inde	29.09.1958	Iraq	16.07.1986
Malawi	22.03.1965	Pakistan	15.02.1960	Panama	4.06.1971
Portugal	22.11.1960	République arabe syrienne	14.01.1959	Tunisie	17.12.1962

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 169)

Argentine	18.01.1960	Bolivie	12.01.1965	Brésil	18.06.1965
	Dénoncée le 3.07.2000		Dénoncée le 11.12.1991		Dénoncée le 25.07.2002
Colombie	4.03.1969	Costa Rica	4.05.1959	Equateur	3.10.1969
	Dénoncée le 7.08.1991		Dénoncée le 2.04.1993		Dénoncée le 15.05.1998
Mexique	1.06.1959	Paraguay	20.02.1969	Pérou	6.12.1960
	Dénoncée le 5.09.1990		Dénoncée le 10.08.1993		Dénoncée le 2.02.1994

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Adoptée à la 41e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.02.1961

64 ratifications

Algérie	13.08.1991	Angola	4.06.1976	Antigua-et-Barbuda	2.02.1983
----------------	------------	---------------	-----------	---------------------------	-----------

Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958

Barbade	8.05.1967	Bélarus	28.02.1994	Belize	15.12.1983
Brésil	5.11.1963	Bulgarie	26.01.1977	Cameroun	29.11.1982
Canada	31.05.1967	Cuba	30.12.1975	Danemark	26.10.1970
Djibouti	3.08.1978	Dominique	28.02.1983	Espagne	5.05.1971
Estonie	11.12.1996	Fidji	19.04.1974	Finlande	26.10.1970
Ghana	19.02.1960	Grèce	9.10.1963	Grenade	9.07.1979
Guatemala	28.11.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977	Guyana	8.06.1966
Honduras	20.06.1960	Iles Salomon	6.08.1985	Inde	17.01.2005
République islamique d'Iran	13.03.1967	Iraq	23.09.1986	Irlande	17.06.1961
Islande	26.10.1970	Italie	12.08.1963	Kirghizistan	31.03.1992
Lettonie	8.03.1993	Libéria	8.07.1981	Lituanie	19.11.1997
Luxembourg	15.02.1991	Malte	4.01.1965	Maroc	15.10.2001
Maurice	2.12.1969	Mexique	11.09.1961	Norvège	26.10.1970
Panama	19.06.1970	Pologne	15.03.1993	Portugal	3.08.1967
Roumanie	20.09.1976	Royaume-Uni	18.02.1964	Fédération de Russie	4.11.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 1, paragraphe 2, de la convention, les pêcheurs ne sont pas considérés comme gens de mer aux fins de la présente convention.</i>					
Sainte-Lucie	14.05.1980	Saint-Vincent-et-les Grenadines	21.10.1998	Seychelles	6.02.1978
Slovénie	30.01.2003	Sri Lanka	24.11.1995	Suède	26.10.1970
Tadjikistan	26.11.1993	Tanzanie - Tanganyika	26.11.1962	République tchèque	6.08.1996
Tunisie	26.10.1959	Turquie	7.02.2005	Ukraine	17.06.1970
Uruguay	28.06.1973				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 185)

Azerbaïdjan	19.05.1992	France	8.06.1967	République de Moldova	23.03.2000
	Dénoncée le 17.07.2006		Dénoncée le 27.04.2004		Dénoncée le 28.08.2006

Convention (n° 110) sur les plantations, 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.01.1960

12 ratifications

Côte d'Ivoire	5.05.1961	Cuba	30.12.1958	Equateur	3.10.1969
		<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>			
Guatemala	4.08.1961	Mexique	20.06.1960	Nicaragua	1.10.1981
Panama	15.07.1971	Philippines	10.10.1968	Sri Lanka	24.04.1995
				<i>En application de l'article 3, paragraphe 1 b), les parties II, III, V, VI, X et XII ont été exclues</i>	
Uruguay	28.06.1973				
	<i>A ratifié le Protocole de 1982</i>				

Dénonciation

Brésil	1.03.1965	Libéria	22.07.1959
	Dénoncée le 28.08.1970		Dénoncée le 22.01.1971

Protocole de 1982 relatif à la convention sur les plantations, 1958

Adopté à la 68e session de la CIT

2 ratifications

Cuba	11.01.1984	Uruguay	17.12.1984
------	------------	---------	------------

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Adoptée à la 42e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.06.1960

166 ratifications

Afghanistan	1.10.1969	Afrique du Sud	5.03.1997	Albanie	27.02.1997
Algérie	12.06.1969	Allemagne	15.06.1961	Angola	4.06.1976
Antigua-et-Barbuda	2.02.1983	Arabie saoudite	15.06.1978	Argentine	18.06.1968
Arménie	29.07.1994	Australie	15.06.1973	Autriche	10.01.1973
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	26.09.2000

Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974	Bélarus	4.08.1961
Belgique	22.03.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	22.05.1961
Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Botswana	5.06.1997
Brésil	26.11.1965	Bulgarie	22.07.1960	Burkina Faso	16.04.1962
Burundi	25.06.1993	Cambodge	23.08.1999	Cameroun	13.05.1988
Canada	26.11.1964	Cap-Vert	3.04.1979	République centrafricaine	9.06.1964
Chili	20.09.1971	Chine	12.01.2006	Chypre	2.02.1968
Colombie	4.03.1969	Comores	17.03.2004	Congo	26.11.1999
République de Corée	4.12.1998	Costa Rica	1.03.1962	Côte d'Ivoire	5.05.1961
Croatie	8.10.1991	Cuba	26.08.1965	Danemark	22.06.1960
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	13.07.1964	Dominique	28.02.1983
Egypte	10.05.1960	El Salvador	15.06.1995	Emirats arabes unis	28.06.2001
Equateur	10.07.1962	Erythrée	22.02.2000	Espagne	6.11.1967
Estonie	17.08.2005	Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Fidji	17.04.2002	Finlande	23.04.1970	France	28.05.1981
Gabon	29.05.1961	Gambie	4.09.2000	Géorgie	22.06.1993
Ghana	4.04.1961	Grèce	7.05.1984	Grenade	14.05.2003
Guatemala	11.10.1960	Guinée	1.09.1960	Guinée-Bissau	21.02.1977
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	13.06.1975	Haïti	9.11.1976
Honduras	20.06.1960	Hongrie	20.06.1961	Inde	3.06.1960
Indonésie	7.06.1999	République islamique d'Iran	30.06.1964	Iraq	15.06.1959
Irlande	22.04.1999	Islande	29.07.1963	Israël	12.01.1959
Italie	12.08.1963	Jamaïque	10.01.1975	Jordanie	4.07.1963
Kazakhstan	6.12.1999	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	1.12.1966	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Libéria	22.07.1959	Jamahiriya arabe libyenne	13.06.1961
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	11.08.1961
Malawi	22.03.1965	Mali	2.03.1964	Malte	1.07.1968
Maroc	27.03.1963	Maurice	18.12.2002	Mauritanie	8.11.1963
Mexique	11.09.1961	République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	3.06.1969
Monténégro	3.06.2006	Mozambique	6.06.1977	Namibie	13.11.2001
Népal	19.09.1974	Nicaragua	31.10.1967	Niger	23.03.1962
Nigéria	2.10.2002	Norvège	24.09.1959	Nouvelle-Zélande	3.06.1983
Ouganda	2.06.2005	Ouzbékistan	13.07.1992	Pakistan	24.01.1961
Panama	16.05.1966	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	10.07.1967
Pays-Bas	15.03.1973	Pérou	10.08.1970	Philippines	17.11.1960
Pologne	30.05.1961	Portugal	19.11.1959	Qatar	18.08.1976
République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	6.06.1973	Royaume-Uni	8.06.1999
Fédération de Russie	4.05.1961	Rwanda	2.02.1981	Sainte-Lucie	18.08.1983
Saint-Kitts-et-Nevis	25.08.2000	Saint-Marin	19.12.1986	Saint-Vincent-et-les Grenadines	9.11.2001
Sao Tomé-et-Principe	1.06.1982	Sénégal	13.11.1967	Serbie	24.11.2000
Seychelles	23.11.1999	Sierra Leone	14.10.1966	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Somalie	8.12.1961	Soudan	22.10.1970
Sri Lanka	27.11.1998	Suède	20.06.1962	Suisse	13.07.1961
Swaziland	5.06.1981	République arabe syrienne	10.05.1960	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	26.02.2002	Tchad	29.03.1966	République tchèque	1.01.1993
Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	26.11.1970	Tunisie	14.09.1959
Turkménistan	15.05.1997	Turquie	19.07.1967	Ukraine	4.08.1961
Uruguay	16.11.1989	Vanuatu	28.07.2006	République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971
Viet Nam	7.10.1997	Yémen	22.08.1969	Zambie	23.10.1979
Zimbabwe	23.06.1999				

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

29 ratifications

Australie	15.06.1971	Equateur	10.03.1969	Guatemala	2.08.1961
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	9.08.1961

Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959

Pérou	4.04.1962	Suriname	15.06.1976
Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)			
Albanie	11.08.1964	Allemagne	11.02.1963
	Dénoncée le 16.02.1998		Dénoncée le 19.06.1976
Bulgarie	2.03.1961	Costa Rica	29.12.1964
	Dénoncée le 23.04.1980		Dénoncée le 19.06.1976
Danemark	27.02.1962	Espagne	7.08.1961
	Dénoncée le 13.11.1997		Dénoncée le 16.05.1977
Guinée	7.11.1960	Israël	19.06.1961
	Dénoncée le 6.06.2003		Dénoncée le 21.06.1979
Kenya	9.02.1971	Norvège	22.01.1963
	Dénoncée le 9.04.1979		Dénoncée le 8.07.1980
Pays-Bas	15.02.1965	Pologne	20.06.1966
	Dénoncée le 14.09.1976		Dénoncée le 22.03.1978
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	4.08.1961
	Dénoncée le 19.10.1995		Dénoncée le 3.05.1979
		Belgique	8.05.1963
			Dénoncée le 19.04.1988
		Cuba	5.02.1971
			Dénoncée le 19.06.1976
		France	8.06.1967
			Dénoncée le 13.07.1990
		Italie	5.05.1971
			Dénoncée le 28.07.1981
		Panama	19.06.1970
			Dénoncée le 31.10.2000
		Fédération de Russie	4.05.1961
			Dénoncée le 3.05.1979
		Uruguay	28.06.1973
			Dénoncée le 2.06.1977

Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

30 ratifications

Allemagne	8.10.1976	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	8.05.1963
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	1.03.1965	Bulgarie	2.03.1961
Costa Rica	29.12.1964	Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971
Equateur	10.03.1969	Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	8.06.1967	Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960
Kirghizistan	31.03.1992	Libéria	16.05.1960	Monténégro	3.06.2006
Norvège	5.12.1980	Panama	19.06.1970	Pays-Bas	15.12.1988
Pérou	4.04.1962	Pologne	11.01.1980	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992	Tadjikistan	26.11.1993
Tunisie	14.01.1963	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973

Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

Adoptée à la 43e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.11.1961

23 ratifications

Allemagne	1.07.1964	Belgique	8.05.1963	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Chypre	20.12.1966	Costa Rica	29.12.1964	Equateur	5.04.1978
Espagne	7.08.1961	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	8.06.1967
Guatemala	2.08.1961	Guinée	7.11.1960	Italie	10.04.1962
Libéria	16.05.1960	Mauritanie	8.11.1963	Monténégro	3.06.2006
Panama	19.06.1970	Pays-Bas	8.08.1980	Pérou	4.04.1962
Royaume-Uni	20.12.1974	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Tunisie	14.01.1963	Uruguay	28.06.1973		

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Adoptée à la 44e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.06.1962

47 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Argentine	15.06.1978	Azerbaïdjan	19.05.1992
Barbade	8.05.1967	Bélarus	26.02.1968	Belgique	2.07.1965
Belize	15.12.1983	Brésil	5.09.1966	Chili	14.10.1994
Danemark	7.02.1974	Djibouti	3.08.1978	Egypte	18.03.1964
Equateur	9.03.1970	Espagne	17.07.1962	Finlande	16.10.1978
France	18.11.1971	Ghana	7.11.1961	Grèce	4.06.1982
Guinée	12.12.1966	Guyana	8.06.1966	Hongrie	8.06.1968
Inde	17.11.1975	Iraq	26.10.1962	Italie	5.05.1971

Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

Japon	31.07.1973	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	6.12.1977	Mexique	19.10.1983	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	17.06.1961	Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	29.11.1966
Pologne	23.12.1964	Portugal	17.03.1994	Royaume-Uni	9.03.1962
Fédération de Russie	22.09.1967	Slovaquie	1.01.1993	Sri Lanka	18.06.1986
Suède	12.04.1961	Suisse	29.05.1963	République arabe syrienne	15.01.1964
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Turquie	15.11.1968
Ukraine	19.06.1968	Uruguay	22.09.1992		

Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

Adoptée à la 45e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.02.1962

77 ratifications

Afrique du Sud	9.08.1963	Allemagne	7.10.1963	Australie	29.10.1963
Autriche	14.11.1963	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	22.06.1972
Bélarus	11.03.1970	Bolivie	12.01.1965	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	5.09.1966	Bulgarie	3.10.1969	Burkina Faso	16.04.1962
Cameroun	29.12.1964	Canada	25.04.1962	République centrafricaine	10.06.1963
Chypre	20.07.1964	Colombie	4.03.1969	Côte d'Ivoire	2.01.1963
Croatie	8.10.1991	Cuba	5.02.1971	Danemark	10.07.1962
Egypte	26.03.1962	Equateur	10.03.1969	Espagne	17.07.1962
Ethiopie	11.06.1966	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	1.06.1964
France	8.06.1967	Ghana	27.08.1963	Guatemala	25.01.1965
Honduras	17.11.1964	Inde	21.06.1962	Iraq	26.10.1962
Irlande	27.02.1963	Israël	24.05.1963	Japon	29.04.1971
Jordanie	4.07.1963	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.04.1963
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	4.03.1964	Madagascar	1.06.1964
Maroc	14.11.1962	Mauritanie	8.11.1963	Mexique	3.11.1966
Monténégro	3.06.2006	Niger	23.03.1962	Nigéria	27.06.1962
Norvège	22.01.1963	Nouvelle-Zélande	1.03.1963	Pakistan	17.11.1967
Panama	19.06.1970	Paraguay	20.02.1969	Pays-Bas	13.11.1964
Pologne	22.04.1964	République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	9.04.1965
Royaume-Uni	9.03.1962	Fédération de Russie	4.11.1969	Sénégal	13.11.1967
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	26.04.1974	Suède	3.04.1962	Suisse	5.11.1962
République arabe syrienne	10.08.1965	Tadjikistan	26.11.1993	Tchad	5.02.1962
République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	24.09.1962	Tunisie	15.01.1962
Turquie	2.09.1968	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	28.06.1973
République bolivarienne du Venezuela	16.11.1964	Viet Nam	3.10.1994		

Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.04.1964

32 ratifications

Bahamas	25.05.1976	Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969
République centrafricaine	9.06.1964	Costa Rica	27.01.1966	Equateur	3.10.1969
Espagne	8.05.1973	Géorgie	21.10.1997	Ghana	18.06.1964
Guatemala	13.06.1989	Guinée	12.12.1966	Israël	15.01.1964
Italie	27.12.1966	Jamaïque	4.01.1966	Jordanie	7.03.1963
Koweït	23.04.1963	Madagascar	1.06.1964	Malte	9.06.1988
République de Moldova	12.08.1996	Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964
Panama	4.06.1971	Paraguay	20.02.1969	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	5.09.1967	Roumanie	6.06.1973	Sénégal	13.11.1967
Soudan	22.10.1970	République arabe syrienne	11.12.1964	Tunisie	14.04.1970
République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983	Zambie	2.12.1964		

Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

Adoptée à la 46e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.04.1964

38 ratifications

Allemagne	19.03.1971	Bangladesh	22.06.1972	Barbade	14.10.1974
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>		<i>A accepté les branches b), c) et e) à g)</i>	
Bolivie	31.01.1977	Brésil	24.03.1969	Cap-Vert	8.07.1987
<i>A accepté les branches a) à c) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>	
République centrafricaine	8.10.1964	Danemark	17.06.1969	Egypte	12.01.1993
<i>A accepté les branches c), e), g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g) et h)</i>		<i>A accepté les branches a) à h)</i>	
Equateur	9.03.1970	Finlande	15.08.1969	France	13.05.1974
<i>A accepté les branches a) à d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches a), b) et g). Le gouvernement a déclaré que les soins médicaux et les indemnités de maladie sont des prestations prévues aux termes de l'article 2, paragraphe 6 a), tandis que les prestations d'accidents du travail et de maladies professionnelles sont accordées au titre de régimes transitoires, mentionnés à l'article 2, paragraphe 6 b).</i>		<i>A accepté les branches a) à d), f), g) et i)</i>	
Guatemala	4.11.1963	Guinée	11.08.1967	Inde	19.08.1964
<i>A accepté la branche c)</i>		<i>A accepté les branches a) à c), e) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à c)</i>	
Iraq	28.04.1978	Irlande	26.11.1964	Israël	9.06.1965
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a), b), g), h) et i)</i>		<i>A accepté les branches c), e) à g) et i)</i>	
Italie	5.05.1967	Jordanie	7.03.1963	Kenya	9.02.1971
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches c), d), f) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à f)</i>	
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Madagascar	22.06.1964	Mauritanie	15.07.1968
<i>A accepté les branches a) à i)</i>		<i>A accepté les branches b) à d) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g) et i)</i>	
Mexique	6.01.1978	Norvège	28.08.1963	Pakistan	27.03.1969
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches f) et i)</i>		<i>A accepté les branches c) et g)</i>	
Philippines	26.04.1994	République démocratique du Congo	1.11.1967	Rwanda	21.09.1989
<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches d), e) et g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Suède	25.04.1963	Suriname	15.06.1976	République arabe syrienne	18.11.1963
<i>A accepté les branches a) à c), g) et h)</i>		<i>A accepté la branche g)</i>		<i>A accepté les branches d) à g)</i>	
Tunisie	20.09.1965	Turquie	25.06.1974	Uruguay	22.02.1983
<i>A accepté les branches a) à g) et i)</i>		<i>A accepté les branches a) à g)</i>		<i>A accepté les branches a) à c) et g) à i)</i>	
République bolivarienne du Venezuela	5.11.1982				
<i>A accepté les branches a) à g)</i>					

Dénunciation

Pays-Bas 3.07.1964
Dénoncée le 20.12.2004

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Adoptée à la 47e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 21.04.1965

51 ratifications

Algérie	12.06.1969	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	11.03.1970
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	16.04.1992	République centrafricaine	9.06.1964
Chypre	29.03.1965	Congo	23.11.1964	Croatie	8.10.1991
Danemark	22.12.1989	République dominicaine	9.03.1965	Equateur	3.10.1969
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a exclu du champ d'application les machines soumises à l'inspection navale nationale.</i>					
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.08.1969
Ghana	18.03.1965	Guatemala	26.02.1964	Guinée	12.12.1966
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	31.07.1973
Jordanie	4.05.1964	Kirghizistan	31.03.1992	Koweït	23.11.1964
Lettonie	8.03.1993	Madagascar	1.06.1964	Malaisie	6.06.1974
Malte	9.06.1988	Maroc	22.07.1974	République de Moldova	4.04.2003

Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981	Niger	23.11.1964
Norvège	10.12.1969	Panama	15.07.1971	Paraguay	10.07.1967
<i>Conformément aux dispositions de l'article 17, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement a spécifié à quelles entreprises et à quels navires, embarcations et chalands les dispositions de la convention s'appliquent.</i>					
Pologne	3.02.1977	République démocratique du Congo	5.09.1967	Fédération de Russie	4.11.1969
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	21.04.1964
Slovénie	29.05.1992	Suède	29.12.1964	Suisse	16.06.1992
<i>En application de l'article 13, le gouvernement n'entend pas faire usage de la possibilité d'étendre aux travailleurs indépendants l'application de ladite convention.</i>					
République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993	Tunisie	14.04.1970
Turquie	13.11.1967	Ukraine	17.06.1970	Uruguay	2.06.1977

Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.03.1966

50 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	5.12.1973	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	26.02.1968	Belgique	17.05.1978	Bolivie	31.01.1977
Brésil	24.03.1969	Bulgarie	29.03.1965	République centrafricaine	5.06.2006
Costa Rica	27.01.1966	Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	16.06.1970
Finlande	23.09.1968	France	6.04.1972	Ghana	21.11.1966
Guatemala	21.10.1975	Guinée	12.12.1966	Indonésie	13.06.1969
Iraq	6.03.1987	Italie	5.05.1971	Japon	21.06.1993
Jordanie	11.03.1965	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	1.06.1977	Madagascar	21.11.1966	Mexique	18.06.1968
Norvège	6.06.1966	Panama	19.06.1970	Paraguay	10.07.1967
Pologne	26.06.1968	Portugal	24.02.1983	République démocratique du Congo	5.09.1967
Royaume-Uni	21.04.1967	Fédération de Russie	22.09.1967	Sénégal	25.04.1966
Slovaquie	1.01.1993	Suède	11.06.1965	Suisse	18.02.1966
République arabe syrienne	10.06.1965	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
Tunisie	14.04.1970	Ukraine	19.06.1968	Uruguay	6.09.1995
République bolivarienne du Venezuela	3.06.1971	Viet Nam	3.10.1994		

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.07.1967

24 ratifications

Allemagne	1.03.1972	Belgique	22.04.1970	Bolivie	31.01.1977
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>					
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Chili	30.09.1999	Chypre	28.07.1966
Croatie	8.10.1991	Equateur	5.04.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 5; 9, paragraphe 3 b); 12; 15, paragraphe 2; et 18, paragraphe 3.</i>					
Finlande	23.09.1968	Guinée	11.08.1967	Irlande	9.06.1969
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					

Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]

Japon	7.06.1974	Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	24.07.1972
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Monténégro	3.06.2006	Pays-Bas	2.08.1966	République démocratique du Congo	5.09.1967
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					
Sénégal	25.04.1966	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	17.06.1969	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982
<i>A accepté le texte de la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66e session (1980).</i>					

Conformément à l'article 31 de la convention, la liste des maladies professionnelles (tableau I) amendée par la CIT à sa 66ème session (1980) porte effet à l'égard des Etats Membres: a) parties à la convention avant le 24 juin 1980 qui ont accepté ladite liste ultérieurement ou b) ayant ratifié la convention après cette date. La liste adoptée en 1964 demeure en vigueur pour les Etats Membres parties à la convention qui ne remplissent pas l'une ou l'autre des conditions ci-dessus.

Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

Adoptée à la 48e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1966

97 ratifications

Algérie	12.06.1969	Allemagne	17.06.1971	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arménie	29.07.1994	Australie	12.11.1969	Autriche	27.07.1972
Azerbaïdjan	19.05.1992	Barbade	15.03.1976	Bélarus	26.02.1968
Belgique	8.07.1969	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1969	Cambodge	28.09.1971	Cameroun	25.05.1970
Canada	16.09.1966	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	24.10.1968
Chine	17.12.1997	Chypre	28.07.1966	Comores	23.10.1978
République de Corée	9.12.1992	Costa Rica	27.01.1966	Croatie	8.10.1991
Cuba	5.02.1971	Danemark	17.06.1970	Djibouti	3.08.1978
République dominicaine	29.03.2001	El Salvador	15.06.1995	Equateur	13.11.1972
Espagne	28.12.1970	Estonie	12.03.2003	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971	Géorgie	22.06.1993
Grèce	7.05.1984	Guatemala	14.09.1988	Guinée	12.12.1966
Honduras	9.06.1980	Hongrie	18.06.1969	Inde	17.11.1998
République islamique d'Iran	10.06.1972	Iraq	2.03.1970	Irlande	20.06.1967
Islande	22.06.1990	Israël	26.01.1970	Italie	5.05.1971
Jamaïque	10.01.1975	Japon	10.06.1986	Jordanie	10.03.1966
Kazakhstan	6.12.1999	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	27.01.1992
Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971	Lituanie	3.03.2004
Madagascar	21.11.1966	Maroc	11.05.1979	Mauritanie	30.07.1971
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	24.11.1976	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Nicaragua	1.10.1981	Norvège	6.06.1966
Nouvelle-Zélande	15.07.1965	Ouganda	23.06.1967	Ouzbékistan	13.07.1992
Panama	19.06.1970	Papouasie-Nouvelle-Guinée	1.05.1976	Paraguay	20.02.1969
Pays-Bas	9.01.1967	Pérou	27.07.1967	Philippines	13.01.1976
Pologne	24.11.1966	Portugal	9.01.1981	Roumanie	6.06.1973
Royaume-Uni	27.06.1966	Fédération de Russie	22.09.1967	Sénégal	25.04.1966
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Soudan	22.10.1970	Suède	11.06.1965	Suriname	15.06.1976
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	26.02.1969
Tunisie	17.02.1966	Turquie	13.12.1977	Ukraine	19.06.1968
Uruguay	2.06.1977	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982	Yémen	30.01.1989
Zambie	23.10.1979				

Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.11.1967

41 ratifications

Arabie saoudite <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	15.06.1978	Australie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	12.12.1971	Bolivie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.01.1977
Cameroun <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.11.1970	Chypre <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	11.04.1967	Equateur <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	10.03.1969
Espagne <i>Age minimum spécifié: pour les apprentis, sous certaines conditions, 16 ans; pour les autres catégories de travailleurs, 18 ans</i>	6.11.1967	Gabon <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	18.10.1968	Inde <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	20.03.1975
Malaisie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.06.1974	Mexique <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	29.08.1968	Mongolie <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	3.12.1981
Nigéria <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.05.1974	Ouganda <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.06.1967	Paraguay <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	10.10.1968
Rwanda <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	1.06.1970	Slovaquie <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	1.01.1993	Swaziland <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	5.06.1981
République arabe syrienne <i>Age minimum spécifié: 17 ans</i>	26.06.1972	République tchèque <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	1.01.1993	Turquie <i>Age minimum spécifié: 18 ans et interdiction absolue pour les femmes</i>	8.12.1992
Viet Nam <i>Age minimum spécifié: 18 ans</i>	20.02.1995				

Dénonciation (du fait de la ratification de la convention n° 138)

Bélarus Dénoncée le 13.08.1980	11.03.1970	Belgique Dénoncée le 6.03.1989	17.05.1978	Bulgarie Dénoncée le 23.04.1980	3.10.1969
Djibouti Dénoncée le 14.06.2005	3.08.1978	France Dénoncée le 13.07.1990	18.11.1971	Hongrie Dénoncée le 28.05.1998	8.06.1968
Italie Dénoncée le 27.11.1981	5.05.1971	Jordanie Dénoncée le 23.03.1998	6.06.1966	Kenya Dénoncée le 9.04.1979	20.06.1968
Madagascar Dénoncée le 8.06.2005	23.10.1967	Panama Dénoncée le 31.10.2000	24.09.1970	Pays-Bas Dénoncée le 14.09.1976	8.04.1969
Pologne Dénoncée le 21.08.2000	30.09.1969	Fédération de Russie Dénoncée le 25.07.1980	4.11.1969	Suisse Dénoncée le 17.08.1999	10.11.1966
Thaïlande Dénoncée le 11.05.2004	5.04.1968	Tunisie Dénoncée le 20.11.2000	24.07.1967	Ukraine Dénoncée le 30.07.1980	17.06.1970
Zambie Dénoncée le 13.10.1999	3.04.1967				

Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

Adoptée à la 49e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.12.1967

41 ratifications

Argentine	20.06.1985	Autriche	8.12.1971	Azerbaïdjan	19.05.1992
Bélarus	11.03.1970	Belgique	6.05.1977	Bolivie	31.01.1977
Brésil	21.08.1970	Bulgarie	3.10.1969	Chypre	18.01.1967
Djibouti	3.08.1978	Equateur	10.03.1969	Espagne	30.11.1971
Finlande	23.09.1968	France	5.08.1971	Gabon	18.10.1968
Grèce	28.08.1981	Guatemala	13.06.1989	Hongrie	8.06.1968
Irlande	10.06.1985	Italie	5.05.1971	Jordanie	6.06.1966
Kirghizistan	31.03.1992	Madagascar	23.10.1967	Malte	9.06.1988
Mexique	29.08.1968	Ouganda	23.06.1967	Panama	19.06.1970
Paraguay	10.07.1967	Pays-Bas	8.04.1969	Pologne	26.06.1968
Portugal	2.05.1985	Royaume-Uni	13.12.1966	Fédération de Russie	4.11.1969
Slovaquie	1.01.1993	République arabe syrienne	18.08.1972	Tadjikistan	26.11.1993
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	3.05.1967	Ukraine	17.06.1970
Viet Nam	3.10.1994	Zambie	10.03.1967		

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 15.07.1969

10 ratifications

Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966

Allemagne	18.11.1988	Belgique	22.07.1969	Brésil	21.08.1970
Djibouti	3.08.1978	France	2.04.1970	Panama	19.06.1970
Sénégal	15.07.1968	Sierra Leone	6.11.1967	République arabe syrienne	6.05.1969
Trinité-et-Tobago	14.12.1972				

Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

Adoptée à la 50e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 6.11.1968

23 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	22.07.1969
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	12.04.1994	Danemark	6.06.1978
Djibouti	3.08.1978	Espagne	8.11.1968	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
France	18.11.1971	Grèce	19.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992
Monténégro	3.06.2006	Norvège	6.07.1967	Panama	4.06.1971
Pays-Bas	12.05.1976	Royaume-Uni	13.08.1985	Fédération de Russie	4.11.1969
Serbie	24.11.2000	Sierra Leone	6.11.1967	Slovénie	29.05.1992
Tadjikistan	26.11.1993	Ukraine	17.06.1970		

Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.03.1970

25 ratifications

Algérie	12.06.1969	Brésil	21.08.1970	Bulgarie	21.06.1978
Chili	3.11.1972	Costa Rica	16.03.1972	Equateur	10.03.1969
Espagne	7.06.1969	France	31.05.1973	Guatemala	25.07.1983
Hongrie	4.01.1994	Italie	5.05.1971	Liban	1.06.1977
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	4.01.1971	Malte	9.06.1988
République de Moldova	9.12.1997	Nicaragua	1.03.1976	Panama	19.06.1970
Pologne	2.05.1973	Portugal	2.10.1985	Roumanie	28.10.1975
Thaïlande	26.02.1969	Tunisie	14.04.1970	Turquie	13.11.1975
République bolivarienne du Venezuela	1.02.1984				

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

Adoptée à la 51e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 1.11.1969

16 ratifications

Allemagne <i>A accepté toutes les parties.</i>	15.01.1971	Autriche <i>A accepté la partie III. Conformément à l'article 39, paragraphe 1 b), les agents de la fonction publique sont exclus de l'application de la convention.</i>	4.11.1969	Barbade <i>A accepté les parties II et III.</i>	15.09.1972
Bolivie <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	31.01.1977	Chypre <i>A accepté la partie IV.</i>	7.01.1969	Equateur <i>A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.</i>	5.04.1978
Finlande <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.01.1976	Jamahiriya arabe libyenne <i>A accepté toutes les parties.</i>	19.06.1975	Norvège <i>A accepté toutes les parties.</i>	1.11.1968
Pays-Bas <i>A accepté toutes les parties.</i>	27.10.1969	Slovaquie <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Suède <i>A accepté toutes les parties.</i>	26.07.1968
Suisse <i>A accepté toutes les parties.</i>	13.09.1977	République tchèque <i>A accepté la partie III.</i>	1.01.1993	Uruguay <i>A accepté toutes les parties.</i>	28.06.1973

Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

République bolivarienne du Venezuela 1.12.1983

A accepté toutes les parties. En vertu de l'article 4, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 9, paragraphe 2; 13, paragraphe 2; 16, paragraphe 2; 22, paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 38, paragraphe 1, de la convention.

Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.01.1972

45 ratifications

Albanie	11.10.2007	Allemagne	26.09.1973	Argentine	20.06.1985
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1a) et b)</i>					
Azerbaïdjan	9.08.2000	Belgique	8.09.1997	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	21.05.1974	Colombie	16.11.1976
Costa Rica	16.03.1972	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Croatie	8.10.1991
Danemark	30.11.1972	Egypte	20.06.2003	El Salvador	15.06.1995
Espagne	5.05.1971	Estonie	1.02.2005	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	3.09.1974	France	28.12.1972	Guatemala	20.05.1994
Guyana	19.01.1971	Hongrie	4.01.1994	Italie	23.06.1981
Kazakhstan	6.07.2001	Kenya	9.04.1979	Lettonie	25.07.1994
<i>A accepté l'article 5, paragraphe 1 b)</i>					
Madagascar	21.12.1971	Malawi	20.07.1971	Malte	9.06.1988
Maroc	11.05.1979	République de Moldova	9.12.1997	Monténégro	3.06.2006
Norvège	14.04.1971	Pays-Bas	29.06.1973	Pologne	2.06.1995
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	14.05.1970	République arabe syrienne	18.04.1972
Ukraine	10.11.2004	Uruguay	28.06.1973	Zimbabwe	16.09.1993

Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

Adoptée à la 53e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.05.1972

15 ratifications

Allemagne	8.08.1974	Bolivie	31.01.1977	Costa Rica	16.03.1972
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>					
Danemark	6.06.1978	Equateur	5.04.1978	Finlande	3.09.1974
<i>En vertu de l'article 2, paragraphe 1, de la convention, le gouvernement se réserve le bénéfice des dérogations temporaires figurant dans les articles 1, alinéa g), clause (i); 11; 14; 20; 26 paragraphe 2. Le gouvernement déclare se prévaloir également de l'exclusion temporaire prévue à l'article 3, paragraphe 1, de la convention.</i>					
Jamahiriya arabe libyenne	19.06.1975	Luxembourg	3.07.1980	Norvège	15.02.1972
Pays-Bas	17.01.2006	Slovaquie	1.01.1993	Suède	14.05.1970
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	28.06.1973	République bolivarienne du Venezuela	10.08.1982

Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 29.04.1972

51 ratifications

Albanie	18.08.2004	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Arménie	29.04.2005
Australie	15.06.1973	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bolivie	31.01.1977
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	4.05.1983	Burkina Faso	21.05.1974
Cameroun	6.07.1973	République centrafricaine	5.06.2006	Chili	13.09.1999
République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	8.06.1979	Cuba	5.01.1972
Egypte	12.05.1976	El Salvador	15.06.1995	Equateur	2.12.1970
Espagne	30.11.1971	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	France	28.12.1972
Guatemala	14.06.1988	Guyana	10.01.1983	Iraq	16.05.1974
Japon	29.04.1971	Kenya	9.04.1979	Kirghizistan	12.01.2007
Lettonie	8.03.1993	Liban	1.06.1977	Jamahiriya arabe libyenne	27.05.1971
Lituanie	26.09.1994	Malte	9.06.1988	Mexique	18.04.1973
République de Moldova	23.03.2000	Monténégro	3.06.2006	Népal	19.09.1974
Nicaragua	1.03.1976	Niger	24.04.1980	Pays-Bas	10.10.1973
Portugal	24.02.1983	Roumanie	28.10.1975	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Sri Lanka	17.03.1975	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	18.04.1972	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Ukraine	1.03.2006
Uruguay	2.06.1977	Yémen	29.07.1976	Zambie	20.06.1972

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Adoptée à la 54e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

35 ratifications

Allemagne	1.10.1975	Arménie	27.01.2006	Belgique	2.06.2003
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 28 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	23.09.1998	Burkina Faso	12.07.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 30 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Cameroun	7.08.1973	Croatie	8.10.1991	Espagne	30.06.1972
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	15.01.1990	Guinée	2.06.1977
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 1 mois civil. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Hongrie	19.08.1998	Iraq	19.02.1974	Irlande	20.06.1974
<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	
Italie	28.07.1981	Kenya	9.04.1979	Lettonie	10.06.1994
<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Luxembourg	1.10.1979	Madagascar	8.02.1972	Malte	9.06.1988
<i>Durée du congé spécifiée: 25 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
République de Moldova	27.01.1998	Monténégro	3.06.2006	Norvège	22.06.1973
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Portugal	17.03.1981	Rwanda	13.05.1991	Serbie	24.11.2000
<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Slovénie	29.05.1992	Suède	7.06.1978		
<i>Durée du congé spécifiée: 18 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 5 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>			

Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

Suisse	9.07.1992	Tchad	15.12.2000	République tchèque	23.08.1996
<i>Durée du congé spécifiée: 4 semaines pour les travailleurs et 5 semaines pour les travailleurs de moins de 20 ans. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 3 semaines. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>	
Ukraine	25.10.2001	Uruguay	2.06.1977	Yémen	1.11.1976
<i>Durée du congé spécifiée: 24 jours calendaires. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 20 jours ouvrables. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a) et b).</i>		<i>Durée du congé spécifiée: 21 jours pour les ouvriers et 30 jours pour les employés. A accepté les dispositions de l'article 15, paragraphe 1 a).</i>	

Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.08.1991

32 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Australie	11.06.1992	Azerbaïdjan	19.05.1992
Belize	15.07.2005	Brésil	16.04.1992	Côte d'Ivoire	19.06.1972
Danemark	10.07.2003	Finlande	22.11.1974	France	24.03.1972
Grèce	24.09.1986	Guinée	26.05.1977	Israël	21.08.1980
Italie	23.06.1981	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	13.01.2006
Liban	6.12.1993	Libéria	8.05.1978	Luxembourg	30.11.2005
République de Moldova	12.12.2005	Nigéria	12.06.1973	Norvège	14.03.1975
Nouvelle-Zélande	31.05.1977	Pays-Bas	8.01.1985	Pologne	9.10.1975
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	26.03.1981	Fédération de Russie	27.08.1990
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	Turquie	17.03.2005
Ukraine	24.08.1993	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

Adoptée à la 55e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1973

29 ratifications

Allemagne	14.08.1974	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belize	15.07.2005
Brésil	25.07.1996	Costa Rica	8.06.1979	Danemark	28.07.1980
Egypte	4.08.1982	Espagne	30.11.1971	Finlande	22.11.1974
France	27.02.1978	Grèce	8.06.1977	Guinée	26.05.1977
Israël	21.08.1980	Italie	23.06.1981	Japon	3.07.1978
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Mexique	2.05.1974
Nigéria	12.06.1973	Norvège	9.03.1976	Nouvelle-Zélande	31.05.1977
Pologne	26.06.1980	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	5.10.1987
Suède	17.02.1972	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
Turquie	17.03.2005	Uruguay	2.06.1977		

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 30.06.1973

82 ratifications

Albanie	18.08.2004	Algérie	6.06.2006	Allemagne	26.09.1973
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	23.11.2006	Arménie	29.07.1994
Australie	26.02.1993	Autriche	6.08.1973	Azerbaïdjan	12.08.1993
Barbade	25.04.1977	Belize	22.06.1999	Bénin	11.06.2001
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	21.05.1974
Burundi	10.10.1997	Cameroun	5.04.1976	Chili	13.09.1999
Chypre	3.01.1996	République de Corée	27.12.2001	Costa Rica	7.12.1977
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Danemark	6.06.1978	Dominique	6.01.2004	Egypte	25.03.1982
El Salvador	6.09.2006	Espagne	21.12.1972	Estonie	7.02.1996
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972
Gabon	13.06.1975	Grèce	27.06.1988	Guinée	26.05.1977
Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972	Iraq	27.07.1972

Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971

Italie	23.06.1981	Jordanie	23.07.1979	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	9.04.1979	Lesotho	27.01.1998	Lettonie	27.01.1992
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	9.10.1979	Mali	12.06.1995
Malte	9.06.1988	Maroc	5.04.2002	Mexique	2.05.1974
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	8.10.1996	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Niger	5.04.1972	Norvège	24.11.1976
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	19.11.1975	Pologne	9.06.1977
Portugal	31.05.1976	République démocratique du Congo	20.06.2001	Roumanie	28.10.1975
Royaume-Uni	15.03.1973	Rwanda	8.11.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	24.08.1976	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Sri Lanka	16.11.1976	Suède	11.08.1972	Suriname	15.06.1976
République arabe syrienne	6.03.1975	République-Unie de Tanzanie	19.08.1983	Tchad	7.01.1998
République tchèque	9.10.2000	Tunisie	25.05.2007	Turquie	12.07.1993
Ukraine	3.09.2003	Yémen	29.07.1976	Zambie	24.05.1973
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

Adoptée à la 56e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 27.07.1973

37 ratifications

Allemagne	26.09.1973	Bolivie	31.01.1977	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	24.03.1993	Chili	14.10.1994	Colombie	16.11.1976
Côte d'Ivoire	21.02.1973	Croatie	8.10.1991	Cuba	17.11.1972
Equateur	27.03.1975	Espagne	8.05.1973	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	13.01.1976	France	30.06.1972	Grèce	24.01.1977
Guinée	26.05.1977	Guyana	10.01.1983	Hongrie	11.09.1972
Inde	11.06.1991	Iraq	27.07.1972	Israël	21.06.1979
Italie	23.06.1981	Koweït	29.03.1974	Liban	23.02.2000
Malte	18.05.1990	Maroc	22.07.1974	Monténégro	3.06.2006
Nicaragua	1.10.1981	Roumanie	6.11.1975	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suisse	25.03.1975
République arabe syrienne	7.02.1977	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	2.06.1977
Zambie	24.05.1973				

Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.07.1975

25 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Australie	25.06.1974	Brésil	12.08.1994
Costa Rica	3.07.1975	Cuba	7.01.1975	Egypte	4.08.1982
Espagne	22.04.1975	Finlande	13.01.1976	France	15.02.1977
Guyana	10.01.1983	Iraq	9.03.1978	Italie	23.06.1981
Kenya	9.04.1979	Maurice	18.03.2003	Nicaragua	1.10.1981
Nigéria	22.03.2004	Norvège	21.10.1974	Pologne	22.02.1979
Portugal	9.01.1981	Roumanie	28.10.1975	Fédération de Russie	14.07.2004
Suède	24.07.1974	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Uruguay	31.07.1980

Dénonciation

Pays-Bas 14.09.1976
Dénoncée le 17.02.2006

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Adoptée à la 58e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.06.1976

150 ratifications

Afrique du Sud	30.03.2000	Albanie	16.02.1998	Algérie	30.04.1984
Age minimum spécifié: 15 ans		Age minimum spécifié: 16 ans		Age minimum spécifié: 16 ans	

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Allemagne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.04.1976	Angola <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	17.03.1983
Argentine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.11.1996	Arménie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	27.01.2006	Autriche <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2000
Azerbaïdjan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.05.1992	Bahamas <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2001	Barbade <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.01.2000
Bélarus <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Belgique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.04.1988	Belize <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.03.2000
Bénin <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.2001	Bolivie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.06.1997	Bosnie-Herzégovine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1993
Botswana <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	5.06.1997	Brésil <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.06.2001	Bulgarie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.04.1980
Burkina Faso <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.02.1999	Burundi <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.07.2000	Cambodge <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.08.1999
Cameroun <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.08.2001	République centrafricaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	28.06.2000	Chili <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	1.02.1999
Chine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.04.1999	Chypre <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1997	Colombie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.02.2001
Comores <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.03.2004	Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	26.11.1999	République de Corée <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.01.1999
Costa Rica <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.06.1976	Côte d'Ivoire <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.02.2003	Croatie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.10.1991
Cuba <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.1975	Danemark <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.11.1997	Djibouti <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.06.2005
République dominicaine <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.1999	Dominique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	27.09.1983	Egypte <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1999
El Salvador <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	23.01.1996	Emirats arabes unis <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.1998	Equateur <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.09.2000
Erythrée <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	22.02.2000	Espagne <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	16.05.1977	Estonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.03.2007
Ethiopie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.05.1999	Ex-République yougoslave de Macédoine <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.11.1991	Fidji <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.01.2003
Finlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.01.1976	France <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	13.07.1990	Gambie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.09.2000
Géorgie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.09.1996	Grèce <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.03.1986	Grenade <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	14.05.2003
Guatemala <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	27.04.1990	Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	6.06.2003	Guinée équatoriale <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	12.06.1985
Guyana <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.04.1998	Honduras <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	9.06.1980	Hongrie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	28.05.1998
Indonésie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.06.1999	Iraq <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.02.1985	Irlande <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1978
Islande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.12.1999	Israël <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.06.1979	Italie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	28.07.1981
Jamaïque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	13.10.2003	Japon <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	5.06.2000	Jordanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	23.03.1998
Kazakhstan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	18.05.2001	Kenya <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.04.1979	Kirghizistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	31.03.1992
Koweït <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.11.1999	République démocratique populaire lao <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.06.2005	Lesotho <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.06.2001
Lettonie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.2006	Liban <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	10.06.2003	Jamahiriya arabe libyenne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	19.06.1975
Lituanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	22.06.1998	Luxembourg <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.03.1977	Madagascar <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	31.05.2000
Malaisie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.09.1997	Malawi <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	19.11.1999	Mali <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.03.2002
Malte <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	9.06.1988	Maroc <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	6.01.2000	Maurice <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.07.1990
Mauritanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.12.2001	République de Moldova <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	21.09.1999	Mongolie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.12.2002
Monténégro <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	3.06.2006				

Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

Mozambique <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	16.06.2003	Namibie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.11.2000	Népal <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	30.05.1997
Nicaragua <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	2.11.1981	Niger <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.12.1978	Nigéria <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.10.2002
Norvège <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	8.07.1980	Oman <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	21.07.2005	Ouganda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.03.2003
Pakistan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.07.2006	Panama <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	31.10.2000	Papouasie-Nouvelle-Guinée <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	2.06.2000
Paraguay <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	3.03.2004	Pays-Bas <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	14.09.1976	Pérou <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	13.11.2002
Philippines <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	4.06.1998	Pologne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	22.03.1978	Portugal <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	20.05.1998
Qatar <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.01.2006	République démocratique du Congo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	20.06.2001	Roumanie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.11.1975
Royaume-Uni <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	7.06.2000	Fédération de Russie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Rwanda <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.04.1981
Saint-Kitts-et-Nevis <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.06.2005	Saint-Marin <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	1.02.1995	Saint-Vincent-et-les Grenadines <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	25.07.2006
Sao Tomé-et-Principe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	4.05.2005	Sénégal <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	15.12.1999	Serbie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.11.2000
Seychelles <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.03.2000	Singapour <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	7.11.2005	Slovaquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.09.1997
Slovénie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	29.05.1992	Soudan <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	7.03.2003	Sri Lanka <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	11.02.2000
Suède <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.04.1990	Suisse <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	17.08.1999	Swaziland <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	23.10.2002
République arabe syrienne <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	18.09.2001	Tadjikistan <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.12.1998
Tchad <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	21.03.2005	République tchèque <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	26.04.2007	Thaïlande <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	11.05.2004
Togo <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	16.03.1984	Trinité-et-Tobago <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.09.2004	Tunisie <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	19.10.1995
Turquie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	30.10.1998	Ukraine <i>Age minimum spécifié: 16 ans</i>	3.05.1979	Uruguay <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	2.06.1977
République bolivarienne du Venezuela <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.07.1987	Viet Nam <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	24.06.2003	Yémen <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	15.06.2000
Zambie <i>Age minimum spécifié: 15 ans</i>	9.02.1976	Zimbabwe <i>Age minimum spécifié: 14 ans</i>	6.06.2000		

Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.06.1976

36 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	23.08.1976	Argentine	15.06.1978
Belgique	11.10.1996	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	27.06.1990
Croatie	8.10.1991	Danemark	6.06.1978	Egypte	25.03.1982
Equateur	27.03.1975	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	4.05.1977
France	24.08.1994	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	31.03.1978	Irlande	4.04.1995
Islande	21.06.1991	Italie	23.06.1981	Japon	26.07.1977
Liban	23.02.2000	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	14.06.1977	Pérou	16.11.1976	Portugal	3.05.1999
Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	23.09.1975	Suisse	28.10.1976	République arabe syrienne	1.02.1979
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	31.07.1980	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983

Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

Adoptée à la 59e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.09.1976

34 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Allemagne	30.11.1976	Azerbaïdjan	11.03.1993
Belgique	12.01.1993	Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Brésil	16.04.1992	Chili	13.09.1999	Cuba	30.12.1975
Espagne	18.09.1978	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.02.1992
France	20.10.1975	Guinée	20.04.1976	Guyana	10.01.1983
Hongrie	10.06.1975	Iraq	9.05.1978	Kenya	9.04.1979
Mexique	17.02.1977	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	1.10.1981
Pays-Bas	14.09.1976	Pologne	23.04.1979	Royaume-Uni	4.12.1975
Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	23.09.1975	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Ukraine	7.03.2003	République bolivarienne du Venezuela	6.09.1983
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.11.1977

40 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Albanie	18.08.2004	Allemagne	5.12.1978
Autriche	18.09.1978	Belgique	19.12.2003	Belize	22.06.1999
Brésil	27.09.1994	Burkina Faso	25.08.1997	Chypre	28.06.1977
Costa Rica	23.07.1991	Cuba	14.04.1977	Danemark	6.06.1978
El Salvador	15.06.1995	Equateur	26.10.1977	Espagne	28.04.1978
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Grèce	17.10.1989
Guatemala	13.06.1989	Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994
Inde	18.08.1977	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Kenya	9.04.1979	Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988
Mexique	28.06.1978	République de Moldova	4.04.2003	Nicaragua	1.10.1981
Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	26.01.1977	Philippines	18.06.1979
Pologne	29.11.1991	Royaume-Uni	15.02.1977	Suède	19.07.1976
Suisse	23.05.1977	Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983
Zambie	4.12.1978				

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.07.1977

65 ratifications

Afghanistan	16.05.1979	Algérie	26.01.1984	Allemagne	29.12.1980
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	15.06.1978	Australie	10.09.1985
Autriche	2.03.1979	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	3.05.1979
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	24.11.1981	République centrafricaine	5.06.2006
Chypre	28.06.1977	République de Corée	21.01.1994	Cuba	5.01.1978
Danemark	5.06.1981	Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995
Equateur	26.10.1977	Espagne	16.05.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	14.09.1977	France	10.09.1984	Géorgie	22.06.1993
Grèce	17.10.1989	Guinée	5.06.1978	Guyana	10.01.1983
Hongrie	17.06.1976	République islamique d'Iran	19.03.2007	Iraq	26.07.1978
Irlande	22.06.1979	Israël	21.06.1979	Italie	18.10.1979
Japon	10.06.1986	Jordanie	23.07.1979	Kenya	9.04.1979
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993	Liban	23.02.2000
Lituanie	26.09.1994	Luxembourg	21.03.2001	Mexique	28.06.1978
République de Moldova	19.12.2001	Monténégro	3.06.2006	Nicaragua	4.11.1977
Niger	28.01.1993	Norvège	24.11.1976	Pays-Bas	19.06.1979
Pologne	10.10.1979	Portugal	9.01.1981	Royaume-Uni	15.02.1977
Fédération de Russie	3.05.1979	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992	Suède	19.07.1976

Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975

Suisse	23.05.1977	Tadjikistan	26.11.1993	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983
République tchèque	1.01.1993	Tunisie	23.02.1989	Turquie	12.07.1993
Ukraine	3.05.1979	République bolivarienne du Venezuela	8.10.1984		

Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

Adoptée à la 60e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.12.1978

23 ratifications

Albanie	12.09.2006	Arménie	27.01.2006	Bénin	11.06.1980
<i>A l'exclusion de la partie II</i>					
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Burkina Faso	9.12.1977	Cameroun	4.07.1978
Chypre	28.06.1977	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Guinée	5.06.1978
Italie	23.06.1981	Kenya	9.04.1979	Monténégro	3.06.2006
Norvège	24.01.1979	Ouganda	31.03.1978	Philippines	14.09.2006
Portugal	12.12.1978	Saint-Marin	23.05.1985	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	28.12.1982	Tadjikistan	10.04.2007
Togo	8.11.1983	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983		

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Adoptée à la 61e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.05.1978

121 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	30.06.1999	Algérie	12.07.1993
Allemagne	23.07.1979	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	13.04.1987
Arménie	29.04.2005	Australie	11.06.1979	Autriche	2.03.1979
Azerbaïdjan	12.08.1993	Bahamas	16.08.1979	Bangladesh	17.04.1979
Barbade	6.04.1983	Bélarus	15.09.1993	Belgique	29.10.1982
Belize	6.03.2000	Bénin	11.06.2001	Bosnie-Herzégovine	11.07.2006
Botswana	5.06.1997	Brésil	27.09.1994	Bulgarie	12.06.1998
Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	10.10.1997	République centrafricaine	5.06.2006
Chili	29.07.1992	Chine	2.11.1990	Chypre	28.06.1977
Colombie	9.11.1999	Congo	26.11.1999	République de Corée	15.11.1999
Costa Rica	29.07.1981	Côte d'Ivoire	5.06.1987	Danemark	6.06.1978
Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.06.1999	Dominique	29.04.2002
Egypte	25.03.1982	El Salvador	15.06.1995	Equateur	23.11.1979
Espagne	13.02.1984	Estonie	22.03.1994	Etats-Unis	15.06.1988
Ex-République yougoslave de Macédoine	8.12.2005	Fidji	18.05.1998	Finlande	2.10.1978
France	8.06.1982	Gabon	6.12.1988	Grèce	28.08.1981
Grenade	25.10.1994	Guatemala	13.06.1989	Guinée	16.10.1995
Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994	Inde	27.02.1978
Indonésie	17.10.1990	Iraq	11.09.1978	Irlande	22.06.1979
Islande	30.06.1981	Italie	18.10.1979	Jamaïque	23.10.1996
Japon	14.06.2002	Jordanie	5.08.2003	Kazakhstan	13.12.2000
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	12.01.2007	Koweït	15.08.2000
Lesotho	27.01.1998	Lettonie	25.07.1994	Libéria	25.03.2003
Lituanie	26.09.1994	Madagascar	22.04.1997	Malaisie	14.06.2002
Malawi	1.10.1986	Maurice	14.06.1994	Mexique	28.06.1978
République de Moldova	12.08.1996	Mongolie	10.08.1998	Monténégro	3.06.2006
Mozambique	23.12.1996	Namibie	3.01.1995	Népal	21.03.1995
Nicaragua	1.10.1981	Nigéria	3.05.1994	Norvège	9.08.1977
Nouvelle-Zélande	5.06.1987	Ouganda	13.01.1994	Pakistan	25.10.1994
Pays-Bas	27.07.1978	Pérou	8.11.2004	Philippines	10.06.1991
Pologne	15.03.1993	Portugal	9.01.1981	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	9.12.1992	Royaume-Uni	15.02.1977	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000

Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

Saint-Marin	23.05.1985	Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Sénégal	19.11.2004
Serbie	13.05.2005	Seychelles	28.10.2005	Sierra Leone	21.01.1985
Slovaquie	10.02.1997	Sri Lanka	17.03.1994	Suède	16.05.1977
Suisse	28.06.2000	Suriname	16.11.1979	Swaziland	5.06.1981
République arabe syrienne	28.05.1985	République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Tchad	7.01.1998
République tchèque	9.10.2000	Togo	8.11.1983	Trinité-et-Tobago	7.06.1995
Turquie	12.07.1993	Ukraine	16.05.1994	Uruguay	22.05.1987
République bolivarienne du Venezuela	17.06.1983	Yémen	15.06.2000	Zambie	4.12.1978
Zimbabwe	14.12.1989				

Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.05.1979

17 ratifications

Brésil	18.05.1990	Costa Rica	16.06.1981	Cuba	9.02.1979
Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978	Finlande	2.10.1978
France	3.05.1978	Hongrie	8.06.1978	Iraq	14.11.1979
Italie	23.06.1981	Maroc	7.03.1980	Norvège	24.01.1979
Nouvelle-Zélande	11.01.1980	Pays-Bas	10.01.1979	Pologne	10.10.1979
Portugal	23.05.1983	Suède	6.10.1981		

Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 13.06.1979

17 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Brésil	24.09.1998	Bulgarie	12.06.2003
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Cameroun	13.06.1978	Espagne	9.03.1979	Finlande	15.01.1990
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 60 jours consécutifs pour les officiers et 3 jours consécutifs par mois pour les matelots</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 37, 40 ou 60 jours selon les différentes catégories de navigation, et 44, 60 ou 64 jours pour les congés exceptionnels, selon les cargaisons des différents bateaux</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
France	15.06.1978	Iraq	15.02.1985	Italie	28.07.1981
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 116 jours pour les officiers et marins employés à bord de bateaux de commerce français et un minimum de 111 jours pour les équipages des navires de remorquage et des navires portuaires</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 36 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Kenya	14.09.1990	Luxembourg	30.11.2005	Maroc	10.07.1980
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 3 jours par mois, soit 36 jours.</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Nicaragua	1.10.1981	Pays-Bas	12.11.1980	Portugal	25.06.1984
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>	
Suède	7.06.1978	Turquie	28.07.2005		
<i>Durée du congé annuel spécifiée: 5 semaines</i>		<i>Durée du congé annuel spécifiée: 30 jours</i>			

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adoptée à la 62e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.11.1981

55 ratifications

Albanie	12.12.2007	Algérie	27.06.2006	Allemagne	14.07.1980
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahamas	3.01.2001	Barbade	16.05.1994
Belgique	16.09.1982	Belize	15.07.2005	Brésil	17.01.1991
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>		<i>A ratifié le protocole de 1996</i>			
Bulgarie	24.02.2003	Canada	25.05.1993	Chypre	19.09.1995
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	
Costa Rica	24.06.1981	Croatie	19.07.1996	Danemark	28.07.1980
				<i>A ratifié le protocole de 1996</i>	

Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

Dominique	6.01.2004	Egypte	17.03.1983	Espagne	28.04.1978
Estonie	1.12.2004	Etats-Unis	15.06.1988	Finlande	2.10.1978
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
France	2.05.1978	Ghana	10.05.2005	Grèce	18.09.1979
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Hongrie	30.03.2005	Inde	26.09.1996	Iraq	15.02.1985
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Irlande	16.12.1992	Islande	11.05.1999	Israël	6.12.1996
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Italie	23.06.1981	Japon	31.05.1983	Jordanie	1.04.2004
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	12.11.1998	Liban	6.12.1993
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Libéria	8.07.1981	Lituanie	14.07.2006	Luxembourg	15.02.1991
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Malte	10.01.2002	Maroc	15.06.1981	Norvège	24.01.1979
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Pays-Bas	25.01.1979	Pérou	6.07.2004	Pologne	2.06.1995
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Portugal	2.05.1985	Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	28.11.1980
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Fédération de Russie	7.05.1991	Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.06.1999
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Suède	20.12.1978	Tadjikistan	26.11.1993	Trinité-et-Tobago	3.06.1999
<i>A ratifié le protocole de 1996</i>					
Ukraine	17.03.1994				

Protocole de 1996 relatif à la convention sur la marine marchande (normes minima), 1976

Adopté à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.01.2003

23 ratifications

Albanie	12.12.2007	Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003
Belize	15.07.2005	Bulgarie	9.06.2005	Chypre	9.10.2006
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Danemark	10.07.2003	Estonie	1.12.2004	Finlande	4.07.2002
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Hongrie	30.03.2005
<i>A accepté les conventions mentionnées dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Irlande	22.04.1999	Lettonie	15.12.2004	Lituanie	14.07.2006
Luxembourg	30.11.2005	Malte	10.01.2002	Norvège	27.04.2006
<i>A accepté la convention n° 108 mentionnée dans la partie B de l'annexe supplémentaire</i>					
Pays-Bas	16.06.2003	Roumanie	15.05.2001	Royaume-Uni	29.06.2001
Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000		

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

44 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Azerbaïdjan	19.05.1992	Belgique	1.06.1994
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	14.01.1982	Costa Rica	16.06.1981
Croatie	8.10.1991	Cuba	29.12.1980	Danemark	8.01.1988
Egypte	4.05.1988	Equateur	11.07.1978	Espagne	17.12.1980
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air et le bruit</i>					
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	8.06.1979	France	30.07.1985
Ghana	27.05.1986	Guatemala	22.02.1996	Guinée	8.06.1982
Hongrie	4.01.1994	Iraq	17.04.1985	Italie	28.02.1985
Kazakhstan	30.07.1996	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Liban	4.04.2005				

Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977

Malte	9.06.1988	Monténégro	3.06.2006	Niger	28.01.1993
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Norvège	13.03.1979	Pologne	2.12.2004	Portugal	9.01.1981
Royaume-Uni	8.03.1979	Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	19.04.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Serbie	24.11.2000	Seychelles	23.11.1999	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	République tchèque	1.01.1993	Uruguay	5.09.1988
<i>A accepté les obligations de la convention seulement en ce qui concerne la pollution de l'air</i>					
Zambie	19.08.1980				

Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

Adoptée à la 63e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.07.1979

38 ratifications

Azerbaïdjan	19.05.1992	Bangladesh	17.04.1979	Bélarus	3.05.1979
Belgique	29.03.1988	Congo	24.06.1986	Danemark	5.06.1981
Egypte	3.11.1982	Equateur	11.07.1978	Finlande	8.06.1979
France	10.09.1984	Ghana	27.05.1986	Grèce	17.03.1987
Guatemala	9.05.1995	Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983
Iraq	4.06.1980	Italie	28.02.1985	Jamaïque	4.06.1984
Kenya	6.06.1990	Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	8.03.1993
Lituanie	12.06.2007	Malawi	1.10.1986	Malte	18.05.1990
Norvège	5.07.1989	Philippines	18.06.1979	Pologne	4.11.1980
Portugal	28.05.1985	Fédération de Russie	3.05.1979	Seychelles	12.10.1993
Slovénie	30.01.2003	Suède	10.07.1978	Tadjikistan	26.11.1993
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Ukraine	3.05.1979	Uruguay	31.07.1980
République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983	Zambie	19.08.1980		

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.10.1980

67 ratifications

Albanie	24.07.2002	Algérie	26.01.1984	Allemagne	26.02.1981
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	20.02.2004	Arménie	18.05.2005
Australie	10.09.1985	Bélarus	15.09.1993	Belize	6.03.2000
Bénin	11.06.2001	Burkina Faso	3.04.1980	Cambodge	23.08.1999
République centrafricaine	5.06.2006	Chine	7.03.2002	Chypre	6.07.1981
Congo	24.06.1986	République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	25.09.1984
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	République dominicaine	15.06.1999
Dominique	26.07.2004	Egypte	5.12.1991	El Salvador	2.02.2001
Espagne	3.03.1982	Etats-Unis	3.03.1995	Finlande	25.02.1980
Gabon	11.10.1979	Ghana	27.05.1986	Grèce	31.07.1985
Guinée	8.06.1982	Guyana	10.01.1983	Iraq	10.07.1980
Israël	7.12.1979	Italie	28.02.1985	Jamaïque	4.06.1984
Jordanie	10.07.2003	Kirghizistan	22.12.2003	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	8.03.1993	Liban	4.04.2005	Libéria	2.06.2003
Luxembourg	21.03.2001	Malawi	19.11.1999	Maurice	5.04.2004
Mexique	10.02.1982	République de Moldova	10.11.2006	Namibie	28.06.1996
Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	8.08.1980	Portugal	9.01.1981
République démocratique du Congo	3.04.1987	Royaume-Uni	19.03.1980	Fédération de Russie	2.07.1998
Saint-Marin	19.04.1988	Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979
Suisse	3.03.1981	Suriname	29.09.1981	République tchèque	9.10.2000
Trinité-et-Tobago	17.08.2007	Tunisie	23.05.1988	Ukraine	10.11.2004

Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978

Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	17.08.1983	Zambie	19.08.1980
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

Adoptée à la 64e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 25.02.1981

44 ratifications

Albanie	30.06.1999	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	21.01.1987
Arménie	29.07.1994	Azerbaïdjan	11.03.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	21.05.1991	Belize	22.06.1999	Botswana	22.12.1997
Chili	17.07.2000	Chypre	6.07.1981	Colombie	8.12.2000
Cuba	29.12.1980	Danemark	5.06.1981	El Salvador	6.09.2006
Espagne	18.09.1984	Finlande	25.02.1980	Géorgie	10.10.2003
Ghana	27.05.1986	Grèce	29.07.1996	Guinée	8.06.1982
Guyana	10.01.1983	Hongrie	4.01.1994	Italie	28.02.1985
Lettonie	27.01.1992	Luxembourg	21.03.2001	Mali	12.06.1995
République de Moldova	4.04.2003	Norvège	19.03.1980	Pays-Bas	29.11.1988
Pérou	27.10.1980	Pologne	26.07.1982	Portugal	9.01.1981
Royaume-Uni	19.03.1980	Saint-Marin	19.04.1988	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Seychelles	23.11.1999	Suède	11.06.1979	Suisse	3.03.1981
Suriname	29.09.1981	Tchad	7.01.1998	Turquie	12.07.1993
Uruguay	19.06.1989	Zambie	19.08.1980		

Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.12.1981

26 ratifications

Allemagne	17.12.1982	Brésil	18.05.1990	Chypre	13.11.1987
Congo	24.06.1986	Cuba	15.10.1982	Danemark	22.12.1989
Egypte	3.08.1988	Equateur	20.05.1988	Espagne	3.03.1982
Finlande	3.07.1981	France	30.07.1985	Guinée	8.06.1982
Iraq	17.04.1985	Italie	7.06.2000	Jamaïque	4.11.2005
Liban	6.09.2004	Mexique	10.02.1982	République de Moldova	22.01.2007
Norvège	5.12.1980	Pays-Bas	13.05.1998	Pérou	19.04.1988
Fédération de Russie	14.07.2004	Seychelles	28.10.2005	Suède	13.06.1980
République-Unie de Tanzanie	30.05.1983	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

Adoptée à la 65e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.02.1983

8 ratifications

Equateur	20.05.1988	Espagne	7.02.1985	Iraq	17.04.1985
Mexique	10.02.1982	Suisse	4.05.1981	Turquie	17.03.2005
Uruguay	19.06.1989	République bolivarienne du Venezuela	5.07.1983		

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

38 ratifications

Albanie	24.07.2002	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Argentine	29.01.1993
Arménie	29.04.2005	Azerbaïdjan	12.08.1993	Bélarus	8.09.1997
Belgique	29.03.1988	Belize	22.06.1999	Brésil	10.07.1992
Chypre	16.01.1989	Colombie	8.12.2000	Espagne	11.09.1985
Finlande	9.02.1983	Gabon	6.12.1988	Grèce	17.09.1996
Guatemala	29.10.1996	Hongrie	4.01.1994	Kirghizistan	22.12.2003

Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981

Lettonie	25.07.1994	Lituanie	26.09.1994	République de Moldova	14.02.1997
Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982	Ouganda	27.03.1990
Ouzbékistan	15.12.1997	Pays-Bas	22.12.1993	Roumanie	15.12.1992
Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Marin	1.02.1995	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Slovénie	2.02.2006	Suède	11.08.1982	Suisse	16.11.1983
Suriname	5.06.1996	République-Unie de Tanzanie	14.08.1998	Ukraine	16.05.1994
Uruguay	19.06.1989	Zambie	4.02.1986		

Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

50 ratifications

Afrique du Sud	18.02.2003	Albanie	9.02.2004	Algérie	6.06.2006
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.03.2004	Bélarus	30.05.2000
Belize	22.06.1999	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1992
Cap-Vert	9.08.2000	République centrafricaine	5.06.2006	Chine	25.01.2007
Chypre	16.01.1989	Croatie	8.10.1991	Cuba	7.09.1982
Danemark	10.07.1995	El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	24.04.1985
				<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>	
Hongrie	4.01.1994	Irlande	4.04.1995	Islande	21.06.1991
Kazakhstan	30.07.1996	Lesotho	1.11.2001	Lettonie	25.07.1994
Luxembourg	21.03.2001	Mexique	1.02.1984	République de Moldova	28.04.2000
Mongolie	3.02.1998	Monténégro	3.06.2006	Nigéria	3.05.1994
Norvège	22.06.1982	Nouvelle-Zélande	12.06.2007	Pays-Bas	22.05.1991
Portugal	28.05.1985	Fédération de Russie	2.07.1998	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Serbie	24.11.2000	Seychelles	28.10.2005	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982	République tchèque	1.01.1993
		<i>A ratifié le Protocole de 2002</i>			
Turquie	22.04.2005	Uruguay	5.09.1988	République bolivarienne du Venezuela	25.06.1984
Viet Nam	3.10.1994	Zimbabwe	9.04.2003		

Protocole de 2002 relatif à la convention sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981

Adopté à la 90e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

4 ratifications

Albanie	9.02.2004	El Salvador	22.07.2004	Finlande	9.12.2003
Suède	15.06.2007				

Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

Adoptée à la 67e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.08.1983

40 ratifications

Albanie	11.10.2007	Argentine	17.03.1988	Australie	30.03.1990
Belize	22.06.1999	Bolivie	1.09.1998	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Bulgarie	3.04.2006	Chili	14.10.1994	République de Corée	29.03.2001
Croatie	8.10.1991	El Salvador	12.10.2000	Espagne	11.09.1985
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	9.02.1983
France	16.03.1989	Grèce	10.06.1988	Guatemala	6.01.1994
Guinée	16.10.1995	Islande	22.06.2000	Japon	9.06.1995
Lituanie	6.05.2004	Maurice	5.04.2004	Monténégro	3.06.2006
Niger	5.06.1985	Norvège	22.06.1982	Paraguay	21.12.2007
Pays-Bas	24.03.1988	Pérou	16.06.1986	Portugal	2.05.1985
Fédération de Russie	13.02.1998	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Slovaquie	14.06.2002	Slovénie	29.05.1992	Suède	11.08.1982
Ukraine	11.04.2000	Uruguay	16.11.1989	République bolivarienne du Venezuela	27.11.1984
Yémen	13.03.1989				

Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.09.1986

3 ratifications

Espagne	11.09.1985	Philippines	26.04.1994	Suède	18.04.1984
---------	------------	-------------	------------	-------	------------

Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

Adoptée à la 68e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 23.11.1985

35 ratifications

Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Australie	26.02.1993	Bosnie-Herzégovine	2.06.1993
Cameroun	13.05.1988	République centrafricaine	5.06.2006	Chypre	5.07.1985
Espagne	26.04.1985	Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991
Finlande	30.06.1992	France	16.03.1989	Gabon	6.12.1988
Lesotho	14.06.2001	Lettonie	25.07.1994	Luxembourg	21.03.2001
Malawi	1.10.1986	Maroc	7.10.1993	République de Moldova	14.02.1997
Monténégro	3.06.2006	Namibie	28.06.1996	Niger	5.06.1985
Ouganda	18.07.1990	Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Portugal	27.11.1995
République démocratique du Congo	3.04.1987	Sainte-Lucie	6.12.2000	Serbie	24.11.2000
Slovénie	29.05.1992	Suède	20.06.1983	Turquie	4.01.1995
Ukraine	16.05.1994	République bolivarienne du Venezuela	6.05.1985	Yémen	13.03.1989
Zambie	9.02.1990				

Dénonciation

Brésil 5.01.1995
Dénoncée le 20.11.1996

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Adoptée à la 69e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.06.1985

80 ratifications

Allemagne	14.11.1989	Argentine	13.04.1987	Australie	7.08.1990
Azerbaïdjan	19.05.1992	Bahreïn	2.02.1999	Bolivie	19.12.1996
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	26.05.1989
Chili	14.10.1994	Chine	2.02.1988	Chypre	13.04.1987
Colombie	7.12.1989	République de Corée	15.11.1999	Costa Rica	23.07.1991
Côte d'Ivoire	22.10.1999	Croatie	8.10.1991	Cuba	3.10.1996
Danemark	1.04.1985	République dominicaine	20.06.1994	Egypte	3.08.1988
El Salvador	19.12.1986	Equateur	20.05.1988	Espagne	2.08.1990
Ethiopie	28.01.1991	Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Fidji	1.12.2004
Finlande	24.04.1985	France	16.03.1989	Grèce	31.07.1985
Guatemala	5.04.1994	Guinée	16.10.1995	Hongrie	20.06.1984
Irlande	6.06.1986	Islande	22.06.1990	Italie	7.06.2000
Japon	12.06.1992	Jordanie	13.05.2003	Kirghizistan	31.03.1992
Koweït	26.06.1998	Liban	23.02.2000	Lituanie	26.09.1994
Luxembourg	21.03.2001	Madagascar	3.06.1998	Malawi	1.10.1986
Mali	12.06.1995	Malte	9.06.1988	Maurice	9.06.2004
Mexique	5.04.2001	Mongolie	3.02.1998	Monténégro	3.06.2006
Norvège	13.08.1984	Ouganda	27.03.1990	Pakistan	25.10.1994
Panama	28.01.1994	Paraguay	2.05.1991	Pays-Bas	15.02.1988
Pérou	16.06.1986	Philippines	23.08.1991	Pologne	2.12.2004
Portugal	3.05.1999	Fédération de Russie	3.06.1988	Saint-Marin	23.05.1985
Sao Tomé-et-Principe	17.06.1992	Serbie	24.11.2000	Slovaquie	1.01.1993
Slovénie	29.05.1992	Suède	12.06.1984	Suisse	20.06.1985
Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993	Thaïlande	11.10.2007
Trinité-et-Tobago	3.06.1999	Tunisie	5.09.1989	Turquie	26.06.2000

Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

Ukraine	15.05.2003	Uruguay	13.01.1988	Yémen	18.11.1991
Zambie	5.01.1989	Zimbabwe	27.08.1998		

Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 24.04.1988

46 ratifications

Allemagne	25.04.1991	Arménie	29.04.2005	Australie	15.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Autriche	3.06.1987	Azerbaïdjan	19.05.1992	Bélarus	12.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Bénin	6.04.2000	Bolivie	14.11.1990	Bésil	2.07.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2; les articles 7, 8, et 12 à 15, de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Canada	22.11.1995	Chypre	1.12.1987	Colombie	23.03.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 9(1) et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8 et 10 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
République de Corée	8.12.1997	Costa Rica	13.02.2001	Danemark	22.01.1988
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
El Salvador	24.04.1987	Espagne	3.10.1989	Etats-Unis	11.06.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Finlande	27.04.1987	Grèce	17.03.1993	Guatemala	7.04.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Inde	1.04.1992	Irlande	27.10.1995	Italie	8.11.1989
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, l'article 8 de la partie II a été accepté.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9 et 11 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Kirghizistan	31.03.1992	Lettonie	10.06.1994	Lituanie	10.06.1999
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 12 et 13 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Maurice	14.06.1994	Mexique	18.04.1988	Norvège	6.08.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 9, 11, 12, 14 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Nouvelle-Zélande	6.11.2001	Panama	3.04.1996	Pays-Bas	5.10.1990
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>	
Pologne	24.04.1991	Portugal	8.12.1993	Royaume-Uni	27.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 8 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>	
Fédération de Russie	27.08.1990	Saint-Marin	1.07.1988	Slovaquie	1.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Sri Lanka	1.04.1993	Suède	22.09.1986	Suisse	7.05.1987
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10, 12, 13 et 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, tous les articles de la Partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Swaziland	22.09.1992	Tadjikistan	26.11.1993	République tchèque	1.01.1993
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7, 8, 10 et 12 à 15 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>		<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 et 12 à 14 de la partie II ont été acceptés.</i>	
Ukraine	15.08.1991				
<i>En application de l'article 16, paragraphe 2, les articles 7 à 10 de la partie II ont été acceptés.</i>					

Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

Adoptée à la 71e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.02.1988

26 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002	Bénin	10.11.1998
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Burkina Faso	25.08.1997
Chili	30.09.1999	Colombie	25.01.2001	Croatie	8.10.1991
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	27.04.1987	Guatemala	18.04.1989
Hongrie	24.02.1988	Mexique	17.02.1987	Monténégro	3.06.2006
Pologne	15.09.2004	Saint-Marin	19.04.1988	Serbie	24.11.2000
Seychelles	28.10.2005	Slovaquie	1.01.1993	Slovénie	29.05.1992
Suède	1.07.1986	République tchèque	1.01.1993	Turquie	22.04.2005
Uruguay	5.09.1988	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

Adoptée à la 72e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 16.06.1989

31 ratifications

Allemagne	18.11.1993	Belgique	11.10.1996	Bolivie	11.06.1990
Bosnie-Herzégovine	2.06.1993	Brésil	18.05.1990	Cameroun	20.02.1989
Canada	16.06.1988	Chili	14.10.1994	Chypre	7.08.1992
Colombie	25.01.2001	République de Corée	4.04.2007	Croatie	8.10.1991
Danemark	18.12.2006	Equateur	11.04.1990	Espagne	2.08.1990
Ex-République yougoslave de Macédoine	17.11.1991	Finlande	20.06.1988	Guatemala	18.04.1989
Japon	11.08.2005	Monténégro	3.06.2006	Norvège	4.02.1992
Ouganda	27.03.1990	Pays-Bas	15.09.1999	Portugal	3.05.1999
Fédération de Russie	4.09.2000	Serbie	24.11.2000	Slovénie	29.05.1992
Suède	2.09.1987	Suisse	16.06.1992	Uruguay	6.09.1995
Zimbabwe	9.04.2003				

Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.10.1990

16 ratifications

Brésil	4.03.1997	Bulgarie	1.03.2004	Danemark	16.09.1993
Espagne	3.10.1989	Finlande	30.06.1992	France	27.04.2004
Géorgie	22.06.2004	Hongrie	14.03.1989	Mexique	5.10.1990
Norvège	26.11.1993	Roumanie	11.03.2002	Fédération de Russie	18.10.2006
Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990	Suisse	15.11.1989
République tchèque	1.01.1993				

Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

14 ratifications

Allemagne	17.10.1994	Brésil	4.03.1997	Bulgarie	24.03.2005
Espagne	3.07.1990	Finlande	17.01.1995	France	27.04.2004
Hongrie	14.03.1989	Italie	7.11.2002	Mexique	5.10.1990
Norvège	11.06.1999	Slovaquie	1.01.1993	Suède	21.02.1990
République tchèque	1.01.1993	Turquie	17.03.2005		

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 2.07.1992

3 ratifications

Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987

Espagne	2.07.1991	Hongrie	13.12.1989	Philippines	9.11.2004
<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a) et c), et celles de l'article 11 en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), e) et g)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 b), d) et e)</i>		<i>A accepté les obligations de l'article 9 de la convention en ce qui concerne les branches mentionnées à l'article 3 a), b), d), e), h) et i).</i>	

Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

Adoptée à la 74e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.07.1991

13 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Australie	29.08.1995	Brésil	4.03.1997
Bulgarie	30.07.2003	Egypte	28.05.2004	Espagne	3.07.1990
France	27.04.2004	Guyana	10.06.1996	Hongrie	14.03.1989
Luxembourg	15.02.1991	Mexique	5.10.1990	Roumanie	11.10.2000
Turquie	17.03.2005				

Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 11.01.1991

20 ratifications

Algérie	6.06.2006	Allemagne	18.11.1993	Bélarus	21.11.2001
Brésil	19.05.2006	Chine	7.03.2002	Colombie	6.09.1994
Danemark	10.07.1995	République dominicaine	4.06.1998	Finlande	23.01.1997
Guatemala	7.10.1991	Hongrie	22.05.1989	Iraq	17.09.1990
Italie	12.02.2003	Lesotho	27.01.1998	Mexique	5.10.1990
Norvège	24.06.1991	Slovaquie	1.01.1993	Suède	7.10.1991
République tchèque	1.01.1993	Uruguay	25.05.2005		

Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

Adoptée à la 75e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 17.10.1991

7 ratifications

Albanie	4.08.2006	Brésil	24.03.1993	Finlande	19.12.1990
<i>En vertu de l'article 5 de la convention, le gouvernement se prévaut de la dérogation temporaire prévue à l'article 10, paragraphe 4.</i>					
Norvège	19.06.1990	Roumanie	15.12.1992	Suède	18.12.1990
Suisse	17.10.1990				

Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

Adoptée à la 76e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.09.1991

19 ratifications

Argentine	3.07.2000	Bolivie	11.12.1991	Brésil	25.07.2002
Colombie	7.08.1991	Costa Rica	2.04.1993	Danemark	22.02.1996
Dominique	25.06.2002	Equateur	15.05.1998	Espagne	15.02.2007
Fidji	3.03.1998	Guatemala	5.06.1996	Honduras	28.03.1995
Mexique	5.09.1990	Népal	14.09.2007	Norvège	19.06.1990
Paraguay	10.08.1993	Pays-Bas	2.02.1998	Pérou	2.02.1994
République bolivarienne du Venezuela	22.05.2002				

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.11.1993

16 ratifications

Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990

Allemagne	23.11.2007	Brésil	23.12.1996	Burkina Faso	15.09.1997
Chine	11.01.1995	Colombie	6.09.1994	République de Corée	11.04.2003
République dominicaine	3.01.2006	Italie	3.07.2002	Liban	26.04.2006
Mexique	17.09.1992	Norvège	26.11.1993	Pologne	19.05.2005
Suède	4.11.1992	République arabe syrienne	14.06.2006	République-Unie de Tanzanie	15.03.1999
Zimbabwe	27.08.1998				

Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

Adoptée à la 77e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 4.01.1995

9 ratifications

Albanie	28.06.2004	Belgique	28.05.1997	Brésil	18.12.2002
Chypre	4.01.1994	République dominicaine	3.03.1993	Lituanie	26.09.1994
Portugal	27.11.1995	Slovaquie	11.02.2002	République tchèque	6.08.1996

Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

Adoptée à la 78e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.07.1994

14 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Autriche	2.05.1994	Barbade	22.06.1997
Chypre	28.02.1997	République dominicaine	4.06.1998	Espagne	7.07.1993
Guyana	20.08.1996	Iraq	9.07.2001	Irlande	9.06.1998
Liban	23.02.2000	Luxembourg	6.03.2003	Mexique	7.06.1993
Suisse	15.02.1994	Uruguay	6.09.1995		

Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

Adoptée à la 79e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.06.1995

19 ratifications

Albanie	3.02.2005	Arménie	18.05.2005	Australie	8.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Autriche	20.12.1996	Botswana	5.06.1997	Bulgarie	28.09.2004
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II et III avec pour cette dernière les exceptions suivantes : 1) les associés de la société, 2) les membres des organes de gestion et de contrôle de la société, 3) les époux ou descendants en ligne directe du responsable de la société ou des personnes visées aux points 1) et 2).</i>	
Burkina Faso	11.02.1999	Espagne	16.05.1995	Finlande	20.06.1994
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations des parties II (à l'exception du personnel de l'administration publique) et III (à l'exception des domestiques)</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Lettonie	22.02.2002	Lituanie	26.09.1994	Madagascar	3.06.1998
<i>A accepté les obligations de la partie III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Mexique	24.09.1993	Slovaquie	24.09.1998	Slovénie	8.05.2001
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie III</i>	
Suisse	16.06.1995	Tchad	15.12.2000	Ukraine	1.03.2006
<i>A accepté les obligations des parties II et III</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>		<i>A accepté les obligations de la partie II</i>	
Zambie	25.05.1998				
<i>A accepté les obligations de la partie II</i>					

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Adoptée à la 80e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 3.01.1997

11 ratifications

Albanie	3.03.2003	Arabie saoudite	8.10.2001	Arménie	3.01.1996
Belgique	9.06.2004	Brésil	2.08.2001	Colombie	9.12.1997

Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

Estonie	13.09.2000	Liban	4.04.2005	Pays-Bas	25.03.1997
Suède	21.12.1994	Zimbabwe	9.04.2003		

Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

Adoptée à la 81e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 28.02.1998

11 ratifications

Albanie	3.03.2003	Chypre	28.02.1997	Finlande	25.05.1999
Guyana	3.09.1997	Italie	13.04.2000	Luxembourg	21.03.2001
Maurice	14.06.1996	Pays-Bas	5.02.2001	Portugal	2.06.2006
Slovénie	8.05.2001	Suède	10.06.2002		

Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

Adoptée à la 82e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 5.06.1998

21 ratifications

Afrique du Sud	9.06.2000	Albanie	3.03.2003	Allemagne	6.09.1998
Arménie	27.04.1999	Autriche	26.05.1999	Botswana	5.06.1997
Brésil	18.05.2006	Espagne	22.05.1997	Etats-Unis	9.02.2001
Finlande	9.06.1997	Irlande	9.06.1998	Liban	23.02.2000
Norvège	11.06.1999	Philippines	27.02.1998	Pologne	25.06.2001
Portugal	25.03.2002	Slovaquie	3.06.1998	Suède	9.06.1997
République tchèque	9.10.2000	Zambie	4.01.1999	Zimbabwe	9.04.2003

Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

Adoptée à la 83e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

5 ratifications

Albanie	24.07.2002	Argentine	31.07.2006	Finlande	17.06.1998
Irlande	22.04.1999	Pays-Bas	31.10.2002		

Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

14 ratifications

Albanie	24.07.2002	Brésil	21.12.2007	Bulgarie	9.06.2005
Finlande	24.02.1999	France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999
Luxembourg	30.11.2005	Maroc	1.12.2000	Nigéria	19.08.2004
Norvège	11.06.1999	Pérou	4.10.2006	Pologne	9.08.2002
Royaume-Uni	2.07.2003	Suède	15.12.2000		

Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 22.04.2000

10 ratifications

Bulgarie	12.06.2003	Croatie	18.11.2005	Finlande	25.05.1999
France	27.04.2004	Irlande	22.04.1999	Maroc	1.12.2000
Nigéria	22.03.2004	Norvège	11.06.1999	Philippines	13.03.1998
Fédération de Russie	27.08.2001				

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Adoptée à la 84e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 8.08.2002

21 ratifications

Allemagne	14.11.2006	Belgique	10.06.2003	Bulgarie	24.02.2003
-----------	------------	----------	------------	----------	------------

Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

Danemark	10.07.2003	Espagne	7.01.2004	Finlande	4.07.2002
France	27.04.2004	Grèce	14.05.2002	Irlande	22.04.1999
Lettonie	13.01.2006	Luxembourg	30.11.2005	Malte	19.09.2002
Maroc	1.12.2000	Norvège	22.10.2003	Pays-Bas	16.06.2003
Roumanie	11.10.2000	Royaume-Uni	20.12.2001	Saint-Vincent-et-les Grenadines	8.02.2002
Seychelles	28.10.2005	Slovénie	21.07.2004	Suède	15.12.2000

Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

Adoptée à la 85e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 10.05.2000

20 ratifications

Albanie	30.06.1999	Algérie	6.06.2006	Belgique	28.09.2004
Bulgarie	24.03.2005	Espagne	15.06.1999	Ethiopie	24.03.1999
Finlande	25.05.1999	Géorgie	27.08.2002	Hongrie	19.09.2003
Italie	1.02.2000	Japon	28.07.1999	Lituanie	19.03.2004
Maroc	10.05.1999	République de Moldova	19.12.2001	Panama	10.08.1999
Pays-Bas	15.09.1999	Portugal	25.03.2002	Suriname	12.04.2006
République tchèque	9.10.2000	Uruguay	14.06.2004		

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Adoptée à la 87e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 19.11.2000

165 ratifications

Afrique du Sud	7.06.2000	Albanie	2.08.2001	Algérie	9.02.2001
Allemagne	18.04.2002	Angola	13.06.2001	Antigua-et-Barbuda	16.09.2002
Arabie saoudite	8.10.2001	Argentine	5.02.2001	Arménie	2.01.2006
Australie	19.12.2006	Autriche	4.12.2001	Azerbaïdjan	30.03.2004
Bahamas	14.06.2001	Bahreïn	23.03.2001	Bangladesh	12.03.2001
Barbade	23.10.2000	Bélarus	31.10.2000	Belgique	8.05.2002
Belize	6.03.2000	Bénin	6.11.2001	Bolivie	6.06.2003
Bosnie-Herzégovine	5.10.2001	Botswana	3.01.2000	Brésil	2.02.2000
Bulgarie	28.07.2000	Burkina Faso	25.07.2001	Burundi	11.06.2002
Cambodge	14.03.2006	Cameroun	5.06.2002	Canada	6.06.2000
Cap-Vert	23.10.2001	République centrafricaine	28.06.2000	Chili	17.07.2000
Chine	8.08.2002	Chypre	27.11.2000	Colombie	28.01.2005
Comores	17.03.2004	Congo	23.08.2002	République de Corée	29.03.2001
Costa Rica	10.09.2001	Côte d'Ivoire	7.02.2003	Croatie	17.07.2001
Danemark	14.08.2000	Djibouti	28.02.2005	République dominicaine	15.11.2000
Dominique	4.01.2001	Egypte	6.05.2002	El Salvador	12.10.2000
Emirats arabes unis	28.06.2001	Equateur	19.09.2000	Espagne	2.04.2001
Estonie	24.09.2001	Etats-Unis	2.12.1999	Ethiopie	2.09.2003
Ex-République yougoslave de Macédoine	30.05.2002	Fidji	17.04.2002	Finlande	17.01.2000
France	11.09.2001	Gabon	28.03.2001	Gambie	3.07.2001
Géorgie	24.07.2002	Ghana	13.06.2000	Grèce	6.11.2001
Grenade	14.05.2003	Guatemala	11.10.2001	Guinée	6.06.2003
Guinée équatoriale	13.08.2001	Guyana	15.01.2001	Haïti	19.07.2007
Honduras	25.10.2001	Hongrie	20.04.2000	Indonésie	28.03.2000
République islamique d'Iran	8.05.2002	Iraq	9.07.2001	Irlande	20.12.1999
Islande	29.05.2000	Israël	15.03.2005	Italie	7.06.2000
Jamaïque	13.10.2003	Japon	18.06.2001	Jordanie	20.04.2000
Kazakhstan	26.02.2003	Kenya	7.05.2001	Kirghizistan	10.05.2004
Koweït	15.08.2000	République démocratique populaire lao	13.06.2005	Lesotho	14.06.2001
Lettonie	2.06.2006	Liban	11.09.2001	Libéria	2.06.2003
Jamahiriya arabe libyenne	4.10.2000	Lituanie	29.09.2003	Luxembourg	21.03.2001
Madagascar	4.10.2001	Malaisie	10.11.2000	Malawi	19.11.1999
Mali	14.07.2000	Malte	15.06.2001	Maroc	26.01.2001
Maurice	8.06.2000	Mauritanie	3.12.2001	Mexique	30.06.2000
République de Moldova	14.06.2002	Mongolie	26.02.2001	Monténégro	3.06.2006

Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

Mozambique	16.06.2003	Namibie	15.11.2000	Népal	3.01.2002
Nicaragua	6.11.2000	Niger	23.10.2000	Nigéria	2.10.2002
Norvège	21.12.2000	Nouvelle-Zélande	14.06.2001	Oman	11.06.2001
Ouganda	21.06.2001	Pakistan	11.10.2001	Panama	31.10.2000
Papouasie-Nouvelle-Guinée	2.06.2000	Paraguay	7.03.2001	Pays-Bas	14.02.2002
Pérou	10.01.2002	Philippines	28.11.2000	Pologne	9.08.2002
Portugal	15.06.2000	Qatar	30.05.2000	République démocratique du Congo	20.06.2001
Roumanie	13.12.2000	Royaume-Uni	22.03.2000	Fédération de Russie	25.03.2003
Rwanda	23.05.2000	Sainte-Lucie	6.12.2000	Saint-Kitts-et-Nevis	12.10.2000
Saint-Marin	15.03.2000	Saint-Vincent-et-les Grenadines	4.12.2001	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005
Sénégal	1.06.2000	Serbie	10.07.2003	Seychelles	28.09.1999
Singapour	14.06.2001	Slovaquie	20.12.1999	Slovénie	8.05.2001
Soudan	7.03.2003	Sri Lanka	1.03.2001	Suède	13.06.2001
Suisse	28.06.2000	Suriname	12.04.2006	Swaziland	23.10.2002
République arabe syrienne	22.05.2003	Tadjikistan	8.06.2005	République-Unie de Tanzanie	12.09.2001
Tchad	6.11.2000	République tchèque	19.06.2001	Thaïlande	16.02.2001
Togo	19.09.2000	Trinité-et-Tobago	23.04.2003	Tunisie	28.02.2000
Turquie	2.08.2001	Ukraine	14.12.2000	Uruguay	3.08.2001
Vanuatu	28.08.2006	République bolivarienne du Venezuela	26.10.2005	Viet Nam	19.12.2000
Yémen	15.06.2000	Zambie	10.12.2001	Zimbabwe	11.12.2000

Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

Adoptée à la 88e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 7.02.2002

13 ratifications

Albanie	18.08.2004	Autriche	30.04.2004	Bélarus	10.02.2004
<i>Durée du congé de maternité: 365 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours</i>	
Belize	9.11.2005	Bulgarie	6.12.2001	Chypre	12.01.2005
<i>Durée du congé de maternité: 14 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 135 jours</i>		<i>Durée du congé de maternité: 16 semaines</i>	
Cuba	1.06.2004	Hongrie	4.11.2003	Italie	7.02.2001
<i>Durée du congé de maternité: 18 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: 24 semaines</i>		<i>Durée du congé de maternité: cinq mois</i>	
Lituanie	29.09.2003	République de Moldova	28.08.2006	Roumanie	23.10.2002
<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>		<i>Durée du congé de maternité: 126 jours calendaires</i>	
Slovaquie	12.12.2000				
<i>Durée du congé de maternité: 28 semaines</i>					

Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

Adoptée à la 89e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 20.09.2003

8 ratifications

Argentine	26.06.2006	Finlande	21.02.2003	Kirghizistan	10.05.2004
République de Moldova	20.09.2002	Sao Tomé-et-Principe	4.05.2005	Slovaquie	14.06.2002
Suède	9.06.2004	Uruguay	25.05.2005		

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Adoptée à la 91e session de la CIT

Date d'entrée en vigueur: 9.02.2005

12 ratifications

Albanie	11.10.2007	Azerbaïdjan	17.07.2006	Bahamas	14.12.2006
		<i>Le gouvernement a notifié, le 10 avril 2006, qu'il applique provisoirement la convention, en vertu de son article 9.</i>			
République de Corée	4.04.2007	France	27.04.2004	Hongrie	30.03.2005
Jordanie	9.08.2004	Madagascar	6.06.2007	République de Moldova	28.08.2006
Nigéria	19.08.2004	Pakistan	21.12.2006	Vanuatu	28.07.2006

Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

Application provisoire (article 9)

Lituanie 14.08.2006

Convention du travail maritime, 2006

Adoptée à la 94e session de la CIT

**Pas entrée en vigueur
2 ratifications**

Iles Marshall 25.09.2007 Libéria 7.06.2006

Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

Adoptée à la 95e session de la CIT

**Pas entrée en vigueur
1 ratification**

Japon 24.07.2007

Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007

Adoptée à la 96e session de la CIT

Pas entrée en vigueur

Troisième partie

Profils par pays *

Les «profils par pays» qui suivent rassemblent les informations sur la ratification des conventions, leur application et la soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes, pour chaque pays sous forme de tableaux.

La section relative aux ratifications indique les conventions fondamentales, prioritaires ou autres conventions ratifiées par un pays au 31 décembre 2007. Les conventions dénoncées ou qui ne sont pas entrées en vigueur n'apparaissent pas.

La section sur les rapports demandés indique le nombre de rapports demandés à un pays en 2007 et le nombre de rapports reçus. En vertu des articles 22 et 35 de la Constitution de l'OIT, les Etats Membres doivent soumettre, à intervalle régulier, des rapports sur l'application des conventions qu'ils ont ratifiées ou qu'ils ont déclarées applicables à leurs territoires. Quand le rapport demandé est un premier rapport détaillé (rapport demandé suite à la ratification d'une convention), le numéro de la convention apparaît entre parenthèses.

La section relative aux observations des organisations d'employeurs et de travailleurs indique pour quelles conventions des commentaires ont été reçus de la part de ces organisations. L'article 23 de la Constitution prévoit que chaque Membre doit communiquer aux organisations représentatives d'employeurs ou de travailleurs copie des informations et rapports transmis en application des articles 19 et 22.

La section relative aux commentaires de la commission d'experts indique les commentaires formulés par la commission pour le pays donné au cours de sa session de 2007. Elle énumère les «observations» qui sont publiées dans le rapport de la commission d'experts, ainsi que les «demandes directes» qui ne sont pas publiées mais directement communiquées aux gouvernements concernés. La liste ne comprend pas les commentaires formulés par la commission d'experts au cours de ses sessions précédentes pour lesquels une action du gouvernement demeure requise.

La section relative à la soumission indique les sessions de la Conférence internationale du Travail dont les instruments adoptés ont, ou n'ont pas, été soumis par le gouvernement aux autorités compétentes, conformément à l'article 19 de la Constitution. Le numéro des conventions, recommandations ou protocoles est donné entre parenthèses, précédé, suivant le cas, par la lettre C, R ou P lorsque certains seulement des textes adoptés au cours d'une même session ont été soumis. Les conventions ratifiées sont considérées comme ayant été soumises.

* Suite à la discussion relative à cette partie du rapport par la Commission de l'application des normes de la Conférence (CIT, 96^e session, juin 2007), le Bureau étudie la manière la plus appropriée d'y apporter les ajustements nécessaires dans les éditions ultérieures en y intégrant les informations issues des profils par pays de la base de données NATLEX: http://www.ilo.org/dyn/natlex/country_profiles.byCountry?p_lang=fr

Afghanistan

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

100, 105, 111

Autres conventions

4, 13, 14, 41, 45, 95, 106, 137, 139, 140, 141, 142

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· 3 rapports reçus: Conventions nos 100, 111, 137

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 13, 139

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 13, 14, 95, 106, 137, 139

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Afrique du Sud

20 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1919 à 1966 et depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

2, 19, 26, 42, 45, 63, 80, 89, 116, 155, 176

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 29, 100, 105, 111, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 100

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 100, 111, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 68, 74, 81-92	94, 95

Albanie

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre de 1920 à 1967 et depuis 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

6, 11, 16, 26, 52, 77, 78, 95, 97, 102, 131, 135, 141, 143, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 168, 171, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 181, 183, 185

24 rapports demandés sur l'application des conventions

- 19 rapports reçus: Conventions nos 16, (81), 87, (97), 98, 100, 111, (131), (135), 138, (141), 144, (155), (174), (175), (176), 181, 182, (183)
- 5 rapports non reçus: Conventions nos 29, 105, (171), (173), 178

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats albanais (CTUA) 87, 98, 135, 144, 151
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 77, 78, 95, 105, 131, 141, 150, 178, 181

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-49, 79-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; P147; R186), 85, 87-88, 90(P155), 91	78, 82(P081), 84(C179; C180; R185; R187), 86, 89, 90(R193; R194), 92, 94, 95

Algérie

53 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

3, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 24, 32, 42, 44, 56, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 88, 89, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 108, 119, 120, 127, 135, 142, 147, 150, 155, 167, 181

17 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 17, 19, 24, 32, 42, 44, 81, 87, 97, 98, 100, 108, 111, 122, 138, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 32, 42, 87, 100, 105, 111, 119, 120, 122, 138, 144

Demandes directes pour les conventions nos 17, 24, 29, 44, 81, 97, 100, 105, 111, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Allemagne

73 conventions en vigueur (sur 82 ratifiées)

Membre de 1919 à 1935 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 45, 53, 56, 73, 88, 92, 97, 99, 102, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 121, 125, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 146, 147, 148, 150, 152, 159, 160, 161, 162, 164, 166, 167, 170, 172, 176, 180

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 87, 97, 98, 100, 111, 122, 144, 152

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|--|--------------|
| • Confédération allemande des syndicats (DGB) | 27, 122, 152 |
| • Confédération des fonctionnaires, employés et travailleurs techniques, DBB (BTB) | 81 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 26, 27, 99, 100, 114

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
34-56, 58-72, 74-76, 77(C170; R177), 78-92, 94-95	77(C171; P089; R178)

Angola

32 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 4, 6, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· 11 rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 18, 19, 27, 87, 98, 100, 105, 111, 138

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 29, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|--|------------------------------|
| • Union Nationale des Travailleurs Angolais (UNTA) | 17, 18, 27, 87, 98, 100, 111 |
|--|------------------------------|

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 18, 27, 88, 98, 111

Demandes directes pour les conventions nos 12, 19, 29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-78, 79(C173), 80-81, 82(C176; R183), 83-85, 87-90	79(R180), 82(P081), 86, 91, 92, 94, 95

Antigua-et-Barbuda

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 12, 14, 17, 19, 94, 101, 108, 131, 135, 142, 150, 151, 154, 155, 158, 161

22 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 12, 14, 17, 19, 87, 94, 98, (100), 111, (122), (131), (135), 138, (142), (144), (150), (151), (154), (155), (158), (161), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 17, 87, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 94, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Arabie saoudite

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 14, 30, 45, 89, 90, 106, 123, 174

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 90, 105, 123, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 90

Demande directe pour la convention no 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-92, 94-95	-

Argentine

65 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 41, 42, 45, 50, 52, 53, 58, 68, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 95, 96, 115, 124, 135, 139, 142, 150, 151, 154, 156, 159, 169, 177, 184

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 27, 32, 42, 87, 98, 100, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Centrale des travailleurs argentins (CTA) 3, 26, 87, 95, 98, 111, 144
- Confédération générale du travail (CGT) 87, 98, 100, 111
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération des professionnels du gouvernement de la ville autonome de Buenos Aires 87, 95, 100, 111, 142, 151, 154

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 26, 29, 32, 42, 81, 87, 95, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 17, 27, 81, 129, 144, 150, 156

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95

Arménie

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

14, 17, 18, 26, 94, 95, 97, 131, 132, 135, 143, 150, 151, 154, 160, 173, 174, 176

22 rapports demandés sur l'application des conventions

· 16 rapports reçus: Conventions nos (17), (18), (29), (81), (94), (95), (98), (100), (105), 122, (131), (135), (144), (151), (154), (174)

· 6 rapports non reçus: Conventions nos (14), (111), (150), (160), (173), (176)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats d'Arménie (CTUA) 131
- Union des industriels et entrepreneurs d'Arménie (UMEA) 131

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 81, 95, 98, 100, 122, 135, 151, 154

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-81, 82(C176; R183), 83-89, 90(R193; R194), 91-92, 94-95	82(P081), 90(P155)

Australie

47 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 7, 8, 10, 11, 12, 16, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 47, 58, 69, 73, 80, 88, 92, 99, 112, 116, 123, 131, 133, 135, 137, 142, 150, 155, 156, 158, 159, 160, 166, 173

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 19, 27, 42, 87, 98, 100, 111, 122, 137, 144

Ile Norfolk

8 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 19, 27, 42, 87, 98, 100, 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Conseil australien des syndicats (ACTU) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 111, 135, 158

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 87, 98, 100, 111, 112, 122, 137, 156

Ile Norfolk

Demandes directes pour les conventions nos 100, 112, 131, 156

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94	95

Autriche

44 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 6, 11, 12, 13, 17, 18, 19, 21, 24, 25, 26, 27, 42, 45, 80, 88, 94, 95, 99, 101, 102, 116, 124, 128, 135, 141, 142, 160, 172, 173, 176, 183

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 25, 27, 42, 87, 98, 100, 102, 111, 122, 128, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Chambre fédérale du travail (BAK) 24, 87, 100, 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation pour la convention no 87

Demandes directes pour les conventions nos 94, 95, 100, 111

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95

Azerbaïdjan

54 conventions en vigueur (sur 55 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

11, 13, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 88, 90, 92, 95, 103, 106, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 133, 134, 135, 140, 142, 147, 148, 149, 151, 154, 159, 160, 185

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 32, 87, 98, 100, 105, 111, 119, 122, 135, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 119

Demandes directes pour les conventions nos 27, 29, 81, 105, 129, 144, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79(C173), 80-82, 85-87, 91-92	79(R180), 83, 84, 88, 89, 90, 94, 95

Bahamas

31 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

11, 12, 14, 17, 19, 22, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 97, 103, 117, 147, 185

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· 14 rapports reçus: Conventions nos 17, 19, 22, 42, 81, 87, 97, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 12, 26, 29

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 97, 100, 111, 138, 144, 147, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-84, 87, 91, 94	85, 86, 88, 89, 90, 92, 95

Bahreïn

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

14, 89, 159

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 111, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demandes directes pour les conventions nos 29, 105, 111, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Bangladesh

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 4, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 149

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 18, 19, 27, 32, 87, 98, 100, 111, 118, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 59, 87, 98, 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos 27, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-76, 77(C171; R178), 78, 80, 84(C178; C180; P147), 85(C181), 87	77(C170; P089; R177), 79, 81, 82, 83, 84(C179; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Barbade

36 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1967

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 12, 17, 19, 22, 26, 42, 50, 63, 65, 74, 86, 90, 94, 95, 97, 101, 102, 108, 115, 118, 128, 135, 147, 172

24 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 26, 29, 42, 81, 87, 90, 94, 95, 97, 98, 100, 102, 105, 111, 118, 122, 128, 138, 144, 147

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 108, 118, 122

Demandes directes pour les conventions nos 26, 95, 97, 100, 102, 105, 111, 128, 138, 144, 147

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-92, 95	94

Bélarus

42 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 14, 16, 26, 27, 32, 45, 47, 52, 77, 78, 79, 88, 90, 95, 106, 108, 115, 116, 119, 120, 124, 142, 149, 150, 151, 154, 155, 160, 167, 183

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 32, 87, 98, 100, 111, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 95

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Belgique

76 conventions en vigueur (sur 95 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 45, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 80, 82, 84, 85, 88, 91, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 107, 113, 114, 115, 120, 121, 124, 125, 126, 132, 139, 140, 141, 147, 148, 149, 151, 154, 162, 171, 174, 180, 181

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 32, 87, 97, 98, 100, 102, 111, 122, 144, 180

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 87

Demandes directes pour les conventions nos 29, 32, 81, 102, 129, 174, 180

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94	95

Belize

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 42, 55, 58, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 108, 115, 133, 134, 135, 140, 141, 147, 150, 151, 154, 155, 156, 183

34 rapports demandés sur l'application des conventions

· 17 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, (23), 26, 29, 42, (55), 87, 88, (92), 99, 105, (133), (134), (147), (183)

· 17 rapports non reçus: Conventions nos 81, 94, 95, 97, 98, 100, 111, 115, 138, 141, 144, 150, 151, 154, 155, 156, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 105, 144

Demandes directes pour les conventions nos 23, 26, 29, 81, 88, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 105, 111, 115, 138, 141, 150, 151, 154, 155, 156, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 84(P147), 87-88	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Bénin

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 95, 135, 143, 150, 160, 161

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 18, 87, 98, 100, 111, 143, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 105

Demandes directes pour les conventions nos 18, 29, 81, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Bolivia

45 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

1, 14, 17, 19, 20, 26, 30, 45, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 96, 102, 103, 106, 116, 117, 118, 120, 121, 123, 124, 128, 130, 131, 136, 156, 159, 160, 162, 169

29 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 19, (29), 30, 77, 78, 81, 87, 90, 95, 96, 98, 100, 102, 105, 111, 118, 121, 122, 123, 124, 128, 129, 130, 131, 136, 138, 156, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 1, 30, 77, 78, 81, 87, 95, 96, 98, 102, 105, 111, 118, 121, 122, 128, 129, 130, 131, 136, 138

Demandes directes pour les conventions nos 19, 95, 100, 105, 111, 118, 124, 138, 156, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-79, 80(C174), 81(C175), 82(C176), 83(C177), 84(C178; C179; C180), 85(C181), 87, 88(C183), 89(C184), 91	80(R181), 81(R182), 82(P081; R183), 83(R184), 84(P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88(R191), 89(R192), 90, 92, 94, 95

Bosnie-Herzégovine

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

49 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 9, 11, 12, 13, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 29, 32, 53, 56, 69, 73, 74, 87, 90, 91, 92, 97, 98, 100, 102, (105), 111, 113, 114, 119, 121, 122, 126, 129, 131, 135, 136, 138, 139, 142, 143, 148, 155, 156, 159, 161, 162, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats indépendants de Bosnie-Herzégovine 87
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 13, 81, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 12, 19, 81, 87, 90, 98, 113, 126, 131, 135, 156, 158, 159, 161

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Botswana

15 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

14, 19, 95, 151, 173, 176

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· 9 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 95, 98, 100, 105, 144, 173, 176

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 19, 111, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 95, 100, 173, 176, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-72, 74-87, 95	88, 89, 90, 91, 92, 94

Brésil

78 conventions en vigueur (sur 93 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

6, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 42, 45, 53, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 97, 99, 103, 104, 106, 108, 113, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 152, 154, 155, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 174, 176, 178

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· 12 rapports reçus: Conventions nos 12, 19, 42, 97, 98, 100, 111, 115, 118, 137, 144, 152

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 122, 160, 168

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 98
- Syndicat des travailleurs des transporteurs routiers de charges liquides ou gazeuses, 81, 136, 139, 148, 155, 170 dérivées de produits pétroliers ou chimiques de 'Estado do Grande Sul' (SINDILIQUEIRA/RS)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 81, 94, 98, 125, 131, 136, 137, 138, 139, 148, 155, 161, 170, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 98, 100, 122, 126, 131, 138, 144, 160, 161, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-50, 51(C127; R128; R129; R130; R131), 53(R133; R134), 54-56, 58-62, 63(C148; R156; R157), 64(C151; R158; R159), 65-66, 67(C154; C155; R163; R164; R165), 68(C158; P110; R166), 69-72, 74-77, 80, 82(C176; R183), 84(C178; R185), 87, 89, 91	51(C128), 52, 53(C129; C130), 63(C149), 64(C150), 67(C156), 68(C157), 78, 79, 81, 82(P081), 83, 84(C179; C180; P147; R186; R187), 85, 86, 88, 90, 92, 94, 95

Brunéi Darussalam

Membre depuis 2007

Bulgarie

77 conventions en vigueur (sur 95 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 94, 95, 106, 108, 113, 116, 120, 124, 127, 146, 147, 156, 163, 164, 166, 173, 178, 179, 180, 181, 183

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 25, 27, 32, 42, 44, 87, 98, 100, 111, 144, (164), (178), (181)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Association des Industriels de Bulgarie (BIA) 98
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 94, 98

Demandes directes pour les conventions nos 26, 27, 77, 78, 95, 113, 138, 163, 173, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Burkina Faso

35 conventions en vigueur (sur 39 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 95, 97, 116, 131, 132, 135, 141, 143, 150, 159, 161, 170, 173

22 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 17, 18, 19, 29, 87, 97, 98, 100, 105, 111, 129, 131, 138, 141, 143, 144, 159, 161, 170, 173, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 100, 129, 144, 161, 182

Demandes directes pour les conventions nos 17, 19, 87, 100, 111, 131, 138, 141, 159, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Burundi

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 42, 50, 52, 62, 64, 89, 90, 94, 101, 135

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 27, 42, 87, 94, 98, 100, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 138, 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos 27, 29, 87, 105, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92, 95	94

Cambodge

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

4, 6, 13, 150

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98

· 10 rapports non reçus: Conventions nos 4, 6, 13, 29, 100, 105, 111, 122, 138, 150

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 13, 87, 98, 122

Demandes directes pour les conventions nos 4, 6, 87, 100, 105, 111, 138, 150

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-54, 56, 58(C138; R146), 64(C150; R158), 87	55, 58(C137; R145), 59, 60, 61, 62, 63, 64(C151; R159), 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Cameroun

44 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

3, 9, 10, 11, 13, 14, 15, 16, 19, 26, 33, 45, 50, 64, 65, 77, 78, 89, 90, 94, 95, 97, 99, 106, 108, 116, 123, 131, 132, 135, 143, 146, 158, 162

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 87, 97, 98, 100, 111, 122, 143, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération générale du travail - liberté du Cameroun - CGTL
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Union générale des travailleurs du Cameroun (UGTC)

19, 81, 87, 97, 98, 100, 111, 122, 143, 158

87, 98

81, 87, 95, 97, 100, 111, 122, 131, 135, 158

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 94, 98, 100, 105, 111, 122, 158

Demandes directes pour les conventions nos 29, 95, 100, 111, 131

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-68, 72, 74, 87	69, 70, 71, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Canada

28 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

1, 7, 8, 14, 15, 16, 22, 26, 27, 32, 58, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 108, 116, 147, 160, 162

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 32, 87, 100, 111, 122

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 32, 87, 105

Demandes directes pour les conventions nos 26, 122

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 94	91, 92, 95

Cap-Vert

12 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

17, 19, 118, 155

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 17, 19, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 118, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération du Cap-Vert des syndicats libres (CCSL)

111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 81, 98, 118

Demandes directes pour les conventions nos 17, 19, 29, 87, 100, 111, 118, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République centrafricaine

42 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 3, 4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 62, 67, 88, 94, 95, 99, 101, 104, 116, 117, 118, 119, 120, 131, 142, 150, 155, 158

13 rapports demandés sur l'application des conventions

- 12 rapports reçus: Conventions nos 17, 18, 19, 87, 94, 95, 98, 100, 111, 118, 138, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no 6

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 18, 87, 94, 95, 98, 100, 117, 118

Demandes directes pour les conventions nos 6, 100, 111, 118, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74, 87	75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Chili

49 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

1, 2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 32, 34, 35, 36, 37, 38, 63, 80, 103, 115, 121, 127, 131, 135, 136, 140, 151, 156, 159, 161, 162

17 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 19, 24, 25, 27, 32, 35, 36, 37, 38, 87, 98, 100, 111, 121, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Cercle des gendarmes retraités du Ñielol de Temuco, Chili (CFRG)
- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Syndicat national des travailleurs

35

87, 98

144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 35, 36, 37, 38, 87, 98, 121, 144, 156, 162

Demandes directes pour les conventions nos 29, 32, 105, 156, 162

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Chine

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

11, 14, 16, 19, 22, 23, 26, 27, 32, 45, 80, 150, 155, 159, 167, 170

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 27, 32, 100, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Fédération des syndicats de Chine (ACFTU)

122

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe pour la convention no 32

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Région administrative spéciale de Hong-kong

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 3, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 22, 23, 32, 42, 50, 64, 65, 74, 90, 92, 97, 101, 108, 115, 124, 133, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 8 rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 32, 42, 87, 122, 144

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 97, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 81, 97, 98

Demandes directes pour les conventions nos 17, 29, 92, 97, 133

Région administrative spéciale de Macao

Région administrative spéciale de la Chine

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 6, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 68, 69, 73, 74, 88, 92, 106, 108, 115, 120, 148, 150, 155, 167

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 17, 18, 19, 27, 87, 98, 100, 111, 122, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demandes directes pour les conventions nos 22, 23, 27, 29, 81, 87, 98, 105, 144

Chypre

51 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 11, 16, 19, 23, 44, 45, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 102, 106, 114, 116, 119, 121, 123, 124, 128, 135, 141, 142, 143, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 159, 160, 162, 171, 172, 175, 183

16 rapports demandés sur l'application des conventions

- 12 rapports reçus: Conventions nos 87, 88, 98, 100, 102, 105, 111, 122, 138, 144, 152, 182
- 4 rapports non reçus: Conventions nos 97, 114, 143, (183)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 87

Demandes directes pour les conventions nos 81, 97, 98, 100, 111, 114, 122, 143, 152, 158

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95

Colombie

54 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 30, 52, 80, 88, 95, 99, 101, 104, 106, 116, 136, 151, 154, 159, 160, 161, 162, 167, 169, 170, 174

13 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 17, 18, 19, 24, 25, 87, 98, 100, 111, 129, 144, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

• Association colombienne des pilotes de lignes (ACDAC)	95
• Centrale unitaire des travailleurs de Colombie (CUT)	87, 98, 100, 111, 129, 144, 151, 154
• Confédération syndicale internationale (CSI)	87, 98
• Union des travailleurs de l'industrie du transport maritime et fluvial (UNIMAR)	95
• Union syndicale ouvrière (USO)	169

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 12, 17, 24, 87, 95, 98, 100, 111, 129, 144, 169

Demandes directes pour les conventions nos 18, 19, 24, 25, 26, 29, 87, 99, 100, 111, 129, 138

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74, 75(C167; R175; R176), 76-78, 79(R180), 80, 81(C175), 87, 88(C183), 89(C184)	75(C168), 79(C173), 81(R182), 82, 83, 84, 85, 86, 88(R191), 89(R192), 90, 91, 92, 94, 95

Comores

29 conventions en vigueur (sur 32 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 6, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 52, 77, 78, 89, 95, 99, 101, 106

25 rapports demandés sur l'application des conventions

· 16 rapports reçus: Conventions nos 17, 19, 29, 42, 52, 77, 78, 81, 98, 99, 100, 105, (111), 122, (138), (182)

· 9 rapports non reçus: Conventions nos 5, 6, 10, 11, 12, 26, 87, 89, 106

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 19, 26, 42, 81, 98, 122

Demandes directes pour les conventions nos 77, 78, 100, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
65-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Congo

21 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

6, 11, 13, 14, 26, 89, 95, 119, 149, 150, 152

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 6, 11, 13, 26, 29, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 119, 138, 144, 149, 152, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 29, 87, 95, 144, 152, 182

Demandes directes pour les conventions nos 6, 26, 81, 98, 100, 105, 111, 138, 149, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-53, 54(C131; C132), 55(C133; C134), 56, 58(C138; R146), 59, 60(C142; R150), 61, 63(C148; C149; R157), 64-66, 67(C154; C155; C156), 68(C158), 71(C160; C161), 75(C167; C168), 76, 87	54(R135; R136), 55(R137; R138; R139; R140; R141; R142), 58(C137; R145), 60(C141; C143; R149; R151), 62, 63(R156), 67(R163; R164; R165), 68(C157; P110; R166), 69, 70, 71(R170; R171), 72, 74, 75(R175; R176), 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République de Corée

22 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1991

Conventions fondamentales

100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

19, 26, 53, 73, 88, 131, 135, 142, 150, 156, 159, 160, 162, 170, 185

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 81, 100, 111, 122, 131, 138, 144, 156, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération coréenne des syndicats (KCTU) 19, 100, 111, 156
- Fédération des syndicats coréens (FKTU) 19, 100

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 19, 81, 111, 122, 138, 144, 156, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	-

Costa Rica

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre de 1920 à 1927 et depuis 1944

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 8, 11, 14, 16, 26, 45, 88, 89, 90, 92, 94, 95, 96, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 117, 120, 127, 130, 131, 134, 135, 137, 141, 145, 147, 148, 150, 159, 160, 169

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 102, 111, 122, 130, 137, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Syndicat des travailleurs des entreprises publiques et privées (SITEPP) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 102, 111, 120, 138, 148

Demandes directes pour les conventions nos 100, 102, 111, 137, 144, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95	94

Côte d'Ivoire

32 conventions en vigueur (sur 34 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

3, 4, 6, 11, 13, 14, 18, 19, 26, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 110, 116, 133, 135, 136, 159

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 18, 19, 87, 98, 100, 111, (138), 144, 159

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 111

Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 81, 100, 111, 129, 144, 159

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Croatie

56 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

3, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 90, 91, 92, 102, 103, 106, 113, 116, 119, 121, 132, 135, 136, 139, 147, 148, 155, 156, 159, 161, 162, 179

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 19, 24, 25, 27, 32, 87, 98, 100, 102, 111, 121, 122, (179)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Association de Vranjic des personnes souffrant d'asbestose
- Confédération syndicale internationale (CSI)

162

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 156, 162

Demandes directes pour les conventions nos 32, 81, 87, 102, 122, 129, 156

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-85, 87	86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Cuba

73 conventions en vigueur (sur 88 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 45, 52, 53, 63, 67, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 104, 106, 107, 108, 110, 113, 116, 120, 131, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 148, 150, 151, 152, 155, 159, 183

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 27, 42, 87, 97, 98, 100, 111, 122, 137, 152

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 183

Demandes directes pour les conventions nos 29, 94, 97, 100, 105, 110, 111, 122, 152, 183

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95

Danemark

62 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 9, 11, 12, 14, 16, 18, 19, 21, 27, 42, 52, 53, 73, 80, 88, 92, 94, 102, 106, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 130, 133, 134, 135, 139, 141, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 159, 160, 162, 163, 167, 169, 180

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 8 rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 94, 98, 100, 111, 122, 144

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 27, 152

Groenland

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 19, 29, 87, 105, 122, 126

Iles Féroé

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 5, 6, 11, 12, 18, 19, 27, 29, 87, 98, 105, 126

7 rapports demandés

12 rapports demandés

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 27, 29, 87, 92, 118, 126, 133, 152, 180

Groenland

Demande directe pour la convention no 126

Iles Féroé

Observation générale

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95(R198)	95(C187; R197)

Djibouti

60 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 2, 6, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 35, 36, 37, 38, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 63, 69, 71, 73, 77, 78, 88, 89, 91, 94, 95, 96, 99, 101, 106, 108, 115, 120, 124, 125, 126

42 rapports demandés sur l'application des conventions

- 25 rapports reçus: Conventions nos 6, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 26, 29, 44, 45, 52, 77, 78, 81, 89, 94, 95, 98, 99, 105, 115, 120
- 17 rapports non reçus: Conventions nos 19, 24, 37, 38, 87, 88, 96, 100, 101, (111), 122, 124, 125, 126, (138), (144), (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Union djiboutienne du travail (UDT) 26
- Union générale des travailleurs djiboutiens (UGTD) 1, 9, 11, 12, 14, 16, 17, 18, 19, 24, 26, 37, 44, 52, 81, 87, 88, 89, 94, 95, 96, 98, 99, 100, 111, 115, 122, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

- Observations pour les conventions nos 17, 19, 24, 26, 37, 87, 88, 94, 95, 96, 98, 99, 115, 120, 122
- Demandes directes pour les conventions nos 9, 14, 16, 18, 19, 29, 38, 45, 52, 81, 87, 89, 100, 101, 105, 144
- Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
64-65, 67, 71-72, 83, 87	66, 68, 69, 70, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République dominicaine

32 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1924

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 19, 26, 45, 52, 77, 79, 80, 88, 90, 95, 104, 106, 107, 119, 150, 159, 167, 170, 171, 172

7 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 87, 98, 100, 111, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

- Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 100, 111
- Demandes directes pour les conventions nos 19, 81, 100, 105, 111, 171
- Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94, 95(R197)	95(C187; R198)

Dominique

26 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 22, 26, 94, 95, 97, 108, 135, 147, 150, 169

23 rapports demandés sur l'application des conventions

· 14 rapports reçus: Conventions nos 11, 16, 26, 29, 81, 87, 94, 95, 97, 98, 100, 105, 108, 111

· 9 rapports non reçus: Conventions nos 12, 19, (135), 138, (144), (147), (150), (169), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 26, 29, 87, 138

Demandes directes pour les conventions nos 14, 16, 19, 29, 81, 94, 95, 97, 100, 105, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-79, 87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Egypte

63 conventions en vigueur (sur 64 ratifiées)

Membre depuis 1936

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 9, 11, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 96, 101, 104, 106, 107, 115, 116, 118, 131, 134, 135, 137, 139, 142, 145, 147, 148, 149, 150, 152, 159, 166

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 17, 18, 19, 87, 98, 100, 111, 118, 137, 144, 152

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 29, 68, 87, 100, 111, 137, 144, 152, 166

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

El Salvador

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

12, 77, 78, 88, 99, 104, 107, 131, 135, 141, 142, 150, 151, 155, 156, 159, 160

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 100, 111, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 144

Demandes directes pour les conventions nos 29, 105

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-61, 63(C149), 64, 67(C155; C156; R164; R165), 69(C159; R168), 71-72, 74-81, 87, 90(P155)	62, 63(C148; R156; R157), 65, 66, 67(C154; R163), 68, 69(R167), 70, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90(R193; R194), 91, 92, 94, 95

Emirats arabes unis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 89

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92, 95	94

Equateur

55 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre depuis 1934

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 11, 24, 26, 45, 77, 78, 86, 88, 95, 97, 101, 102, 103, 104, 106, 110, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 123, 124, 127, 128, 130, 131, 136, 139, 141, 142, 148, 149, 152, 153, 159, 162, 169

15 rapports demandés sur l'application des conventions

- 14 rapports reçus: Conventions nos 87, 88, 97, 98, 100, 102, 111, 118, 121, 122, 128, 144, 148, 152
- 1 rapport non reçu: Convention no 130

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération équatorienne des syndicats libres (CEOSL) 169
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 105, 130, 152

Demande directe pour la convention no 105

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-88, 90(P155), 92, 94	89, 90(R193; R194), 91, 95

Erythrée

7 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

7 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 87, 100, 111

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-91	92, 94, 95

Espagne

107 conventions en vigueur (sur 130 ratifiées)

Membre de 1919 à 1941 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 20, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 44, 45, 53, 55, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 126, 127, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 162, 163, 164, 165, 166, 169, 172, 173, 176, 180, 181

22 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 29, 68, 77, 78, 79, 81, 90, 94, 95, 97, 105, 123, 124, 129, 131, 137, 138, 152, 157, 173, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 19, 44, 68, 77, 78, 81, 122, 129

Demandes directes pour les conventions nos 94, 95, 97, 129, 131, 138, 173, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-62, 63(C148; R156), 64-72, 74-79, 82, 84(C180; R187), 85, 87	63(C149; R157), 80, 81, 83, 84(C178; C179; P147; R185; R186), 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Estonie

32 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 20, 22, 23, 27, 41, 53, 108, 135, 147, 174

19 rapports demandés sur l'application des conventions

· 10 rapports reçus: Conventions nos 5, 6, 10, 11, 29, 98, 105, (129), (147), 182

· 9 rapports non reçus: Conventions nos 12, 19, 27, (81), 87, 100, (111), 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 6, 19, 27, 100, 122

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92	94, 95

Etats-Unis

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre de 1934 à 1977 et depuis 1980

Conventions fondamentales

105, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

53, 55, 58, 74, 80, 147, 150, 160, 176

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 105, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Fédération américaine du travail et Congrès des organisations industrielles

144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos 55, 147

Demande directe sur la soumission

Guam

Demandes directes pour les conventions nos 55, 147

Iles Mariannes du Nord

Demande directe pour la convention no 147

Iles Vierges américaines

Demandes directes pour les conventions nos 55, 147

Porto Rico

Demandes directes pour les conventions nos 55, 147

Samoa américaines

Demandes directes pour les conventions nos 55, 147

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-60, 66-72, 74-92	94, 95

Ethiopie

20 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions

2, 11, 14, 80, 88, 106, 116, 155, 156, 158, 159, 181

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· 6 rapports reçus: Conventions nos 11, 87, 98, 100, 105, 111

· 1 rapport non reçu: Convention no 156

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 111

Demandes directes pour les conventions nos 29, 88, 100, 111, 156, 158

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89	88(R191), 90, 91, 92, 94, 95

Ex-République yougoslave de Macédoine

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

61 rapports demandés sur l'application des conventions

· 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 98, 100, (105), 111

· 55 rapports non reçus: Conventions nos 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 53, 56, 69, 73, 74, 81, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 119, 121, 122, 126, 129, 131, 132, 135, 136, 138, 139, 140, 142, 143, (144), 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 98, 135

Demande directe pour la convention no 87

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Fidji

22 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1974

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

8, 11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 108, 159, 169

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· 8 rapports reçus: Conventions nos 12, 19, 87, 98, 100, 111, 144, (159)

· 1 rapport non reçu: Convention no 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 111, 144, 169

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 100, 105, 111, 159, 169

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
59-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Finlande

81 conventions en vigueur (sur 97 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 27, 47, 53, 73, 80, 88, 92, 94, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 124, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 168, 173, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 184

16 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 19, 27, 87, 98, 100, 111, 118, 121, 122, 128, 130, 137, 144, 152, 168

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|--|
| • Centrale d'organisations syndicales de Finlande (SAK) | 12, 19, 87, 98, 100, 111, 118, 121, 122, 128, 130, 168 |
| • Commission des employeurs des collectivités locales (KT) | 12, 87, 100, 111, 130 |
| • Confédération des industries de Finlande (EK) | 100 |
| • Confédération des syndicats de professionnels de l'enseignement en Finlande (AKAVA) | 87, 98, 100, 128, 130, 168 |
| • Confédération finlandaise des salariés (STTK) | 100, 111, 128, 130, 168 |
| • Département de gestion du personnel du secteur public (VTML) | 87, 100 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 152, 156, 158

Demandes directes pour les conventions nos 12, 19, 118, 129, 156

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95	94

France

102 conventions en vigueur (sur 123 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 6, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 42, 43, 44, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 62, 63, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 82, 84, 85, 88, 90, 92, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 102, 106, 113, 114, 115, 116, 118, 120, 124, 125, 126, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 152, 156, 158, 159, 163, 164, 166, 178, 179, 180, 185

26 rapports demandés sur l'application des conventions

· 17 rapports reçus: Conventions nos 81, 94, 100, 102, 111, 113, 114, 125, 126, 144, 156, 158, (163), (164), (166), (178), (179)

· 9 rapports non reçus: Conventions nos 27, 87, 88, 96, 97, 98, 122, 137, 152

Guadeloupe

18 rapports demandés

· 5 rapports reçus: Conventions nos 112, 113, 114, 125, 126

· 13 rapports non reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 27, 32, 42, 87, 98, 100, 111, 115, 144

Guyane française

29 rapports demandés

· 5 rapports reçus: Conventions nos 112, 113, 114, 125, 126

· 24 rapports non reçus: Conventions nos 5, 6, 12, 17, 19, 24, 27, 29, 32, 35, 36, 37, 38, 42, 81, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 123, 124, 144

Martinique

33 rapports demandés

· 5 rapports reçus: Conventions nos 112, 113, 114, 125, 126

· 28 rapports non reçus: Conventions nos 5, 6, 10, 12, 17, 19, 24, 27, 29, 32, 35, 36, 37, 38, 42, 81, 87, 94, 95, 98, 100, 105, 111, 123, 124, 129, 131, 144

Nouvelle-Calédonie

13 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 42, 44, 87, 98, 100, 111, 122, 127, 144

Polynésie française

15 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 37, 38, 42, 44, 87, 98, 100, 111, 115, 122, 144

Réunion

21 rapports demandés

· 5 rapports reçus: Conventions nos 112, 113, 114, 125, 126

· 16 rapports non reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 27, 32, 35, 36, 37, 38, 42, 87, 98, 100, 111, 144

Saint-Pierre-et-Miquelon

13 rapports demandés

· 2 rapports reçus: Conventions nos 125, 126

· 11 rapports non reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 24, 42, 87, 98, 100, 111, 122, 144

Terres australes et antarctiques françaises

3 rapports demandés

· 1 rapport reçu: Convention no 87

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 98, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération générale du travail - Force ouvrière (CGT-FO)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 88, 94, 96, 100, 111, 122, 156, 158

Demandes directes pour les conventions nos 27, 87, 95, 96, 97, 98, 100, 102, 111, 113, 114, 125, 126, 131, 137, 152, 156, 163, 164, 166, 178, 179

Guadeloupe

Demande directe générale

Observation pour la convention no 115

Demandes directes pour les conventions nos 27, 42, 81, 100, 111, 112, 113, 114, 125, 126

Guyane française

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 35, 36, 37, 38, 129

Demandes directes pour les conventions nos 27, 42, 81, 95, 100, 111, 112, 113, 114, 125, 126, 129

Martinique

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 35, 36, 37, 38, 94

Demandes directes pour les conventions nos 27, 42, 81, 100, 111, 112, 113, 114, 125, 126, 129, 131

Nouvelle-Calédonie

Observations pour les conventions nos 81, 95, 127

Demandes directes pour les conventions nos 42, 44, 98, 100, 111, 122, 129, 131, 144

Polynésie française

Observations pour les conventions nos 42, 44, 115

Demandes directes pour les conventions nos 29, 37, 38, 95, 100, 111, 122, 125, 131, 144

Réunion

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 35, 36, 37, 38

Demandes directes pour les conventions nos 27, 42, 100, 111, 112, 113, 114, 125, 126

Saint-Pierre-et-Miquelon

Demande directe générale

Observation pour la convention no 42

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 122, 125, 126

Terres australes et antarctiques françaises

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 87, 98, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Gabon**35 conventions ratifiées et en vigueur**

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

3, 4, 5, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 33, 41, 45, 52, 95, 96, 99, 101, 106, 123, 124, 135, 150, 154, 158

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 3, 12, 19, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 144, 158

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Congrès Syndical du Gabon (CSG) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 87, 144, 158

Demandes directes pour les conventions nos 3, 87, 98, 100, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 75-81, 82(C176), 83(C177), 84(C179), 85(C181), 87, 89(C184), 91	74, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C178; C180; P147; R185; R186; R187), 85(R188), 86, 88, 89(R192), 90, 92, 94, 95

Gambie

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (29), 87, 98, 100, (105), 111, (138), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observation pour la convention no 98

Demandes directes pour les conventions nos 87, 100, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Géorgie

16 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

52, 88, 117, 142, 151, 163, 181

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· 5 rapports reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 111, 122

· 1 rapport non reçu: Convention no (163)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|--------|
| • Confédération des Syndicats de Géorgie (GTUC) | 87, 98 |
| • Confédération syndicale internationale (CSI) | 87, 98 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 87, 122, 181

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
85, 86-87	80, 81, 82, 83, 84, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Ghana

47 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 8, 11, 14, 15, 16, 19, 22, 23, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 69, 74, 88, 89, 90, 92, 94, 96, 103, 106, 107, 108, 115, 116, 117, 119, 120, 147, 148, 149, 150, 151

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· 9 rapports reçus: Conventions nos 19, 87, 96, 100, 111, 115, 119, (147), 148

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 98, 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 96, 98, 105, 115, 119

Demandes directes pour les conventions nos 22, 23, 29, 69, 74, 81, 87, 92, 105, 148

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-79, 83, 84(C178; C179; C180; P147; R187), 85-87	80, 81, 82, 84(R185; R186), 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Grèce

63 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 23, 27, 42, 45, 52, 55, 62, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 80, 88, 90, 92, 95, 102, 103, 106, 108, 115, 124, 126, 133, 134, 135, 136, 141, 142, 147, 149, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 180

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 87, 95, 98, 100, 102, 111, 122, 124, 144, 156, 180, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 29, 42, 95, 105, 156

Demandes directes pour les conventions nos 102, 105, 138, 156, 180, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Grenade

26 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1979

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 99, 108

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 26, 87, 94, 95, 97, 98, 99, 100, 111, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Conseil des syndicats de Grenade (GTUC)

87

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 100, 144

Demandes directes pour les conventions nos 8, 26, 87, 94, 95, 97, 99, 100, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-80, 82(C176), 83(C177), 84(C178), 87	81, 82(P081; R183), 83(R184), 84(C179; C180; P147; R185; R186; R187), 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Guatemala

67 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 11, 13, 14, 16, 19, 26, 30, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 77, 78, 79, 80, 86, 88, 89, 90, 94, 95, 96, 97, 99, 101, 103, 104, 106, 108, 110, 112, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 131, 141, 148, 149, 154, 156, 159, 160, 161, 162, 167, 169

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 87, 97, 98, 100, 111, 118, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Mouvement syndical du peuple indigène et des paysans guatémaltèques pour la défense des droits des travailleurs et des travailleuses 87, 98, 111, 122, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 129, 169

Demandes directes pour les conventions nos 81, 97, 100, 105, 111, 129, 148

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Guinée

50 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1959

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

3, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 26, 45, 62, 89, 90, 94, 95, 99, 113, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 121, 132, 133, 134, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 149, 150, 151, 152, 156, 159

25 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 26, 45, 87, 90, 94, 95, 98, 99, 100, 111, 113, 115, 118, 119, 121, 122, 134, 136, 143, 144, 148, 150, 152, 156

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 26, 81, 87, 94, 98, 99, 111, 115, 118, 119, 121, 122, 134, 144

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 90, 95, 105, 111, 113, 114, 118, 136, 143, 148, 150, 152, 156, 159

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
43-56, 58-72, 74-83, 87	84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Guinée-Bissau

30 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 4, 6, 7, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 88, 89, 91, 92, 104, 106, 107, 108

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 12, 17, 18, 19, 27, 98, 100, 111

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 18, 19, 98

Demandes directes pour les conventions nos 12, 17, 26, 29, 81, 105, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-82, 83(R184), 84-87, 88(R191), 94	83(C177), 88(C183), 89, 90, 91, 92, 95

Guinée équatoriale

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1981

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Autres conventions

1, 14, 30, 68, 92, 103

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, (68), 87, (92), 98, 100, 105, 111, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 105, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67-72, 74-79, 84, 87	80, 81, 82, 83, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Guyana

41 conventions en vigueur (sur 45 ratifiées)

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

2, 11, 12, 19, 26, 42, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 97, 108, 115, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 149, 150, 151, 166, 172, 175

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 2 rapports reçus: Conventions nos 87, 98

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 12, 19, 42, 97, 100, 111, 137, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 42, 87, 98, 100, 111, 129

Demandes directes pour les conventions nos 19, 81, 97, 100, 111, 137, 144, 150

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Haïti

24 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 5, 12, 14, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 45, 77, 78, 90, 106, 107

21 rapports demandés sur l'application des conventions

· 8 rapports reçus: Conventions nos 5, 29, 45, 77, 78, 90, 100, 111

· 13 rapports non reçus: Conventions nos 1, 12, 17, 19, 24, 25, 30, 42, 81, 87, 98, 105, 107

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 24, 25, 29, 42, 81, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 5, 12, 17, 45, 77, 78, 100, 111

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-66, 67(C156; R165), 69-72, 74, 75(C167), 87	67(C154; C155; R163; R164), 68, 75(C168; R175; R176), 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Honduras

22 conventions ratifiées et en vigueur

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1955

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

14, 27, 32, 42, 45, 62, 78, 95, 106, 108, 116, 169

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 32, 42, 87, 98, 100, 108, 111, 122

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 108, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 27, 32, 42, 100, 111, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92	94, 95

Hongrie

59 conventions en vigueur (sur 70 ratifiées)

Membre depuis 1922

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 6, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 24, 26, 27, 42, 45, 77, 78, 88, 95, 99, 115, 124, 127, 132, 135, 136, 139, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 151, 154, 155, 159, 161, 163, 164, 165, 166, 167, 181, 183, 185

13 rapports demandés sur l'application des conventions

- 12 rapports reçus: Conventions nos 12, 17, 19, 27, 42, 87, 98, 100, 111, 122, 144, (147)
- 1 rapport non reçu: Convention no 24

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demandes directes pour les conventions nos 24, 26, 27, 81, 98, 99, 105, 129, 183

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 95	94

Iles Marshall

0 convention en vigueur (sur 1 ratifiée)

Membre depuis 2007

Iles Salomon

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1984

Conventions fondamentales

29

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

8, 11, 12, 14, 16, 19, 26, 42, 45, 94, 95, 108

10 rapports demandés sur l'application des conventions

- Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 12, 19, 26, 29, 42, 81, 84, 94, 95

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 81, 94, 95

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
74	70, 71, 72, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Inde

38 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 4, 5, 6, 11, 14, 15, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 32, 42, 45, 80, 88, 89, 90, 107, 108, 115, 116, 118, 123, 136, 141, 147, 160

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 27, 32, 42, 100, 105, (108), 111, 118, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

29

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 26, 29, 81, 100, 111, 118

Demandes directes pour les conventions nos 29, 32, 42, 81, 105, 108

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Indonésie

17 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1950

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

19, 27, 45, 69, 88, 106, 120

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 27, (81), 87, 98, 100, 111, 138, 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 19, 29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 144, 182

Demandes directes pour les conventions nos 27, 81, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

République islamique d'Iran

13 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

14, 19, 95, 104, 106, 108, 142

8 rapports demandés sur l'application des conventions

- 6 rapports reçus: Conventions nos 29, 100, 105, 111, 122, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 19, 95

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

- Observations pour les conventions nos 95, 111
- Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 100
- Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-89, 90(R193; R194), 92, 95	84(P147), 90(P155), 91, 94

Iraq

59 conventions en vigueur (sur 66 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 30, 42, 77, 78, 80, 88, 89, 92, 94, 95, 106, 107, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 131, 132, 135, 136, 137, 139, 140, 142, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, 172

55 rapports demandés sur l'application des conventions

- Aucun rapport reçu: Conventions nos 1, 8, 11, 13, 14, 16, 17, 19, 22, 23, 27, 29, 30, 42, 77, 78, 81, 88, 89, 92, 94, 95, 98, 100, 105, 106, 107, 108, 111, 115, 118, 119, 120, 122, 131, 132, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 142, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 152, 153, 167, (172), (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

- Observation générale
- Observations pour les conventions nos 13, 17, 95, 98, 115
- Demandes directes pour les conventions nos 22, 23, 42, 94, 108, 120, 136, 147, 167

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95

Irlande

58 conventions en vigueur (sur 71 ratifiées)

Membre depuis 1923

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 11, 12, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 32, 43, 44, 49, 53, 62, 68, 69, 73, 74, 80, 88, 92, 96, 99, 102, 108, 116, 118, 121, 124, 132, 139, 142, 147, 155, 159, 160, 172, 176, 177, 178, 179, 180

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 2 rapports reçus: Conventions nos 100, 111

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 27, 32, 87, 98, 122, 144, 178, 179

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 98, 122, 144, 178, 179

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Islande

20 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

2, 11, 91, 102, 108, 139, 147, 155, 156, 159

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 87, 98, 100, 102, 111, 122, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 29, 102, 122, 156

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Israël

43 conventions en vigueur (sur 46 ratifiées)

Membre depuis 1949

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 9, 14, 19, 20, 30, 48, 52, 53, 77, 78, 79, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 96, 97, 101, 102, 106, 116, 117, 118, 133, 134, 136, 141, 142, 147, 150

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 87, 97, 98, 100, 102, 111, 118, 122, (182)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 105, 118

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
32-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Italie

92 conventions en vigueur (sur 111 ratifiées)

Membre de 1919 à 1939 et depuis 1945

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 45, 48, 53, 55, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 102, 106, 108, 114, 115, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 159, 160, 164, 167, 170, 175, 181, 183

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 87, 97, 98, 100, 111, 122, 136, 137, 139, 143, 144, 152

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 95, 102, 118, 122, 129, 136, 137, 139

Demandes directes pour les conventions nos 12, 26, 29, 42, 94, 99, 102, 105, 114, 167

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Jamaïque

26 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

8, 11, 16, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 94, 97, 117, 149, 150, 152

12 rapports demandés sur l'application des conventions

- 6 rapports reçus: Conventions nos 11, 19, 97, 100, 111, 144
- 6 rapports non reçus: Conventions nos 29, 87, 94, 98, 122, (152)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 87, 98, 100, 105

Demandes directes pour les conventions nos 19, 94, 97, 100, 111, 122, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95

Japon

40 conventions en vigueur (sur 48 ratifiées)

Membre de 1919 à 1940 et depuis 1951

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 8, 9, 16, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 45, 50, 69, 73, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 121, 131, 134, 139, 142, 147, 156, 159, 162, 181,

11 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 27, 87, 88, 98, 100, 102, 121, 122, 144, (162)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats japonais (JTUC-RENGO) 19, 27, 87, 88, 98, 100, 102, 121, 122, 144
- Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV) 29
- Confédération syndicale internationale (CSI) 29, 87, 98
- Conseil des syndicats de Tokyo 29
- Fédération des syndicats coréens (FKTU) 29
- Fédération japonaise des syndicats de travailleurs préfectoraux et municipaux (JICHIROREN) 87, 98
- Réseau des femmes travailleuses (WWN) 100
- Syndicat de la construction navale et du génie maritime du Japon (ALSEU) 29
- Syndicat de tous les travailleurs de Toyota (ATU) 29
- Syndicat des dockers, branche de Nagoya 29
- Syndicat du Travail dans l'Industrie Lourde (HILU) 29
- Union japonaise des marins (AJSU) 29

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 19, 27, 29, 87, 98, 100, 102, 121

Demande directe pour la convention no 144

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Jordanie

23 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

106, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 135, 142, 147, 150, 159, 185

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 98, 100, 105, 111, 118, 122, 124, 138, 144, (147), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 98, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 111, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95

Kazakhstan

16 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

88, 135, 148, 155

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· 9 rapports reçus: Conventions nos 81, 87, 98, 111, 129, 135, 138, 148, 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 29, 100, 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 148

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 100, 105, 111, 129, 144, 148

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Kenya

43 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

2, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 27, 32, 45, 50, 63, 64, 65, 86, 88, 89, 94, 97, 99, 118, 131, 132, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 143, 146, 149

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· 12 rapports reçus: Conventions nos 17, 29, 32, 81, 97, 99, 105, 129, 131, 137, 138, 143

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 27, 94, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 138, 143

Demandes directes pour les conventions nos 32, 97, 99, 131, 143, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87	82(P081), 84(P147), 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Kirghizistan

51 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 14, 16, 17, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 133, 134, 142, 147, 148, 149, 150, 154, 159, 160, 184

47 rapports demandés sur l'application des conventions

· 7 rapports reçus: Conventions nos 29, (105), 138, (150), (154), 160, (182)

· 40 rapports non reçus: Conventions nos 11, 14, 16, (17), 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 92, 95, 98, 100, 103, 106, 108, (111), 113, 115, 119, 120, 122, 124, 126, (133), 134, 142, 147, 148, 149, (184)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 122, 148

Demandes directes pour les conventions nos 14, 52, 77, 78, 79, 81, 87, 95, 98, 100, 124, 149, 154

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87, 89	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95

Kiribati

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105

4 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 87, 98, 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 87, 98, 105

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Koweït

19 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 30, 52, 89, 106, 116, 117, 119, 136, 159

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· 5 rapports reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 111, 138

Demandes directes pour les conventions nos 81, 111, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-76, 78-79, 80(C174), 81-85, 87-88, 90	77, 80(R181), 86, 89, 91, 92, 94, 95

République démocratique populaire lao

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 138, 182

Autres conventions

4, 6, 13

4 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 6, 29, (138), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Demande directe pour la convention no 29

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
48-56, 58-72, 74-81, 87	82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Lesotho

22 conventions en vigueur (sur 23 ratifiées)

Membre de 1966 à 1971 et depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

11, 14, 19, 26, 45, 64, 65, 135, 150, 155, 158, 167

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 19, 26, 29, 81, 100, 105, 111, 138, 150, 158, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Congrès des syndicats du Lesotho (CLTU)

98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observation pour la convention no 158

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 100, 105, 111, 138, 150, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-53, 66-72, 74-92, 94-95	-

Lettonie

46 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 24, 106, 108, 115, 119, 120, 131, 132, 133, 135, 142, 147, 148, 149, 150, 151, 154, 155, 158, 160, 173, 180

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 81, 105, 129, 131, (133), 158, 173, (180)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 122, 150, 158

Demandes directes pour les conventions nos 6, 105, 131, 173

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 94-95	-

Liban

48 conventions en vigueur (sur 50 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 8, 9, 14, 17, 19, 26, 30, 45, 52, 58, 59, 71, 73, 74, 77, 78, 88, 89, 90, 95, 106, 115, 120, 127, 131, 133, 136, 139, 142, 147, 148, 150, 152, 159, 170, 172, 174, 176

16 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 59, 77, 78, 81, 90, 95, 105, 131, 133, 138, (148), (150), 152, (174), 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 29, 81, 100, 111, 127

Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 59, 77, 78, 81, 90, 100, 105, 111, 122, 127, 136, 138, 147, 152, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Libéria

23 conventions en vigueur (sur 25 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

22, 23, 53, 55, 58, 65, 92, 104, 108, 112, 113, 114, 133, 147, 150

21 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 22, 23, 29, 53, 55, 58, (81), 87, 92, 98, 105, 108, 111, 112, 113, 114, (133), (144), 147, (150), (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 22, 55, 58, 87, 92, 98, 105, 111, 112, 113, 114, 133

Demandes directes pour les conventions nos 53, 147

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-76, 77(C170; C171; R177; R178), 78-81, 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-87, 94	77(P089), 82(P081), 84(P147), 88, 89, 90, 91, 92, 95

Jamahiriya arabe libyenne

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1952

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 3, 14, 26, 52, 53, 88, 89, 95, 96, 102, 103, 104, 118, 121, 128, 130, 131

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 95, 96, 182

· 4 rapports non reçus: Conventions nos 81, 105, 131, 138

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Union générale des producteurs (GUP)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 81, 95, 102, 103, 105, 111, 118, 121, 128, 130, 131

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 100, 102, 111, 118, 121, 122, 128, 130, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
35-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Lituanie

40 conventions en vigueur (sur 41 ratifiées)

Membre depuis 1921, 1991

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 6, 11, 14, 19, 24, 27, 47, 73, 79, 80, 88, 90, 108, 116, 127, 131, 135, 142, 147, 149, 154, 156, 159, 160, 171, 173, 181, 183,

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 29, 79, 81, 90, 105, 131, 138, 173, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation pour la convention no 88

Demandes directes pour les conventions nos 27, 29, 122, 131, 138, 156, 173, 181, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92, 95	94

Luxembourg

68 conventions en vigueur (sur 80 ratifiées)

Membre depuis 1920

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 30, 53, 55, 56, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 92, 96, 102, 103, 108, 116, 121, 130, 132, 133, 135, 142, 146, 147, 150, 151, 155, 158, 159, 166, 172, 175, 178, 180

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 27, 29, 77, 78, 79, 81, 90, 105, (133), 138, (146), (178), (180), 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 111

Demandes directes pour les conventions nos 81, 100, 111, 133, 158, 172, 178, 180

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Madagascar

35 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

4, 6, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 41, 88, 95, 97, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 132, 159, 173, 185

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 26, 29, 81, 95, 97, 100, 124, 129, 138, 173, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 81, 111, 122, 129

Demandes directes pour les conventions nos 6, 29, 81, 111, 118, 124, 129, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-89, 91	90, 92, 94, 95

Malaisie

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

50, 64, 65, 88, 95, 119, 123

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 81, 95, 123, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 29, 95, 138, 144, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
41-56, 58-72, 74-92, 94	95

Malaisie péninsulaire

5 conventions ratifiées et en vigueur

Autres conventions

11, 12, 17, 19, 45

1 rapport demandé sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Convention no 19

Sabah

4 conventions en vigueur (sur 5 ratifiées)

Autres conventions

16, 86, 94, 97

2 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 94, 97

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observation pour la convention no 97

Demande directe pour la convention no 94

Sarawak

7 conventions en vigueur (sur 9 ratifiées)

Autres conventions

11, 12, 14, 16, 19, 86, 94

2 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 19, 94

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observation pour la convention no 19

Malawi

29 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

11, 12, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 97, 99, 104, 107, 149, 150, 158, 159

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· 9 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 87, 98, 100, 111, 144, 158

· 9 rapports non reçus: Conventions nos 26, 29, 81, 97, 99, 105, 129, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 87, 100, 111, 129, 138, 144

Demandes directes pour les conventions nos 12, 19, 26, 29, 81, 87, 97, 99, 100, 105, 111, 129, 138, 150, 158, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Mali

25 conventions en vigueur (sur 27 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 17, 18, 19, 26, 41, 52, 95, 135, 141, 151, 159

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 5 rapports reçus: Conventions nos 26, 81, 95, 138, 182

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 6, 29, 100, 105, 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation pour la convention no 182

Demandes directes pour les conventions nos 6, 29, 100, 105, 111, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85, 87-89, 90(R193; R194), 91	84(P147), 86, 90(P155), 92, 94, 95

Malte

55 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129

Autres conventions

1, 2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 26, 32, 35, 36, 42, 43, 45, 49, 53, 62, 73, 74, 77, 78, 88, 95, 96, 99, 106, 108, 117, 119, 124, 127, 131, 132, 135, 136, 141, 147, 148, 149, 159, 180

24 rapports demandés sur l'application des conventions

· 18 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 22, 29, 42, 53, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 129, 138, 141, 180, 182

· 6 rapports non reçus: Conventions nos 32, 77, 78, 95, 124, 131

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 16, 87, 98

Demandes directes pour les conventions nos 22, 32, 53, 77, 78, 81, 100, 111, 124, 129, 131, 180, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-90	91, 92, 94, 95

Maroc

48 conventions en vigueur (sur 49 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

2, 4, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 22, 26, 27, 30, 41, 42, 45, 52, 55, 65, 80, 94, 99, 101, 104, 106, 108, 116, 119, 135, 136, 145, 146, 147, 158, 178, 179, 180, 181

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 27, 29, 81, 94, 99, 105, 129, 138, 179, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 94, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 99, 122, 129, 138, 145, 179, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Maurice

35 conventions en vigueur (sur 44 ratifiées)

Membre depuis 1969

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 32, 42, 74, 86, 88, 94, 95, 97, 99, 108, 137, 150, 156, 159, 160, 175

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 29, 32, 81, (87), 94, 95, 97, 99, 105, 137, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|-------------|
| • Congrès des syndicats de Mauritius | 98 |
| • Fédération des employeurs de Maurice (MEF) | 26, 97, 137 |
| • Fédération des instances para étatiques et autres Syndicats | 87, 97 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 94, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 26, 32, 81, 87, 88, 95, 97, 99, 100, 111, 137, 138, 156, 159, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
53-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Mauritanie

39 conventions en vigueur (sur 42 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

3, 6, 11, 13, 14, 15, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 33, 52, 53, 58, 62, 89, 90, 91, 94, 95, 96, 101, 102, 112, 114, 116, 118

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 2 rapports reçus: Conventions nos 29, 81

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 26, 33, 90, 94, 95, 105, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|-------------------------|
| • Association des Inspecteurs et Contrôleurs du Travail de Mauritanie (AICTM) | 81 |
| • Confédération générale des travailleurs de Mauritanie (CGTM) | 26, 29, 81, 94, 95, 182 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 26, 29, 81, 94, 95, 102, 118, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 81, 105, 122, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-80, 81(C175), 82(C176; R183), 83, 84(C178; C179; C180; R185; R186; R187), 85-91	81(R182), 82(P081), 84(P147), 92, 94, 95

Mexique

67 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1931

Conventions fondamentales

29, 87, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 26, 27, 30, 42, 43, 45, 49, 52, 53, 55, 56, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 102, 106, 108, 110, 112, 115, 116, 118, 120, 123, 124, 131, 134, 135, 140, 141, 142, 150, 152, 153, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 166, 167, 169, 170, 172, 173

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 22, 27, 29, 90, 95, 102, 105, 123, 124, 131, 152, 163, 173, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Syndicat des travailleurs de l'université nationale autonome du Mexique (STUNAM) 102
- Syndicat mexicain d'électriciens (SME) 169

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 22, 90, 100, 102, 111, 169, 182

Demandes directes pour les conventions nos 19, 27, 100, 102, 111, 118, 131, 152, 163, 173, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-89, 90(P155; R194), 91	90(R193), 92, 94, 95

République de Moldova

38 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

11, 47, 88, 92, 95, 97, 99, 117, 119, 127, 131, 132, 133, 135, 141, 142, 150, 151, 152, 154, 155, 158, 181, 183, 184, 185

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, (92), 95, (97), 98, 105, 129, 131, (133), 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 95, 98, 105

Demandes directes pour les conventions nos 29, 92, 95, 105, 119, 122, 131, 133, 138, 158, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-91	92, 94, 95

Mongolie

15 conventions en vigueur (sur 16 ratifiées)

Membre depuis 1968

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

103, 123, 135, 155, 159

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (29), 98, 100, (105), 111, 122, 123, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 111, 122, 123, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
52-56, 58-72, 74-81, 87-89	82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92, 94, 95

Monténégro

68 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2006

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

Mozambique

18 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 11, 14, 17, 18, 30, 88

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 105, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

- Organisation des travailleurs du Mozambique (OTM)

sur les conventions nos

29, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 122

Demandes directes pour les conventions nos 17, 18, 81, 100, 144

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Myanmar

19 conventions en vigueur (sur 21 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87

Autres conventions

1, 2, 6, 11, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 26, 27, 42, 52, 63

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 11, 19, 26, 27, 29, 42, 87

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

29, 87

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 26, 29, 87

Demandes directes pour les conventions nos 6, 42

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Namibie

10 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1978

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

150, 158

5 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105, 138, 158, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Syndicat de la fonction publique de Namibie (PSUN)

87

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 111, 158

Demandes directes pour les conventions nos 111, 138, 150, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
78-87, 89(C184), 90(R194)	88, 89(R192), 90(P155; R193), 91, 92, 94, 95

Népal

11 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1966

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

14, 131, 169

4 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 131, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Fédération générale des syndicats népalais (GEFONT)

131, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 131, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
51-56, 58-72, 74-81, 83, 85, 87	82, 84, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Nicaragua

54 conventions en vigueur (sur 59 ratifiées)

Membre de 1919 à 1938 et depuis 1957

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 4, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 30, 45, 63, 77, 78, 88, 95, 110, 115, 117, 119, 127, 131, 135, 136, 137, 139, 140, 141, 142, 146

11 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 27, 29, 77, 78, 95, 105, 131, 137, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 77, 78, 122

Demandes directes pour les conventions nos 77, 100, 111

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-92, 94	95

Niger

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 18, 26, 41, 65, 95, 102, 104, 116, 117, 119, 131, 135, 142, 148, 154, 156, 158

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 29, 81, 95, 105, 119, 131, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 81, 102, 117, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 105, 111, 119, 138, 156, 158, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87-88	83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Nigéria

34 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 16, 19, 26, 32, 45, 50, 64, 65, 88, 94, 95, 97, 104, 116, 123, 133, 134, 137, 155, 178, 179, 185

16 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 26, 29, 32, 81, 94, 95, 97, 105, 111, 123, (137), 138, (178), (179), 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 81, 105, 123

Demandes directes pour les conventions nos 8, 26, 29, 32, 94, 95, 97, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-92, 95	94

Norvège

90 conventions en vigueur (sur 106 ratifiées)

Member depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 13, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 24, 25, 26, 27, 30, 42, 43, 47, 49, 50, 53, 56, 68, 69, 71, 73, 80, 88, 90, 91, 92, 94, 95, 97, 102, 108, 113, 115, 116, 118, 119, 120, 126, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 141, 142, 143, 145, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 164, 167, 168, 169, 170, 176, 178, 179, 180

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· 16 rapports reçus: Conventions nos 8, 26, 27, 29, 81, 90, 95, 97, 105, 129, 137, 138, 143, 152, 168, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no 94

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats de Norvège (LO)

81, 90, 97, 137, 152, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 111, 129, 168

Demandes directes pour les conventions nos 8, 94, 111, 122, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95

Nouvelle-Zélande

51 conventions en vigueur (sur 60 ratifiées)

Member depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 8, 9, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 22, 23, 26, 32, 42, 44, 47, 50, 52, 53, 58, 59, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 84, 88, 92, 97, 99, 101, 104, 116, 133, 134, 145, 155, 160

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 10, 26, 29, 32, 59, 81, 97, 99, 105, 182

Tokélaou

2 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 105

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Business Nouvelle-Zélande
- Conseil des syndicats de Nouvelle-Zélande (NZCTU)

26, 29, 32, 81, 97, 99, 182

26, 29, 32, 59, 81, 97, 99, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 26, 32, 97, 100, 111, 122

Demandes directes pour les conventions nos 12, 42, 59, 81, 97, 99, 100, 111, 182

Tokélaou

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Oman

4 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1994

Conventions fondamentales

29, 105, 138, 182

4 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, (105), (138), 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation pour la convention no 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-91	92, 94, 95

Ouganda

30 conventions en vigueur (sur 31 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 12, 17, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 94, 95, 123, 124, 143, 154, 158, 159, 162

24 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 26, 29, 45, 81, (87), 94, 95, 98, (100), 105, (111), 122, 123, 124, (138), 143, 144, 158, 162, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 26, 81, 98, 122, 143, 158, 162, 182

Demandes directes pour les conventions nos 11, 87, 94, 95, 123, 124, 144, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Ouzbékistan

11 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

47, 52, 103, 135, 154

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 98, 100, 105, 111, 122

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 98, 100, 105, 111, 122

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Pakistan

34 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

1, 4, 6, 11, 14, 16, 18, 19, 21, 22, 27, 32, 45, 59, 80, 89, 90, 96, 106, 107, 116, 118, 159, 185

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 7 rapports reçus: Conventions nos 29, 59, 81, 90, 105, 118, 182

· 3 rapports non reçus: Conventions nos 11, 27, 32

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|---------|
| • Fédération des syndicats du Pakistan (APFTU) | 29 |
| • Fédération des travailleurs du Pakistan (PWF) | 81, 182 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 11, 29, 32, 59, 81, 100, 105, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos 18, 27, 100, 105

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-80, 87, 91	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 92, 94, 95

Panama

67 conventions en vigueur (sur 74 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

3, 8, 9, 11, 12, 13, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 42, 43, 45, 52, 53, 55, 56, 64, 65, 68, 69, 71, 73, 74, 77, 78, 80, 86, 88, 89, 92, 94, 95, 104, 107, 108, 110, 113, 114, 116, 117, 119, 120, 124, 125, 126, 127, 159, 160, 181

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· 15 rapports reçus: Conventions nos 26, 27, 29, 32, 77, 78, 87, 95, 100, 105, 111, 122, 124, 138, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 81, 94

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|---------------|
| • Fédération nationale des associations et organisations des employés publics (FENASEP) | 3, 87, 95, 98 |
|---|---------------|

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 30, 32, 55, 56, 81, 87, 94, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 12, 19, 100, 111, 122, 125, 126, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 88(R191), 89(R192), 90(R193; R194), 92	88(C183), 89(C184), 90(P155), 91, 94, 95

Papouasie-Nouvelle-Guinée

24 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 18, 19, 22, 26, 27, 42, 45, 85, 99, 103, 158

17 rapports demandés sur l'application des conventions

- 10 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 42, 87, 98, 100, 111, 122, 158
- 7 rapports non reçus: Conventions nos 26, 27, 29, 99, 105, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 98, 105, 158

Demandes directes pour les conventions nos 19, 26, 27, 29, 87, 99, 100, 111, 122, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-87	88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Paraguay

36 conventions en vigueur (sur 38 ratifiées)

Membre de 1919 à 1937 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

1, 11, 14, 26, 30, 52, 59, 77, 78, 79, 89, 90, 95, 99, 101, 106, 115, 116, 117, 119, 120, 123, 124, 156, 159, 169

24 rapports demandés sur l'application des conventions

- 20 rapports reçus: Conventions nos 11, 14, 29, 59, 77, 78, 79, 81, 90, 95, 100, 101, 105, 106, 117, 119, 120, 124, (138), 182
- 4 rapports non reçus: Conventions nos 26, 99, 123, 169

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération latino-américaine des inspecteurs du travail (CIIT) 81

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 59, 77, 78, 79, 81, 90, 119, 120, 169, 182

Demandes directes pour les conventions nos 26, 99, 100, 138, 169, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
40-56, 58-72, 74-84, 87	85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Pays-Bas

81 conventions en vigueur (sur 104 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 19, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 44, 62, 68, 69, 71, 73, 74, 80, 88, 90, 92, 94, 95, 97, 99, 101, 102, 103, 106, 113, 114, 115, 116, 121, 124, 126, 128, 130, 131, 133, 135, 140, 141, 142, 145, 146, 147, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 159, 160, 162, 169, 174, 175, 177, 180, 181

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 29, 81, 88, 90, 94, 95, 97, 105, 124, 128, 129, 131, 138, 152, 159, 181, 182

Antilles néerlandaises

15 rapports demandés

· 7 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 25, 42, 118, 122

· 8 rapports non reçus: Conventions nos 10, 29, 33, 81, 90, 94, 95, 105

Aruba

9 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 90, 94, 95, 105, 118, 131, 138

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|---------------------------|
| • Confédération des employeurs et des industries des Pays-Bas (VNO-NCW) | 81 |
| • Confédération syndicale des Pays-Bas (FNV) | 81, 128, 131, 138, 152 |
| • Fédération nationale des syndicats chrétiens (CNV) | 81, 88, 90, 131, 138, 182 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 94, 102, 111, 122, 159, 180

Demandes directes pour les conventions nos 29, 88, 90, 95, 100, 102, 111, 121, 126, 128, 131, 138, 156, 180, 181, 182

Antilles néerlandaises

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 8, 33, 81, 122

Aruba

Observations pour les conventions nos 94, 122

Demandes directes pour les conventions nos 8, 25, 29, 81, 88, 95, 105, 113, 114, 126, 131

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95

Pérou

64 conventions en vigueur (sur 72 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 8, 9, 11, 12, 14, 19, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 44, 52, 53, 55, 56, 58, 59, 62, 67, 68, 69, 71, 73, 77, 78, 79, 80, 88, 90, 99, 101, 102, 106, 112, 113, 114, 139, 147, 151, 152, 156, 159, 169, 178

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· 2 rapports reçus: Conventions nos 44, 102

· 15 rapports non reçus: Conventions nos 26, 27, 29, 59, 71, 77, 78, 79, 81, 90, 99, 105, 138, 152, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP) 37, 87, 98, 151
- Syndicat général des grossistes et détaillants du centre commercial Grau Tecna 169 (SIGECOMGT)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 55, 56, 100, 111, 122, 169

Demandes directes pour les conventions nos 12, 56, 100, 111, 144, 147, 156

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-83, 84(C178; R186), 85-87	84(C179; C180; P147; R185; R187), 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Philippines

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

17, 19, 23, 53, 77, 88, 89, 90, 94, 95, 99, 110, 118, 141, 143, 149, 157, 159, 165, 176, 179

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 17, (29), 77, 90, 94, 95, 99, 100, 105, 111, 138, 179, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI) 87

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 87, 90, 94, 100, 105, 111, 122, 182

Demandes directes pour les conventions nos 17, 87, 99, 100, 105, 111, 118, 138, 165, 179, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Pologne

81 conventions en vigueur (sur 89 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 45, 62, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 79, 80, 90, 91, 92, 95, 96, 99, 101, 102, 103, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 127, 133, 134, 135, 137, 140, 141, 142, 145, 147, 148, 149, 151, 159, 160, 161, 170, 176, 178

17 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 29, 77, 78, 79, 81, 90, 95, 98, 99, 105, 124, 129, 137, 138, (170), 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 95, 98, 122

Demandes directes pour les conventions nos 12, 17, 19, 24, 25, 27, 29, 42, 98, 99, 113, 148, 159, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Portugal

71 conventions en vigueur (sur 78 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 6, 8, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 27, 45, 68, 69, 73, 74, 77, 78, 88, 92, 95, 97, 102, 103, 104, 106, 107, 108, 115, 117, 120, 124, 127, 131, 132, 135, 137, 139, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 155, 156, 158, 159, 160, 162, 171, 175, 176, 181

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 27, 29, 77, 78, 81, 95, 97, 102, 105, 124, 129, 131, 137, 138, 143, 147, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

- Confédération de l'industrie portugaise (CIP)
- Confédération du commerce et des services du Portugal (CCSP)
- Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP)
- Confédération générale des travailleurs portugais (CGTP-IN)
- Confédération portugaise du tourisme (CTP)
- Union générale des travailleurs (UGT)

sur les conventions nos

81
6, 29, 77, 78, 81, 95, 97, 102, 129, 131, 138, 143, 182
6, 77, 78, 81, 129, 131, 143, 182
102
29, 81, 102, 131
6, 29, 77, 78, 81, 95, 97, 102, 105, 124, 129, 131, 137, 138, 143, 147

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 6, 81, 102, 122, 129, 137

Demandes directes pour les conventions nos 77, 78, 81, 95, 131, 138, 156, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Qatar

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1972

Conventions fondamentales

29, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

3 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe pour la convention no 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
58-72, 74-92	94, 95

République démocratique du Congo

36 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 27, 50, 62, 64, 88, 89, 94, 95, 102, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 135, 150, 158

23 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 12, 19, 26, 27, 62, 87, 89, 94, 98, 100, 102, 105, 111, 117, 118, 119, 120, 121, 138, 144, 158, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 88, 94, 98, 102, 117, 118, 119, 121, 144, 150, 158, 182

Demandes directes pour les conventions nos 14, 29, 81, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 150, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Roumanie

47 conventions en vigueur (sur 53 ratifiées)

Membre de 1919 à 1942 et depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 22, 24, 27, 68, 88, 89, 92, 95, 108, 116, 117, 127, 131, 133, 134, 135, 136, 137, 147, 154, 163, 166, 168, 180, 183

13 rapports demandés sur l'application des conventions

- 12 rapports reçus: Conventions nos 6, 27, 29, 81, 95, 105, 111, 129, 131, 137, 138, 182
- 1 rapport non reçu: Convention no 87

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- | | |
|---|----|
| • Bloc de l'Union nationale (BUN) | 87 |
| • Confédération nationale syndicale (CNS 'CARTEL ALFA') | 87 |
| • Confédération syndicale démocratique de Roumanie (CSDR) | 95 |
| • Fédération de l'éducation nationale (FEN) | 98 |

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 95, 111, 137, 138

Demandes directes pour les conventions nos 29, 95, 100, 105, 111, 122, 131, 134, 168, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Royaume-Uni

66 conventions en vigueur (sur 85 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 12, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 25, 32, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 42, 44, 50, 56, 64, 65, 68, 69, 74, 80, 82, 83, 84, 85, 86, 92, 97, 102, 108, 114, 115, 116, 120, 124, 126, 133, 135, 140, 141, 142, 147, 148, 150, 151, 160, 178, 180

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 32, 81, 97, 105, 124, 138, 182

Anguilla

20 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 11, 12, 17, 19, 22, 23, 26, 29, 42, 58, 59, 85, 87, 94, 97, 98, 99, 105, 108

Bermudes

5 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 10, 29, 59, 94, 105

Gibraltar

6 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 29, 59, 81, 87, 100, 105

Guernesey

8 rapports demandés

· 3 rapports reçus: Conventions nos 5, 97, 182

· 5 rapports non reçus: Conventions nos 10, 29, 32, 81, 105

Ile de Man

9 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 5, 10, 29, 32, 81, 97, 99, 105, 122

Iles Falkland (Malvinas)

5 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 10, 29, 32, 59, 105

Iles Vierges britanniques

7 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 10, 26, 29, 59, 94, 97, 105

Jersey

8 rapports demandés

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 5, 10, 29, 32, 81, 97, 99, 105

Montserrat

20 rapports demandés

· 5 rapports reçus: Conventions nos 11, 19, 26, 87, 98

· 15 rapports non reçus: Conventions nos 8, 12, 14, 16, 17, 29, 42, 58, 59, 82, 85, 95, 97, 105, 108

Sainte-Hélène

18 rapports demandés

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 10, 11, 12, 16, 17, 19, 29, 58, 59, 63, 85, 87, 98, 105, 108, 150, 151

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 105, 147, 180

Demandes directes pour les conventions nos 29, 102, 105, 114, 122, 124, 138, 182

Anguilla

Observation générale

Observations pour les conventions nos 8, 17

Demandes directes pour les conventions nos 22, 23, 26, 29, 59, 94, 97, 99

Bermudes

Observation générale

Observation pour la convention no 94

Demande directe pour la convention no 59

Gibraltar

Observation générale

Observation pour la convention no 42

Demandes directes pour les conventions nos 59, 81, 100

Guernesey

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 5, 42, 114, 182

Ile de Man

Observations pour les conventions nos 5, 17, 147

Demandes directes pour les conventions nos 32, 99, 102, 126, 133, 178, 180

Iles Falkland (Malvinas)

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 17, 59

Iles Vierges britanniques

Observation générale

Observation pour la convention no 94

Demandes directes pour les conventions nos 19, 26, 59, 97

Jersey

Demandes directes pour les conventions nos 81, 99

Montserrat

Observation générale

Observation pour la convention no 8

Demandes directes pour les conventions nos 14, 26, 29, 59, 95, 97

Sainte-Hélène

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 17, 29, 108

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Fédération de Russie**53 conventions en vigueur (sur 61 ratifiées)**

Membre de 1934 à 1940 et depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

11, 13, 14, 16, 23, 27, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 137, 142, 147, 148, 149, 150, 152, 155, 156, 159, 160, 162, 163, 179

24 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 27, 29, 77, 78, 79, 81, 87, 90, 95, 98, 100, 105, 111, 113, 122, 124, 126, (137), 138, 150, (152), 156, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 87, 95, 98, 100, 111, 122, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 79, 81, 87, 100, 111, 113, 137, 138, 150, 156, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-88	89, 90, 91, 92, 94, 95

Rwanda

27 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

4, 11, 12, 14, 17, 18, 19, 26, 42, 50, 62, 64, 89, 94, 118, 123, 132, 135

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 29, 81, 94, 105, 123, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Congrès du travail et de la fraternité au Rwanda (COTRAF-RWANDA)

111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 17, 94, 98, 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 12, 98, 100, 111, 118, 123, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-79, 81, 87	80, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Sainte-Lucie

28 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions

5, 7, 8, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 19, 26, 50, 64, 65, 94, 95, 97, 101, 108, 154, 158

24 rapports demandés sur l'application des conventions

· 22 rapports reçus: Conventions nos 5, 7, 8, 11, 12, 14, 16, 17, 19, 26, 29, 87, 94, 95, 97, 98, 100, 101, 105, 111, (154), (158)

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 108, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 17, 100

Demandes directes pour les conventions nos 5, 7, 8, 14, 26, 87, 94, 95, 97, 98, 100, 101, 108, 111, 154

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
67(C154; R163), 68(C158; R166), 87	66, 67(C155; C156; R164; R165), 68(C157; P110), 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Saint-Kitts-et-Nevis

9 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1996

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

9 rapports demandés sur l'application des conventions

- 1 rapport reçu: Convention no (100)
- 8 rapports non reçus: Conventions nos 29, (87), (98), 105, 111, (138), 144, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 105, 111, 144, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Saint-Marin

23 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

88, 103, 119, 140, 142, 143, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 160, 161

21 rapports demandés sur l'application des conventions

- 4 rapports reçus: Conventions nos 29, 87, 105, 160
- 17 rapports non reçus: Conventions nos 88, 98, 100, 111, 119, 138, 142, 143, 144, 148, 150, 151, 154, 156, 159, 161, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observation pour la convention no 88

Demandes directes pour les conventions nos 100, 119, 142, 143, 148, 156, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
69-72, 74-92, 94-95	-

Saint-Vincent-et-les Grenadines

19 conventions en vigueur (sur 22 ratifiées)

Membre depuis 1995

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

11, 12, 16, 19, 26, 94, 95, 101, 108, 180

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· 6 rapports reçus: Conventions nos 19, 26, 81, 94, 95, 100

· 4 rapports non reçus: Conventions nos 29, 105, 111, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 105, 108, 111, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
86, 87	82, 83, 84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Samoa

Membre depuis 2005

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	94, 95

Sao Tomé-et-Principe

21 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1982

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

17, 18, 19, 88, 106, 135, 151, 154, 155, 159, 184

21 rapports demandés sur l'application des conventions

· 14 rapports reçus: Conventions nos 17, 18, 19, (29), 81, 87, 88, 98, 100, (105), 106, 111, 144, 159

· 7 rapports non reçus: Conventions nos (135), (138), (151), (154), (155), (182), (184)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 81, 87, 88, 98, 144

Demandes directes pour les conventions nos 19, 81, 98, 100, 106, 111, 159

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
68-72, 74-76, 87, 89	77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 90, 91, 92, 94, 95

Sénégal

33 conventions en vigueur (sur 37 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

4, 6, 10, 11, 12, 13, 14, 19, 26, 52, 89, 95, 96, 99, 101, 102, 116, 117, 120, 121, 125, 135

14 rapports demandés sur l'application des conventions

Aucun rapport reçu: Conventions nos 6, 10, 13, 26, 29, 81, 95, 99, 102, 105, 120, 121, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération nationale des travailleurs du Sénégal 105
- Union des Travailleurs Libres du Sénégal (UTLS) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 6, 13, 96, 120, 121, 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos 10, 26, 29, 81, 95, 98, 99, 102, 105, 138, 144, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-78, 87	79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Serbie

68 conventions en vigueur (sur 69 ratifiées)

Membre depuis 2000

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 148, 155, 156, 158, 159, 161, 162

30 rapports demandés sur l'application des conventions

Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos (8), 9, 11, 12, (16), (22), (23), (27), 29, 32, (53), (56), (69), (73), (74), 81, 90, 92, 97, 105, (113), (114), 122, 126, 129, 131, 138, 143, (144), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération autonome des syndicats de Serbie 81, 122, 138, 143, 144, 182
- Confédération des syndicats 'Nezavisnost' 87, 111, 122, 144
- Syndicat des employeurs de la Serbie 81, 122, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demandes directes pour les conventions nos 19, 27, 32, 90, 97, 102, 105, 138, 143, 144, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
89	90, 91, 92, 94, 95

Seychelles

31 conventions en vigueur (sur 36 ratifiées)

Membre depuis 1977

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

2, 8, 11, 16, 22, 26, 50, 64, 65, 73, 99, 108, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 155, 161, 180

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 22, 26, 29, (73), (81), 99, 105, 138, (144), (147), (152), (155), (161), (180), 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Demandes directes pour les conventions nos 22, 26, 99, 100, 105, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
63-72, 74-88	89, 90, 91, 92, 94, 95

Sierra Leone

33 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1961

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

5, 7, 8, 15, 16, 17, 19, 22, 26, 32, 45, 50, 58, 59, 64, 65, 86, 88, 94, 95, 99, 101, 119, 125, 126

19 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 8, 17, 19, 26, 29, 32, 59, 81, 87, 94, 95, 98, 99, 100, 105, 111, 125, 126, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 17, 29, 59, 98, 111, 125, 144

Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 87, 94, 95, 99, 100, 126

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-61, 62(C145; C147; R153; R155)	62(C146; R154), 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Singapour

20 conventions en vigueur (sur 24 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

8, 11, 12, 16, 19, 22, 32, 45, 50, 64, 65, 86, 88, 94

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 32, 81, 94, (138), 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 94

Demandes directes pour les conventions nos 32, 81, 100, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
50-56, 58-72, 74-91	92, 94, 95

Slovaquie

63 conventions en vigueur (sur 67 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 40, 42, 43, 45, 49, 52, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 136, 139, 140, 142, 148, 155, 156, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 173, 176, 183, 184

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· 16 rapports reçus: Conventions nos 26, 29, 34, 77, 78, 88, 90, 95, 99, 105, 123, 124, 138, 144, 156, 173

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 27, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 100, 111, 122, 144

Demandes directes pour les conventions nos 26, 27, 77, 78, 88, 95, 99, 100, 111, 124, 138, 156, 161, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-83, 86-92, 94-95	84, 85

Slovénie

74 conventions en vigueur (sur 75 ratifiées)

Membre depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129

Autres conventions

2, 3, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 24, 25, 27, 32, 45, 48, 53, 56, 69, 73, 74, 80, 88, 89, 90, 91, 92, 97, 102, 103, 106, 108, 113, 114, 116, 119, 121, 126, 131, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 143, 147, 148, 149, 154, 155, 156, 158, 159, 161, 162, 173, 175, 180

13 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 27, 29, 32, 81, 90, 97, 105, 129, 131, 138, 143, 173, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération de syndicats 90 (KS90)

180

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observation pour la convention no 156

Demandes directes pour les conventions nos 27, 32, 81, 91, 97, 108, 114, 121, 122, 126, 129, 131, 138, 143, 156, 173, 180, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
79-92	94, 95

Somalie

12 conventions en vigueur (sur 14 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 105, 111

Autres conventions

16, 17, 19, 22, 23, 45, 65, 94, 95

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 17, 19, 29, 84, 94, 95, 105, 111

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-75	76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Soudan

14 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

2, 19, 26, 95, 117

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 19, 26, 29, 81, 95, 105, 122, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 26, 29, 81, 95, 105, 111, 122, 182

Demandes directes pour les conventions nos 100, 105, 111, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-80, 87	81, 82, 83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Sri Lanka

31 conventions en vigueur (sur 40 ratifiées)

Membre depuis 1948

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

8, 11, 16, 18, 26, 45, 58, 80, 90, 95, 96, 99, 103, 106, 108, 110, 115, 116, 131, 135, 160

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 81, 90, 95, 105, 131, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

- Fédération des employeurs du Ceylan (EFC)
- GLSOA, COPSITU, UFL, PU, FTZWU, HSTUA
- Syndicat des travailleurs des plantations Lanka Jathika (LJEWU)

sur les conventions nos

131

81

29, 81, 95, 105, 131, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 81, 95, 131, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 95, 105, 131, 138, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95

Suède

76 conventions en vigueur (sur 91 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 8, 9, 11, 12, 13, 14, 16, 19, 21, 27, 47, 73, 80, 88, 92, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 132, 133, 134, 135, 137, 139, 140, 141, 142, 143, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 167, 168, 170, 174, 175, 176, 178, 180, 184

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 29, 81, 105, 118, 129, 137, 138, 143, 152, 158, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 156, 158

Demandes directes pour les conventions nos 100, 111, 122, 156, 168, 182, 184

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-90, 92	91, 94, 95

Suisse

47 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

2, 6, 8, 11, 14, 16, 18, 19, 23, 26, 27, 45, 62, 80, 88, 102, 115, 116, 119, 120, 128, 132, 136, 139, 141, 142, 150, 151, 153, 154, 159, 160, 162, 163, 168, 172, 173

9 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 26, 27, 29, 81, 105, 138, 173, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Union syndicale suisse (USS/SGB)

98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 98, 182

Demandes directes pour les conventions nos 29, 100, 111, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92	94, 95

Suriname

29 conventions en vigueur (sur 30 ratifiées)

Membre depuis 1976

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 105, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

11, 13, 14, 17, 19, 27, 41, 42, 62, 88, 94, 95, 101, 106, 112, 118, 135, 150, 151, 154, 181

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 29, 81, 94, 95, 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 94

Demandes directes pour les conventions nos 81, 95, 122

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
61-72, 74-89	90, 91, 92, 94, 95

Swaziland

31 conventions en vigueur (sur 33 ratifiées)

Membre depuis 1975

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

11, 12, 14, 19, 26, 45, 50, 64, 65, 86, 89, 90, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 123, 131, 160

19 rapports demandés sur l'application des conventions

· 18 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 19, 29, 81, 87, 90, 94, 95, 98, 100, 105, 111, 123, 131, 138, 144, 182

· 1 rapport non reçu: Convention no 160

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Fédération des syndicats du Swaziland (SFTU)

87

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 81, 87, 98, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos 81, 87, 90, 94, 95, 100, 111, 123, 131, 138, 160, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
60-72, 74-92	94, 95

République arabe syrienne

49 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1947

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

1, 2, 11, 14, 17, 18, 19, 26, 30, 45, 52, 53, 63, 80, 88, 89, 94, 95, 96, 99, 101, 104, 106, 107, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 123, 124, 125, 131, 135, 136, 139, 170

15 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 11, 17, 18, 19, 29, 81, 94, 95, 105, 123, 124, 129, 131, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 87, 100, 105, 111, 118, 131

Demandes directes pour les conventions nos 17, 29, 94, 95, 100, 111, 125, 138, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-65, 67-68, 69(C159; R167), 71-72, 74-76, 77(C170; R177), 87-89	66, 69(R168), 70, 77(C171; P089; R178), 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 90, 91, 92, 94, 95

Tadjikistan

46 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 52, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 97, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 133, 134, 142, 143, 147, 148, 149, 159, 160

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 11, 27, 29, 32, 77, 78, 79, 87, 90, 95, 98, 100, 105, 111, 113, 122, 124, 126, 138, (182)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 122, 138

Demandes directes pour les conventions nos 11, 29, 77, 78, 95, 98, 100, 124, 138

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
81-83, 86-87	84, 85, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République-Unie de Tanzanie

34 conventions en vigueur (sur 35 ratifiées)

Membre depuis 1962

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

11, 12, 16, 17, 19, 26, 50, 59, 63, 64, 65, 86, 94, 95, 131, 134, 135, 137, 140, 142, 148, 149, 152, 154, 170

17 rapports demandés sur l'application des conventions

- 15 rapports reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 19, 29, 59, 95, 98, 100, 111, 131, 137, 138, 152, 182
- 2 rapports non reçus: Conventions nos 94, 105

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 17, 29, 105, 134, 152

Demandes directes pour les conventions nos 12, 17, 19, 29, 59, 94, 98, 105, 131, 138, 152, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
46-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Tanganyika

5 conventions en vigueur (sur 6 ratifiées)

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

45, 88, 101, 108

2 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 45, 81

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation pour la convention no 81

Demandes directes pour les conventions nos 45, 81

Zanzibar

2 conventions en vigueur (sur 4 ratifiées)

Autres conventions

58, 97

1 rapport demandé sur l'application des conventions

- Aucun rapport reçu: Convention no 97

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Demande directe pour la convention no 97

Tchad

23 conventions en vigueur (sur 26 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 116, 132, 135, 151, 173

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos 87, 98, 100, 111, (138), 144, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 81, 87, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos 98, 100, 111, 173, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
45-56, 58-72, 74-79, 84-87	80, 81, 82, 83, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

République tchèque

62 conventions en vigueur (sur 68 ratifiées)

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

1, 11, 12, 13, 14, 17, 18, 19, 21, 26, 27, 37, 38, 39, 42, 43, 45, 49, 77, 78, 80, 88, 90, 95, 99, 102, 108, 115, 116, 120, 123, 124, 128, 130, 132, 135, 136, 139, 140, 142, 148, 150, 155, 159, 160, 161, 163, 164, 167, 171, 176, 181

7 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 87, 98, 100, 111, 122, 144

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)
- Confédération tchéco-morave des syndicats (CM KOS)

87, 98

98, 100, 111, 122, 144

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 111, 144

Demandes directes pour les conventions nos 27, 87, 100, 111

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
80-92, 94-95	-

Thaïlande

14 conventions en vigueur (sur 15 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 100, 105, 138, 182

Conventions prioritaires

122

Autres conventions

14, 19, 80, 88, 104, 116, 127, 159

8 rapports demandés sur l'application des conventions

- 7 rapports reçus: Conventions nos 19, 29, 88, 100, 105, 122, (138)
- 1 rapport non reçu: Convention no 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Congrès national du travail de Thaïlande

19, 88, 100, 122, 138

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 122, 182

Demandes directes pour les conventions nos 19, 88, 100, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Timor-Leste

Membre depuis 2003

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	92, 94, 95

Togo

18 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1960

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

144

Autres conventions

4, 6, 11, 13, 14, 26, 41, 95, 143

15 rapports demandés sur l'application des conventions

- Aucun rapport reçu: Conventions nos 6, 11, 26, 29, 85, 87, 95, 98, 100, 105, 111, 138, 143, 144, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observations pour les conventions nos 87, 144

Demandes directes pour les conventions nos 26, 29, 100, 105, 111, 138, 143, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
44-56, 58-72, 74-87, 89	88, 90, 91, 92, 94, 95

Trinité-et-Tobago

19 conventions en vigueur (sur 20 ratifiées)

Membre depuis 1963

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 144

Autres conventions

16, 19, 50, 65, 97, 125, 147, 150, 159

14 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 19, 29, 85, 87, 97, 98, 100, 105, 111, 125, (138), 144, 147, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 87, 98, 100, 105, 125

Demandes directes pour les conventions nos 19, 29, 100, 144

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
47-56, 58-72, 74-92	94, 95

Tunisie

52 conventions en vigueur (sur 58 ratifiées)

Membre depuis 1956

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122

Autres conventions

8, 11, 12, 13, 14, 16, 17, 18, 19, 22, 23, 26, 45, 52, 55, 62, 65, 73, 77, 88, 89, 90, 91, 95, 99, 104, 106, 107, 108, 113, 114, 116, 117, 118, 119, 120, 124, 127, 135, 142, 150, 159

12 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 29, 77, 81, 90, 95, 99, 105, 124, 127, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 118, 127

Demandes directes pour les conventions nos 81, 122, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
39-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Turkménistan

6 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1993

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111

6 rapports demandés sur l'application des conventions

· Aucun rapport reçu: Conventions nos (29), (87), (98), (100), (105), (111)

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation générale

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
-	81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Turquie

52 conventions en vigueur (sur 56 ratifiées)

Membre depuis 1932

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

2, 11, 14, 26, 42, 45, 53, 55, 68, 69, 73, 77, 80, 88, 92, 94, 95, 96, 99, 102, 108, 115, 116, 118, 119, 123, 127, 133, 134, 135, 142, 146, 151, 152, 153, 155, 158, 159, 161, 164, 166

23 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 29, (53), (55), 77, 81, 94, 95, 99, 105, (108), 115, 123, (134), 138, (146), (152), (153), (155), (161), (164), (166), 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des syndicats de fonctionnaires (KESK) 87, 98, 151
- Confédération des syndicats progressistes de Turquie (DISK) 87, 98
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 29, 42, 87, 88, 96, 100, 105, 111, 118, 122, 144, 158

Demandes directes pour les conventions nos 29, 68, 69, 73, 77, 87, 92, 100, 105, 111, 115, 123, 133

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-92, 94-95	-

Ukraine

54 conventions en vigueur (sur 62 ratifiées)

Membre depuis 1954

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

2, 11, 14, 16, 23, 27, 32, 45, 47, 69, 73, 77, 78, 79, 90, 92, 95, 103, 106, 108, 113, 115, 116, 119, 120, 124, 126, 131, 132, 133, 135, 140, 142, 147, 149, 150, 154, 156, 158, 159, 160, 173

18 rapports demandés sur l'application des conventions

· 16 rapports reçus: Conventions nos 11, 27, 29, 32, 77, 78, 79, 81, 90, 95, 105, 119, 124, 129, 138, 182

· 2 rapports non reçus: Conventions nos 108, 147

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Syndicat indépendant des mineurs de l'entreprise minière de Barakov (IUMBME) 87, 98, 135

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 95, 100, 111, 119, 122, 138, 144, 156, 182

Demandes directes pour les conventions nos 27, 29, 32, 77, 78, 79, 81, 100, 105, 108, 113, 124, 126, 129, 138, 147, 150, 156, 158, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
37-56, 58-72, 74-90	91, 92, 94, 95

Uruguay

76 conventions en vigueur (sur 105 ratifiées)

Membre depuis 1919

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 129, 144

Autres conventions

1, 8, 9, 11, 13, 14, 16, 19, 21, 22, 23, 26, 27, 30, 32, 43, 63, 73, 77, 78, 79, 80, 90, 94, 95, 97, 99, 103, 106, 108, 110, 113, 114, 115, 116, 118, 119, 120, 121, 128, 130, 131, 132, 133, 134, 136, 137, 139, 141, 148, 149, 150, 151, 153, 154, 155, 156, 159, 161, 162, 167, 172, 181, 184

20 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 27, 29, 32, 77, 78, 79, 81, 90, 94, 95, 97, 105, 129, 131, 137, 138, (167), 181, 182, (184)

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Assemblée intersyndicale des travailleurs - Convention nationale des travailleurs (PIT-CNT) 81, 94, 129, 131, 138, 181, 184

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 79, 81, 94, 95, 122, 129, 144, 181

Demandes directes pour les conventions nos 32, 81, 95, 97, 129, 131, 137, 138, 159, 167, 182, 184

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74-87, 89, 90(R193; R194), 91-92, 95(R197; R198)	88, 90(P155), 94, 95(C187)

Vanuatu

8 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 2003

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 182

Autres conventions

185

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
91	92, 94, 95

République bolivarienne du Venezuela

50 conventions en vigueur (sur 54 ratifiées)

Membre de 1919 à 1957 et depuis 1958

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

1, 2, 3, 6, 11, 13, 14, 19, 21, 22, 26, 27, 41, 45, 80, 88, 95, 97, 102, 116, 117, 118, 120, 121, 127, 128, 130, 139, 140, 141, 142, 143, 149, 150, 153, 155, 156, 158, 169

14 rapports demandés sur l'application des conventions

- 13 rapports reçus: Conventions nos 6, 26, 29, 81, 87, 88, 95, 97, 105, 138, 139, 143, (182)
- 1 rapport non reçu: Convention no 27

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération des travailleurs du Venezuela (CTV) 87, 144
- Confédération syndicale internationale (CSI) 87, 98
- Fédération nationale des travailleurs retraités et pensionnés de Venezuela (FETRAJUPTTEL) 111
- Organisation internationale des employeurs (OIE) 26, 87, 95, 144, 158

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 26, 81, 87, 111, 138, 143, 144, 158, 182

Demandes directes pour les conventions nos 6, 81, 88, 95, 97, 100, 111, 122, 143, 156, 169, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
31-56, 58-72, 74(R173), 75(C167; R175), 76, 77(C170; R177), 78(R179), 80, 82(C176; R183), 87-88	74(C163; C164; C165; C166; R174), 75(C168; R176), 77(C171; P089; R178), 78(C172), 79, 81, 82(P081), 83, 84, 85, 86, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Viet Nam

16 conventions en vigueur (sur 17 ratifiées)

Membre de 1980 à 1985 et depuis 1992

Conventions fondamentales

29, 100, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81

Autres conventions

6, 14, 27, 45, 80, 116, 120, 123, 124, 155

7 rapports demandés sur l'application des conventions

- Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 6, 27, 81, 123, 124, 138, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 100, 111

Demandes directes pour les conventions nos 6, 27, 81, 100, 124, 138, 182

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
33-56, 58-63, 80-92, 94-95	-

Yémen

28 conventions en vigueur (sur 29 ratifiées)

Membre depuis 1965

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 122, 144

Autres conventions

14, 16, 19, 58, 59, 64, 65, 86, 94, 95, 104, 131, 132, 135, 156, 158, 159

10 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 29, 59, 81, 94, 95, 105, 131, 138, 159, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observation pour la convention no 94

Demandes directes pour les conventions nos 29, 59, 95, 105, 138, 156, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-87, 88(C183), 89(C184)	88(R191), 89(R192), 90, 91, 92, 94, 95

Zambie

39 conventions en vigueur (sur 43 ratifiées)

Membre depuis 1964

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

122, 144

Autres conventions

11, 12, 17, 18, 19, 26, 50, 64, 65, 86, 95, 97, 99, 103, 117, 124, 131, 135, 136, 141, 148, 149, 150, 151, 154, 158, 159, 173, 176

21 rapports demandés sur l'application des conventions

· 2 rapports reçus: Conventions nos 95, 117

· 19 rapports non reçus: Conventions nos 11, 12, 17, 18, 19, 29, 97, 103, 105, 124, 131, 138, 151, 154, 158, 159, 173, 176, 182

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Demande directe générale

Observations pour les conventions nos 29, 97, 138, 182

Demandes directes pour les conventions nos 11, 17, 29, 97, 103, 124, 131, 138, 150, 158, 159, 173, 176, 182

Observation sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
49-56, 58-72, 74-82, 87	83, 84, 85, 86, 88, 89, 90, 91, 92, 94, 95

Zimbabwe

26 conventions ratifiées et en vigueur

Membre depuis 1980

Conventions fondamentales

29, 87, 98, 100, 105, 111, 138, 182

Conventions prioritaires

81, 129, 144

Autres conventions

14, 19, 26, 45, 99, 135, 140, 150, 155, 159, 161, 162, 170, 174, 176

8 rapports demandés sur l'application des conventions

· Tous les rapports ont été reçus: Conventions nos 26, 29, 81, 99, 105, 129, 138, 182

Observations des organisations d'employeurs et de travailleurs

sur les conventions nos

- Confédération syndicale internationale (CSI)

87, 98

Commentaires présentés par la commission d'experts en 2007

Observations pour les conventions nos 81, 87, 98, 111, 129, 138

Demandes directes pour les conventions nos 26, 81, 99, 174, 182

Demande directe sur la soumission

Soumission des instruments adoptés par la Conférence aux autorités compétentes

Sessions pour lesquelles les instruments adoptés ont été soumis	Sessions pour lesquelles les instruments adoptés n'ont pas été soumis
66-72, 74-92, 94	95

Annexe

Liste des conventions adoptées par session

Liste des conventions adoptées, par session

- ★ Convention révisée en tout ou en partie par une convention ou par un protocole postérieurs.
- Convention qui n'est plus ouverte à la ratification à la suite de l'entrée en vigueur d'une convention portant révision de ce texte.
- ◆ Convention pas en vigueur.
- Convention retirée.

1ère session de la CIT, 1919

- C. 1 Convention (n° 1) sur la durée du travail (industrie), 1919
- C. 2 Convention (n° 2) sur le chômage, 1919
- ★ C. 3 Convention (n° 3) sur la protection de la maternité, 1919
- ★ C. 4 Convention (n° 4) sur le travail de nuit (femmes), 1919
- ★ C. 5 Convention (n° 5) sur l'âge minimum (industrie), 1919
- ★ C. 6 Convention (n° 6) sur le travail de nuit des enfants (industrie), 1919

2e session de la CIT, 1920

- ★ C. 7 Convention (n° 7) sur l'âge minimum (travail maritime), 1920
- C. 8 Convention (n° 8) sur les indemnités de chômage (navi- gation), 1920
- ★ C. 9 Convention (n° 9) sur le placement des marins, 1920

3e session de la CIT, 1921

- ★ C. 10 Convention (n° 10) sur l'âge minimum (agriculture), 1921
- C. 11 Convention (n° 11) sur le droit d'association (agriculture), 1921
- ★ C. 12 Convention (n° 12) sur la réparation des accidents du travail (agriculture), 1921
- C. 13 Convention (n° 13) sur la céruse (peinture), 1921
- C. 14 Convention (n° 14) sur le repos hebdomadaire (industrie), 1921
- ★ C. 15 Convention (n° 15) sur l'âge minimum (soutiers et chauffeurs), 1921
- C. 16 Convention (n° 16) sur l'examen médical des jeunes gens (travail maritime), 1921

7e session de la CIT, 1925

- ★ C. 17 Convention (n° 17) sur la réparation des accidents du travail, 1925
- ★ C. 18 Convention (n° 18) sur les maladies professionnelles, 1925
- C. 19 Convention (n° 19) sur l'égalité de traitement (accidents du travail), 1925
- C. 20 Convention (n° 20) sur le travail de nuit (boulangeries), 1925

8e session de la CIT, 1926

- C. 21 Convention (n° 21) sur l'inspection des émigrants, 1926

9e session de la CIT, 1926

- C. 22 Convention (n° 22) sur le contrat d'engagement des marins, 1926
- ★ C. 23 Convention (n° 23) sur le rapatriement des marins, 1926

10e session de la CIT, 1927

- ★ C. 24 Convention (n° 24) sur l'assurance-maladie (industrie), 1927
- ★ C. 25 Convention (n° 25) sur l'assurance-maladie (agriculture), 1927

11e session de la CIT, 1928

- C. 26 Convention (n° 26) sur les méthodes de fixation des salaires minima, 1928

12e session de la CIT, 1929

- C. 27 Convention (n° 27) sur l'indication du poids sur les colis transportés par bateau, 1929
- C. 28 Convention (n° 28) sur la protection des dockers contre les accidents, 1929

14e session de la CIT, 1930

- C. 29 Convention (n° 29) sur le travail forcé, 1930
- C. 30 Convention (n° 30) sur la durée du travail (commerce et bureaux), 1930

15e session de la CIT, 1931

- C. 31 Convention (n° 31) sur la durée du travail (mines de charbon), 1931

16e session de la CIT, 1932

- C. 32 Convention (n° 32) sur la protection des dockers contre les accidents (révisée), 1932
- C. 33 Convention (n° 33) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1932

17e session de la CIT, 1933

- C. 34 Convention (n° 34) sur les bureaux de placement payants, 1933
- C. 35 Convention (n° 35) sur l'assurance-vieillesse (industrie, etc.), 1933
- C. 36 Convention (n° 36) sur l'assurance-vieillesse (agriculture), 1933
- C. 37 Convention (n° 37) sur l'assurance-invalidité (industrie, etc.), 1933
- C. 38 Convention (n° 38) sur l'assurance-invalidité (agriculture), 1933
- C. 39 Convention (n° 39) sur l'assurance-décès (industrie, etc.), 1933
- C. 40 Convention (n° 40) sur l'assurance-décès (agriculture), 1933

18e session de la CIT, 1934

- C. 41 Convention (n° 41) (révisée) du travail de nuit (femmes), 1934
- ★ C. 42 Convention (n° 42) (révisée) des maladies professionnelles, 1934
- C. 43 Convention (n° 43) des verreries à vitres, 1934
- C. 44 Convention (n° 44) du chômage, 1934

19e session de la CIT, 1935

- C. 45 Convention (n° 45) des travaux souterrains (femmes), 1935
- C. 46 Convention (n° 46) (révisée) sur la durée du travail (mines de charbon), 1935
- C. 47 Convention (n° 47) des quarante heures, 1935
- C. 48 Convention (n° 48) sur la conservation des droits à pension des migrants, 1935
- C. 49 Convention (n° 49) de réduction de la durée du travail (verreries à bouteilles), 1935

20e session de la CIT, 1936

- C. 50 Convention (n° 50) sur le recrutement des travailleurs indigènes, 1936
- C. 51 Convention (n° 51) de réduction de la durée du travail (travaux publics), 1936
- C. 52 Convention (n° 52) sur les congés payés, 1936

21e session de la CIT, 1936

- C. 53 Convention (n° 53) sur les brevets de capacité des officiers, 1936
- ◆● C. 54 Convention (n° 54) des congés payés des marins, 1936
- C. 55 Convention (n° 55) sur les obligations de l'armateur en cas de maladie ou d'accident des gens de mer, 1936
- C. 56 Convention (n° 56) sur l'assurance-maladie des gens de mer, 1936
- ◆● C. 57 Convention (n° 57) sur la durée du travail à bord et les effectifs, 1936

22e session de la CIT, 1936

- ★ C. 58 Convention (n° 58) (révisée) sur l'âge minimum (travail maritime), 1936

23e session de la CIT, 1937

- ★ C. 59 Convention (n° 59) (révisée) de l'âge minimum (industrie), 1937
- ★ C. 60 Convention (n° 60) (révisée) sur l'âge minimum (travaux non industriels), 1937
- C. 61 Convention (n° 61) de réduction de la durée du travail (textile), 1937
- C. 62 Convention (n° 62) concernant les prescriptions de sécurité (bâtiment), 1937

24e session de la CIT, 1938

- C. 63 Convention (n° 63) concernant les statistiques des salaires et des heures de travail, 1938

25e session de la CIT, 1939

- C. 64 Convention (n° 64) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1939
- C. 65 Convention (n° 65) sur les sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1939
- C. 66 Convention (n° 66) sur les travailleurs migrants, 1939
- C. 67 Convention (n° 67) sur la durée du travail et les repos (transports par route), 1939

28e session de la CIT, 1946

- C. 68 Convention (n° 68) sur l'alimentation et le service de table (équipage des navires), 1946
- C. 69 Convention (n° 69) sur le diplôme de capacité des cuisiniers de navire, 1946
- ◆• C. 70 Convention (n° 70) sur la sécurité sociale des gens de mer, 1946
- C. 71 Convention (n° 71) sur les pensions des gens de mer, 1946
- ◆• C. 72 Convention (n° 72) des congés payés des marins, 1946
- C. 73 Convention (n° 73) sur l'examen médical des gens de mer, 1946
- C. 74 Convention (n° 74) sur les certificats de capacité de matelot qualifié, 1946
- ◆• C. 75 Convention (n° 75) sur le logement des équipages, 1946
- ◆• C. 76 Convention (n° 76) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs, 1946

29e session de la CIT, 1946

- C. 77 Convention (n° 77) sur l'examen médical des adolescents (industrie), 1946
- C. 78 Convention (n° 78) sur l'examen médical des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 79 Convention (n° 79) sur le travail de nuit des adolescents (travaux non industriels), 1946
- C. 80 Convention (n° 80) portant révision des articles finals, 1946

30e session de la CIT, 1947

- ★ C. 81 Convention (n° 81) sur l'inspection du travail, 1947
- ★ C. 82 Convention (n° 82) sur la politique sociale (territoires non métropolitains), 1947
- C. 83 Convention (n° 83) sur les normes du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 84 Convention (n° 84) sur le droit d'association (territoires non métropolitains), 1947
- C. 85 Convention (n° 85) sur l'inspection du travail (territoires non métropolitains), 1947
- C. 86 Convention (n° 86) sur les contrats de travail (travailleurs indigènes), 1947

31e session de la CIT, 1948

- C. 87 Convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948
- C. 88 Convention (n° 88) sur le service de l'emploi, 1948
- ★ C. 89 Convention (n° 89) sur le travail de nuit (femmes) (révisée), 1948
- C. 90 Convention (n° 90) sur le travail de nuit des enfants (industrie) (révisée), 1948

32e session de la CIT, 1949

- C. 91 Convention (n° 91) sur les congés payés des marins (révisée), 1949
- C. 92 Convention (n° 92) sur le logement des équipages (révisée), 1949
- ◆• C. 93 Convention (n° 93) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1949
- C. 94 Convention (n° 94) sur les clauses de travail (contrats publics), 1949
- ★ C. 95 Convention (n° 95) sur la protection du salaire, 1949
- C. 96 Convention (n° 96) sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949
- C. 97 Convention (n° 97) sur les travailleurs migrants (révisée), 1949
- C. 98 Convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949

34e session de la CIT, 1951

- C. 99 Convention (n° 99) sur les méthodes de fixation des salaires minima (agriculture), 1951
- C. 100 Convention (n° 100) sur l'égalité de rémunération, 1951

35e session de la CIT, 1952

- ★ C. 101 Convention (n° 101) sur les congés payés (agriculture), 1952
- ★ C. 102 Convention (n° 102) concernant la sécurité sociale (norme minimum), 1952
- C. 103 Convention (n° 103) sur la protection de la maternité (révisée), 1952

38e session de la CIT, 1955

- C. 104 Convention (n° 104) sur l'abolition des sanctions pénales (travailleurs indigènes), 1955

40e session de la CIT, 1957

- C. 105 Convention (n° 105) sur l'abolition du travail forcé, 1957
- C. 106 Convention (n° 106) sur le repos hebdomadaire (commerce et bureaux), 1957
- C. 107 Convention (n° 107) relative aux populations autochtones et tribales, 1957

41e session de la CIT, 1958

- C. 108 Convention (n° 108) sur les pièces d'identité des gens de mer, 1958
- ◆● C. 109 Convention (n° 109) sur les salaires, la durée du travail à bord et les effectifs (révisée), 1958

42e session de la CIT, 1958

- ★ C. 110 Convention (n° 110) sur les plantations, 1958
- C. 111 Convention (n° 111) concernant la discrimination (emploi et profession), 1958

43e session de la CIT, 1959

- ★ C. 112 Convention (n° 112) sur l'âge minimum (pêcheurs), 1959
- C. 113 Convention (n° 113) sur l'examen médical des pêcheurs, 1959
- C. 114 Convention (n° 114) sur le contrat d'engagement des pêcheurs, 1959

44e session de la CIT, 1960

- C. 115 Convention (n° 115) sur la protection contre les radiations, 1960

45e session de la CIT, 1961

- C. 116 Convention (n° 116) portant révision des articles finals, 1961

46e session de la CIT, 1962

- C. 117 Convention (n° 117) sur la politique sociale (objectifs et normes de base), 1962
- C. 118 Convention (n° 118) sur l'égalité de traitement (sécurité sociale), 1962

47e session de la CIT, 1963

- C. 119 Convention (n° 119) sur la protection des machines, 1963

48e session de la CIT, 1964

- C. 120 Convention (n° 120) sur l'hygiène (commerce et bureaux), 1964
- C. 121 Convention (n° 121) sur les prestations en cas d'accidents du travail et de maladies professionnelles, 1964 [tableau I modifié en 1980]
- C. 122 Convention (n° 122) sur la politique de l'emploi, 1964

49e session de la CIT, 1965

- ★ C. 123 Convention (n° 123) sur l'âge minimum (travaux souterrains), 1965
- C. 124 Convention (n° 124) sur l'examen médical des adolescents (travaux souterrains), 1965

50e session de la CIT, 1966

- C. 125 Convention (n° 125) sur les brevets de capacité des pêcheurs, 1966
- C. 126 Convention (n° 126) sur le logement à bord des bateaux de pêche, 1966

51e session de la CIT, 1967

- C. 127 Convention (n° 127) sur le poids maximum, 1967
- C. 128 Convention (n° 128) concernant les prestations d'invalidité, de vieillesse et de survivants, 1967

53e session de la CIT, 1969

- C. 129 Convention (n° 129) sur l'inspection du travail (agriculture), 1969
- C. 130 Convention (n° 130) concernant les soins médicaux et les indemnités de maladie, 1969

54e session de la CIT, 1970

- C. 131 Convention (n° 131) sur la fixation des salaires minima, 1970
- C. 132 Convention (n° 132) sur les congés payés (révisée), 1970

55e session de la CIT, 1970

- C. 133 Convention (n° 133) sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970
- C. 134 Convention (n° 134) sur la prévention des accidents (gens de mer), 1970

56e session de la CIT, 1971

- C. 135 Convention (n° 135) concernant les représentants des travailleurs, 1971
- C. 136 Convention (n° 136) sur le benzène, 1971

58e session de la CIT, 1973

- C. 137 Convention (n° 137) sur le travail dans les ports, 1973
- C. 138 Convention (n° 138) sur l'âge minimum, 1973

59e session de la CIT, 1974

- C. 139 Convention (n° 139) sur le cancer professionnel, 1974
- C. 140 Convention (n° 140) sur le congé-éducation payé, 1974

60e session de la CIT, 1975

- C. 141 Convention (n° 141) sur les organisations de travailleurs ruraux, 1975
- C. 142 Convention (n° 142) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975
- C. 143 Convention (n° 143) sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975

61e session de la CIT, 1976

- C. 144 Convention (n° 144) sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail, 1976

62e session de la CIT, 1976

- C. 145 Convention (n° 145) sur la continuité de l'emploi (gens de mer), 1976
- C. 146 Convention (n° 146) sur les congés payés annuels (gens de mer), 1976
- ★ C. 147 Convention (n° 147) sur la marine marchande (normes minima), 1976

63e session de la CIT, 1977

- C. 148 Convention (n° 148) sur le milieu de travail (pollution de l'air, bruit et vibrations), 1977
- C. 149 Convention (n° 149) sur le personnel infirmier, 1977

64e session de la CIT, 1978

- C. 150 Convention (n° 150) sur l'administration du travail, 1978
- C. 151 Convention (n° 151) sur les relations de travail dans la fonction publique, 1978

65e session de la CIT, 1979

- C. 152 Convention (n° 152) sur la sécurité et l'hygiène dans les manutentions portuaires, 1979
- C. 153 Convention (n° 153) sur la durée du travail et les périodes de repos (transports routiers), 1979

67e session de la CIT, 1981

- C. 154 Convention (n° 154) sur la négociation collective, 1981
- ★ C. 155 Convention (n° 155) sur la sécurité et la santé des travailleurs, 1981
- C. 156 Convention (n° 156) sur les travailleurs ayant des responsabilités familiales, 1981

68e session de la CIT, 1982

- C. 157 Convention (n° 157) sur la conservation des droits en matière de sécurité sociale, 1982
- C. 158 Convention (n° 158) sur le licenciement, 1982

69e session de la CIT, 1983

- C. 159 Convention (n° 159) sur la réadaptation professionnelle et l'emploi des personnes handicapées, 1983

71e session de la CIT, 1985

- C. 160 Convention (n° 160) sur les statistiques du travail, 1985
- C. 161 Convention (n° 161) sur les services de santé au travail, 1985

72e session de la CIT, 1986

- C. 162 Convention (n° 162) sur l'amiante, 1986

74e session de la CIT, 1987

- C. 163 Convention (n° 163) sur le bien-être des gens de mer, 1987
- C. 164 Convention (n° 164) sur la protection de la santé et les soins médicaux (gens de mer), 1987
- C. 165 Convention (n° 165) sur la sécurité sociale des gens de mer (révisée), 1987
- C. 166 Convention (n° 166) sur le rapatriement des marins (révisée), 1987

75e session de la CIT, 1988

- C. 167 Convention (n° 167) sur la sécurité et la santé dans la construction, 1988
- C. 168 Convention (n° 168) sur la promotion de l'emploi et la protection contre le chômage, 1988

76e session de la CIT, 1989

- C. 169 Convention (n° 169) relative aux peuples indigènes et tribaux, 1989

77e session de la CIT, 1990

- C. 170 Convention (n° 170) sur les produits chimiques, 1990
- C. 171 Convention (n° 171) sur le travail de nuit, 1990

78e session de la CIT, 1991

- C. 172 Convention (n° 172) sur les conditions de travail dans les hôtels et restaurants, 1991

79e session de la CIT, 1992

- C. 173 Convention (n° 173) sur la protection des créances des travailleurs en cas d'insolvabilité de leur employeur, 1992

80e session de la CIT, 1993

- C. 174 Convention (n° 174) sur la prévention des accidents industriels majeurs, 1993

81e session de la CIT, 1994

- C. 175 Convention (n° 175) sur le travail à temps partiel, 1994

82e session de la CIT, 1995

- C. 176 Convention (n° 176) sur la sécurité et la santé dans les mines, 1995

83e session de la CIT, 1996

- C. 177 Convention (n° 177) sur le travail à domicile, 1996

84e session de la CIT, 1996

- C. 178 Convention (n° 178) sur l'inspection du travail (gens de mer), 1996
- C. 179 Convention (n° 179) sur le recrutement et le placement des gens de mer, 1996
- C. 180 Convention (n° 180) sur la durée du travail des gens de mer et les effectifs des navires, 1996

85e session de la CIT, 1997

C. 181 Convention (n° 181) sur les agences d'emploi privées, 1997

87e session de la CIT, 1999

C. 182 Convention (n° 182) sur les pires formes de travail des enfants, 1999

88e session de la CIT, 2000

C. 183 Convention (n° 183) sur la protection de la maternité, 2000

89e session de la CIT, 2001

C. 184 Convention (n° 184) sur la sécurité et la santé dans l'agriculture, 2001

91e session de la CIT, 2003

C. 185 Convention (n° 185) sur les pièces d'identité des gens de mer (révisée), 2003

94e session de la CIT, 2006

♦ MLC Convention du travail maritime, 2006

95e session de la CIT, 2006

♦ C. 187 Convention (n° 187) sur le cadre promotionnel pour la sécurité et la santé au travail, 2006

96e session de la CIT, 2007

♦ C. 188 Convention (n° 188) sur le travail dans la pêche, 2007